

CONSEIL COMMUNAL DU 11 SEPTEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 11 SEPTEMBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Nicolas Clumeck, Patricia Nagelmackers, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:40
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

11.09.2025/A/0001 **Hommage à Mme Caroline Vanneste et M. Charles-Emmanuel van de Put, anciens Conseillers communaux**

Le Conseil prend connaissance.

Eerbetoon aan Mevr. Caroline Vanneste en dhr. Charles-Emmanuel van de Put, gewezen Gemeenteraadsliden.

De Raad neemt kennis.

Elisabeth Degryse entre en séance / treedt in zitting.

11.09.2025/A/0002 **Communication du Bourgmestre : Nouveau commissariat de police.**

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling van de Burgemeester: Nieuw politiecommissariaat.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0003 **Interpellation citoyenne : Stationnement illégal.**

M. Michel De Raymaecker et Mme Pauline Grégoire, porte-paroles des signataires de l'interpellation citoyenne, s'adressent ce soir à l'ensemble des personnes présentes – élus, agents de l'administration et habitants – pour partager une exaspération qui est ressentie par de nombreux citoyens et qui transcende les couleurs politiques.

Il ne s'agit pas d'une prise de parole idéologique mais d'un rappel au respect des règles de base qui concernent la sécurité de tous.

Le stationnement illégal, notamment sur les trottoirs et les passages pour piétons, est devenu une réalité quotidienne dans la commune, au point d'en être banalisé. Et ce sont, comme souvent, les usagers les plus vulnérables qui en paient le prix : les piétons, les personnes à mobilité réduite (PMR), les parents avec poussette, les enfants et les personnes âgées.

Quoiqu'il soit un fléau grandissant, le stationnement illégal débouche trop rarement sur des sanctions.

Le stationnement illégal est omniprésent à Uccle, en particulier sur les trottoirs.

Pourtant, en 2023, la zone de police a dressé en moyenne moins de 20 amendes de stationnement par jour (7.250 par an). Mais ce chiffre concerne l'ensemble des trois communes de la zone. Le nombre d'amendes réellement émises à Uccle est donc encore moindre.

Depuis 2016, le nombre d'amendes pour stationnement dans la zone de police est en nette diminution, passant de plus de 12.000 en 2016 à 7.250 en 2023, soit une baisse de 40 %. Pourtant, cette baisse des sanctions ne reflète en rien la réalité vécue par les habitants ; il est urgent de mettre en place des mesures plus fermes pour protéger tous les usagers et garantir un espace public respectueux de chacun.

Récemment, le collectif « Le piéton ucclois en a marre » a relevé plus de 600 infractions en une journée seulement, et 175 pendant une action de deux heures. Ce fossé entre les chiffres officiels et la réalité constatée est sidérant.

Ces infractions de stationnement ne sont pas des cas isolés. Partout dans la commune, on retrouve des situations où des véhicules occupent des espaces qui devraient être réservés aux piétons. Les orateurs citent quelques exemples emblématiques parmi beaucoup d'autres :

stationnements quotidiens entièrement sur le trottoir : avenue Brugmann (près de la clinique vétérinaire), venelle de Saint-Job et rue de Stalle (devant le fleuriste près du Colruyt) ;

stationnements quotidiens à cheval sur le trottoir et la rue : avenue de Messor, avenue de Floréal et avenue de Saturne (mais on pourrait ajouter presque toutes les rues d'Uccle) ;

stationnements quotidiens à cheval sur le trottoir et la pente de garage : rue Basse et rue Arnold Delvaux ;

stationnements quotidiens sur le passage pour piétons : parvis Saint-Pierre et chaussée de Waterloo.

Certaines artères telles que l'avenue de la Ramée et la rue Roberts-Jones combinent quotidiennement plusieurs de ces types d'infraction.

Ces situations ne sont pas ponctuelles ni anecdotiques. Elles sont l'expression d'un réel laisser-faire et d'un espace public qui, au lieu de protéger les plus vulnérables, les contraint à se mettre en danger pour aller faire leurs courses ou aller à

l'école.

Les orateurs appuient l'interpellation du 24 avril 2025 du groupe Avello, anciennement Gracq, qui réclamait plus de réglementations vis-à-vis des véhicules utilitaires sportifs (SUV). En effet, leur gabarit entraîne souvent un empiètement accru sur les trottoirs, que ce soit depuis la chaussée ou sur les pentes de garage. Ces véhicules accélèrent la détérioration de la voirie et endommagent les trottoirs.

Les signataires de l'interpellation sont également étonnés de la décision de la police zonale de ne pas verbaliser certains stationnements illégaux.

Le commissaire de police de la zone tient, à propos du parking, les propos suivants :

« Toute infraction de stationnement ne peut pas toujours et partout être sanctionnée. C'est pourquoi nous attirons principalement l'attention sur le stationnement antisocial. Le stationnement sur le trottoir par des habitants qui le font depuis plus de 20 ans ne relève pas, selon nous, de cette catégorie ».

Accepter ce comportement sous prétexte d'une longue habitude revient à envoyer, de façon implicite, le message suivant : « Si vous enfoncez la loi assez longtemps, elle ne s'applique plus à vous ».

Lorsqu'une voiture est stationnée illégalement sur le trottoir, elle contraint les piétons à descendre sur la chaussée, les exposant directement aux véhicules en circulation. Cela augmente fortement le risque d'accidents.

Par ailleurs, ces voitures mal garées obstruent la visibilité des piétons qui veulent traverser mais aussi celle des automobilistes, rendant les croisements plus dangereux et augmentant à nouveau les risques d'accidents.

Et ce danger s'aggrave encore : en effet, en se garant à moitié sur les trottoirs, les voitures libèrent la chaussée, incitant ainsi d'autres automobilistes à rouler plus vite, ce qui favorise les excès de vitesse dans des rues pourtant limitées à 30 km/h.

Enfin, le poids des véhicules endommage les trottoirs, provoquant des irrégularités qui favorisent les chutes, surtout chez les personnes à mobilité réduite (PMR) et les personnes âgées.

Le stationnement sauvage détériore non seulement la sécurité mais aussi le « vivre ensemble ». Il alimente un sentiment d'injustice, crée des conflits entre usagers et fait naître un climat de tension entre piétons et automobilistes. Il donne le sentiment que certaines règles ne s'appliquent pas à tout le monde, et que ceux qui enfreignent la loi le font en toute impunité.

Quand des enfants doivent marcher sur la chaussée, quand une personne en fauteuil roulant se retrouve bloquée, ou quand des parents avec poussette doivent zigzaguer entre les obstacles, c'est le lien social qui se fissure. C'est la solidarité urbaine qui s'effrite. Et c'est l'espace public – censé être partagé et inclusif – qui devient un terrain de conflits et d'exclusion.

Uccle mérite mieux qu'un cadre de vie où chacun doit se battre pour un passage sur le trottoir. Faire respecter le code de la route, c'est aussi protéger ce que nous avons en commun : un espace public qui appartient à tous.

Le code de la route est pourtant clair : un trottoir, c'est pour les piétons, pas pour les voitures. Pourquoi ce qui est interdit reste-t-il toléré ? Pourquoi faudrait-il une blessure grave ou un accident pour que l'on réagisse ?

Il est temps que la commune envoie un message clair :

Oui, le stationnement sur le trottoir est une infraction ;

Oui, cette infraction sera systématiquement sanctionnée ;

Non, ce n'est pas aux piétons de contourner le problème mais bien aux autorités de faire respecter le code de la route.

Les orateurs saluent l'investissement prévu pour la rénovation des trottoirs mais se demandent quelle est son utilité si ces mêmes trottoirs sont systématiquement occupés ou endommagés par des voitures mal garées.

La commune considère-t-elle que le code de la route doit être respecté par

tous, y compris en matière de stationnement ?

Quelles mesures concrètes le Collège compte-t-il prendre pour protéger les usagers vulnérables et mettre fin à cette impunité ?

Comment le Collège compte-t-il renforcer le contrôle du stationnement illégal ?

M. Cools remercie les citoyens pour leur intervention, dont il partage le point de vue selon lequel le code de la route n'est pas optionnel. Se garer sur un trottoir ou un passage pour piétons est effectivement très dangereux et se garer sur un emplacement pour handicapés est assurément un comportement antisocial. Il serait d'ailleurs peut-être opportun de relancer la campagne menée il y a quelques années sur le thème « Si tu prends ma place, prends mon handicap ».

M. Cools a aussi été interpellé par les statistiques citées par les intervenants, notamment quant au faible nombre de procès-verbaux dressés dans la zone de police, et ce alors qu'Uccle bat des records pour ce qui concerne les amendes pour excès de vitesse : 148.235 procès-verbaux ont été dressés à cet égard dans la zone dont Uccle fait partie alors qu'il y en a eu 104.000 dans la zone Bruxelles-Ixelles, qui occupe la seconde place dans ce classement quoiqu'elle soit plus peuplée.

M. Cools n'est évidemment pas favorable à ce que l'on outre passe la réglementation relative aux limitations de vitesse ou au contrôle des horodateurs, mais il va de soi que la priorité doit être accordée à la sécurité et donc au respect des trottoirs.

La commune a pris auparavant l'initiative d'installer des bollards dans toute une série de rues afin d'empêcher le stationnement, mais il est malheureux qu'il ait fallu en arriver là.

Les photographies présentées par les orateurs pour illustrer leur propos sont parfois très éloquentes, notamment celles où l'on observe un stationnement sur des passages piétons au parvis Saint-Pierre en dépit de la présence d'un parking à proximité.

M. Cools ne pense pas qu'il faille envisager des réglementations complémentaires pour les SUV. C'est le seul point développé par les orateurs pour lequel M. Cools émet une certaine réserve. Selon M. Cools, il s'agit d'un type de véhicule qu'on a tout à fait le droit d'utiliser et pour lequel on paie d'ailleurs des taxes plus élevées. Mais il va de soi que si un SUV est stationné sur le trottoir, l'automobiliste concerné doit non seulement payer une amende mais aussi assumer la responsabilité civile des dommages qu'il aurait pu occasionner.

M. Meeus reconnaît qu'à Uccle, trop de trottoirs et de passages piétons sont occupés par des voitures. Cette situation met évidemment en difficulté les plus vulnérables : les piétons, les familles avec poussette, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite.

Les documents transmis par les auteurs de l'interpellation citoyenne sont très éloquentes : ils ont relevé 600 infractions commises en une seule journée alors qu'on a officiellement recensé une moyenne de 20 amendes par jour pour la zone Marlow en 2023. Il y a donc un décalage très net entre les résultats du contrôle et la réalité effective.

Il serait intéressant de connaître la position du Collège et du Bourgmestre sur la politique qui a été développée ou qui pourrait être développée en ce domaine.

Parmi les pistes qui pourraient être envisagées, M. Meeus suggère une présence plus régulière des agents dans les zones sensibles, une attention particulière pour les trottoirs, les passages piétons et les pistes cyclables, la prise en compte de l'accessibilité pour les piétons dans les investissements en faveur de la rénovation des trottoirs.

La « marchabilité » était un des enjeux évoqués lors des élections

communales de 2024. Il faut qu'Uccle demeure une commune où il est simple d'aller à pied.

M. Mercenier précise que le groupe socialiste partage le constat effectué par les auteurs de l'interpellation citoyenne.

M. Mercenier serait favorable à des interventions ciblées et systématiques dans une série de rues qui seraient retenues tronçon par tronçon afin de conscientiser les citoyens quant au respect des normes.

Mme Duvieusart, après avoir remercié les citoyens pour leur interpellation, signale que ce sujet est au cœur des préoccupations de son groupe politique. Elle a d'ailleurs récemment interrogé le chef de corps lors d'une séance du Conseil de police tant elle était horrifiée du faible nombre de procès-verbaux relatifs à de mauvais stationnements.

Les trottoirs sont effectivement envahis par les voitures, les publicités, les poubelles, les étalages, les tringles à vêtements, les déchets clandestins, parfois aussi par les vélos, motos et trottinettes.

Les piétons ont régulièrement le désagréable sentiment de ne plus être les bienvenus sur les trottoirs. Et il en est de même sur les passages pour piétons et les pistes cyclables.

Au début de cette année, le Conseil communal s'est prononcé en faveur de l'octroi de deux millions d'euros pour la réfection des trottoirs, ce qui représente un doublement du budget consacré à ce poste. La problématique des trottoirs a d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière lors de la dernière campagne électorale. Il serait incongru de dépenser autant d'argent public pour que les voitures abiment les trottoirs et se les approprient. Les trottoirs n'ont pas été conçus pour supporter le poids de véhicules de plus en plus larges et de plus en plus lourds (parfois jusqu'à deux tonnes). Mme Duvieusart remarque que les nouveaux trottoirs de la chaussée d'Alsemberg sont déjà déchaussés à certains endroits.

N'incombe-t-il pas au Bourgmestre, en tant que responsable de la sécurité des citoyens, de rappeler, par exemple via le Wolvendael, les règles élémentaires du code de la route, notamment celle selon laquelle les trottoirs sont réservés à l'usage exclusif des piétons ?

La sécurité est définie comme une priorité dans la Déclaration de politique communale. Ce document prévoit une « tolérance zéro » pour toutes les incivilités, et il s'agit bien ici d'une incivilité majeure. Les citoyens ont raison d'affirmer que les voitures à cheval sur les trottoirs et la chaussée encouragent les excès de vitesse.

Mme l'Echevin Gol-Lescot devrait rappeler aux parents d'élèves via les directions d'école qu'ils ne sont pas autorisés à se garer sur le trottoir bordant l'établissement scolaire voire à se rendre en voiture jusqu'à la classe de leur enfant.

Mme Duvieusart n'ose plus sortir de chez elle à la sortie des classes car la présence des voitures, voire même des bus scolaires, est un danger quotidien.

Il faudrait rappeler aux parents les bienfaits de la marche pour la santé de leurs enfants. Il conviendrait également de dire aux parents qui craignent de laisser leurs enfants se rendre à l'école à pied ou à vélo que leur propre comportement d'automobiliste indélicat constitue le principal danger pour la sécurité de leurs enfants.

Il serait opportun que M. Vanraes, en tant qu'échevin de la Santé, recommande la pratique de la marche à l'ensemble de la population, ce qui implique dans bien des situations de se garer un peu plus loin et de faire quelques pas.

Mme Czekalski reconnaît que le stationnement illégal est susceptible de générer de l'insécurité routière et des nuisances pour les riverains et les PMR. Il faut toujours accorder une importance primordiale à la qualité des trottoirs.

Les membres du Conseil de police auront l'occasion de prendre connaissance du rapport de la zone cette semaine. Toutefois, la diminution des amendes au sein de la zone de police s'explique peut-être par la proportion d'amendes administratives infligées par le Fonctionnaire sanctionnateur. Ce dispositif constitue en effet un outil supplémentaire de dissuasion.

Mme Czekalski estime qu'en cette matière, il faut être ferme face aux abus mais aussi faire preuve d'humanité et de compréhension à l'égard des situations exceptionnelles auxquelles certaines personnes peuvent être confrontées, par exemple dans le cas de l'accompagnement d'un parent invalide à l'hôpital ou d'un animal en fin de vie dans une clinique vétérinaire. Ce n'est que moyennant cet équilibre que la règle sera acceptée et respectée par les citoyens.

M. Sax plaide en faveur d'une plus grande visibilité des verbalisations opérées par la police grâce au dépôt d'un papier lisible sur le pare-brise des véhicules mal garés.

Il souligne que les véhicules à deux roues sont aussi de nature à poser des difficultés, qu'il s'agisse de vélos ou de scooters parfois accrochés aux barrières et aux arbres ou de motos dont l'écoulement d'huile sur les trottoirs s'avère dangereux pour les piétons.

M. le Bourgmestre revient sur le chiffre évoqué de 7.500 amendes pour stationnement infligées en 2023 par la zone de police.

Il précise qu'il faut ajouter aux amendes dressées de la part de la police à Uccle, dont le nombre s'élève à 4.072, les 1.386 sanctions administratives pour stationnements infligées par les agents constatateurs communaux. Le nombre total de procès-verbaux dressés pour Uccle s'élève donc à 5.458.

Mais au-delà des chiffres, M. le Bourgmestre partage le point de vue développé par les auteurs de l'interpellation citoyenne et est aussi excédé qu'eux car il n'est en aucune manière partisan du laxisme en ce domaine. La Déclaration de politique générale accorde d'ailleurs une importance centrale aux piétons.

Même si un travail important est accompli par la police et les fonctionnaires habilités à sanctionner, M. le Bourgmestre reconnaît que la situation actuelle n'est pas satisfaisante.

En dépit des exceptions relevées par Mme Czekalski, on constate un trop grand nombre d'incivilités, non seulement en matière de stationnement mais aussi dans d'autres domaines tels que, par exemple, la propreté.

M. le Bourgmestre reçoit régulièrement des mails d'insultes de la part de citoyens qui avancent l'argument selon lequel le Collège supprimerait trop de places de stationnement pour justifier leur prétendu droit à stationner n'importe où. On a affaire ici à des gens qui considèrent que l'autre n'existe pas. Mais ce serait vendre du rêve que de prétendre que les mandataires politiques sont les plus habilités à faire l'éducation des citoyens indéclicats. Cela ne signifie pas pour autant que le Collège est attentiste et cède au laisser-aller.

Au cours des dernières années, la police s'est concentrée sur la lutte contre les excès de vitesse, en raison du danger qu'ils représentent, et ce d'autant plus qu'il y a eu une forte mobilisation citoyenne sur cette thématique. Cela s'est traduit par la mise en place d'une infrastructure de contrôle, en l'occurrence des radars.

Il convient à présent de davantage se focaliser sur la problématique du stationnement. L'efficacité de l'action en ce domaine repose sur la mise en place d'équipes mobiles de policiers cyclistes (bikers). Des décisions en ce sens ont été prises en collaboration avec le chef de corps.

M. le Bourgmestre souligne également que le budget consacré à la rénovation des trottoirs a été doublé, notamment pour installer des oreilles de trottoir.

Il remarque que la seule partie de l'avenue Molière ayant fait l'objet

d'aménagements dans le but d'éviter l'obstruction des trottoirs par les voitures est précisément celle qui relève de la commune d'Uccle.

M. le Bourgmestre est tout à fait disposé à refaire le point d'ici un an pour évaluer la situation.

M. l'Echevin Wyngaard confirme que la réfection des trottoirs constitue une priorité absolue pour le Collège, vu que le budget consacré à ce poste a en réalité été quadruplé depuis 7 ans.

Lorsque cela s'avère nécessaire, l'administration communale n'hésite pas à envoyer des lettres enjoignant les habitants à rénover les trottoirs à leurs frais.

Chaque année, une vingtaine de traversées piétonnes fait l'objet d'un traitement, soit par la création de nouvelles traversées piétonnes soit par la sécurisation de traversées piétonnes déjà existantes, notamment via l'aménagement d'oreilles de trottoir qui améliorent la visibilité, réduisent la distance de traversée et entravent les tentatives de stationnement incivique.

Certaines voiries font l'objet d'un réaménagement complet. Le choix des artères résulte d'un arbitrage qui se fonde sur des critères tels que la présence d'établissements scolaires. La rénovation complète du tronçon de la rue Roberts-Jones situé entre la rue Edith Cavell et l'avenue Léo Errera figure au programme.

M. l'Echevin Biermann précise qu'en cas de demande de permis d'urbanisme, le Règlement régional d'urbanisme (RRU) est appliqué d'une manière telle que l'aménagement des emplacements de stationnement en zone de recul réponde à la préoccupation suscitée par le débordement des voitures sur les trottoirs.

Il évoque aussi la convention Vollenbike ainsi que l'organisation de « rues scolaires ».

Ces divers dispositifs nuancent quelque peu l'allégation selon laquelle peu d'actions sont menées.

Mme l'Echevin Gol-Lescot insiste sur le fait qu'il n'y a pas de solution miracle, et ce d'autant plus qu'il est difficile pour des mandataires politiques de jouer le rôle d'éducateur vis-à-vis des parents.

Des courriers sont envoyés à tous les parents d'élèves, des articles sont publiés dans le Wolvendael pour expliquer qu'un kiss and ride n'est pas un parking, que les trottoirs doivent être respectés, etc.

On tente de sensibiliser les parents via les enfants mais les bonnes résolutions ne durent guère.

Mme Grégoire et M. De Raymaecker relèvent les actions proposées par le Collège : présence plus régulière des agents autour des pistes cyclables et des passages pour piétons, systématisation des contrôles tronçon par tronçon, rappel aux parents d'élèves des règles de civilité en matière de circulation via des articles dans le Wolvendael...

Ils plaident en faveur d'une extension du dispositif des rues scolaires, que ce soit quant aux zones couvertes ou aux tranches horaires.

Ils remercient le Collège pour le budget consacré aux trottoirs. Toutefois, il ne sert à rien de quadrupler le budget dédié aux trottoirs si des véhicules en viennent à les abîmer.

Ils prennent acte des résolutions prises concernant la rue Roberts-Jones mais invitent le Collège à se pencher sur la situation de la rue Basse et de la rue Arnold Delvaux, qui laisse franchement à désirer.

Ils remercient le Bourgmestre pour sa volonté de s'investir dans le contrôle de la vitesse mais réclament des efforts supplémentaires dans la problématique du stationnement des véhicules sur les trottoirs, qui figure d'ailleurs au point 2 du Plan

national de sécurité.

Quoique des travaux soient entrepris pour mieux distinguer ce qui relève de la rue, du trottoir ou du parking, certains dispositifs réduisent en fait la surface disponible pour les piétons : recharges électriques, feux de signalisation, poubelles, bollards. La rue de Broyer est un bel exemple de cette situation.

L'argument fallacieux selon lequel le manque de places justifierait les stationnements illégitimes reviendrait à dire qu'on aurait le droit de stationner sur la chaussée parce qu'il n'y a pas assez de bancs publics.

Les signataires de l'interpellation citoyenne ne réclament pas une répression aveugle mais exigent que la loi soit appliquée comme pour n'importe quelle infraction.

Mme Grégoire et M. De Raymaecker sont tout à fait disposés à revenir dans un an pour faire le point sur la situation et, le cas échéant, rappeler au Collège ses engagements à l'égard des piétons.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie: Illegaal parkeren.

De h. Michel De Raymaecker en mevr. Pauline Grégoire, woordvoerders van de ondertekenaars van de burgerinterpellatie, richten zich vanavond tot alle aanwezigen - verkozenen, ambtenaren en inwoners - om een ergernis te delen die door veel burgers wordt gevoeld en die politieke kleuren overstijgt.

Dit is geen ideologische verklaring maar een herinnering om de basisregels te respecteren die van invloed zijn op ieders veiligheid.

Foutparkeren, vooral op voetpaden en zebrapaden, is in de gemeente zo goed als dagelijkse realiteit geworden. En zoals zo vaak het geval is, zijn het de meest kwetsbare gebruikers die de prijs betalen: voetgangers, personen met beperkte mobiliteit, ouders met kindervagens, kinderen en ouderen.

Hoewel foutparkeren een groeiende plaag is, wordt het te zelden bestraft.

Foutparkeren is schering en inslag in Ukkel, vooral op trottoirs.

In 2023 schreef de politiezone echter gemiddeld minder dan 20 parkeerboetes per dag uit (7.250 per jaar). Maar dit cijfer geldt voor alle drie de gemeentes in het gebied. Het aantal boetes dat daadwerkelijk is uitgeschreven in Ukkel is dus nog lager.

Sinds 2016 is het aantal parkeerboetes in de politiezone sterk gedaald, van meer dan 12.000 in 2016 naar 7.250 in 2023, een daling van 40%. Deze daling van het aantal sancties weerspiegelt echter geenszins de realiteit waarmee de inwoners worden geconfronteerd. Er moeten dringend strengere maatregelen worden genomen om alle gebruikers te beschermen en een openbare ruimte te garanderen waarin iedereen met respect wordt behandeld.

Onlangs registreerde het collectief "Le piéton ucclois en a marre" meer dan 600 overtredingen op slechts één dag, en 175 tijdens een actie van twee uur. De kloof tussen de officiële cijfers en de werkelijkheid is duizelingwekkend.

Deze parkeerovertredingen staan niet op zichzelf. Overal in de gemeente zijn er situaties waarin voertuigen ruimte innemen die voor voetgangers gereserveerd zouden moeten zijn. De sprekers noemden enkele emblematische voorbeelden naast vele andere:

dagelijks parkeren volledig op het trottoir: Brugmannlaan (bij de dierenkliniek), Sint-Jobstraat en Stallestraat (voor de bloemist bij Colruyt);

dagelijks parkeren op het trottoir en op straat: Messidorlaan, Floréalaan en Saturnelaan (maar je zou bijna elke straat in Ukkel kunnen toevoegen);

dagelijks parkeren op het trottoir en de helling van de garage: Diepestraat en Arnold Delvauxstraat;

dagelijks parkeren op voetgangersoversteekplaatsen: Sint-Pietersvoorplein en

Waterloosesteenweg.

Sommige verkeersaders, zoals de Looflaan en de Roberts-Jonesstraat, combineren dagelijks meerdere van dit soort overtredingen.

Deze situaties zijn niet geïsoleerd of anekdotisch. Ze zijn de uitdrukking van een echte laissez-faire houding en een openbare ruimte die, in plaats van de meest kwetsbaren te beschermen, hen dwingt zichzelf in gevaar te brengen om boodschappen te doen of naar school te gaan.

De sprekers steunden het verzoek dat op 24 april 2025 werd ingediend door Avello, voorheen Gracq, voor meer regulering van sport utility vehicles (SUV's). Hun omvang leidt vaak tot een grotere inbreuk op trottoirs, zowel vanaf de rijbaan als op garagehellingen. Deze voertuigen versnellen de achteruitgang van het wegdek en beschadigen trottoirs.

De ondertekenaars van de petitie zijn ook verbaasd over het besluit van de zonale politie om geen boetes uit te schrijven voor foutparkeren.

De politiecommissaris voor het gebied had het volgende te zeggen over de parkeerplaats:

"Niet elke parkeerovertreding kan worden bestraft. Daarom richten we ons op asociaal parkeren. Naar onze mening valt het parkeren op het trottoir door bewoners die dit al meer dan 20 jaar doen niet onder deze categorie."

Dit gedrag accepteren onder het mom van een oude gewoonte komt neer op het impliciet sturen van de volgende boodschap: "Als je de wet lang genoeg overtreedt, geldt hij niet meer voor jou".

Wanneer een auto fout op het trottoir geparkeerd staat, worden voetgangers op de rijbaan gedwongen en worden ze direct blootgesteld aan het verkeer. Dit verhoogt het risico op ongelukken aanzienlijk.

Bovendien belemmeren slecht geparkeerde auto's het zicht van voetgangers die de weg willen oversteken en van automobilisten, waardoor oversteken gevaarlijker wordt en het risico op ongelukken weer toeneemt.

En dit gevaar wordt nog groter: door half op het trottoir te parkeren, maken auto's de rijbaan vrij en worden andere bestuurders aangemoedigd om sneller te rijden, wat snelheidsovertredingen aanmoedigt in straten met een snelheidslimiet van 30 km/u.

Tot slot beschadigt het gewicht van de voertuigen het wegdek, waardoor onregelmatigheden ontstaan die valpartijen in de hand werken, vooral bij personen met beperkte mobiliteit en ouderen.

Wildparkeren heeft niet alleen invloed op de veiligheid, maar ook op het "samenleven". Het voedt een gevoel van onrechtvaardigheid, creëert conflicten tussen gebruikers en leidt tot een klimaat van spanning tussen voetgangers en automobilisten. Het wekt de indruk dat bepaalde regels niet voor iedereen gelden en dat degenen die de wet overtreden dat ongestraft doen.

Als kinderen op het trottoir moeten lopen, als iemand in een rolstoel vast komt te zitten of als ouders met kinderwagens tussen obstakels door moeten zigzaggen, is het sociale weefsel kapot. De stedelijke solidariteit wordt uitgehold. En het is de openbare ruimte - die wordt verondersteld gedeeld en inclusief te zijn - die een broedplaats voor conflicten en uitsluiting wordt.

Ukkel verdient beter dan een leefomgeving waar iedereen moet vechten voor een plekje op het trottoir. Het handhaven van de verkeersregels betekent ook het beschermen van wat we gemeenschappelijk hebben: een openbare ruimte die van iedereen is.

De wegcode is duidelijk: trottoirs zijn er voor voetgangers, niet voor auto's. Waarom blijft wat verboden is getolereerd? Waarom is er een ernstig letsel of ongeluk voor nodig om te reageren?

Het is tijd dat de gemeente een duidelijke boodschap afgeeft:

Ja, parkeren op het trottoir is een overtreding;

Ja, deze overtreding zal systematisch worden bestraft;

Nee, het is niet aan voetgangers om het probleem te omzeilen; het is aan de autoriteiten om de wegcode te respecteren.

De sprekers verwelkomden de geplande investering om de trottoirs te renoveren maar vroegen zich af wat het nut daarvan zou zijn als diezelfde trottoirs systematisch bezet of beschadigd zouden worden door slecht geparkeerde auto's.

Is de gemeente van mening dat de wegcode door iedereen moet worden nageleefd, ook als het gaat om parkeren?

Welke concrete maatregelen denkt het college te nemen om kwetsbare gebruikers te beschermen en een einde te maken aan deze straffeloosheid?

Hoe denkt de universiteit de controles op foutparkeren op te voeren?

De h. Cools bedankt de leden van het publiek voor hun bijdragen en deelt hun mening dat de wegcode niet optioneel is. Parkeren op het trottoir of een voetgangersoversteekplaats is erg gevaarlijk en parkeren op een gehandicaptenparkeerplaats is zeker asociaal gedrag. Het is misschien ook een goed idee om de campagne van een paar jaar geleden met als thema "Als je mijn plaats inneemt, neem dan mijn handicap" nieuw leven in te blazen.

Hij was ook getroffen door de statistieken die de sprekers aanhaalden, met name het lage aantal boetes dat in de politiezone werd uitgeschreven, ondanks het feit dat Ukkel records breekt op het gebied van snelheidsboetes: 148.235 boetes werden uitgeschreven in de zone waartoe Ukkel behoort, tegenover 104.000 in de zone Brussel-Elsene, die op de tweede plaats staat in deze rangschikking ondanks het feit dat ze een groter aantal inwoners telt.

De h. Cools is uiteraard geen voorstander van het overschrijden van snelheidslimieten of het controleren van parkeerautomaten maar het spreekt voor zich dat veiligheid en dus respect voor trottoirs prioriteit moeten krijgen.

De gemeente heeft al eerder het initiatief genomen om paaltjes te plaatsen in een hele reeks straten om parkeren tegen te gaan, maar het is jammer dat het zover heeft moeten komen.

De foto's die de sprekers laten zien om hun punten te illustreren zijn soms erg welsprekend, vooral die van het parkeren op zebrapaden op het Sint-Pietersvoorplein, ondanks de aanwezigheid van een parking vlakbij.

Hij gelooft niet dat er extra regels nodig zijn voor SUV's. Dit is het enige punt van de sprekers waarbij hij enige bedenkingen heeft. Volgens hem is dit een type voertuig waar je het volste recht op hebt en waarvoor je hogere belastingen betaalt. Maar het spreekt voor zich dat als een SUV op het trottoir geparkeerd staat, de automobilist in kwestie niet alleen een boete moet betalen, maar ook civiel aansprakelijk is voor de schade die hij of zij heeft veroorzaakt.

De h. Meeus erkent dat in Ukkel te veel trottoirs en zebrapaden door auto's worden ingenomen. Deze situatie brengt uiteraard de meest kwetsbaren in gevaar: voetgangers, gezinnen met kindergagens, ouderen en personen met beperkte mobiliteit.

De documenten die door de auteurs van de burgerinterpellatie werden ingediend, spreken voor zich: ze vermelden 600 overtredingen die op één dag werden begaan, terwijl er officieel een gemiddelde van 20 boetes per dag werd geregistreerd voor de zone Marlow in 2023. Er is dus een duidelijke discrepantie tussen de resultaten van de controle en de werkelijke situatie.

Het zou interessant zijn om te weten wat het standpunt van het college en de burgemeester is over het beleid dat op dit gebied is ontwikkeld of zou kunnen worden ontwikkeld.

De h. Meeus stelt voor om de aanwezigheid van agenten in kwetsbare gebieden regelmatig te laten verlopen, met bijzondere aandacht voor trottoirs,

voetgangersoversteekplaatsen en fietspaden, en om bij investeringen in de renovatie van trottoirs rekening te houden met de toegankelijkheid voor voetgangers.

De “wandelbaarheid” was een van de onderwerpen die aan de orde werden gesteld tijdens de gemeenteraadsverkiezingen van 2024. Ukkel moet een gemakkelijke plaats blijven om naartoe te wandelen.

De h. Mercenier zegt dat de socialistische fractie het eens is met de auteurs van de burgerinterpellatie.

Hij is voorstander van gerichte en systematische interventies in een reeks straten, die stuk voor stuk worden uitgekozen, om de burgers bewust te maken van de noodzaak om de normen na te leven.

Mevr. Duvieusart bedankte de burgers voor hun vraag en wees erop dat dit onderwerp haar fractie na aan het hart ligt. Onlangs ondervroeg ze zelfs de hoofdcommissaris tijdens een vergadering van de politieraad, omdat ze zo ontzet was over het lage aantal bekeuringen voor foutparkeren.

De trottoirs worden overspoeld door auto's, reclame, vuilnisbakken, kraampjes, kledingrekken, sluikstorten en soms door fietsen, motoren en steps.

Voetgangers hebben regelmatig het onaangename gevoel dat ze niet meer welkom zijn op trottoirs. Hetzelfde geldt voor voetgangersoversteekplaatsen en fietspaden.

Eerder dit jaar stemde de gemeenteraad om twee miljoen euro toe te wijzen aan het herstel van trottoirs, wat een verdubbeling van het budget voor deze post betekent. Tijdens de laatste verkiezingscampagne werd bijzondere aandacht besteed aan de kwestie van trottoirs. Het zou onlogisch zijn om zoveel overheidsgeld uit te geven aan auto's die de trottoirs beschadigen en zich de trottoirs toe-eigenen. De trottoirs waren niet ontworpen om het gewicht van steeds bredere en zwaardere voertuigen (soms tot twee ton) te dragen. Mevr. Duvieusart merkt op dat de nieuwe trottoirs op de Alsebergsesteenweg op sommige plaatsen al verdwenen zijn.

Is het niet de verantwoordelijkheid van de burgemeester, als verantwoordelijke voor de openbare veiligheid, om mensen, bijvoorbeeld via de Wolvendaal, te herinneren aan de basisregels van de wegcode, in het bijzonder dat trottoirs voorbehouden zijn aan het exclusieve gebruik door voetgangers?

Veiligheid wordt in de gemeentelijke beleidsverklaring gedefinieerd als een prioriteit. Dit document voorziet in "nultolerantie" voor alle vormen van asociaal gedrag en dit is inderdaad een belangrijke vorm van asociaal gedrag. Burgers hebben gelijk als ze zeggen dat auto's die over trottoirs en de rijbaan rijden geneigd zijn om te snel te rijden.

Schepen Gol-Lescot moet ouders er via de schooldirecties aan herinneren dat ze niet op het trottoir naast de school mogen parkeren of zelfs naar de klas van hun kind mogen rijden.

Mevr. Duvieusart durft haar huis na school niet meer uit omdat de aanwezigheid van auto's en zelfs schoolbussen een dagelijks gevaar is.

Ouders moeten worden gewezen op de gezondheidsvoordelen van wandelen voor hun kinderen. Ouders die bang zijn om hun kinderen lopend of op de fiets naar school te laten gaan, moeten ook te horen krijgen dat hun eigen onbehouwen gedrag van automobilisten het grootste gevaar is voor de veiligheid van hun kinderen.

Het zou een goed idee zijn als de h. Vanraes, als schepen van Gezondheid, de hele bevolking zou aanraden om te gaan lopen, wat in veel situaties betekent dat je iets verder weg moet parkeren en een paar stappen moet zetten.

Mevr. Czekalski erkent dat foutparkeren waarschijnlijk zal leiden tot verkeersveiligheidsproblemen en overlast voor omwonenden en PBM's. De kwaliteit van bestratingen is altijd van het grootste belang.

De leden van de politieraad krijgen deze week de gelegenheid om het rapport van de zone te lezen. De daling van de boetes binnen de politiezone kan echter worden verklaard door het aandeel van de administratieve boetes die door de sanctionerende ambtenaar worden opgelegd. Dit systeem is een extra afschrikmiddel.

Mevr. Czekalski is van mening dat het op dit gebied nodig is om streng op te treden tegen misbruik maar ook om menselijkheid en begrip te tonen voor de uitzonderlijke situaties waarmee sommige mensen te maken kunnen krijgen, bijvoorbeeld wanneer ze een invalide familielid naar het ziekenhuis begeleiden of een dier aan het einde van zijn leven in een dierenkliniek. Alleen als dit evenwicht wordt bereikt, zal de regel door het publiek worden geaccepteerd en gerespecteerd.

De h. Sax pleit ervoor om politieboetes beter zichtbaar te maken door een leesbaar papiertje op de voorruit van slecht geparkeerde voertuigen aan te brengen.

Hij wijst erop dat tweewielers ook voor problemen kunnen zorgen: fietsen en steps worden soms vastgemaakt aan hekken en bomen en motorfietsen lekken olie op trottoirs en vormen een gevaar voor voetgangers.

De burgemeester verwijst naar het cijfer van 7.500 parkeerboetes die door de politiezone in 2023 worden opgelegd.

Naast de 4.072 boetes die door de politie in Ukkel zijn uitgeschreven, zijn er ook 1.386 administratieve parkeerboetes die door gemeentelijke vaststellers zijn opgelegd. Het totale aantal boetes dat is uitgedeeld voor Ukkel is dus 5.458.

Maar afgezien van de cijfers deelt de burgemeester het standpunt van de auteurs van de burgerinterpellatie en is hij net zo ontdaan als zij, want hij is absoluut geen voorstander van laksheid op dit gebied. De algemene beleidsverklaring hecht ook veel belang aan voetgangers.

Hoewel er veel werk wordt verzet door de politie en de ambtenaren die bevoegd zijn om sancties op te leggen, erkent de burgemeester dat de huidige situatie niet bevredigend is.

Ondanks de uitzonderingen waar mevr. Czekalski op wijst, zijn er nog steeds te veel gevallen van asociaal gedrag, niet alleen als het gaat om parkeren, maar ook op andere gebieden zoals reinheid.

De burgemeester ontvangt regelmatig beledigende e-mails van burgers die beweren dat het college te veel parkeerplaatsen afpakt om hun vermeende recht om overal te parkeren te rechtvaardigen. We hebben hier te maken met mensen die geloven dat de ander niet bestaat. Maar het zou een droom verkopen om te beweren dat politieke vertegenwoordigers het best gekwalificeerd zijn om onbescheiden burgers op te voeden. Dit betekent echter niet dat het college een afwachtende houding aanneemt en toegeeft aan zelfgenoegzaamheid.

De afgelopen jaren heeft de politie zich geconcentreerd op de strijd tegen te hard rijden, vanwege het gevaar dat dit met zich meebrengt, en des te meer omdat het publiek zich sterk heeft gemobiliseerd voor deze kwestie. Dit heeft geleid tot de introductie van een controle-infrastructuur, in dit geval flitstoestellen.

We moeten ons nu meer richten op het parkeerprobleem. Effectieve actie op dit gebied is gebaseerd op de inzet van fietsteams van de politie (bikers). Besluiten hiertoe zijn genomen in samenwerking met de korpscommandant.

De burgemeester wijst er ook op dat het budget voor de renovatie van trottoirs is verdubbeld, met name voor het aanbrengen van trottoiroren.

Hij merkt op dat het enige deel van de Molièrelaan dat is verbeterd om te voorkomen dat auto's de trottoirs blokkeren, precies het deel is dat onder de bevoegdheid van de gemeente Ukkel valt.

De burgemeester is best bereid om de situatie over een jaar opnieuw te bekijken.

Schepen Wyngaard bevestigt dat het herstel van trottoirs een absolute prioriteit is voor het college, gezien het feit dat het budget voor deze post de afgelopen 7 jaar is verviervoudigd.

Als het nodig is, aarzelt de gemeente niet om brieven te sturen waarin bewoners worden gevraagd om hun trottoirs op eigen kosten te renoveren.

Elk jaar worden ongeveer twintig zebrapaden aangepakt, hetzij door nieuwe zebrapaden aan te leggen, hetzij door bestaande zebrapaden veiliger te maken, met name door uitstulpingen te voorzien om de zichtbaarheid te verbeteren, de oversteekafstand te verkleinen en wildparkeren te voorkomen.

Sommige wegen worden volledig heringericht. De keuze van verkeersaders is het resultaat van arbitrage op basis van criteria zoals de aanwezigheid van scholen. Het programma omvat de volledige renovatie van het gedeelte van de Roberts-Jonesstraat tussen de Edith Cavellstraat en de Léo Erreralaan.

Schepen Biermann legt uit dat wanneer er een bouwvergunning wordt aangevraagd, de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV) zodanig wordt toegepast dat de indeling van parkeerplaatsen op inspringende zones tegemoet komt aan de bezorgdheid over auto's die over trottoirs rijden.

Hij noemde ook de Vollenbike-overeenkomst en de organisatie van "schoolstraten".

Deze verschillende maatregelen weerleggen enigszins de bewering dat er weinig wordt gedaan.

Schepen Gol-Lescot benadrukt dat er geen wonderoplossing bestaat, vooral omdat het moeilijk is voor politieke vertegenwoordigers om de rol van opvoeder te spelen tegenover ouders.

Er worden brieven gestuurd naar alle ouders en er verschijnen artikels in de Wolvendael waarin wordt uitgelegd dat een kiss & ride geen parkeerplaats is, dat trottoirs gerespecteerd moeten worden ...

We proberen ouders bewust te maken via hun kinderen, maar goede voornemens houden niet lang stand.

Mevr. Grégoire en de h. De Raymaecker nemen nota van de door het college voorgestelde acties: meer regelmatige aanwezigheid van agenten rond fietspaden en zebrapaden, systematische controles sectie per sectie, ouders herinneren aan de regels van beleefdheid in het verkeer via artikels in de Wolvendael ...

Ze pleiten voor uitbreiding van de schoolstraten, zowel wat betreft de gebieden die het bestrijkt als de tijden.

Ze bedanken het college voor het budget dat is toegewezen aan de trottoirs. Het heeft echter geen zin om het budget voor trottoirs te verviervoudigen als voertuigen ze uiteindelijk beschadigen.

Ze namen nota van de resoluties over de Roberts-Jonesstraat maar nodigden het College uit om de situatie van de Diepestraat en de Arnold Delvauxstraat te onderzoeken, die eerlijk gezegd veel te wensen overlaat.

Ze bedankten de burgemeester voor zijn bereidheid om te investeren in snelheidscontroles maar riepen op tot verdere inspanningen om het probleem van parkeren op trottoirs aan te pakken, opgenomen in punt 2 van het Nationaal Veiligheidsplan.

Hoewel er wordt gewerkt aan een beter onderscheid tussen straten, trottoirs en parkings, verkleinen sommige inrichtingen het oppervlak dat beschikbaar is voor voetgangers: laadpalen, verkeerslichten, vuilbakken en paaltjes. De De Broyerstraat is hier een goed voorbeeld van.

Het misleidende argument dat het gebrek aan parkeerplaatsen fout parkeren rechtvaardigt, staat gelijk aan zeggen dat mensen het recht hebben om op het trottoir

te parkeren omdat er niet genoeg openbare banken zijn.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie roepen niet op tot willekeurige repressie maar willen dat de wet op dezelfde manier wordt toegepast als bij andere overtredingen.

Mevr. Grégoire en de h. De Raymaecker zijn zeker bereid om over een jaar terug te komen om de situatie te inventariseren en, indien nodig, het college te herinneren aan zijn verplichtingen tegenover voetgangers.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne - Stationnement illégal - Pour une application réelle du code de la route à Uccle.pdf

11.09.2025/A/0004 **Approbation du registre des séances du Conseil communal du 25 mai 2025 et du 26 juin 2025.**

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zittingen van de Gemeenteraad van 25 mei 2025 en 26 juni 2025.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

11.09.2025/A/0005 **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Démission d'un administrateur.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Marie Charon, administrateur au sein de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp, a démissionné et doit dès lors être remplacée;

Que le groupe Liste du Bourgmestre auquel appartenait l'intéressée, propose la candidature de Mme. Béatrice Fraiteur pour la remplacer,

Désigne Mme Béatrice Fraiteur en qualité d'administrateur à l'A.S.B.L. Piscine Longchamp.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging.

De Raad,
Aangezien dat Mevr. Marie Charon, bestuurder bij de V.Z.W. Zwembad Longchamp, heeft ontslag genomen en dus vervangen dient te worden;
Dat de groep Burgemeester Lijst waartoe belanghebbende behoorde, de volgende kandidate ter vervanging voorstelt : mevr. Béatrice Fraiteur,
Duidt mevr. Béatrice Fraiteur aan als bestuurder in de V.Z.W. Zwembad Longchamp.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

11.09.2025/A/0006 **Mission locale de Forest.- Représentation de la Commune d'Uccle auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.**

Le Conseil

Vu que la Commune d'Uccle a droit à un représentant à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de la Mission locale de Forest conformément aux statuts de cette Mission locale ;

Considérant que jusqu'à présent, la Commune d'Uccle était représentée dans la Mission locale pour l'emploi de Forest par M. Lambert-Limbosch en sa qualité d'échevin de l'emploi;

Considérant que cette compétence est désormais attribué à Mme l'échevine De Brouwer;

Qu'il y a dès lors lieu de désigner un nouveau représentant de la Commune d'Uccle,

Décide :

de désigner Mme De Brouwer, échevine ayant l'emploi dans ses compétences, comme représentante de la Commune tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil d'administration de la Mission locale pour l'Emploi de Forest.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Mission locale van Vorst. - Vertegenwoordiging van de gemeente Ukkel in de raad van bestuur en de algemene vergadering.

De Raad,

Aangezien dat de gemeente Ukkel overeenkomstig de statuten van de Mission locale van Vorst recht heeft op een vertegenwoordiger in de algemene vergadering en de raad van bestuur van deze "Mission locale";

Overwegende dat de gemeente Ukkel tot op heden in de Mission locale pour l'emploi van Vorst vertegenwoordigd werd door de heer Lambert-Limbosch in zijn hoedanigheid van schepen van Werkgelegenheid;

Overwegende dat deze bevoegdheid werd overgenomen door mevrouw De Brouwer;

Dat het bijgevolg nodig is een nieuwe vertegenwoordiger van de gemeente Ukkel aan te stellen,

Besluit,

Mevrouw De Brouwer, schepen van werkgelegenheid, aan te stellen als afgevaardigde van de gemeente bij de Mission locale pour l'Emploi Van Vorst.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

11.09.2025/A/0007 **Solidarité internationale. - Mon école solidaire. - Octroi d'un subside Ecole Decroly.**

Le Conseil,

Vu l'accord de principe au lancement d'un appel à projet « Mon école solidaire » auprès des écoles primaires et secondaires de la commune d'Uccle par le Collège du Collège du 17 novembre 2020 ;

Vu que le règlement et le formulaire de l'appel à projets « Mon école solidaire » ont été approuvés par le Conseil communal du 17 décembre 2020 et que ceux-ci n'ont pas été modifiés ;

Vu que le budget consacré aux subsides de la Solidarité internationale 2025 inscrit à l'article 15001/332-02/64 représente un montant de 11.000 € ;

Vu que la somme de 1.000 € a été budgétisée pour l'année 2025 sur l'article 15001/332-02/64 en vue de subsidier les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets « Mon école solidaire » ;

Vu que ce règlement vise l'octroi de subsides d'un montant compris entre 200 et 1000 euros et ce, dans les limites du budget disponible ;

Vu que sont éligibles les actions de coopération et de solidarité internationale telles que l'ouverture d'un magasin de commerce équitable dans une école, la mise en œuvre de projets de solidarité ou coopération internationale en partenariat avec des associations belges ou internationales, l'organisation d'actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire au sein des écoles ;

Vu que les projets doivent être proposés et mis en œuvre par un groupe d'au moins 5 élèves (ne nécessitant pas de référent pédagogique ou administratif mais avec l'accord du Pouvoir organisateur de l'école) ou par un(e) enseignant(e) pour un projet de classe; indiquer un budget réaliste compris entre 200 euros et 1.000 euros affecté à un

projet défini et non au fonctionnement des écoles concernées; comporter un volet de communication ; prendre en compte les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>);

Vu que le Service Solidarité internationale a reçu une proposition de projet de la part de l'Ecole Decroly en vue de subsidier une action d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire qui a pour « *objectif de permettre aux élèves à travers le parcours des enfants d'Izieu d'appréhender la migration, la fuite, la cache puis la déportation et l'extermination des enfants pendant la Seconde guerre mondiale, ainsi que les enjeux contemporains de citoyenneté qui y sont rattachés : droit de l'enfant, justice, mémoire, lutte contre les racismes et l'antisémitisme* » et visera notamment à « *créer une rencontre et des travaux inter-établissements pour permettre à 60 élèves de primaire et secondaire de plusieurs écoles bruxelloises, de Flandre et de Liège, belges de différents réseaux –public et libre-, de construire ensemble un projet mémoriel et citoyen à partir de la mémoire des 10 enfants juifs d'Izieu originaires de Belgique, déportés et assassinés à Auschwitz-Birkenau* »;

Vu que ce projet se déroule dans le cadre d'une coopération entre l'Ecole Decroly, l'Association pour la Mémoire de la Shoah, la Maison d'Izieu (France), l'Ecole Professionnelle Edmond Peeters EPEP d'Ixelles, l'Ecole primaire communale n°14 de Molenbeek-Saint-Jean, l'École Saint Joseph de Sprimont, l'AMS, l'UEJB, le CCU et la société civile ;

Vu que le projet prévoit comme activité plusieurs rencontres au cours de l'année scolaire entre les écoles partenaires ainsi qu'une soirée de restitution de tous les travaux produits par les élèves grâce aux rencontres ;

Vu que la demande de l'Ecole Decroly répond à l'ensemble des critères d'éligibilité de l'appel ;

Vu que le subside d'un montant de 1.000 € (exercice 2025 article budgétaire 15001/332-02/64) demandé à la commune d'Uccle complètera le budget du projet financé par d'autres institutions ;

Vu qu'après approbation en Conseil communal, 80 % du montant du subside octroyé est versé au demandeur et les 20 % restants seront versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport financier et d'un rapport d'activité au plus tard trois mois après la finalisation du projet soutenu ;

Décide :

- D'accorder un subside de 1.000,00 € (15001/332-02/64) à l'Ecole Decroly (Drève des gendarmes, 1180 Uccle) sur le compte en banque BE 17 3101 6923 nom du titulaire : Ecole Decroly, Uccle pour la réalisation du projet susmentionné;
- De charger le Collège de l'application de cette décision.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Internationale Solidariteit. - Mijn solidaire school. - Toekenning van een subsidie aan de school Decroly.

De raad,

Gelet op het principeakkoord voor de lancering van een projectoproep "Mijn solidaire school" bij de lagere en middelbare scholen van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door het college van 17 november 2020;

Aangezien het reglement en het formulier van de projectoproep "Mijn solidaire school" door de gemeenteraad goedgekeurd werden op 17 december 2020 en ze niet gewijzigd werden;

Aangezien het budget voor de subsidies van Internationale Solidariteit 2025, ingeschreven op artikel 15001/332-02/64, een bedrag van € 11.000 vertegenwoordigt;

Aangezien voor het jaar 2025 de som van € 1.000 begroot werd onder artikel 15001/332-02/64 om de projecten ingediend in het kader van de projectoproep "Mijn solidaire school" te subsidiëren;

Aangezien dit reglement de toekenning van subsidies voor een bedrag van € 200 tot € 1.000 beoogt, en dit binnen de grenzen van het beschikbare budget;

Aangezien de acties rond internationale samenwerking en solidariteit in aanmerking komen, zoals de opening van een fairtradewinkel in een school, de uitvoering van projecten rond internationale solidariteit of samenwerking in partnerschap met Belgische of internationale verenigingen, de organisatie van acties rond wereldburgerschapseducatie in de scholen;

Aangezien de projecten voorgesteld en uitgevoerd moeten worden door een groep van minstens 5 leerlingen (die geen pedagogisch of administratief aanspreekpunt nodig hebben, maar wel de toestemming van de inrichtende macht van de school) of door een leerkracht voor een klasproject, een realistisch budget van € 200 tot € 1.000 moeten opgeven, bestemd voor een vastgelegd project en niet voor de werking van de betrokken scholen, een communicatieluik moeten bevatten en rekening moeten houden met de 17 doelstellingen van duurzame ontwikkeling van de Verenigde Naties (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>);

Aangezien de dienst Internationale Solidariteit een projectvoorstel van de school Decroly ontvangen heeft om een actie rond wereldburgerschapseducatie te subsidiëren, met als doel *"het de leerlingen doorheen het parcours van de kinderen van Izieu mogelijk maken de migratie, de vlucht, het onderduiken en vervolgens de deportatie en de uitroeiing van de kinderen tijdens de Tweede Wereldoorlog te begrijpen, alsook de hedendaagse uitdagingen van burgerzin die ermee gepaard gaan: kinderrechten, rechtvaardigheid, herdenken, strijd tegen racisme en antisemitisme"*, en die er meer bepaald toe strekt *"een ontmoeting en werken tussen instellingen tot stand te brengen zodat 60 leerlingen van verschillende lagere en middelbare scholen in Brussel, Vlaanderen, Luik, België en Duitsland van verschillende netten - openbaar en vrij - samen een sociaal bewust herdenkingsproject kunnen bouwen vertrekkend van de nagedachtenis van de 10 joodse kinderen van Izieu uit België, die gedeporteerd en om het leven gebracht werden in Auschwitz-Birkenau"*;

Aangezien dit project deel uitmaakt van een samenwerking tussen de school Decroly, l'Association pour la Mémoire de la Shoah, la Maison d'Izieu (Frankrijk), l'Ecole Professionnelle Edmond Peeters EPEP van Elsene, l'Ecole primaire communale n°14 van Sint-Jans-Molenbeek, l'École Saint Joseph van

Sprimont, AMS, UEJB, het CCU en de samenleving;

Aangezien het project als activiteit voorziet in verschillende ontmoetingen tijdens het

schooljaar tussen de partnerscholen en in een reconstructie-avond van alle werken die door de leerlingen vervaardigd werden dankzij de ontmoetingen;

Aangezien de vraag van school Decroly alle criteria van de oproep om in aanmerking te komen in acht neemt;

Aangezien de subsidie voor een bedrag van € 1.000,00 (dienstjaar 2025, begrotingsartikel 15001/332-02/64) die aan de gemeente Ukkel gevraagd wordt een aanvulling zal vormen op het budget van het project, dat gefinancierd wordt door andere instellingen;

Aangezien na goedkeuring in de gemeenteraad 80 % van het bedrag van de toegekende subsidie gestort wordt aan de aanvrager en de overige 20 % gestort zal worden na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven, een financieel verslag en een activiteitenverslag uiterlijk drie maanden na de afwerking van het ondersteunde project;

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging en de betaling van de subsidie van € 1.000 (15001/332-02/64) aan de school Decroly (Gendarmendreef, 1180 Ukkel) op bankrekening BE17 3101 6923, naam van de titularis: School Decroly, Ukkel, voor de verwezenlijking van het voormelde project.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

nc doc Ecole solidaireUccle.pdf

11.09.2025/A/0008 **Solidarité internationale - Composition du Conseil consultatif de la Solidarité internationale (CCSI) législature 2025-2030 d'Uccle.- Nouvelle candidature**

Le Conseil,

Vu que le Collège en sa séance du 23 février 2021 a donné son accord de principe pour la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale ;

Vu que les statuts du Conseil consultatif de la Solidarité internationale ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 2021 ;

Vu qu'un appel à candidature a été ouvert du 1 mars 2025 afin de former le Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu qu'il est rappelé que les critères d'éligibilités sont les suivants : être âgé(e) de 18 ans au moins, jouir des droits civils et politiques, bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts des acteurs de la Solidarité internationale ou exprimer un intérêt marqué pour la Solidarité internationale, la coopération au développement, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, les migrations ou le commerce équitable et avoir des liens avec la Commune de par sa résidence, sa profession ou tout autre critère, telle que l'expertise, ou activité, accepté(es) par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui peut contribuer de façon utile à la réalisation des objectifs du Conseil consultatif;

Vu qu'il est rappelé qu'il est possible d'être membre du Conseil consultatif soit pour représenter une association, soit à titre individuel ;

Vu qu'il est rappelé que la durée du mandat est celle de la législature, qu'il est gratuit et renouvelable ;
Vu qu'une nouvelle candidature a été parvenue au service solidarité internationale ;
Vu que l'appel à candidatures est toujours ouvert ;
Vu que la candidature suivante a été jugée recevable, pertinente et est proposée au Conseil communal afin de la nommer membre du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI) d'Uccle :
- Madame Claudia Geraets, à titre personnel ;
Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Solidarité internationale ;

Décide :
de nommer membre du Conseil consultatif de la Solidarité Internationale (CCSI) d'Uccle jusqu'à la fin de la législature : Madame Claudia Geraets, à titre personnel.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Internationale Solidariteit - Samenstelling van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) legislatuur 2025-2030 van Ukkel.- Nieuwe kandidatuur

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring 2018-2024 de invoering van "een echt beleid inzake internationale solidariteit dat kwalitatief, efficiënt en duurzaam is, met een coherente coördinatie van alle activiteiten van gemeentediensten die zich inzetten voor internationale solidariteit" en de oprichting van een "Adviesraad voor Internationale Solidariteit" vermeldt;
Aangezien het college in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;
Aangezien de statuten van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit door de gemeenteraad goedgekeurd werden in zitting van 24 juni 2021;
Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling opengesteld werd op 1 maart 2025 om de adviesraad te vormen;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;
Aangezien herinnerd wordt aan de volgende criteria om in aanmerking te komen: minstens 18 jaar oud zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, genieten van een legitimiteit om de belangen van de partners inzake internationale solidariteit te vertegenwoordigen of een uitgesproken interesse tonen in internationale solidariteit, ontwikkelingssamenwerking, wereldburgerschapeducatie, migratie of fair trade en banden hebben met de gemeente uit hoofde van zijn woonplaats, beroep of elk ander criterium, zoals deskundigheid of activiteit, aanvaard door het college van burgemeester en schepenen, die op nuttige wijze kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de adviesraad;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat het mogelijk is individueel lid te zijn van de adviesraad of als vertegenwoordiger van een vereniging;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat de duur van het mandaat gelijkloopt met die van de legislatuur, dat het gratis en hernieuwbaar is;
Aangezien een nieuwe kandidatuur is ontvangen door de dienst internationale solidariteit;
Aangezien de oproep tot kandidaatstelling nog steeds open is;
Aangezien de volgende kandidatuur ontvankelijk en relevant is bevonden en wordt voorgesteld aan de gemeenteraad om te worden benoemd tot lid van de Adviesraad voor internationale solidariteit (CCSI) van Ukkel:
-Mevrouw Claudia Geraets, op persoonlijke titel;
Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst Internationale Solidariteit;

Beslist:

tot lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (CCSI) van Ukkel te benoemen tot het einde van de zittingsperiode: Mevrouw Claudia Geraets, op persoonlijke titel.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CCSI lettre motiv Candidature Claudia Geraets.pdf, CCSI Candidature Claudia Geraets.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

11.09.2025/A/0009 **Manifestations publiques. - Convention relative à la mise à disposition d'une partie de façade en vue du placement d'une plaque commémorative. – Accord.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 23 mai 2024, le Conseil a marqué son accord sur la modification de la partie uccloise de la rue Edmond Picard en rue Andrée Geulen;
Vu qu'il est proposé, en collaboration avec la Commune d'Ixelles, d'y adjoindre une plaque explicative afin que les passants puissent être informés de ce changement;
Considérant que cette plaque a pour but de contextualiser ce changement de nom;
Considérant que la plaque sera placée sur la façade du n° 55 de la rue Andrée Geulen;
Considérant que l'immeuble situé à cette adresse relève de la propriété de Monsieur Eric Verlinden, domicilié avenue des Chasseurs 29 à 1410 Waterloo;
Considérant que, par un courrier du 15 juillet 2025, lui a été transmis l'information du placement d'une plaque sur la façade de son immeuble;
Considérant qu'il y a lieu de formaliser cet accord dans une convention de mise à disposition d'une partie de façade, en vue du placement d'une plaque commémorative;
Vu que l'inauguration se fera le dimanche 7 septembre 2025;

Décide :
- de ratifier la convention ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Openbare Manifestaties. - Overeenkomst betreffende het ter beschikking stellen van een deel van de gevel voor het aanbrengen van een gedenkplaat. – Akkoord.

De Raad,
Overwegende dat de Raad op 23 mei 2024 zijn akkoord heeft gegeven voor de

naamswijziging van het deel van de Edmond Picardstraat in Ukkel in Andrée Geulenstraat;

Overwegende dat voorgesteld wordt om, in samenwerking met de gemeente Elsene, een informatieplaat aan te brengen zodat voorbijgangers op de hoogte worden gebracht van deze wijziging;

Overwegende dat deze gedenkplaat tot doel heeft deze naamswijziging in context te plaatsen;

Overwegende dat de plaat zal worden aangebracht op de gevel van nr. 55 in de Andrée Geulenstraat;

Overwegende dat het gebouw op dit adres eigendom is van de heer Eric Verlinden, woonachtig te Chasseurslaan 29 te 1410 Waterloo;

Overwegende dat hem bij brief van 15 juli 2025 informatie is verstrekt over de plaatsing van een plaquette op de gevel van zijn gebouw;

Overwegende dat het wenselijk is deze overeenkomst te formaliseren in een overeenkomst voor het ter beschikking stellen van een deel van de gevel, met het oog op het aanbrengen van een gedenkplaat;

Gezien het feit dat de onthulling zal plaatsvinden op zondag 7 september 2025;

Besluit:

- het bijgevoegde overeenkomst te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention+plaque+rue+Andrée+Geulen+n°+55.pdf, Convention plaque rue

Andrée Geulen n° 55.docx

Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

11.09.2025/A/0010 **Service Prévention.- Nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour la remédiation scolaire, transition secondaire, 2025-2026**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2024 relatif à l'octroi de la subvention « pASc Continuité 2025 » à la commune d'Uccle de 100.209,39 euros en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire pour la période de janvier à juin 2025, ainsi que sa prolongation attendue pour la période de juillet à décembre 2025;

Vu le Projet 5 du plan « Favoriser l'accrochage scolaire au niveau collectif » qui a pour objectif de développer les ressources individuelles des ucclois afin de leur permettre de suivre une scolarité réussie;

Que dans l'atteinte de cet objectif, une des méthodes d'intervention du Service prévention est la mise en place d'offres collectives qui répondent à des problématiques individuelles récurrentes;

Considérant le déficit d'aide scolaire abordable à Uccle et l'importance d'offrir un

soutien supplémentaire aux élèves en difficultés scolaires dans les matières pédagogiques principales;

Vu l'impact et l'évaluation positive des collaborations en 2024-2025 avec Schola ULB dont la dernière approuvée au Collège du 16 décembre 2024 pour l'organisation d'atelier de préparation aux épreuves de certificat de base pendant les vacances de printemps;

Vu l'évaluation positive réalisée entre le partenaire et le service au mois de juin 2025 portant sur la collaboration;

Considérant qu'il est opportun de renouveler la convention pour l'année scolaire 2025-2026;

Considérant que les parties marquent en plus leur accord pour renouveler le « contrat de sous-traitance relatif au traitement des données à caractère personnel » pour une durée indéterminée tant que la collaboration existe entre la commune et schola ULB;

Considérant que les dépenses sont éligibles pour le financement via les subsides octroyés à la commune dans le cadre du plan d'Accrochage Scolaire communale géré par le service école de l'organisme régionale perspective.brussels, le Bureau bruxellois de la planification;

Décide :

d'approuver la nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour l'année 2025-2026 ainsi que le nouveau contrat de sous-traitance relatif au traitement des données à caractère personnel.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventiedienst.- Nieuwe partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair, 2025-2026

De raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2024 met betrekking tot de toekenning van de subsidie "gPS Voortzetting 2025" aan de gemeente Ukkel van € 100.209,39 om haar projecten ter bevordering van de schoolinschakeling in de periode van januari tot juni 2025 te financieren en de verwachte verlenging ervan voor de periode van juli tot december 2025;

Gelet op project 5 van het plan, "De schoolinschakeling op collectief vlak bevorderen", dat als doel heeft om de individuele hulpmiddelen van de Ukkelaars te ontwikkelen zodat ze een succesvolle schooltijd kunnen beleven;

Aangezien een van de interventiemethodes van de Preventiedienst om deze doelstelling te bereiken bestaat in de invoering van een collectief aanbod dat beantwoordt aan terugkerende individuele problematieken;

Overwegende het tekort aan betaalbare schoolhulp in Ukkel en het belang om extra ondersteuning te bieden aan de leerlingen met schoolmoeilijkheden in de voornaamste vakken, in het bijzonder bij de overgang naar het secundair;

Gelet op de goedkeuring van de partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair 2024-2025 van 12/09/2024 en de positieve evaluatie van dit project;

Gelet op de positieve evaluatie van de samenwerking door de partner en de dienst in juni 2025;

Overwegende dat het wenselijk is de overeenkomst te hernieuwen voor het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de partijen het bovendien eens zijn om de duur van de "onderaannemingsovereenkomst met betrekking tot de verwerking van

persoonsgegevens" afgesloten op 16 december 2024 te verlengen voor de periode die de nieuwe partnerovereenkomst dekt, meer bepaald het schooljaar 2025-2026;
Overwegende dat de uitgaven in aanmerking komen voor de financiering via de subsidies die aan de gemeente toegekend worden in het kader van het gemeentelijk Preventieplan tegen Schoolverzuim, beheerd door de dienst Scholen van het gewestelijk organisme perspective.brussels, het Brussels Planningsbureau;

Beslist:

De nieuwe partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair, 2025-2026 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Contrat_sous_traitant_RGPD_schola_ulb-remediation_25_26_version_finale.pdf,
1180_SPCU_CONVENTION_SCHOLA_ULB_2025_2026 FR.docx,
1180_SPCU_CONVENTION_SCHOLA_ULB_2025_2026 NL.DOCX,
Contrat_sous_traitant_RGPD_schola_ulb-remediation_25_26_version_finale -...
(Nederlands).docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Jeunesse - Jeugd

11.09.2025/A/0011 **Département des Affaires culturelles et récréatives.- Service Jeunesse.- Demande d'un subside exceptionnel en faveur de l'ASBL Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides ».- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ainsi que la circulaire y afférente;

Considérant que la commune par sa déclaration de politique générale s'est engagée à soutenir les mouvements de jeunesse représentant un vecteur de citoyenneté important sur le territoire communal;

Vu la demande d'un subside introduit le 1er juillet 2025 par l'asbl Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides » pour l'organisation du festival l'Incontournable qui se déroulera le 27 septembre 2025 et des 45 ans de la Maison des Jeunes ;

Vu que qu'un crédit est prévu à l'art. budgétaire 76101/332-02-MJ/61 du budget 2025 pour des subsides aux mouvements de Jeunesse ;

Attendu qu'un crédit de 1.000€ peut être alloué pour l'événement ;

Décide,

- D'octroyer un subside exceptionnel de 1.000€ à l'asbl Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides » pour l'organisation du festival l'Incontournable et les 45 ans de la Maison des Jeunes « L'Antirides » ;
- D'autoriser l'engagement de 1.000€ l'art. budgétaire 76101/332-02-MJ/61 pour l'asbl Ma Maison à toi – Maison des Jeunes « L'Antirides ».

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

**Afdeling Culturele en Recreatieve Zaken - Jeugddiensten - Aanvraag voor een
uitzonderlijke subsidie ten gunste van de vzw Ma Maison à Toi – Maison des
Jeunes "L'Antirides" - Vastlegging van de uitgave.**

De raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en
op de aanwending van sommige toelagen en de daarbij horende omzendbrief;
Gelet op de subsidieaanvraag, ingediend op 1 juli 2025 door vzw Ma Maison à Toi -
Maison des Jeunes "L'Antirides" voor de organisatie van het festival l'Incontournable
dat zal plaatsvinden op 27 september 2025 en de 45ste verjaardag van het jeugdhuis;
Aangezien er een krediet van € 8.000 is voorzien onder begrotingsartikel 76101/332-
02-MJ/61 van de begroting 2025 voor subsidies aan jeugdbewegingen;

Beslist,

- een subsidie van € 1.000 euro toe te kennen aan vzw Ma Maison à Toi -
Maison des Jeunes "L'Antirides" voor de organisatie van het festival
l'Incontournable en de 45ste verjaardag van het jeugdhuis "L'Antirides";
- de vastlegging van € 1.000 aan vzw Ma Maison à toi - Maison des Jeunes
"L'Antirides" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
formulaire subside ponctuel - antiride.pdf*

*Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.
Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.*

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Contrôle interne - Interne controle

11.09.2025/A/0012 **Approbation du Rapport Annuel 2024 sur les activités de contrôle interne de
l'administration communale d'Uccle**

Le Conseil,

Considérant que, sur proposition du Collège en séance du 18 juin 2024, le Conseil a
approuvé le cadre définitif de mise en œuvre du système de contrôle interne de
l'administration communale d'Uccle lors de sa séance en date du 27 juin 2024.

Considérant qu'en vertu de l'article 263 terdecies de la Nouvelle Loi Communale, la

Secrétaire communale fait rapport annuellement sur les activités de contrôle interne, au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Conseil communal.

Décide :

D'approuver le Rapport Annuel 2024 des missions de contrôle interne de l'administration communale d'Uccle et tel que documenté dans les annexes.

***M. Cools** remarque que ce rapport commence par rappeler le dispositif de l'article 263 undecies de la nouvelle loi communale, en vertu duquel le contrôle interne est censé se focaliser sur la réalisation des objectifs, le respect des lois et procédures, la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion, l'utilisation efficace et économique des moyens, la protection des actifs, la prévention de la fraude.*

Or, il semblerait que le contrôle interne se soit limité jusqu'à présent au respect des lois et procédures et à la prévention de la fraude. Les autres points n'ont à ce jour pas encore été abordés.

Quoique l'on puisse comprendre que ce processus de contrôle soit opéré étape par étape, M. Cools regrette que l'intégralité du contrôle interne tel qu'il est prévu et voulu par la loi ne soit pas mis en œuvre.

En outre, ce rapport ne livre guère d'informations significatives : il mentionne l'organisation de workshops, de séances d'information ainsi que l'inventaire de risques potentiels mais il ne signale pas si des incidents majeurs se sont produits, même dans les matières limitées qui font l'objet du contrôle interne.

M. Cools demeure donc sur sa faim quant à l'appréciation du contrôle interne effectué au sein de l'administration communale d'Uccle. À titre de contre-exemple, le rapport annuel de la commune comporte des données statistiques plus détaillées qui permettent d'appréhender davantage la réalité de l'action menée par les différents services.

Le groupe Uccle en avant optera donc pour l'abstention sur ce point.

***Mme la Première Echevine** précise qu'on a validé un cadre général de contrôle interne dont on a convenu qu'il devait être opéré par phases, car il va de soi qu'un tel processus ne peut être effectué en un jour.*

En réalité, ce rapport fixe une certaine « culture d'entreprise », fondée sur un travail mené prioritairement avec le comité de direction et les cadres « N – 1 », de manière à ce que cette culture se distille dans les méthodes de travail grâce à des éléments clairement identifiés. Le rapport ne recense pas le nombre d'incidents mais détermine la méthodologie adoptée pour le contrôle interne à tous les étages de l'administration.

Toutefois, Mme la Première Echevine prend bonne note des remarques de M. Cools et veillera à ce que les rapports ultérieurs, qui ne seront pas similaires à ce premier rapport de démarrage, soient plus détaillés quant aux données chiffrées.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

**Goedkeuring van het jaarverslag 2024 over de activiteiten van de dienst
Organisatiebeheersing van het gemeentebestuur van Ukkel**

De raad,

Overwegende dat de raad, op voorstel van het college in zitting van 18 juni 2024, in zitting van 27 juni 2024 het definitieve kader voor de tenuitvoerlegging van het interne controlesysteem van het gemeentebestuur van Ukkel heeft goedgekeurd.

Overwegende dat de gemeentesecretaris krachtens artikel 263 terdecies van de Nieuwe Gemeentewet jaarlijks verslag uitbrengt over de activiteiten van de dienst Organisatiebeheersing aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.

Beslist:

Het jaarverslag 2024 van de opdrachten van de dienst Organisatiebeheersing van het gemeentebestuur van Ukkel, zoals gedocumenteerd in de bijlagen, goed te keuren.

***De h. Cools** merkt op dat dit verslag begint met het in herinnering brengen van de bepalingen van artikel 263 undecies van de nieuwe gemeentewet, volgens welke de interne controle zich moet richten op het bereiken van doelstellingen, de naleving van wetten en procedures, de beschikbaarheid van betrouwbare financiële en beheersinformatie, het efficiënte en economische gebruik van middelen, de bescherming van activa en de preventie van fraude.*

Het lijkt er echter op dat de interne controle tot nu toe beperkt is gebleven tot naleving van wetten en procedures en fraudepreventie. De andere punten zijn nog niet aan bod gekomen.

Hoewel het begrijpelijk is dat dit controleproces stap voor stap wordt uitgevoerd, betreurt hij dat niet de volledige reikwijdte van de interne controle zoals voorzien en bedoeld in de wet, wordt geïmplementeerd.

Bovendien verschaft dit verslag niet veel significante informatie: het vermeldt de organisatie van workshops en infosessies, evenals een inventarisatie van potentiële risico's, maar het geeft niet aan of er zich belangrijke incidenten hebben voorgedaan, zelfs niet op de beperkte gebieden die onder de interne controle vallen.

De h. Cools is daarom nog steeds niet tevreden met zijn beoordeling van de interne controle die wordt uitgevoerd binnen het gemeentebestuur van Ukkel. Aan de andere kant bevat het jaarverslag van de gemeente meer gedetailleerde statistische gegevens die een duidelijker beeld geven van het werk dat door de verschillende diensten wordt uitgevoerd.

Om deze redenen zal Uccle en avant zich voor dit punt onthouden.

***De eerste schepen** zegt dat er een algemeen kader voor interne controle was gevalideerd en dat was afgesproken dat het in fases zou worden ingevoerd, aangezien het voor zich spreekt dat een dergelijk proces niet in één dag kan worden afgerond.*

In werkelijkheid legt dit rapport een bepaalde "bedrijfscultuur" vast, gebaseerd op werk dat voornamelijk is uitgevoerd met het directiecomité en "N - 1" managers, zodat deze cultuur wordt gedistilleerd in werkmethoden door middel van duidelijk geïdentificeerde elementen. Het verslag vermeldt niet het aantal incidenten maar beschrijft de methodologie voor interne controle op alle niveaus van het bestuur.

De eerste schepen heeft echter nota genomen van de opmerkingen van de h. Cools en zal ervoor zorgen dat de volgende verslagen, die niet op dit eerste verslag zullen lijken, meer gedetailleerde cijfers bevatten.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

11.09.2025/A/0013 **Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 2.300.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de voiries en asphalte;

Considérant que le Collège propose la réfection des chaussées de l'avenue de Mercure et de l'avenue Dolez, tronçon entre le numéro 160 et l'avenue du Prince d'Orange ;

Considérant que ces artères sont empruntées par des lignes de transports en commun de la STIB, que les structures de ces voiries ne sont pas conçues pour supporter un charroi lourd et que le passage régulier des bus a fortement dégradé les chaussées;

Considérant que les travaux comprendront principalement la réfection du revêtement des chaussées en asphalte y compris le remplacement des fondations;

Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 658.207,50 €, hors TVA, soit 915.895,74 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire 2025;

Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 915.895,74 € TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Herstellen van wegen - Mercurius - Dolez - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 2.300.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstellen van wegen in asfalt;

Aangezien het college voorstelt om de Mercuriuslaan en van het deel van de Dolezlaan tussen het nummer 160 en de Prins van Oranjelaan, heraan te leggen;

Aangezien voorgesteld wordt wegdelen op de route van openbaarvervoerlijnen van de MIVB te renoveren ;

Aangezien de structuur van deze wegen niet ontworpen is om zware voertuigen te dragen en de regelmatige doorgang van de bussen de rijbaan sterk beschadigt;

Aangezien de werken voornamelijk de herstelling van de bekleding van de rijbaan inclusief funderingen omvatten;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 658.207,50 excl. btw beloopt, hetzij € 915.895,74 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 915.895,74 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

réfections de chaussées - Mercure - Dolez - 2025 -CSC fr.pdf, Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - 2025 - formulaire d'offre.pdf, Herstellen van wegen - Mercurius - Dolez - 2025 - CSC NL.pdf, Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - 2025 - Estimation - raming.pdf, Herstellen van wegen - Mercurius - Dolez - 2025 - Offerte formulier.pdf, Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - 2025 - descriptif - beschrijvende.pdf, Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - 2025 - récapitulatif - samenvattende.pdf

Yassine Assal quitte la séance / verlaat de zitting.

Buss Walter quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0014 **Réaménagement de l'avenue de la Gazelle - exercice 2025 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 1.750.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250293 du budget

extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de l'avenue Gazelle;
Vu l'avant-projet réalisé par bureau d'étude du service voirie;
Considérant que cette artère est empruntée par une ligne de transports en commun de la STIB, que la structure de cette voirie n'est pas conçue pour supporter un charroi lourd et que le passage régulier des bus a fortement dégradé la chaussée;
Considérant que les travaux comprendront principalement la réfection du revêtement des chaussées en asphalte y compris le remplacement des fondations, la réfection des trottoirs et l'aménagement des carrefours;
Considérant que les travaux comprendront également la création d'une piste cyclable et l'aménagement d'espaces verts et de gestion d'eau pluviale;
Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.440.846,00€, hors TVA, soit 1.743.423,66 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire 2025;
Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'avant projet;
2. d'approuver l'estimation d'un montant de 1.743.423,66 € TVA comprise;
3. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
4. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4;
5. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Heraanleg van de Gazellelaan - boekjaar 2025 - goedkeuring van het voorontwerp, de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 1.750.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250293 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van de Gazellelaan;

Gezien het voor project werd opgesteld door de studiebureau van de wegendienst;

Aangezien dat de Gazellelaan wordt wegdelen op de route van openbaarvervoerlijn van de MIVB;

Aangezien de structuur van deze wegen niet ontworpen is om zware voertuigen te dragen en de regelmatige doorgang van de bussen de rijbaan sterk beschadigt;

Aangezien de werken voornamelijk de herstelling van de bekleding van de rijbaan inclusief funderingen, het herstellen van de trottoirs en de heraanleg van de kruispunten omvatten;

Aangezien de werken ook het creëren van een fietspad, de aanleg van groene ruimten en het beheer van regenwater omvatten;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 1.440.846,00 excl. btw beloopt, hetzij € 1.743.423,66 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openprocedure is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 1.743.423,66 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de openprocedure zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Heraanleg van de Gazellelaan- 2025 - CSC NL.docx, Réaménagement de l'avenue de la Gazelle - 2025 - Estimation - raming.xlsx, notice_c407d1a3-49c8-47f5-b5ad-6c2b25b0dbcf-1_FR.pdf, notice_c407d1a3-49c8-47f5-b5ad-6c2b25b0dbcf-1_NL.pdf, Réaménagement de l'avenue de la Gazelle - 2025 -CSC fr.docx, Av de la Gazelle - Présentation.pdf, Heraanleg van de Gazellelaan- 2025- Offerte formulier.docx, Réaménagement de l'avenue de la Gazelle - 2025 - formulaire d'offre.docx

11.09.2025/A/0015 **Asphaltages quartier Coghen - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 2.300.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de voiries en asphalte;

Considérant que le Collège propose la réfection du revêtement en asphalte de l'avenue Coghen, tronçon entre l'avenue Brugmann et la rue des Carmélites, de la rue de Boetendael, tronçon entre l'avenue de Messidor et la rue des Cottages;

Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 427.500,00€, hors TVA, soit 569.002,50 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire 2025;

Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 569.002,50 € TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Asfalteringen Coghenswijk - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,
Aangezien er een krediet van € 2.300.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstellen van wegen in asfalt;
Aangezien het college voorstelt om de wegbedekking in asfalt van de Coghenlaan, gedeelte tussen de Brugmannlaan en de Carmelitenstraat, de Boetendaelstraat, strook tussen de Messidorlaan en de Landhuisjesstraat;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 427.500,00. btw beloopt, hetzij € 569.002,50 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 569.002,50 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Asphaltages quartier Coghen - 2025 - formulaire d'offre.pdf, Asphaltage quartier Coghen - 2025 -CSC fr.pdf, Asphaltages quartier Coghen - 2025 - descriptif - beschrijvende.pdf, Asfaltering Coghenswijk - 2025 - Offerte formulier.pdf, Asphaltages quartier Coghen - 2025 - Estimation.pdf, Asfaltering Coghenswijk - 2025 - CSC NL.pdf

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

11.09.2025/A/0016 **Propriétés communales – Rue de Percke : approbation de l'acte d'acquisition en**

pleine propriété de trois parcelles de terrain situées le long de la voie publique et comprenant le ruisseau Linkebeek - engagement de la dépense - Mode de financement - Liquidation des frais de notaire.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/23.04.2024/B/0043 par laquelle le Collège échevinal a marqué son accord de principe pour solliciter du CPAS de Bruxelles l'occupation, à titre précaire et temporaire, de deux parcelles lui appartenant situées rue de Percke et cadastrées à Uccle, dans la 4e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D d'une superficie respective de 350 m² et 320 m², en attendant leur acquisition ;

Considérant que la convention précaire a été signée en date du 3 mars 2025 ;

Considérant que, par un courrier du 12 juillet 2024, le CPAS de Bruxelles a informé la Commune d'Uccle de l'accord de son Conseil, en séance du 26 juin 2024, pour la cession des deux parcelles susvisées, afin de permettre à la Commune de mettre en œuvre son projet de végétalisation du lit du ruisseau très artificiel au droit de ces parcelles ;

Considérant que la Commune a obtenu un permis d'urbanisme pour réaménager ces deux parcelles et ainsi modifier les ouvrages réalisés par l'ex-SBGE (Hydria) sur le Linkebeek ;

Considérant que le chantier communal est actuellement en cours sur ces deux parcelles ;

Considérant que suite à un signalement de la Commune à la partie venderesse, une troisième parcelle (427B, d'une superficie d'environ 364 m²) a été incorporée par erreur dans la voirie lors de travaux réalisés par l'ex-SBGE (Hydria), et que celle-ci souhaite régulariser cette situation ;

Considérant que l'acquisition concerne au total trois parcelles de terre contiguës appartenant au CPAS de Bruxelles, s'étirant sur une longueur d'environ 170 mètres, et qu'elles correspondent, en largeur, au lit du ruisseau, à ses berges, à la clôture en lattes de bois ainsi qu'à la plate-bande étroite située entre celle-ci et la voirie communale ;

Considérant que le Notaire Pablo DE DONCKER, à Bruxelles, a rédigé un acte d'acquisition pour les 3 parcelles ;

Que la présente vente est consentie et acceptée pour le prix de onze mille dix-huit euros et cinquante-deux cents (11.018,52€) composé comme suit : un montant de trois mille deux cent septante-six euros (3.276,00€), une indemnité de remploi de 27%, soit un montant de huit cent quatre-vingt quatre euros et cinquante-deux cents (884,52€), pour la parcelle 427B et un montant de six mille huit cent cinquante-huit euros (6.858€) pour les parcelles 447 et 448D ;

Que le notaire a envoyé son décompte de frais, droit et honoraires, qui s'élève à un montant trois mille cinq cent neuf euros et quatre-vingt-six cents (3.509,86 €) ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver le projet d'acte authentique de vente de gré à gré pour cause d'utilité publique rédigé par le Notaire Pablo De Doncker, établi à 1000 Bruxelles, 51 rue du Vieux marché aux grains, dont les conditions essentielles sont les suivantes : « Les antiquités, monnaies, médailles, trésors, fossiles et objets d'histoire naturelle, qui pourraient être retrouvés dans les biens vendus, sont expressément réservés par le

Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles comme ne faisant pas partie de la vente. Il sera permis au Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles de charger un préposé de surveiller les fouilles et l'acquéreur ne pourra, sous aucun prétexte, éloigner ce préposé, sous peine de tous dommages-intérêts » ;

D'engager la dépense extraordinaire relative à l'acquisition des 3 parcelles sur l'article 766/711-60/87-2025-0103 du budget communal pour 2025, soit un montant de 5.618,52 € pour les trois parcelles concernées, ainsi qu'un complément qui a fait l'objet d'un report de crédit de 2024 vers 2025 ;

De liquider la dépense totale de 11.018,52€ (onze mille dix-huit euros et cinquante-deux cents) au bénéfice du compte bancaire n°BE29 7350 3208 5564 ouvert au nom du Notaire Pablo De Doncker avec comme communication #000/1002/44345# ;

D'engager le montant libellé sur le décompte de la provision pour frais, droits et honoraires relatifs à l'acquisition des 3 parcelles reprise ci-dessus, situées rue de Percke sur les crédits inscrits à l'article 766/123-20/87 du budget communal de 2025 ;

De liquider, en faveur du Notaire De Doncker, une dépense de 3.509,86 € (trois mille cinq cent neuf euros et quatre-vingt-six cents) à l'article 766/123-20/87 du budget communal de 2025, correspondant au décompte des frais, droits et honoraires relatifs à la présente opération avec comme communication #000/1002/44345#.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - De Perckestraat: goedkeuring van de akte voor de aankoop in volle eigendom van drie percelen grond gelegen langs de openbare weg die de Linkebeek omvatten - vastlegging en betaling van de notariskosten.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging 016/23.04.2024/B/0043, waardoor het schepencollege zijn principeakkoord verleend heeft om aan het OCMW van Brussel te vragen om twee percelen grond die hem toebehoren, gelegen in de de Perckestraat en gekadastréerd te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 447 en 448D, met een respectievelijke oppervlakte van 350 m² en 320 m², ter bedde en tijdelijk te mogen bezetten in afwachting van de aankoop ervan;

Overwegende dat de precare overeenkomst ondertekend werd op 3 maart 2025;

Overwegende dat het OCMW van Brussel de gemeente Ukkel in een brief van 12 juli 2024 geïnformeerd heeft over het akkoord van zijn raad, in zitting van 26 juni 2024, voor de overdracht van de twee voornoemde percelen, zodat de gemeente haar vergroeningsproject van de zeer kunstmatige bedding van de beek ter hoogte van deze percelen kan uitvoeren;

Overwegende dat de gemeente een stedenbouwkundige vergunning verkregen heeft om deze twee percelen heraan te leggen en zo de kunstwerken verwezenlijkt door de voormalige BMWB (Hydria) op de Linkebeek te wijzigen;

Overwegende dat de gemeentelijke werken momenteel aan de gang zijn op deze twee percelen;

Overwegende dat ingevolge een melding van de gemeente aan de verkopende partij een derde perceel (427B, met een oppervlakte van ongeveer 265 m²) per ongeluk in de weg ingelijfd werd bij werken door de voormalige BMWB (Hydria) en dat ze deze situatie wil regulariseren;

Overwegende dat de aankoop in totaal drie aangrenzende percelen grond betreft die toebehoren aan het OCMW van Brussel en zich uitstrekken over een lengte van ongeveer 170 meter, dat ze in de breedte overeenkomen met de bedding van de beek, haar oevers, de omheining in houten latten en het smalle bloemperk tussen de omheining en de gemeenteweg;

Overwegende dat notaris Pablo DE DONCKER, te Brussel, een aankoopakte voor de 3 percelen opgesteld heeft;

Dat de onderhavige verkoop toegestaan en aanvaard wordt voor de prijs van negenduizend negenhonderdenzes euro (€ 9.906,00), samengesteld als volgt: een bedrag van drieduizend achtenveertig euro (€ 3.048,00) voor perceel 427B en een bedrag van zesduizend achthonderdachtenvijftig euro (€ 6.858,00) voor perceel 447 en 448D;

Dat de notaris zijn afrekening van kosten, rechten en erelonen opgestuurd heeft, die € 3.509,86 beloopt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het ontwerp van authentieke onderhandse verkoopakte ten algemenen nutte opgesteld door notaris Pablo De Doncker, gevestigd te 1000 Brussel, Oude Graanmarkt 51, goed te keuren op de volgende essentiële voorwaarden: "De antiquiteiten, munten, medailles, schatten, fossielen en natuurhistorievoorwerpen die gevonden worden in de verkochte goederen zijn door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel uitdrukkelijk voorbehouden als zijnde geen deel van de verkoop. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel mag een aangestelde ermee belasten toezicht te houden op de graafwerken en de koper mag in geen geval deze aangestelde wegsturen, op straffe van een schadevergoeding";

De buitengewone uitgave voor de aankoop van de 3 percelen vast te leggen op artikel 766/711-60/87-20250103 van de gemeentebegroting voor 2025, hetzij een bedrag van € 4.506 voor de drie betrokken percelen, evenals een bijkomend bedrag dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een overdracht van krediet van 2024 naar 2025;

Deze totale uitgave van € 9.906,00 (negenduizend negenhonderdenzes euro) te betalen op bankrekening BE29 7350 3208 5564 geopend op naam van notaris Pablo De Doncker, met als mededeling #000/1002/44345#;

Het bedrag dat op de afrekening omschreven is als het voorschot voor kosten, rechten en erelonen met betrekking tot de aankoop van de 3 bovenstaande percelen, gelegen in de de Perckestraat, vast te leggen op de kredieten ingeschreven op artikel 766/123-20/87 van de gemeentebegroting van 2025;

Een uitgave van € 3.509,86 (drieduizend vijfhonderd negen euro en zesentachtig cent) op artikel 766/123-20/87 van de gemeentebegroting van 2025, die overeenstemt met de afrekening van de kosten, rechten en erelonen met betrekking tot de onderhavige verrichting, te betalen ten bate van notaris De Doncker, met als mededeling #000/1002/44345#.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

DIVISION FONCTIONNAIRE DELEGUE REPONSE.pdf, ACTE VENTE-20250904.pdf, Décompte ACQ-20250904.pdf, DIVISION COMMUNE REPONSE.pdf

Daniel Hublet entre en séance / treedt in zitting.
Yassine Assal entre en séance / treedt in zitting.
Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0017 **Propriétés communales : Bâtiment sis rue des Fidèles 32 (Voirie) – Occupation précaire et temporaire d’une partie du parking par un artiste – Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le parking situé rue des Fidèles 32 est actuellement partiellement inoccupé ;

Considérant que plusieurs projets de réhabilitation des lieux sont en cours de préparation ou de réalisation, mais n’aboutiront pas dans les mois à venir ;

Considérant que l’artiste Jean-François DIORD a été chargé par la Commune de réaliser une œuvre sculpturale qui sera installée sur le rond-point du square de Fré, à proximité de la piscine du Longchamp ;

Que l’assemblage de cette œuvre nécessitera plusieurs mois de travail dans un espace suffisamment vaste et partiellement couvert ;

Considérant qu’une visite des lieux a été effectuée conjointement par les services communaux et Monsieur DIORD, et qu’il a été constaté que le parking situé rue des Fidèles répond aux besoins techniques liés à la réalisation de l’œuvre ;

Considérant que, pour couvrir les charges d’eau et d’électricité liées à cette occupation, l’occupant versera une participation mensuelle forfaitaire de trente euros (30,00 €) ;

Considérant qu’une convention d’occupation précaire et temporaire, prenant cours le 1er octobre 2025 et conclue pour une durée initiale de neuf mois, renouvelable mensuellement, pourra être signée avec l’occupant, et qu’elle précisera notamment :

- le caractère strictement temporaire et précaire de l’occupation, liée à la réalisation de l’œuvre et à la disponibilité actuelle des lieux,
- la possibilité de résiliation par chacune des parties moyennant un préavis d’un mois,
- l’obligation de veiller à une cohabitation respectueuse avec les autres occupants,

Décide :

D'autoriser la mise à disposition, à titre précaire et temporaire, d'une partie du parking (selon plan annexé) du bâtiment sis rue des Fidèles 32, à Monsieur Jean-François DIORD, domicilié Vieille rue du Moulin 165 à 1180 Uccle ;

D'approuver la convention d'occupation précaire pour une durée de neuf (9) mois, renouvelable de mois en mois, prenant cours le 1er octobre 2025, aux conditions suivantes :

- redevance forfaitaire de trente euros (30,00 €) par mois pour la participation aux charges (eau et électricité),
- résiliation possible à tout moment par chacune des parties, moyennant un préavis d'un mois,
- occupation réalisée dans le respect des autres usagers et des lieux.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeente-eigendommen: Gebouw gelegen in de Gelovigenstraat 32 (Wegen) - Tijdelijke en precaire bezetting van een deel van de parking door een kunstenaar - Goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat de parking in de Gelovigenstraat 32 momenteel gedeeltelijk onbezet is;

Overwegende dat er verschillende projecten voor het opknappen van de plaatsen momenteel worden voorbereid of uitgevoerd maar niet zullen voltooid zijn in de komende maanden;

Overwegende dat kunstenaar Jean-François DIORD van de gemeente de opdracht heeft gekregen om een beeldhouwwerk te maken dat geplaatst zal worden op de rotonde van de de Frésquare, vlakbij het zwembad Longchamp;

Overwegende dat de assemblage van dit werk meerdere maanden werk zal vergen in een voldoende grote, gedeeltelijk overdekte ruimte;

Overwegende dat de gemeentediensten en de heer DIORD gezamenlijk een bezoek ter plaatse hebben gebracht en dat is vastgesteld dat de parking in de Gelovigenstraat voldoet aan de technische eisen voor de

realisatie van het kunstwerk;

Overwegende dat de bezetter een vaste maandelijkse bijdrage van dertig euro (€ 30) zal betalen om de water- en elektriciteitskosten van deze bezetting te dekken;

Overwegende dat er met de bezetter een overeenkomst voor tijdelijke en preciaire bezetting kan worden gesloten, die ingaat op 1 oktober 2025 en wordt afgesloten voor een eerste periode van negen maanden, die maandelijks kan worden verlengd, en dat in deze overeenkomst met name het volgende wordt bepaald:

- de strikt tijdelijke en preciaire aard van de bezetting, gekoppeld aan de assemblage van het werk en de huidige beschikbaarheid van de plaatsen,
- de mogelijkheid van beëindiging door beide partijen met inachtneming van een opzegtermijn van één maand,
- de verplichting om respectvol samen te leven met de andere bezetters,

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke en preciaire bezetting van een deel van de parking (volgens bijgevoegd plan) van het gebouw in de Gelovigenstraat 32 door de heer Jean-François DIORD, gedomicilieerd in de Oude Molenstraat 165, 1180 Ukkel;

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor preciaire voor een periode van negen (9) maanden, verlengbaar van maand tot maand, met ingang op 1 oktober 2025, onder de volgende voorwaarden:

- een forfaitaire vergoeding van dertig euro (€ 30) per maand voor nutsvoorzieningen (water en elektriciteit),
- de mogelijkheid van beëindiging door beide partijen met inachtneming van een opzegtermijn van één maand,
- bezetting met respect voor de andere gebruikers en de plaatsen.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2025 convention artiste.pdf, 2025 convention artiste (Nederlands).pdf,

20250825151308.pdf

11.09.2025/A/0018 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - Propriétés communales – Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box) – approbation de la convention dans le cadre d'interventions policières exceptionnelles.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/22.05.2025/A/0005 par laquelle le Conseil communal a autorisé la zone de police Marlow à recourir à des caméras mobiles embarquées sur drones (système DIAB) dans le cadre d'interventions d'urgence, imprévisibles et à caractère exceptionnel, ainsi qu'à utiliser ces dispositifs à des fins dûment listées ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et plus spécifiquement les articles 25/1 et suivants encadrant l'installation et l'usage visible de caméras par les services de police ;

Considérant que la zone de police Marlow souhaite développer un partenariat avec la société Citymesh (Kappellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp) pour mettre en œuvre l'utilisation de drones équipés de caméras mobiles dans le cadre d'interventions urgentes, exceptionnelles et non prévisibles sur le territoire de la zone ;

Considérant que les drones seront pilotés par un opérateur de la société Citymesh, sous la supervision directe d'un agent opérationnel de la zone de police, et sans que l'opérateur civil n'ait accès aux images capturées ;

Considérant que le Service des Propriétés communales de la Commune a examiné la convention encadrant l'utilisation du système DIAB à la lumière des résultats positifs de cette évaluation ;

Considérant que l'usage de cette technologie poursuit plusieurs finalités essentielles, à savoir :

- Documenter le déroulement des interventions de police ;
- Améliorer la traçabilité et le compte rendu des opérations aux autorités administratives et judiciaires ;
- Renforcer la sécurité des fonctionnaires de police ;
- Dissuader les comportements violents et réduire les plaintes infondées à l'encontre des agents ;
- Accroître le professionnalisme des interventions ;

Considérant que l'utilisation de caméras sur le territoire communal par les services de police nécessite l'autorisation préalable du conseil communal, laquelle doit spécifier le type de caméras, leurs finalités et modalités d'usage ;

Considérant que les dispositifs concernés répondent à la définition de « caméras mobiles » au sens de l'article 25/2 §1 de la loi du 5 août 1992, dès lors qu'ils sont installés sur des drones en mouvement ;

Considérant que les données collectées comprennent :

- Les images (vidéos et photos) capturées par les caméras embarquées ;
- Les métadonnées associées : date, heure d'enregistrement, localisation GPS ;

Considérant qu'en vertu de la législation en vigueur :

- Les images sont conservées pour une durée maximale de 365 jours ;
- L'accès aux données est autorisé pendant 30 jours après leur enregistrement, sous réserve d'une justification opérationnelle ;
- Passé ce délai, l'accès est limité à des fins de police judiciaire, sur décision écrite et motivée du procureur du Roi ;

Considérant qu'en application de ces dispositions, la zone de police Marlow conservera les données pour une durée initiale de 30 jours ;

Considérant que la zone de police procédera à l'enregistrement de ce traitement dans son propre registre ainsi que dans REGPOL, le registre de la police intégrée ;

Considérant qu'une analyse d'impact relative à la vie privée sera effectuée après la phase de test afin d'évaluer :

- Les catégories de données personnelles traitées ;
- La proportionnalité des moyens utilisés ;
- La pertinence des objectifs opérationnels ;
- La durée de conservation des données ;
- Les modalités de conservation et de sécurité des enregistrements ;

Considérant qu'une analyse complémentaire de la phase test sera menée par le DPO office de la zone de police afin de s'assurer de la conformité du traitement ;

Considérant que l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté avant la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, et que le DPO office l'informerait également du déroulement de la phase test ;

Considérant que la zone de police s'engage à informer la population de l'autorisation délivrée via ses propres canaux de communication et ceux de l'administration communale ;

Décide :

D'approuver les termes de la convention encadrant la mise à disposition d'un système de type Drone-in-a-Box (DIAB), installé sur une partie du toit du Centre Administratif Unique (CAU), situé rue de Stalle 77 à 1180 Uccle, aux conditions principales suivantes :

- CITYMESH installe, exploite et entretient le système DIAB à ses frais, en veillant à la stabilité et à l'intégrité du bâtiment sur base d'une expertise préalable ;
- l'accès à l'installation est garanti 24h/24 et 7j/7 aux personnes désignées par CITYMESH, avec information du propriétaire en cas d'intervention nocturne (sauf urgence) ;
- l'ensemble du matériel reste la propriété exclusive de CITYMESH, qui le retirera en fin de convention ou en cas de résiliation, sauf les éléments structurels indétachables ;
- la consommation électrique est intégralement supportée par CITYMESH, via un compteur distinct, sans charge pour la Commune ;

- l'installation du matériel par grue ou autre moyen de levage est conditionnée à l'obtention préalable des permis et autorisations nécessaires par CITYMESH ;
- CITYMESH souscrit et maintient en vigueur une assurance responsabilité civile d'au moins 1.000.000 EUR par sinistre, ainsi qu'une couverture incendie avec renonciation réciproque à recours entre les parties ;
- la convention est conclue jusqu'au 31 mars 2026, avec possibilité de reconduction, et peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de trois mois.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Gemeente-eigendommen - Gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box) - goedkeuring van de overeenkomst in het kader van uitzonderlijke politie-interventies.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging 016/22.05.2025/A/0005, waardoor de gemeenteraad politiezone Marlow toestemming gegeven heeft om een beroep te doen op ingebouwde mobiele camera's op drones (DIAB-systeem) in het kader van dringende, onvoorzienbare en uitzonderlijke interventies en om deze voorzieningen te gebruiken voor behoorlijk opgelijste doeleinden;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikel 25/1 en volgende, die de installatie en het zichtbaar gebruik van camera's door de politiediensten omkaderen;

Overwegende dat politiezone Marlow een samenwerking met de firma Citymesh (Kappellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp) wil opzetten om drones uitgerust met mobiele camera's te gebruiken in het kader van dringende, uitzonderlijke en onvoorzienbare interventies op het grondgebied van de zone;

Overwegende dat de drones aangestuurd worden door een operator van de firma Citymesh, onder het rechtstreeks toezicht van een operationeel agent van de politiezone en zonder dat de burgerlijke operator toegang heeft tot de beelden;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen van de gemeente de overeenkomst die het gebruik van het DIAB-systeem omkadert bestudeerd heeft in het licht van de positieve resultaten van deze evaluatie;

Overwegende dat het gebruik van deze technologie verschillende essentiële doeleinden nastreeft, meer bepaald:

- Het verloop van de politie-interventies documenteren;
- De traceerbaarheid en het verslag van de operaties aan de administratieve en gerechtelijke instanties verbeteren;
- De veiligheid van de politieagenten versterken;

- Gewelddadig gedrag ontraden en ongegronde klachten tegen de agenten verminderen;
- Het professionalisme van de interventies vergroten;

Overwegende dat het gebruik van camera's op het gemeentelijk grondgebied door de politiediensten de voorafgaande toelating van de gemeenteraad vereist, die het type camera's, de doeleinden en de gebruiksmodaliteiten ervan moet verduidelijken;

Overwegende dat de betrokken voorzieningen beantwoorden aan de definitie van "mobiele camera's" in de zin van artikel 25/2 §1 van de wet van 5 augustus 1992 aangezien ze geïnstalleerd zijn op bewegende drones;

Overwegende dat de verzamelde gegevens het volgende omvatten:

- De beelden (video's en foto's) van de ingebouwde camera's;
- De metagegevens die ermee gepaard gaan: datum, uur van opname, gps-locatie;

Overwegende dat krachtens de geldende wetgeving:

- De beelden hoogstens 365 dagen bewaard worden;
- De toegang tot de gegevens toegestaan is gedurende 30 dagen na de opname ervan, onder voorbehoud van een operationele rechtvaardiging;
- Na deze termijn de toegang beperkt is tot doeleinden van gerechtelijke politie, op schriftelijke en gemotiveerde beslissing van de procureur des Konings;

Overwegende dat politiezone Marlow in toepassing van deze bepalingen de gegevens bewaart voor een initiële duur van 30 dagen;

Overwegende dat de politiezone overgaat tot de registratie van deze verwerking in haar eigen register en in REGPOL, het register van de geïntegreerde politie;

Overwegende dat er een impactanalyse van de privacy verricht wordt na de testfase om het volgende te evalueren:

- De categorieën van verwerkte persoonsgegevens;
- De evenredigheid van de gebruikte middelen;
- De relevantie van de operationele doelstellingen;
- De bewaarduur van de gegevens;
- De bewaar- en veiligheidsmodaliteiten van de opnames;

Overwegende dat er een bijkomende analyse van de testfase gevoerd wordt door de DPOoffice van de politiezone om zich te verzekeren van de conformiteit van de verwerking;

Overwegende dat het Controleorgaan op de Politiezone Informatie geraadpleegd wordt voor de operationele uitvoering van de voorziening en dat de DPOoffice het ook informeert over het verloop van de testfase;

Overwegende dat de politiezone zich ertoe verbindt de bevolking over de afgeleverde toelating te informeren via haar eigen communicatiekanalen en die van het gemeentebestuur;

Beslist:

De bewoordingen van de overeenkomst die de terbeschikkingstelling van een systeem van het type Drone-in-a-Box (DIAB) omkadert, geïnstalleerd op een deel van het dak van het Administratief Centrum van Ukkel (ACU), gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, goed te keuren op de volgende voornaamste voorwaarden:

- CITYMESH installeert, exploiteert en onderhoudt het DIAB-systeem op zijn kosten en waakt over de stabiliteit en de integriteit van het gebouw op basis van een voorafgaande expertise;
- De toegang tot de installatie wordt 24/24 en 7/7 gegarandeerd aan de personen die door CITYMESH aangeduid zijn, met informatie aan de eigenaar in geval van nachtelijke interventie (behalve in noodgevallen);
- Al het materiaal blijft de exclusieve eigendom van CITYMESH, die het verwijderd op het einde van de overeenkomst of in geval van ontbinding, behalve de niet-verwijderbare structurele elementen;
- Het elektriciteitsverbruik wordt volledig gedragen door CITYMESH, via een afzonderlijke teller, zonder kosten voor de gemeente;
- De installatie van het materiaal met een kraan of een ander hijsmiddel is gebonden aan de voorafgaande verkrijging van de nodige vergunningen en toelatingen door CITYMESH;
- CITYMESH ondertekent en handhaaft een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid van minstens € 1.000.000 per schadegeval, alsook een branddekking met wederzijdse afstand van verhaal tussen de partijen;
- De overeenkomst wordt gesloten tot 31 maart 2026, met mogelijkheid tot verlenging, en kan te allen tijde door een van beide partijen ontbonden worden middels een opzegtermijn van drie maanden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Situation_projetée_Plan8_Étage2_Marlow_3.pdf, site Marlow_implantation poutre plafond grande salle.pdf, Gemeente Ukkel_Citymesh Safety

Drones_Terbeschikkingstellingsovereenkoms....pdf,

Commune+d'Uccle_Citymesh+Safety+Drones_Accord+de+mise+à+disposition+-+Fi....pdf, Schermafbeelding 2024-12-02 103313.png, frame installatie docking.png

11.09.2025/A/0019

L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité. - Propriétés communales – Bâtiment Stalle – Neerstalle : remise en location du rez-de-chaussée commercial sis chaussée de Neerstalle 456.

Le Conseil,

Considérant que, par délibération du 8 octobre 2015, le Collège des Bourgmestre et Échevins a marqué son accord sur la mise en location des surfaces commerciales situées chaussée de Neerstalle 454-456-458, désignées sous les lettres A, B et C ;

Considérant que le local B, d'une superficie de 45 m², a été loué pour une durée de neuf ans à un commerçant y exerçant une activité de tatouage ;

Que cette activité a cessé à la suite de l'expiration du contrat de bail, et que le bien a été restitué en bon état, hormis une remise en peinture, laquelle a été réalisée ;

Considérant que le bien est désormais disponible pour une nouvelle mise en location, dans le cadre d'un bail commercial de 9 ans, et que la Commune

souhaite poursuivre ses efforts de redynamisation du quartier d'Uccle-Stalle en attirant un commerce de qualité, excluant toutefois toute activité de type Horeca, commerce de nuit ou activité liée aux jeux de hasard ;

Considérant l'intérêt pour la Commune d'attirer un porteur de projet stable, financièrement solide et contribuant à la vitalité du tissu commercial local ;

Considérant que ce bien, situé sur un axe à forte visibilité et bénéficiant d'une bonne accessibilité, constitue une opportunité intéressante pour un projet commercial cohérent avec le développement du quartier ;

Considérant que le loyer mensuel est fixé à 1.000 € (hors charges), indexé annuellement, avec un précompte immobilier estimé à environ 580 €, et que l'entrée en jouissance est envisagée pour le 1er décembre 2025 ;

Considérant que les candidats devront remettre un dossier complet, comprenant notamment une présentation détaillée du projet, les éléments d'identification du porteur, et, pour les personnes morales, les extraits des statuts publiés au Moniteur belge ;

Considérant enfin qu'il y a lieu d'assurer une large publicité de cet appel à candidatures, tant sur les supports de communication communaux que dans la presse locale ;

Décide

de lancer un appel à candidatures ci-annexé pour la location du local commercial situé chaussée de Neerstalle 456, d'une superficie de 45 m², pour un loyer mensuel de 1.000 €, hors charges, indexé annuellement, dans le cadre d'un bail commercial de 9 ans, en excluant formellement les activités de type Horeca, commerce de nuit et jeux de hasard ;

de fixer l'entrée en jouissance au 1er décembre 2025, sous réserve de la finalisation des démarches administratives ;

de diffuser l'appel à candidatures via les canaux de communication de la Commune, notamment le site internet communal, les panneaux d'information et dans le Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Gebouw Stalle - Neerstalle: opnieuw verhuren van de commerciële benedenverdieping Neerstallesteenweg 456, ingevolge het faillissement van de huurder

De raad,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen per beraadslaging van 8 oktober 2015 zijn goedkeuring heeft verleend aan de verhuring van handelsruimtes in de Neerstallesteenweg 454-456-458, aangeduid met de letters A, B en C;

Overwegende dat pand B, met een oppervlakte van 45 m², voor een periode van negen jaar is verhuurd aan een handelaar die er een tatoeagezaak uitbaat;

Overwegende dat deze activiteit werd gestaakt na het verstrijken van de huurovereenkomst en dat het pand in goede staat werd teruggegeven, afgezien van een nieuwe verfbeurt, die werd uitgevoerd;

Overwegende dat het goed nu opnieuw kan worden verhuurd met een handelshuurovereenkomst van 9 jaar en dat de gemeente haar inspanningen wil voortzetten om de wijk Ukkel-Stalle nieuw leven in te blazen door een kwalitatieve handelszaak aan te trekken, met uitsluiting evenwel van elke horecagelegenheid, nachtelijke activiteit of activiteit die verband houdt met kansspelen;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om een stabiele, financieel gezonde projecteigenaar aan te trekken die bijdraagt aan de vitaliteit van de lokale commerciële structuur;

Overwegende dat dit pand, gelegen aan een goed zichtbare weg met een goede bereikbaarheid, een interessante kans biedt voor een commercieel project dat in overeenstemming is met de ontwikkeling van de wijk;

Overwegende dat de maandelijkse huur is vastgesteld op € 1.000 (excl. lasten), jaarlijks geïndexeerd, met een geraamde onroerende voorheffing van ongeveer € 580, en dat het de bedoeling is om het vruchtgebruik te laten starten op 1 december 2025;

Overwegende dat de kandidaten een volledig dossier moeten indienen, met daarin een gedetailleerde presentatie van het project, identificatiegegevens van de initiatiefnemer en, in het geval van rechtspersonen, uittreksels uit de in het Belgisch Staatsblad gepubliceerde statuten;

Overwegende, ten slotte, dat aan deze oproep tot het indienen van kandidaturen bekendheid moet worden gegeven, zowel in de gemeentelijke communicatiemedia als in de lokale pers;

Beslist

een oproep tot het indienen van kandidaturen te lanceren voor de huur van de handelsruimte in de Neerstallesteenweg 456, met een oppervlakte van 45 m², voor een maandelijkse huurprijs van 1.000, excl. lasten, jaarlijks geïndexeerd, krachtens een handelshuurovereenkomst van 9 jaar, formeel met uitsluiting van activiteiten zoals horeca, nachthandel en kansspelen;

de start van het vruchtgebruik vast te stellen op 1 december 2025, onder voorbehoud van de finalisering van de administratieve formaliteiten;

de oproep tot het indienen van kandidaturen te verspreiden via de communicatiekanalen van de gemeente, met name de website van de gemeente, infoborden en in de Wolvendael.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Appel à candidature - Commune d'Uccle (Nederlands).pdf, Appel à candidature - Commune d'Uccle.pdf

Régie foncière - Grondregie

11.09.2025/A/0020 **Régie foncière – Propriétés communales : convention-type d’occupation pour les parcelles potagères au Plateau Avijl, avenue Latérale, rue de Linkebeek et rue du Melkriek – modification des modalités tarifaires.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n°016/28.11.2024/A/0012#, par laquelle le Conseil communal a décidé du principe et fixé les nouvelles conditions d’occupation des potagers communaux et a approuvé la convention-type d’occupation précaire ;

Considérant que des demandes supplémentaires d’occupation des potagers sont parvenues à l’Administration, émanant de personnes individuelles, se présentant au nom de collectifs de citoyens non constitués sous la forme juridique d’une personne morale, dont la plupart des membres ne souhaitent pas assumer de responsabilité dirigeante au sein de leur groupement pour les activités développées ;

Que, dès lors, les catégories de bénéficiaires pouvant prétendre à l’occupation d’un potager communal devraient être étendues à toute personne agissant en leur nom propre ou au nom d’un groupement ou collectif de citoyens, désireux de développer des activités associatives sociales ou d’entraide citoyenne, favorisant la participation et contribuant à l’entente et à la cohésion entre riverains et usagers des potagers, en remplissant une fonction sociale et en rendant un service à la collectivité ;

Que ces groupements ou collectifs de citoyens, mentionnés précédemment, sont des associations de fait, sans existence juridique propre ;

Considérant en outre que ces personnes ou groupements disposent de ressources financières très limitées, au regard de l’action souvent bénévole qu’ils mènent ;

Considérant qu’une nouvelle disposition (art. 4bis) devrait être insérée dans la rubrique « Redevances » des projets de conventions d’occupation précaire, prévoyant l’exonération des redevances sous les conditions suivantes et pouvant être rédigée comme suit :

« Sont exonérés du paiement de la redevance mensuelle d’occupation, les ASBL, les associations de fait, les collectifs citoyens ou plus largement toute personne exerçant des activités associatives d’entraide citoyenne, favorisant la participation et contribuant à l’entente et à la cohésion entre riverains et usagers du quartier et des potagers ;

Pour être exonérés, ces derniers doivent à tout moment pouvoir apporter la preuve :

qu’ils ne disposent d’aucune recette de leurs activités telles que cotisation des membres, subsides,.... ;

qu’ils ont vocation à remplir une fonction sociale ;

qu'ils effectuent des activités de service à la collectivité ;

Partant, si la preuve d'un de ces éléments, demandée par le propriétaire-bailleur ne pouvait être apportée par l'occupant ou que de facto, il était constaté que l'une de ces conditions n'était pas respectée, l'occupant serait automatiquement redevable au bailleur des mensualités impayées et ce, depuis le constat du non-respect de ces conditions. »

Considérant que l'article 4 doit être modifié afin de respecter la procédure de recouvrement (premier rappel gratuit) ;

Considérant, enfin, que le montant des redevances annuelles n'a plus évolué depuis au moins 2014. Qu'il est proposé de l'indexer, de 25 à 30€/an et de 10 à 15€/an.

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

D'approuver les adaptations de l'article « Redevances » de la convention-type d'occupation des potagers.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Grondregie - Gemeente-eigendommen: modelovereenkomst voor het gebruik van de moestuinpercelen op het Avijlplateau, in de Zijlaan, de Linkebeekstraat en de Melkriekstraat - wijziging van de tarieven.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging #016/28.11.2024/A/0012#, waardoor de gemeenteraad beslist heeft over het principe, de nieuwe gebruiksvoorwaarden van de gemeentelijke moestuinen vastgelegd heeft en de modelovereenkomst voor precair gebruik goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het bestuur extra gebruiksaanvragen voor de moestuinen ontvangen heeft uitgaande van individuele personen in naam van burgercollectieven die niet de rechtsvorm van een rechtspersoon hebben, waarvan de meeste leden de leidende verantwoordelijkheid binnen hun groepering niet willen dragen voor de georganiseerde activiteiten;

Dat bijgevolg de categorieën van begunstigden die aanspraak kunnen maken op het gebruik van een gemeentelijke moestuin uitgebreid zouden moeten worden naar iedereen die in eigen naam of in naam van een groepering of burgercollectief handelt en sociale verenigingsactiviteiten of onderlinge burgerhulp wil ontwikkelen, die de participatie bevordert en bijdraagt aan de goede verstandhouding en de samenhang tussen buurtbewoners en gebruikers van de moestuinen, door een maatschappelijke

functie te vervullen en een dienst voor de gemeenschap te verlenen;

Dat deze voornoemde groeperingen of burgercollectieven feitelijke verenigingen zijn zonder eigen juridisch bestaan;

Overwegende bovendien dat deze personen of groeperingen over zeer beperkte financiële middelen beschikken ten aanzien van de vaak vrijwillige actie die ze voeren;

Overwegende dat er een nieuwe beschikking (art. 4bis) ingevoegd zou moeten worden in de rubriek "Vergoedingen" van de ontwerpen van preciaire gebruiksovereenkomst die in de vrijstelling van de retributies voorziet op de volgende voorwaarden en die als volgt kan luiden:

"Zijn vrijgesteld van de betaling van de maandelijkse gebruiksvergoeding: vzw's, feitelijke verenigingen, burgercollectieven of in ruimere zin iedereen die verenigingsactiviteiten of onderlinge burgerhulp uitoefent, die de participatie bevordert en die bijdraagt aan de goede verstandhouding en de samenhang tussen buurtbewoners en gebruikers van de wijk en van de moestuinen;

Om vrijgesteld te worden moeten deze laatsten te allen tijde het bewijs kunnen leveren:

Dat ze geen andere inkomsten van hun activiteiten hebben zoals bijdrage van de leden, subsidies, ...;

Dat ze een maatschappelijke functie vervullen;

Dat ze activiteiten ten dienste van de gemeenschap uitoefenen;

Bijgevolg, indien het bewijs van een van deze elementen, gevraagd door de eigenaar-verhuurder, niet bezorgd kan worden door de gebruiker of als er de facto vastgesteld wordt dat een van deze voorwaarden niet nageleefd wordt, is de gebruiker automatisch de onbetaalde maandelijkse afbetalingen verschuldigd aan de verhuurder, en dit vanaf de vaststelling van de niet-naleving van deze voorwaarden."

Overwegende dat artikel 4bis dient gewijzigd te worden met het oog op het respecteren van de procedure van invordering (eerste herinnering gratis);

Overwegende dat het bedrag van de jaarlijkse vergoedingen niet meer werd aangepast sinds 2014 en derhalve een indexering wordt voorgesteld, van 25 naar 30 €/jaar en van 10 naar 15 €/jaar;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De aanpassingen van het artikel "Vergoedingen" van de modelovereenkomst voor het gebruik van de moestuinen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

11.09.2025/A/0021 **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Convention de gestion.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 24 avril 2025 et signée entre la Commune et l'ASBL Piscine Longchamp, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 17 juillet 2025;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membres de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 24 juin 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et échevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Piscine Longchamp en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

V.Z.W. Piscine Longchamp.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 24 april 2025 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Piscine Longchamp, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 17 juli 2025;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald : “Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
 - het activiteitenverslag;
 - het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
 - desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
 - desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.”;
- Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 24 juni 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Piscine Longchamp;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

PV de l'A.G. extraordinaire du 20.05.2025 à 18h00.pdf, Rapport d'évaluation de la convention de gestion - Année 2024.pdf, Rapport d'activités - Année 2024.pdf, PV du C.A. du 19.12.2024 à 18h00.pdf, Rapport des vérificateurs aux comptes.pdf, PV de l'A.G. du 19.12.2024 à 19h00.pdf, Budget 2024-2025.pdf, Bilan 2024.pdf

Approbation de la convention entre l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival et la commune d'Uccle relative à l'édition des Urban Youth Games organisés au complexe de Neerstalle le 10 octobre 2025 - Octroi de subside

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival a organisé la troisième édition uccloise des Urban Youth Games le 20 septembre 2024 qui a connu un franc succès;

Considérant que cette A.S.B.L., fondée par Jacques Borlée et présidée par Marc Coudron, propose d'organiser la quatrième édition uccloise des UYG à l'attention d'écoliers âgés de 10 à 12 ans (5e et 6e primaire), issus de tous réseaux d'enseignement (général et spécialisé), avec pour objectif « d'inciter les jeunes à devenir acteurs du changement en favorisant les échanges, le partage de valeurs (ouverture d'esprit, respect et honnêteté) et la recherche de leur propre excellence »;

Considérant que diverses disciplines, dont certaines plus méconnues, seront proposées aux participants au cours de cette journée, notamment en collaboration avec des clubs locaux;

Considérant que cette A.S.B.L. nous propose d'organiser la quatrième édition le vendredi 10 octobre 2025 de ± 8h15 à ± 15h15;

Considérant que cet événement, organisé dans son entièreté par l'A.S.B.L., rassemblerait de 500 à 750 participants sur la journée et se déroulerait au complexe de Neerstalle (et à Uccle Sport);

Qu'il nécessite, pour sa bonne organisation la gestion des inscriptions par l'asbl O.U.F. qui aura en sa possession des listes d'enfants participants et des données à caractère personnel nécessitant l'application du RGPD;

Que l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival sollicite pour l'ensemble de l'événement une subvention d'un montant de 15.000,00 €;

Que ce montant est inscrit à l'article 764/332-02/12 du budget ordinaire de l'exercice 2025;

Que le service des Sports soumet à l'approbation du Conseil la convention de collaboration ci-annexée;

Décide :

- de marquer son accord sur la convention de collaboration;
- d'approuver l'octroi d'un subside de 15.000 € inscrit à l'article 764/332-02/12 du budget ordinaire de l'exercice 2025 au profit de l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival pour l'organisation de la quatrième édition des Urban Youth Games le 10 octobre prochain.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Goedkeuring van de overeenkomst tussen de V.Z.W. Olympic Urban Festival en de Gemeente Ukkel voor de Urban Youth Games die georganiseerd zullen worden op 10 oktober 2025 in het sportcomplex van Neerstalle - Toekenning van

een subsidie

De Raad,

Overwegende dat vzw Olympic Urban Festival de derde Ukkelse editie van de Urban Youth Games georganiseerd heeft op 20 september 2024, die een waar succes kende;

Overwegende dat deze vzw, gesticht door Jacques Borlée en voorgezeten door Marc Coudron, voorstelt om de vierde Ukkelse editie van de UYG voor leerlingen van 10 tot 12 jaar (5e en 6e leerjaar) van alle onderwijsnetten (algemeen en buitengewoon) te organiseren met als doelstelling "de jongeren aan te sporen om een rol te spelen in de verandering door de uitwisselingen, het delen van waarden (ruimdenkendheid, respect en eerlijkheid) en de zoektocht naar hun eigen uitmuntendheid te bevorderen";

Overwegende dat er verschillende disciplines, waaronder sommige minder bekende, aan de deelnemers aangeboden worden tijdens deze dag, in samenwerking met lokale clubs;

Overwegende dat deze vzw ons voorstelt om de vierde editie te organiseren op vrijdag 10 oktober 2025 van ± 8.15 tot ± 15.15 uur;

Overwegende dat dit evenement, volledig georganiseerd door de vzw, 500 tot 750 deelnemers zou samenbrengen gedurende een dag en zou plaatsvinden in het complex Neerstalle (en in Uccle Sport);

Dat het, voor een goede organisatie, het beheer van registraties vereist door de vzw O.U.F., die in haar bezit zal zijn van lijsten van deelnemende kinderen en persoonsgegevens die de toepassing van de RGPD vereisen;

Dat vzw Olympic Urban Festival een forfaitaire contante subsidie aanvraagt van €15.000,00 voor het hele evenement;

Dat dit bedrag ingeschreven werd op artikel 764/332-02/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025;

Dat de Sportdienst de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst ter goedkeuring aan de raad voorlegt,

Beslist :

- zijn akkoord te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst;
- de toekenning van een subsidie van € 15.000, geboekt op artikel 764/332-02/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024, ten bate van vzw Olympic Urban Festival voor de organisatie van de vierde editie van de Urban Youth Games op 10 oktober goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

4. convention UYG 2025.docx

Mobilité - Mobiliteit

11.09.2025/A/0023 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Uccle pour l’organisation d’actions de sensibilisation dans le cadre de l’appel – mobilité durable, Volet A « Vivre la ville » 2025.**

Le Conseil,

Vu la volonté de la Région de soutenir les communes dans la concrétisation des actions relevant de leur politique de mobilité, notamment par le biais d’un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2025 », sous forme d’octroi de subsides;
Vu la soumission par la Commune d’Uccle, le 2 juin 2025, à Bruxelles Mobilité, de projets de mobilité entrant dans le cadre de ce dispositif;

Vu la confirmation par Bruxelles Mobilité, en date du 25 juin 2025, de la bonne réception des documents transmis par la Commune;

Vu l’objet de cet appel à projets, visant notamment à financer des actions de sensibilisation dans le cadre du volet A « Vivre la ville » 2025, portant sur la mobilité durable;

Vu la demande de subside introduite par la Commune, pour un montant total de 41.323,79 € TVA comprise, en vue de l’organisation de trois projets : une balade à vélo (2.000 €), le Vollenbike (36.298,79 €) et une brocante (3.025 €);

Considérant que le projet relatif à la balade à vélo a été refusé;

Considérant que, dès lors, seuls les projets du Vollenbike et de la brocante ont été retenus, pour un budget total de 39.323,79 € (TVA comprise);

Considérant que, pour des raisons budgétaires, la Région ne pourra financer ces projets qu’à concurrence de 35.000 €;

Considérant que le solde, soit 4.323,79 €, restera à charge de la Commune sur fonds propres;

Considérant que la subvention régionale sera versée en deux tranches : une première tranche de 21.000 € et une seconde de 14.000 €;

Considérant que la convention couvre la période allant du 25 août 2025 au 24 août 2026;

Considérant que le dossier final devra être introduit au plus tard le 24 février 2027, tout dossier transmis après cette date étant automatiquement annulé et à la charge exclusive de la Commune;

Décide:

- d’approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep - duurzame mobiliteit, Deel A "De stad beleven" 2025.

De raad,

Aangezien het gewest de gemeentes wil ondersteunen in de concrete uitwerking van

de acties die onder hun mobiliteitsbeleid vallen, onder andere via een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteitsacties 2025" in de vorm van subsidies; Aangezien de gemeente Ukkel op 2 juni 2025 mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze voorziening vallen ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit; Aangezien Brussel Mobiliteit op 25 juni 2025 de goede ontvangst van de documenten van de gemeente bevestigd heeft; Aangezien deze projectoproep er onder andere toe strekt sensibiliseringsacties in het kader van deel A "De stad beleven" 2025 met betrekking tot duurzame mobiliteit te financieren; Aangezien de gemeente een subsidieaanvraag voor een totaalbedrag van 41.323,79 € (inclusief btw) ingediend heeft voor de organisatie van drie projecten: een fietstocht (2.000 €), Vollenbike (36.298,79 €) en een rommelmarkt (3.025 €); Overwegende dat het project met betrekking tot de fietstocht geweigerd werd; Overwegende dat enkel de projecten Vollenbike en rommelmarkt bijgevolg in aanmerking genomen werden voor een totaalbudget van 39.323,79 € (inclusief btw); Overwegende dat het gewest deze projecten om budgettaire redenen slechts ten belope van 35.000 € kan financieren; Overwegende dat het saldo, hetzij 4.323,79 €, ten laste van het budget van de gemeente blijft; Overwegende dat de gewestelijke subsidie in twee schijven gestort wordt: een eerste schijf van 21.000 € en een tweede van 14.000 € ; Overwegende dat de overeenkomst de periode van 25 augustus 2025 tot 24 augustus 2026 dekt; Overwegende dat het einddossier uiterlijk op 24 februari 2027 ingediend moet worden, elk dossier dat na deze datum ingediend wordt wordt automatisch nietig verklaard en is uitsluitend ten laste van de gemeente;

Beslist:

- de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP25.1268_Uccle_ConvFR.pdf, SUP25.1268_Uccle_ConvNL.pdf

11.09.2025/A/0024 **Convention entre la Fondation Roi Baudouin et l'Administration Communale d'Uccle dans le cadre de l'initiative « Bikes in Brussels (Fonds) ».**

Le Conseil,

Vu le soutien apporté par le Fonds Bikes in Brussels de la Fondation Roi Baudouin aux efforts d'aménagement, d'équipement et d'infrastructure en faveur de la mobilité vélo dans la Région de Bruxelles-Capitale sous forme d'octroi de soutiens financiers dans le cadre des « Bikes in Brussels Awards »;

Considérant que, le 25 mars 2025, la Commune a soumis à la Fondation Roi Baudouin deux dossiers dans le cadre des « Bikes in Brussels Awards »;

Considérant que ces deux dossiers correspondent au réaménagement de la rue Egide Van Ophem d'une part et à l'aménagement du sentier cyclo-piéton rue Jean Benaets d'autre part;

Considérant que, le 27 juin 2025, la Fondation Roi Baudouin a décidé d'octroyer des soutiens financiers pour les deux dossiers susmentionnés;

Considérant que la récompense financière s'élève à 100.000 euros pour le réaménagement de la rue Egide Van Ophem, et à 50.000 euros pour l'aménagement du sentier cyclo-piéton rue Jean Benaets;
Considérant que les prix seront libérés en une tranche par dossier dès la signature des conventions ou à la réception de l'accord d'acceptation;
Considérant que des conditions doivent être remplies pour le paiement des soutiens financiers;
Considérant que d'ici le 30 septembre 2025, les lauréats des Prix doivent s'engager à placer des plaques du Fonds Bikes in Brussels aux endroits convenus avec le Fonds;
Considérant que deux plaques aux dimensions de 30x50 centimètres seront apposées par infrastructure primée;
Considérant que d'ici le 30 septembre 2025, 3 à 5 photos de haute qualité mettant en valeur l'infrastructure doivent être transmises au Fonds;
Considérant que pour le 31 décembre 2026, un reportage photo par dossier décrivant succinctement les nouveaux projets d'infrastructures cyclistes mis en place, comme mentionnés dans le cadre de la candidature aux « Bikes in Brussels Awards » doit être transmis sur le portail de la Communauté Fondation Roi Baudouin;

Décide:

d'approuver les conventions portant sur les deux dossiers ainsi que les conditions générales en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en het gemeentebestuur van Ukkel in het kader van het initiatief « Bikes in Brussels (Fonds) ».

De raad,

Gelet op de steun geboden door het Fonds Bikes in Brussels van de Koning Boudewijnstichting aan de inspanningen voor inrichtingen, uitrustingen en infrastructuur ten bate van de fietsmobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de vorm van de toekenning van financiële steun in het kader van de "Bikes in Brussels Awards";

Overwegende dat de gemeente op 25 maart 2025 twee dossiers voorgelegd heeft aan de Koning Boudewijnstichting in het kader van de "Bikes in Brussels Awards";

Overwegende dat deze twee dossiers overeenkomen met de heraanleg van de Egide Van Ophemstraat enerzijds en de aanleg van een fiets- en voetpad in de Jean Benaetsstraat anderzijds;

Overwegende dat de Koning Boudewijnstichting op 27 juni 2025 beslist heeft om financiële steun toe te kennen voor de twee voornoemde dossiers;

Overwegende dat de financiële beloning 100.000 euro belooft voor de heraanleg van de Egide Van Ophemstraat en 50.000 euro voor de aanleg van het fiets- en voetpad in de Jean Benaetsstraat;

Overwegende dat de prijzen vrijgegeven worden in een schijf per dossier na de ondertekening van de overeenkomsten of bij de ontvangst van het aanvaardingsakkoord;

Overwegende dat er voorwaarden vervuld moeten worden voor de betaling van de financiële steun;

Overwegende dat de winnaars van de prijzen zich er tegen 30 september 2025 toe moeten verbinden om borden van het Fonds Bikes in Brussels te plaatsen op de locaties die overeengekomen zijn met het Fonds;

Overwegende dat er twee borden met afmetingen 30 x 50 centimeter geplaatst worden

per bekroonde infrastructuur;

Overwegende dat er tegen 30 september 2025 3 tot 5 foto's van hoge kwaliteit die de infrastructuur opwaarderen bezorgd moeten worden aan het Fonds;

Overwegende dat er tegen 31 december 2026 een fotoverslag per dossier met een beknopte beschrijving van de nieuwe fietsinfrastructuurprojecten, zoals vermeld in het kader van de kandidatuur voor de "Bikes in Brussels Awards", bezorgd moet worden via de portaalsite van de Koning Boudewijnstichting;

Beslist:

De overeenkomsten met betrekking tot de twee dossiers en de algemene voorwaarden in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Convention_Benaets_2025-E1181020-0026585.pdf, Conditions générales -C.pdf, locaties_borden_Fonds_Bikes_in_Brussels_nl.pdf, Convention_VanOphem_2025-E1181020-0026586.pdf, Communiquer.pdf, localisations_plaques_Fonds_Bikes_in_Brussels_fr.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Maintenance - Onderhoud

11.09.2025/A/0025 **Convention d'adhésion au marché public relatif aux expertises de stabilité après sinistre entre la commune d'Etterbeek (centrale d'achat) et la commune d'Uccle (utilisatrice) - Mission d'expertise en stabilité en urgence.**

Le Conseil,

Considérant que, en application des articles 2, 6^a, 7^b et 33 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la commune d'Etterbeek agit en sa qualité de centrale d'achat pour l'ensemble de communes de la Région de Bruxelles-Capitale qui souhaitent y adhérer et a, dans ce cadre, lancé un marché de services relatif à la mission d'expertise en stabilité en urgence (après sinistre) pour une durée de quatre ans (de 2025 à 2029) et a attribué ledit marché à la firme adjudicataire, Bureau d'études Phoenix srl -avenue de la Chasse, 133/135 à 1040 Etterbeek-conformément aux prix unitaires de son offre de prix du 18 juin 2025;

Considérant que la clause I.13.2 du cahier spécial des charges stipule que la commune de la Région de Bruxelles-Capitale souhaitant bénéficier de ce marché devra adresser une notification formelle à la commune d'Etterbeek, exprimant son souhait de bénéficier des prestations (notification d'intention) et qu'une convention d'adhésion soit signée entre la commune centrale (Commune d'Etterbeek) et la commune utilisatrice (Commune d'Uccle), précisant les modalités de l'utilisation du marché (notamment concernant la facturation et l'exécution des prestations);

Considérant que la commune utilisatrice pourra faire appel aux services de l'adjudicataire selon les modalités définies dans le cahier spécial des charges régissant le présent marché public;

Considérant que la commune utilisatrice s'engage à régler directement à

l'adjudicataire les factures correspondant aux prestations réalisées pour son propre compte;

Considérant que chaque commune utilisatrice est responsable des frais engagés dans le cadre des prestations réalisées pour son propre compte et que la commune centrale (Etterbeek) n'assumera pas de frais supplémentaires autres que ceux liés à la gestion administrative du dossier;

Considérant que la présente convention est conclue pour la durée du marché, soit 4 ans ou pour la durée restante du contrat;

Considérant que la Commune utilisatrice du présent marché a la possibilité à chaque instant de résilier son adhésion sans frais moyennant une notification à la centrale d'achats;

Considérant que la dépense estimée est évaluée à 10.000,00 € tva pour la durée du marché, soit 2.500,00 € tva sur base annuelle et peut être engagée à l'article 137/122-02/80 du service ordinaire des budgets 2025 à 2029 sous réserve d'approbation des budgets 2026 à 2029 par les autorités de tutelle et en douzièmes provisoires;

.

Décide:

d'adhérer à la centrale d'achat mise sur pied par la commune centrale (Commune d'Etterbeek) relative au marché public de services lié à la mission d'expertise en stabilité en urgence (après sinistre) pour une durée de quatre ans (de 2025 à 2029);

de signer la convention en annexe;

d'approuver la dépense envisagée de 10.000,00 € tva pour la durée du marché, soit 2.500,00 € tva sur base annuelle à engager à l'article 137/122-02/80 du service ordinaire des budgets 2025 à 2029 sous réserve d'approbation des budgets 2026 à 2029 par les autorités de tutelle et en douzièmes provisoires;

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst van aansluiting tot de openbare overheidsdracht met betrekking tot stabiliteitsbeoordelingen na rampen tussen de gemeente Etterbeek (aankoopcentrale) en de gemeente Ukkel (gebruikster) - Missie voor expertise op het gebied van noodstabiliteit..

De raad,

Overwegende dat, overeenkomstig artikels 2, 6°bis, 7°ter en 33 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, de gemeente Etterbeek in haar hoedanigheid van aankoopcentrale optreedt voor alle gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die zich bij haar wensen aan te sluiten en in deze context een overheidsopdracht gelanceerd heeft voor noodstabiliteitsexpertise (na een ramp) voor een periode van vier jaar (van 2025 tot 2029) en de opdracht, gegund aan de geselecteerde onderneming, Bureau d'études Phoenix srl - Jachtlaan 133/135, 1040 Etterbeek-, overeenkomstig de eenheidsprijzen in haar prijs offerte van 18 juni 2025;

Overwegende dat bepaling I.13.2 van het bestek bepaalt dat de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die van deze overeenkomst gebruik wenst

te maken, een formele kennisgeving moet sturen naar de gemeente Etterbeek waarin zij haar wens om van de diensten gebruik te maken te kennen geeft (intentieverklaring) en dat een toetredingsovereenkomst moet worden ondertekend tussen de centrale gemeente (gemeente Etterbeek) en de gebruikende gemeente (gemeente Ukkel), waarin de gebruiksvoorwaarden van de opdracht (met name inzake facturatie en uitvoering van de diensten) worden gepreciseerd;

Overwegende dat de gebruikende gemeente een beroep zal kunnen doen op de diensten van de geselecteerde inschrijver volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in het bestek van deze overheidsopdracht:

Overwegende dat de gebruikende gemeente zich ertoe verbindt de facturen voor de voor haar rekening uitgevoerde diensten rechtstreeks aan de gekozen inschrijver te betalen;

Overwegende dat elke gebruikende gemeente verantwoordelijk is voor de kosten die worden gemaakt in het kader van de diensten die voor haar rekening worden verleend en dat de centrale gemeente (Etterbeek) geen andere bijkomende kosten voor haar rekening zal nemen dan die welke verband houden met het administratieve beheer van het dossier;

Overwegende dat deze overeenkomst wordt gesloten voor de duur van de opdracht, ofwel 4 jaar of voor de resterende duur van de overeenkomst;

Overwegende dat de gemeente die van deze overeenkomst gebruik maakt, haar lidmaatschap te allen tijde kosteloos kan opzeggen door kennisgeving aan de aankoopcentrale;

Overwegende dat de uitgaves worden geraamd op € 10.000 incl. btw voor de duur van de opdracht, ofwel € 2.500 incl. btw op jaarbasis en kunnen worden vastgelegd onder artikel 137/122-02/80 van de gewone dienst van de begrotingen 2025 tot 2029, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2026 tot 2029 door de toezichthoudende overheid en in voorlopige twaalfden;

Beslist:

toe te treden tot de aankoopcentrale die door de centrale gemeente (gemeente Etterbeek) is opgericht voor de overheidsopdracht voor noodstabiliteitsexpertise (na een ramp) voor een periode van vier jaar (van 2025 tot 2029);

de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen;

zijn goedkeuring te verlenen aan de uitgave, geraamd op € 10.000 incl. btw voor de duur van de opdracht, ofwel € 2.500 incl. btw op jaarbasis, vast te leggen onder artikel 137/122-02/80 van de gewone dienst van de begrotingen 2025 tot 2029, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2026 tot 2029 door de toezichthoudende overheid en in voorlopige twaalfden;

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

11.09.2025/A/0026 **Service Egalité des Chances et des Genres.- Octroi d'un subside au groupe uclois d'Amnesty International.-**

Le Conseil,

Vu que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu que la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;

Considérant qu'un crédit de 10.000 € est prévu à l'article 849/332-02/-/16 du budget 2025;

Considérant que le formulaire de demande de subside a été complété par le groupe uclois d'Amnesty Internationale;

Considérant que l'organisation susmentionnée désire sensibiliser le public sur le thème des droits des femmes et la résilience humaine à travers la projection d'un documentaire « When Harmattan Blows », au CCU, le 27 novembre 2025;

Considérant que la projection du documentaire sera suivie d'un débat en présence de la réalisatrice, Edyta Wróblewska;

Considérant que l'organisation susmentionnée n'est redevable d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;

Considérant qu'il convient que l'Administration Communale d'Uccle accorde un subside de 800 €, en faveur du groupe uclois d'Amnesty Internationale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver l'attribution d'un subside d'un montant de 800 €, en faveur du groupe uclois d'Amnesty Internationale, pour la projection d'un documentaire « When Harmattan Blows » d'Edyta Wróblewska, au CCU, le jeudi 27 novembre 2025.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.- Gemeentelijke subside toegekebd aan de Ukkelse groep van Amnesty International

De raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Aangezien er onder artikel 849/332-02/-/16 van de begroting 2025 een bedrag van € 10.000 is voorzien;

Overwegende dat het subsidieaanvraagformulier is ingevuld door de Ukkelse groep van Amnesty International;

Overwegende dat de bovenvermelde organisatie het publiek bewust wil maken van het thema vrouwenrechten en menselijke weerbaarheid door de vertoning van een documentaire getiteld "When Harmattan Blows" in het CCU op 27 november 2025;

Overwegende dat de vertoning van de documentaire zal worden gevolgd door een debat in aanwezigheid van de regisseur, Edyta Wróblewska;

Overwegende dat de bovenvermelde organisatie geen enkel bedrag verschuldigd is aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Ukkel een subsidie van € 800 kan toekennen aan de Ukkelse groep Amnesty International;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen.

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de toekenning van een subsidie van € 800 aan de Ukkelse groep van Amnesty International voor de vertoning van de documentaire "When Harmattan Blows" in het CCU op donderdag 27 november 2025.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Amnesty.pdf, Formulaire-subsidie-ponctuel_FORM_2022_U1180 GR AI UCCLE.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

11.09.2025/A/0027 **Environnement – Occupation temporaire d'un terrain du CPAS de Bruxelles-ville – Convention d'indemnité pour l'usage d'un terrain agricole – Fixation des conditions – Approbation de la convention-type.**

Le Conseil,

Vu les décisions de l'Assemblée du 23 mai 2019 et du 07 septembre 2023 relatives au projet communal de végétalisation du ruisseau Linkebeek, à la hauteur de la rue de Percke, visant à modifier les ouvrages en béton posés par l'ex-SBGE (Hydria), à la conclusion d'un accord transactionnel avec la SBGE d'un montant de 329.120 € afin de financer le projet communal, et à la désignation d'un entrepreneur pour la réalisation du chantier y relatif ;

Vu le permis d'urbanisme 16/PFD/1931700 délivré le 07 août 2024, créant une nouvelle situation de droit conforme et permettant de facto à la Commune de

mettre en œuvre son projet ;

Considérant que le projet concerne la section amont du ruisseau le long de la rue de Percke et que cette section traverse trois parcelles cadastrales, dont la plus en amont a déjà été acquise par la Commune, les deux suivantes étant la propriété du CPAS de la Ville de Bruxelles ;

Vu la délibération n° 016/23.04.2024/B/0043 par laquelle le Collège échevinal a marqué son accord de principe pour solliciter du CPAS de Bruxelles l'occupation, à titre précaire et temporaire, de deux parcelles lui appartenant situées rue de Percke et cadastrées à Uccle, dans la 4e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D d'une superficie respective de 350 m² et 320 m², en attendant leur acquisition ;

Considérant que la convention précaire a été signée en date du 3 mars 2025 ;

Considérant que, par un courrier du 12 juillet 2024, le CPAS de Bruxelles a informé la Commune d'Uccle de l'accord de son Conseil, en séance du 26 juin 2024, pour la cession des deux parcelles susvisées ;

Considérant que les démarches en vue de l'acquisition de ces deux parcelles sont bien avancées ;

Vu la configuration particulière de la rue de Percke, étroite et sans trottoir, et constituant une voie de communication importante dans ce quartier;

Considérant que le chantier communal longe immédiatement la rue de Percke et qu'il aurait impliqué la fermeture de cette voirie entre les mois de mars et de novembre 2025;

Considérant qu'il a été estimé par les différents services communaux impliqués et par l'entrepreneur désigné par la Commune qu'il était plus logique et plus sûr de créer une piste de chantier du côté de la prairie appartenant au CPAS de la Ville de Bruxelles et correspondant à une petite partie de la parcelle cadastrée à Uccle, dans la 4e division, section F, sous les numéros 446C d'une superficie totale de 21.994 m²;

Considérant que la piste de chantier a une largeur variable selon les endroits et jusqu'à un maximum de 10 mètres linéaires, pour une superficie totale de 2.237,4 m² mesurée par le géomètre de l'entrepreneur désigné par la Commune;

Considérant que le propriétaire a demandé à la Commune de s'arranger avec le locataire de ladite prairie, à savoir la société agricole MARCI FARM SRLEA, ayant son siège à 7830 Silly (Graty), rue du Veneur 176, représentée par Madame Laurene Delphine Marc MARCY et Monsieur Xavier PITSAER par le biais d'une convention d'indemnité pour l'usage temporaire d'un terrain agricole;

Considérant qu'un projet de convention-type a été rédigé par le service des Propriétés communales, comprenant les principales conditions suivantes :

La convention a pour objet de définir les modalités de l'indemnisation pour l'usage temporaire d'une partie de parcelle agricole située sur le territoire de la Commune d'Uccle;

Les travaux réalisés par la Commune ne toucheront cette parcelle cadastrale

que pour l'éradication de la renouée du Japon, espèce invasive, qui a largement débordé sur la prairie au départ de la parcelle communale;

L'usage du terrain par l'entrepreneur a lieu durant la période du 25 mars au 28 novembre 2025, soit pour une durée de 33 semaines;

L'indemnité est calculée sur base du montant de 3.000 € par hectare de terrain et par an, soit en fonction de la superficie réelle et de la durée du chantier un montant total de 425,97 €;

L'exploitant s'engage à permettre l'accès aux engins de chantier et à informer la Commune de toute difficulté rencontrée avec les animaux durant la durée du chantier;

La Commune s'engage à clôturer l'espace de circulation des engins de chantier pour garantir la sécurité des animaux, à minimiser les nuisances, à indemniser pour les éventuels dégâts occasionnés, et à garantir l'accès à tous moments à la parcelle pour l'exploitant et pour les livraisons de fourrages;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

d'approuver la convention d'indemnité pour l'usage de ce terrain agricole rue de Percke et la ratification de celle-ci, aux conditions énumérées ci-dessus;

d'engager la dépense d'un montant de 425,97 €;

de liquider, en faveur de la société agricole MARCI FARM SRLEA, une dépense de 425,97€ (quatre cent vingt-cinq euros et nonante-sept cents) à l'article 766/126-01/87 du budget communal de 2025, au bénéfice du compte bancaire n°BE90.1431.1806.1532.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Milieu - Tijdelijke bezetting van een terrein van het OCMW van Stad Brussel - Vergoedingsovereenkomst voor het gebruik van een landbouwterrein - Vastlegging van de voorwaarden - Goedkeuring van de modelovereenkomst.

De raad,

Gelet op de beslissingen van de vergadering van 23 mei 2019 en 7 september 2023 met betrekking tot het gemeenteproject voor de vergroening van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat, dat ertoe strekt de betonnen kunstwerken geplaatst door de voormalige BMWB (Hydria) te wijzigen, een dadingsovereenkomst met de BMWB te sluiten voor een bedrag van € 329.120 om het gemeenteproject te financieren en een aannemer aan te stellen voor de uitvoering van de desbetreffende werken;

Gelet op stedenbouwkundige vergunning 16/PFD/1931700, afgeleverd op 7 augustus 2024, die een nieuwe conforme rechtstoestand creëert en het de gemeente de facto toestaat haar project uit te voeren;

Overwegende dat het project betrekking heeft op de bovenloop van de beek langs de de Perckestraat en dat dit deel drie kadastrale percelen doorkruist, waarvan het hoogstgelegen al aangekocht werd door de gemeente en de twee volgende eigendom zijn van het OCMW van Stad Brussel;

Gelet op beraadslaging 016/23.04.2024/B/0043, waardoor het schepencollege zijn principeakkoord verleend heeft om aan het OCMW van Brussel te vragen om twee percelen grond die hem toebehoren, gelegen in de de Perckestraat en gekadastreerd te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 447 en 448D, met een respectievelijke oppervlakte van 350 m² en 320 m², ter bedde en tijdelijk te mogen bezetten in afwachting van de aankoop ervan;

Overwegende dat de preciaire overeenkomst ondertekend werd op 3 maart 2025;

Overwegende dat het OCMW van Brussel de gemeente Ukkel in een brief van 12 juli 2024 geïnformeerd heeft over het akkoord van zijn raad, in zitting van 26 juni 2024, voor de overdracht van de twee voornoemde percelen;

Overwegende dat de procedures voor de aankoop van deze twee percelen goed gevorderd zijn;

Gelet op de bijzondere configuratie van de de Perckestraat, smal en zonder trottoir, die een belangrijke verbindingsweg vormt in deze wijk;

Overwegende dat de gemeentelijke werken vlak naast de de Perckestraat liggen en dat ze geleid zouden hebben tot de afsluiting van deze weg van maart tot november 2025;

Overwegende dat de verschillende betrokken gemeentediensten en de door de gemeente aangestelde aannemer het logischer en veiliger vonden om een werfpiste te creëren aan de kant van de weide die toebehoort aan het OCMW van Stad Brussel en die overeenkomt met een klein deel van het kadastraal perceel te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 446C en met een totale oppervlakte van 21.994 m²;

Overwegende dat de werfpiste een variabele breedte heeft naargelang de locatie en hoogstens 10 strekkende meter, voor een totale oppervlakte van 2.237,4 m², gemeten door de landmeter van de door de gemeente aangestelde aannemer;

Overwegende dat de eigenaar aan de gemeente gevraagd heeft om het eens te worden met de huurder van deze weide, meer bepaald landbouwbedrijf MARCI FARM SRLEA, met zetel te 7830 Silly (Graty), rue du Veneur 176, vertegenwoordigd door mevrouw Laurene Delphine Marc MARCY en de heer Xavier PITSAER, door middel van een vergoedingsovereenkomst voor het tijdelijk gebruik van een landbouwterrein;

Overwegende dat er een ontwerp van modelovereenkomst opgesteld werd door de dienst Gemeente-eigendommen, dat de volgende voornaamste voorwaarden omvat:

De overeenkomst heeft als doel om de vergoedingsmodaliteiten voor het tijdelijk gebruik van een deel van het landbouwperceel gelegen op het grondgebied van de gemeente Ukkel te definiëren;

De werken die door de gemeente uitgevoerd worden raken dit kadastraal

perceel enkel voor de uitroeiing van de Japanse duizendknoop, een invasieve soort, die ruimschoots over de weide groeit vanaf het gemeentelijk perceel;

Het gebruik van het terrein door de aannemer vindt plaats tijdens de periode van 25 maart tot 28 november 2025, hetzij voor een duur van 33 weken;

De vergoeding wordt berekend op basis van het bedrag van € 3.000 per hectare terrein en per jaar, hetzij op basis van de werkelijke oppervlakte en de duur van de werken een totaalbedrag van € 425,97;

De uitbater verbindt zich ertoe de toegang tot de werfmachines toe te staan en de gemeente op de hoogte te brengen van alle moeilijkheden die met de dieren ondervonden worden tijdens de duur van de werken;

De gemeente verbindt zich ertoe de circulatieruimte van de werfmachines te omheinen om de veiligheid van de dieren te garanderen, de overlast te beperken, de eventuele veroorzaakte schade te vergoeden en de toegang tot het perceel te allen tijde te garanderen voor de uitbater en voor de levering van veevoer;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De vergoedingsovereenkomst voor het gebruik van het landbouwterrein in de de Perckestraat en de bekrachtiging ervan op de voornoemde voorwaarden goed te keuren;

De uitgave van een bedrag van € 425,97 vast te leggen;

Een uitgave van € 425,97 (vierhonderdvijfentwintig euro zevenennegentig cent) op artikel 766/126-01/87 van de gemeentebegroting van 2025 te betalen ten gunste van landbouwbedrijf MARCI FARM SRLEA op bankrekening BE90 1431 1806 1532.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2025 08 Convention Marci Farm SRLEA rue de Percke.DOC

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.

Aurélié Czekalski quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0028 **Projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au Geleytsbeek : secteur englobant la rue du Melkriek et la rue François Vervloet. Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Vu le volet territoire du Programme d'Actions Climat, approuvé lors du Conseil Communal du 19 octobre 2023, et notamment les fiches AD1 « Lutter contre les

inondations », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux inondations,

et AD2 « Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux événements extrêmes et au phénomène d'îlot de chaleur urbain, et pour ambition de réaliser 4 à 5 projets d'îlots de fraîcheur basés sur la nature par an;

Vu la déclaration de politique générale 2024-2030 et en particulier le point suivant:

La Commune mènera l'ambitieux projet de récréation du ruisseau 'Linkebeek', tout en gérant les eaux pluviales, entre la rue Courte de Linkebeek et le Keyenbempt;

Considérant que cette zone en fond de vallée subit des inondations de manière récurrente, confirmées par plusieurs riverains, et que le présent projet est également l'occasion d'apporter une solution à cette problématique;

Considérant qu'il ressort d'une étude réalisée par le bureau d'étude Urban Water pour le compte de la Commune qu'il est possible de reconnecter le Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le ruisseau empruntera majoritairement son tracé historique sauf lorsque cela n'est plus possible pour différentes contraintes liées au terrain;

Vu la décision du Collège en séance du 13 mai 2025 d'approuver cette étude hydraulique pour la reconnexion du Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le projet global est divisé en plusieurs tronçons, du fait de son important linéaire;

Considérant que lesdits aménagements sont les suivants :

le curage et la remise en état du pertuis et des chambres de visites existants dans la rue du Melkriek,

la pose d'une conduite dans ce pertuis pour amener le cours d'eau vers la rue François Vervloet,

l'installation d'une conduite mise en charge pour permettre au cours d'eau de remonter à contre pente le long de la rue François Vervloet,

la création d'une mare au carrefour de la rue de l'Antilope, de la rue Keyenbempt et de la rue François Vervloet,

la création d'une noue peu profonde le long de la rue François Vervloet, permettant le stockage et l'infiltration à ciel ouvert d'une partie des eaux pluviales ainsi qu'un acheminement vers une conduite de trop-plein en aval,

la mise en place d'un avaloir de trop plein vers l'égout en aval de la noue pour la gestion des pluies de retour au-delà de 100 ans,

la réduction du stationnement de 6 à 3 emplacements côté impair et la conservation des 11 emplacements existants côté pair de la rue François Vervloet;

l'installation de tranchées drainantes sous les espaces de stationnement le long de la rue François Vervloet, alimentées par 2 nouveaux avaloirs, permettant le stockage et l'infiltration des pluies d'une partie de la chaussée et des trottoirs (côté pair),

la suppression de 6 avaloirs le long de la rue François Vervloet remplacés par la noue côté impair, par la tranchée drainante côté pair et par un nouvel avaloir dans le carrefour avec la rue du Melkriek,

et l'aménagement paysager de l'ensemble;

Considérant que ces aménagements permettent de gérer une pluie de temps de retour de 100 ans;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le Service de l'Environnement;

Considérant que la dépense, options incluses, est estimée à un total de 667.300,78 € TVAC, incluant 15 % d'imprévu, et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93 du budget extraordinaire 2025;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
Considérant que les services de la Voirie et Vert ont été consultés dans le cadre de ce projet;
Considérant qu'un permis d'urbanisme pour le projet « Reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek : Secteur Beersel » sera déposé ultérieurement;

Décide :

- d'approuver le projet de reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek sur le secteur englobant la rue du Melkriek et la rue François Vervloet;
- d'approuver les documents d'adjudication annexés;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver la dépense estimée à 667.300,78 € sur les articles 879/732-60/93-20250054 et 879/732-60/93-20250055 du budget extraordinaire 2025.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Project voor de hydraulische verbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: sector Melkriekstraat en François Vervloetstraat. Gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Gelet op het luik Grondgebied van het Klimaatactieprogramma, goedgekeurd tijdens de gemeenteraad van 19 oktober 2023, en in het bijzonder op de fiches AD1 "Overstromingen bestrijden", die tot doel hebben het grondgebied beter bestand te maken tegen overstromingen,

en AD2 "Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken", met als doel het grondgebied beter bestand te maken tegen extreme gebeurtenissen en het fenomeen stedelijk hitte-eiland, en met de ambitie om 4 tot 5 op de natuur gebaseerde koelte-eilandprojecten per jaar uit te voeren.

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2024-2030 en in het bijzonder het volgende punt:

De gemeente zal een ambitieus project uitvoeren om de beek 'Linkebeek' opnieuw in te richten en het regenwater tussen de Linkebeekstraat en Keyenbempt te beheren.

Overwegende dat deze zone op de valleibodem regelmatig overstroomd wordt, wat bevestigd wordt door verschillende buurtbewoners, en dat het onderhavige project ook de kans is om een oplossing te bieden voor dit probleem;

Overwegende dat een studie uitgevoerd door het studiebureau Urban Water in opdracht van de gemeente aantoont dat het mogelijk is om de Linkebeek opnieuw aan te sluiten op de Geleytsbeek;

Overwegende dat de beek hoofdzakelijk op haar historisch tracé loopt, behalve wanneer het niet meer mogelijk is wegens verschillende moeilijkheden van het terrein;

Gelet op het besluit van het college in zitting van 13 mei 2025 om in te stemmen met deze hydraulische studie voor de heraansluiting van de Linkebeek op de Geleytsbeek;

Overwegende dat het totale project in verschillende delen is verdeeld vanwege de lange lengte;

Overwegende dat de ontwikkelingen in de sector die de Melkriekstraat en de François Vervloetstraat omvat, in verschillende delen werden besproken tijdens de zitting van het college van 1 juli 2025;

Overwegende dat de genoemde ontwikkelingen als volgt zijn:
het schoonmaken en herstellen van de bestaande doorgangen en inspectiekamers in de Melkriekstraat,
een buis door deze opening leggen om de waterloop naar de François Vervloetstraat te leiden,
de installatie van een overloopbuis om de waterloop stroomopwaarts tegen de helling langs de François Vervloetstraat te laten stromen,
de aanleg van een vijver op de kruising van de Antilopestraat, de Keyenbemptstraat en de François Vervloetstraat,
de aanleg van een ondiepe greppel langs de François Vervloetstraat, waardoor een deel van het regenwater in de open lucht kan worden opgeslagen en geïnfiltreerd, en stroomafwaarts in een overloopbuis kan worden geleid,
de installatie van een overloopkolk naar het riool stroomafwaarts van de greppel om regenval met een terugkeerperiode van meer dan 100 jaar te beheeren,
het aantal parkeerplaatsen aan de oneven kant van de straat François Vervloet wordt teruggebracht van 6 naar 3 en de 11 bestaande parkeerplaatsen aan de even kant blijven behouden;
de installatie van drainagesleuven onder de parkeerplaatsen langs de François Vervloetstraat, gevoed door 2 nieuwe kolken, om het regenwater van een deel van de rijbaan en trottoirs (even genummerde kant) op te slaan en te infiltreren,
de schrapping van 6 kolken langs de François Vervloetstraat, vervangen door een greppel aan de kant met oneven nummers, een drainagesleuf aan de kant met even nummers en een nieuwe kolk aan de kruising met de Melkriekstraat,
en de landschapsarchitectuur van het geheel;
Overwegende dat deze ontwikkelingen regenval met een terugkeerperiode van 100 jaar kunnen verwerken;
Overwegende dat een overheidsopdracht voor de bovenvermelde werken moet worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking
Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de dienst Milieu;
Overwegende dat de uitgave, inclusief opties, wordt geraamd op in totaal € 667.300,78 incl. btw, met inbegrip van 15% voor onvoorziene uitgaves, en dat dit bedrag beschikbaar is onder artikel 879/732-60/93 van de buitengewone begroting 2025
Gelet op artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 41, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 17 betreffende de overheidsopdrachten;
Overwegende dat de Wegendienst en de Groendienst over dit project werden geraadpleegd;
Overwegende dat er een bouwvergunning voor het project "Hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: Sector Beersel" op een later tijdstip zal worden ingediend;

Beslist:

- het project voor de hydraulische verbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek, sector Melkriekstraat en François Vervloetstraat, goed te keuren;
- de bijgevoegde aanbestedingsdocumenten goed te keuren;
- een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als procedure voor de plaatsing van een overheidsopdracht voor de uitvoering van werken goed te keuren;
- de uitgave goed te keuren geraamd op € 667.300,78 onder artikels 879/732-60/93-20250054 en 879/732-60/93-20250055 van de buitengewone begroting 2025.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

22 annexes / 22 bijlagen

VERVLOET_CSC.pdf, VERVLOET - S7 Plantation_Aanplanting.pdf, VERVLOET - S2 Plan projet_Gepland massaplan.pdf, VERVLOET - S5 Implantation_Implating.pdf, VERVLOET - D3 Coupe CC_Doorsnede CC.pdf, 25105 - PSS - Vervloet.pdf, VERVLOET_Bestek.pdf, VERLOET - BESCHRIJVENDE MEETSTAAT.xlsx, VERLOET - METRE ESTIMATIF.xlsx, 25105 - GVP - Vervloet.pdf, VERVLOET - D4 Coupe DD et EE_Doorsnede DD en EE.pdf, VERVLOET - S8 Comparaison_Vergelijkend.pdf, VERVLOET - S3 Plan nivellement revetements_Bekledings- en nivelleringsplan.pdf, VERVLOET - S1 Situation existante_Bestaande toestand.pdf, Formulaire d'offre.docx, VERVLOET - D2 Coupe BB_Doorsnede BB.pdf, VERLOET - BEGROTING METRE.xlsx, VERVLOET - S4 Démolition_Afbraak.pdf, Offerteformulier.docx, VERLOET - METRE DESCRIPTIF.xlsx, VERVLOET - D1 Coupe AA_Doorsnede AA.pdf, VERVLOET - S6 Plan GEP_Plan RWB.pdf

11.09.2025/A/0029 **Projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au Geleytsbeek : secteur englobant la rue Steenvelt, l'avenue de Beersel et la rue Molensteen.- Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Vu le volet territoire du Programme d'Actions Climat, approuvé lors du Conseil Communal du 19 octobre 2023, et notamment les fiches AD1 « Lutter contre les inondations », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux inondations,

et AD2 « Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux événements extrêmes et au phénomène d'îlot de chaleur urbain, et pour ambition de réaliser 4 à 5 projets d'îlots de fraîcheur basés sur la nature par an;

Vu la déclaration de politique générale 2024-2030 et en particulier le point suivant:

La commune mènera l'ambitieux projet de récréation du ruisseau 'Linkebeek', tout en gérant les eaux pluviales, entre la rue Courte de Linkebeek et le Keyenbempt;

Considérant que cette zone en fond de vallée subit des inondations de manière récurrente, confirmées par plusieurs riverains, et que le présent projet est également l'occasion d'apporter une solution à cette problématique;

Considérant qu'il ressort d'une étude réalisée par le bureau d'étude Urban Water pour le compte de la Commune qu'il est possible de reconnecter le Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le ruisseau empruntera majoritairement son tracé historique sauf lorsque cela n'est plus possible pour différentes contraintes liées au terrain;

Vu la décision du Collège en séance du 13 mai 2025 d'approuver cette étude hydraulique pour la reconnexion du Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le projet global est divisé en plusieurs tronçons, du fait de son important linéaire;

Considérant que lesdits aménagements sont les suivants :

la mise en canalisation puis à ciel ouvert dans la rue Steenvelt, permettant de gérer les eaux dévalant actuellement de la rue Steenvelt vers l'avenue de Beersel et s'engouffrant dans les habitations des riverains situés aux numéros 85 à 95 de cette avenue,

cette remise à ciel ouvert nécessite la réduction du stationnement, de 15 à 6 places, et la réduction de la chaussée à une voie avec des sas entre les places de stationnement. Un comptage de la fréquentation de véhicules dans cette rue a montré que cette réduction de chaussée ne devrait pas causer de file,

l'abattage des 6 érables champêtres côté pair de la rue Steenvelt sera nécessaire, lesquels seront remplacés par 6 arbres d'essences mieux adaptées au milieu humide, selon la note rédigée par le Service vert jointe à ce rapport,

une noue végétalisée à l'intersection de la rue Steenvelt et l'avenue de Beersel, permettant de temporiser les eaux de ruissèlement de la rue Steenvelt,

cette noue permettra de réduire l'emprise de ce carrefour actuellement très évasé, offrant une bien meilleure lisibilité de celui-ci et permettant ainsi de réduire les risques d'accident, conformément aux prescrits du service de la Voirie,

la création d'un plateau surélevé à l'intersection de la rue Steenvelt et l'avenue de Beersel afin de ralentir la vitesse à cet endroit,

la mise en charge du ruisseau en canalisation dans l'avenue de Beersel jusqu'à l'intersection avec la rue Molensteen, étant donné la contre-pente de l'avenue de Beersel,

la remise à ciel ouvert du ruisseau dans la rue Molensteen, entraînant une réduction du stationnement, de 10 à 6 places, d'un côté de la rue,

en option, la création d'une tranchée drainante sous le plateau surélevé pour récupérer les eaux de voirie de l'avenue de Beersel et ainsi apporter davantage de protection contre les inondations aux habitations de ce tronçon. Cette option, estimée à 47.300,00 € HTVA, sera mise en œuvre si le budget le permet;

Considérant que ces aménagements permettent de gérer une pluie de temps de retour de 100 ans;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le Service de l'Environnement;

Considérant que la dépense, options incluses, est estimée à un total de 703.598,06 € TVAC, incluant 15 % d'imprévus, et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93-20250053 du budget extraordinaire 2025;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que les services de la Voirie et Vert ont été consultés dans le cadre de ce projet;

Considérant qu'un permis d'urbanisme pour le projet « Reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek : Secteur Beersel » sera déposé ultérieurement;

Décide :

- d'approuver le projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au ruisseau Geleytsbeek sur le secteur englobant la rue Steenvelt, l'avenue de Beersel et la rue Molensteen;
- d'approuver les documents d'adjudication annexés;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver la dépense estimée à 703.598,06 € sur l'article 879/732-60/93-20250053 du budget extraordinaire 2025.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Project voor de hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: sector Steenveltstraat, Beersellaan en Molensteenstraat.- Gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Gelet op het luik Grondgebied van het Klimaatactieprogramma, goedgekeurd tijdens de gemeenteraad van 19 oktober 2023, en in het bijzonder op de fiches AD1 "Overstromingen bestrijden", die tot doel hebben het grondgebied beter bestand te maken tegen overstromingen,

en AD2 "Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken", met als doel het grondgebied beter bestand te maken tegen extreme gebeurtenissen en het fenomeen stedelijk hitte-eiland, en met de ambitie om 4 tot 5 op de natuur gebaseerde koelte-eilandprojecten per jaar uit te voeren.

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2024-2030 en in het bijzonder het volgende punt:

De gemeente zal een ambitieus project uitvoeren om de beek 'Linkebeek' opnieuw in te richten en het regenwater tussen de Linkebeekstraat en Keyenbempt te beheren.

Overwegende dat deze zone op de valleibodem regelmatig overstroomd wordt, wat bevestigd wordt door verschillende buurtbewoners, en dat het onderhavige project ook de kans is om een oplossing te bieden voor dit probleem;

Overwegende dat een studie uitgevoerd door het studiebureau Urban Water in opdracht van de gemeente aantoont dat het mogelijk is om de Linkebeek opnieuw aan te sluiten op de Geleytsbeek;

Overwegende dat de beek hoofdzakelijk op haar historisch tracé loopt, behalve wanneer het niet meer mogelijk is wegens verschillende moeilijkheden van het terrein;

Gelet op het besluit van het college in zitting van 13 mei 2025 om in te stemmen met deze hydraulische studie voor de heraansluiting van de Linkebeek op de Geleytsbeek;

Overwegende dat het totale project in verschillende delen is verdeeld vanwege de lange lengte;

Overwegende dat de genoemde ontwikkelingen als volgt zijn:

de aanleg van een riool en vervolgens een open kanaal in de Steenveltstraat, om het water te beheren dat momenteel door de Steenveltstraat naar de Beersellaan stroomt en de huizen van de bewoners op nummer 85 tot 95 van deze laan binnenstroomt,

voor deze heropening van het terrein moet het aantal parkeerplaatsen worden teruggebracht van 15 naar 6 en moet de rijbaan worden teruggebracht tot één rijstrook met sassen tussen de parkeerplaatsen. Uit een verkeerstelling in deze straat bleek dat deze vermindering van de rijbaan geen files zou veroorzaken,

het kappen van 6 veldesdoornen aan de even kant van de Steenveltstraat is noodzakelijk. Deze zullen worden vervangen door 6 bomen die beter geschikt zijn voor een vochtige omgeving, volgens de nota van de Groendienst die aan dit rapport werd toegevoegd,

een beplante wadi op de kruising van de Steenveltstraat en de Beersellaan, om het afvloeien vanaf de Steenveltstraat te controleren,

deze wadi zal het mogelijk maken om de inneming van dit kruispunt, dat momenteel erg breed is, te verminderen, waardoor het veel overzichtelijker wordt en het risico op ongelukken afneemt, in overeenstemming met de instructies van de dienst Wegen,

de aanleg van een verhoogd platform op het kruispunt van de Steenveltstraat en de Beersellaan om de snelheid op deze locatie af te remmen,

het kanaliseren van de beek in de Beersellaan tot aan de kruising met de Molensteenstraat, gezien de helling van de Beersellaan,

de openstelling van de beek in de Molensteenstraat, waardoor het aantal parkeerplaatsen aan één kant van de straat wordt teruggebracht van 10 naar 6,

als optie, de aanleg van een drainagesleuf onder het verhoogde platform om het wegwater van de Beersellaan op te vangen, wat extra bescherming biedt tegen overstromingen voor huizen langs dit stuk weg. Deze optie, geraamd op € 47.300 excl. btw, zal worden uitgevoerd als het budget het toelaat;

Overwegende dat deze ontwikkelingen regenval met een terugkeerperiode van 100 jaar kunnen verwerken;

Overwegende dat een overheidsopdracht voor de bovenvermelde werken moet worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de dienst Milieu;

Overwegende dat de uitgave, inclusief opties, wordt geraamd op in totaal € 703.598,06 incl. btw, met inbegrip van 15% voor onvoorziene uitgaves, en dat dit bedrag

beschikbaar is onder artikel 879/732-60/93-20250053 van de buitengewone begroting 2025;

Gelet op artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 41, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 17 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de Wegendienst en de Groendienst over dit project werden geraadpleegd;

Overwegende dat er een bouwvergunning voor het project "Hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: Sector Beersel" op een later tijdstip zal worden ingediend;

Beslist:

- het project voor de hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek, sector Steenveltstraat, Beersellaan en Molensteenstraat, goed te keuren;
- de bijgevoegde aanbestedingsdocumenten goed te keuren;
- een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als procedure voor de plaatsing van een overheidsopdracht voor de uitvoering van werken goed te keuren;
- de uitgave goed te keuren geraamd op € 703.598,06 onder artikel 879/732-60/93-20250053 van de buitengewone begroting 2025.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

26 annexes / 26 bijlagen

BEERSEL_Formulaire d'offre.pdf, BEERSEL_Plan D05_Coupe EE_Doorsnede EE.pdf, BEERSEL_Métré estimatif.xlsx, BEERSEL_Plan D01_Coupe AA_Doorsnede AA.pdf, BEERSEL_Plan S04_Démolition_Afbraak.pdf, Note abattage érables rue Steenvelt_nl.pdf, BEERSEL_Begroting meetstaat.xlsx, BEERSEL_Bestek.pdf, BEERSEL_Métré descriptif.xlsx, BEERSEL_Plan D06_Coupe FF_Doorsnede FF.pdf, BEERSEL_Plan D02_Coupe BB_Doorsnede BB.pdf, BEERSEL_Plan S01_Situation existante_Bestaande toestand.pdf, BEERSEL_Offerteformulier.pdf, BEERSEL_Plan D03_Coupe CC_Doorsnede CC.pdf, Note abattage érables rue Steenvelt_fr.pdf, BEERSEL_Plan S08_Comparaison_Vergelijkend.pdf, BEERSEL_CSC.pdf, BEERSEL_PSS_Plan de Sécurité et de Santé.pdf, BEERSEL_Plan S03_Nivellement revêtements_Nivellering bekledings.pdf, BEERSEL_Plan S02_Situation projetée_Geplande toestand.pdf, BEERSEL_Plan D04_Coupe DD_Doorsnede DD.pdf, BEERSEL_Plan S07_Plantation_Aanplanting.pdf, BEERSEL_VGH_Veiligheids- en gezondheidsplan.pdf, BEERSEL_Plan S05_Implantation_Implanting.pdf, BEERSEL_Plan S06_Gestion des eaux pluviales_Regenwaterbeheer.pdf, BEERSEL_Beschrijvende meetstaat.xlsx

parc de Wolvendael. - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.

Le Conseil,

Considérant que la Commune a été lauréate de l'appel à projet lancé par Bruxelles Environnement en 2019 pour la mise en œuvre de projets environnementaux, notamment pour un projet d'étude portant sur la remise à ciel ouvert de l'Ukkelbeek dans le parc de Wolvendael, sur une distance d'environ 80 m, entre la grille d'entrée avenue De Fré et le mur côté rue Rouge et entre le mur côté De Fré et l'étang du parc;

Considérant que l'ensemble de l'étude a été réalisée et a permis d'aboutir à un projet qui permette à la fois la valorisation de l'Ukkelbeek dans le parc au lieu de son tracé actuel sous le trottoir de l'avenue De Fré, qu'il est quasiment impossible à remettre en état, voire même à explorer pour en déterminer l'état actuel, tout en permettant un apport d'eau à l'étang du bas du parc de Wolvendael en partie victime de l'eutrophisation ;

Considérant que l'étang, dans son état actuel, reçoit déjà les eaux de temps de pluie en provenance du Crabbegat récemment rénové, mais qu'il est incapable d'absorber ces eaux sans déborder à son tour dans l'égout et en surface en direction de l'avenue De Fré en raison de sa topographie existante;

Considérant que l'étude a veillé à maintenir à la fois la fonction paysagère actuelle de l'étang, d'améliorer la qualité de ces eaux, tout en lui permettant à l'avenir de jouer pleinement le rôle de bassin d'orage pour les eaux de l'Ukkelbeek, d'une partie du parc et du Crabbegat, afin de protéger nos citoyens contre les inondations en soulageant le réseau d'égouttage;

Considérant que le projet a fait l'objet de nombreux travaux préparatoires à la demande de la Division du Patrimoine Culturel (DPC) de la Région en raison du classement du parc, et d'une demande préalable d'avis informel auprès de la Commission Royale des Monuments et des Sites (CRMS);

Considérant que l'une des demandes formulées par la DPC porte sur l'augmentation de la taille de l'étang actuel en direction de la rue Rouge plutôt que sur la création de la totalité du linéaire de ruisseau initialement prévu, et que le projet a donc été adapté en ce sens dans la mesure où cette adaptation permet de maximiser la biodiversité et la qualité paysagère de l'étang sans nuire aux objectifs de gestion des eaux;

Considérant que ce tronçon amont de l'Ukkelbeek est sous gestion communale, mais que la Commune doit disposer de l'autorisation du gestionnaire de ruisseau délivrée par Bruxelles Environnement puisque la Commune ne peut être à la fois juge et partie prenante;

Considérant que Bruxelles Environnement avait suivi la genèse du projet, a lu et approuvé la note de gestion des eaux, et a délivré ladite autorisation de gestionnaire de ruisseau indispensable en vue du dépôt de la demande de permis patrimonial;

Considérant que le projet ainsi adapté aux conditions de la CRMS a fait l'objet d'une demande de permis patrimonial;

Vu le permis patrimonial sous conditions délivré le 27 mai 2025;

Considérant que les documents du marché, y compris les plans, ont été adaptés sur base des conditions de délivrance dudit permis;

Considérant qu'il y a donc lieu sur cette base de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le service de l'Environnement;

Considérant que la dépense totale est ainsi estimée à 508.132,66 € (y compris 21% de TVA et 15% d'imprévus) et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93 projets 20250052 et 20250057 du budget extraordinaire 2025;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Décide :

- d'approuver le projet d'aménagement spécifique de l'ouverture de l'Ukkelbeek dans le secteur nord du parc de Wolvendaël;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 508.132,66 € sur l'article 879/732-60/93 projets 20250052 et 20250057 du budget extraordinaire 2025.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Specifieke inrichting van de opening van de Ukkelbeek in de noordelijke sector van het Wolvendaelpark. - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Overwegende dat de gemeente laureaat was van de projectoproep die in 2019 door Leefmilieu Brussel gelanceerd werd voor de uitvoering van milieuprojecten, meer bepaald voor een studieproject met betrekking tot het bovengronds laten stromen van de Ukkelbeek in het Wolvendaelpark, over een afstand van ongeveer 80 meter, tussen het toegangshek in de De Frélaan en de muur aan de Rodestraat en tussen de muur aan de De Frélaan en de vijver van het park;

Overwegende dat de volledige studie uitgevoerd werd en geleid heeft tot een project dat de opwaardering van de Ukkelbeek in het park op de plaats van haar huidige loop onder het trottoir in de De Frélaan mogelijk maakt, dat ze bijna onmogelijk te herstellen of zelfs te onderzoeken is om er de huidige staat van te bepalen, waarbij water toegevoerd wordt in de vijver onderaan het Wolvendaelpark die deels slachtoffer is van eutrofiëring;

Overwegende dat de vijver in zijn huidige toestand al het regenwater afkomstig van het recent gerenoveerde Crabbegat opvangt, maar dat hij niet in staat is dit water te absorberen zonder op zijn beurt over te lopen in de riolering en aan de oppervlakte in de richting van de De Frélaan wegens zijn huidige topografie;

Overwegende dat de studie erover gewaakt heeft zowel de huidige landschapsfunctie van de vijver te behouden als de kwaliteit van dit water te verbeteren, waarbij hij in de toekomst volledig de rol van stormbekken voor het water van de Ukkelbeek, een deel van het park en het Crabbegat kan spelen, om onze burgers te beschermen tegen overstromingen door het rioolnet te ontlasten;

Overwegende dat er voor het project talrijke voorbereidende werken nodig waren op vraag van de Directie Cultureel Erfgoed (DCE) van het gewest wegens de bescherming van het park, alsook een voorafgaande vraag tot informeel advies aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML);

Overwegende dat een van de vragen van de DCE betrekking heeft op de uitbreiding van de

huidige vijver in de richting van de Rodestraat in plaats van op de oorspronkelijk geplande aanleg van de volledige lineaire loop van de beek en dat het project dus in die zin aangepast werd voor zover deze aanpassing het mogelijk maakt de biodiversiteit en de landschapskwaliteiten van de vijver te maximaliseren zonder de waterbeheerdoelstellingen aan te tasten;

Overwegende dat deze bovenloop van de Ukkelbeek onder gemeentelijk beheer staat maar dat de gemeente moet beschikken over de toelating van de beheerder van de beek, afgeleverd door Leefmilieu Brussel, aangezien de gemeente geen rechter in eigen zaak kan zijn;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel het ontstaan van het project opgevolgd heeft, de waterbeheernota gelezen en goedgekeurd heeft en deze toelating van de beheerder van de beek afgeleverd heeft, die noodzakelijk is om de erfgoedvergunning aan te vragen;

Overwegende dat er voor het project dat aangepast werd aan de voorwaarden van de KCML een erfgoedvergunning aangevraagd werd;

Gelet op de erfgoedvergunning onder voorwaarden afgeleverd op 27 mei 2025;

Overwegende dat de opdrachtdocumenten, inclusief de plannen, aangepast werden op basis van de afgiftevoorwaarden van deze vergunning;

Overwegende dat er dus op basis hiervan een overheidsopdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking uitgeschreven moet worden, met de voornoemde werken als voorwerp;

Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de Milieudienst;

Overwegende dat de totale uitgave geraamd wordt op € 508.132,66 (inclusief 21 % btw en 15 % onvoorziene uitgaven) en dat dit bedrag beschikbaar is op artikel 879/732-60/93 projecten 20250052 en 20250057 van de buitengewone begroting 2025;

Gelet op artikel 234 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 41 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Beslist:

- Het specifiek aanlegproject voor de opening van de Ukkelbeek in de noordelijke sector van het Wolvendaelpark goed te keuren;
- De plaatsingsprocedure van een overheidsopdracht van werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren;
- De raming van de totale overwogen uitgave van € 508.132,66 op artikel 879/732-60/93 projecten 20250052 en 20250057 van de buitengewone begroting 2025 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

21 annexes / 21 bijlagen

WOLV - 250731 - plan DM-9a Coupe AA existant.pdf, 250730 - WOLVENDAEL UKKELBEEK_METRES-250723 version 2.0.pdf, 250730 - WOLVENDAEL UKKELBEEK_METRES-250723 version 2.0 (Nederlands).pdf, UKK WOL Formulaire d'offre NL.docx, WOL UKK_CSC_fr FINAL.docx, 25094 - GVP - Ukkelbeek 2025.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-9b Coupe AA projet.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-10 Coupe BB.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-11 bati et

vegetation.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-03 Demol.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-07 Plantation.pdf, 25094 - PSS - Ukkelbeek 2025.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-06 Gestion des eaux.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-04 Compo.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-08 Coupes Ukkelbeek.pdf, UKK WOL Formulaire d'offre.docx, UKK WOL Panneau chantier.docx, WOLV - 250731 - plan DM-01 implantation.pdf, Wolvi_CSC_fr FINAL_nl.docx, WOLV - 250731 - plan DM-05 Revet et Nivel.pdf, WOLV - 250731 - plan DM-02 Intial.pdf

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

Aurélié Czekalski entre en séance / treedt in zitting.

11.09.2025/A/0031 **Programme d'Actions Climat (PAC) - Organisation de La Fresque du Climat pour les membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale.**

Le Conseil,

Vu le volet « administration » du Programme d'Actions Climat (PAC), adopté par Conseil communal le 25 avril 2024;

Vu l'action 1.3 de la fiche SE2 : « Inviter les élu(e)s locaux à participer à une Fresque du Climat ou toute action similaire » et plus particulièrement :

« L'action vise à aller encore plus loin dans l'engagement et l'exemplarité des élu(e)s locaux via cet atelier formateur aux mécanismes et enjeux climatiques. L'objectif est que l'ensemble des élu(e)s (Bourgmestre, Échevin(e)s, conseiller(ère)s communaux) participe à une Fresque du Climat ou toute action similaire d'ici 2025. Il s'agit de fournir aux élu(e)s davantage de leviers d'actions leur permettant d'intégrer des mesures pour faire face aux changements climatiques dans leurs politiques »

« Proposer la Fresque du Climat ou toute action similaire à l'ensemble des membres du Collège et du Conseil communal à chaque début de nouvelle législature, en proposant plusieurs séances afin que l'ensemble des membres des deux Assemblées puissent participer »;

Considérant qu'une session pour les membres du Collège a eu lieu le 11 mars et qu'il était prévu d'organiser deux sessions pour les membres du Conseil;

Considérant que plusieurs dates ont été successivement proposées aux membres du Conseil, dont le 15 mars, le 29 mars et le 27 mai, mais que seulement la session du 29 mars a eu lieu, avec 6 membres du Conseil et 2 partis représentés, les autres dates n'ayant pas réuni suffisamment d'inscriptions ou de personnes présentes;

Considérant que les animateurs ont exceptionnellement accepté de faire un geste commercial en acceptant de reporter une dernière fois la deuxième séance;

Considérant qu'une dernière session sera organisée le mardi 7 octobre de 18h30 à 22h dans la Salle du Conseil à destination des membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale;

Considérant que la date limite pour s'inscrire est fixée au lundi 15 septembre;

Considérant que des sandwiches et des boissons seront proposés;

Décide :

de prendre note de la date du mardi 7 octobre de 18h30 à 22h et d'inviter chaque groupe et parti à veiller à la participation d'au moins un membre.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Klimaatactieprogramma (KAP) - Organisatie van het Klimaatfresco voor de leden van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn.

De raad,

Gelet op het luik "Bestuur" van het Klimaatactieprogramma (KAP), aangenomen door de gemeenteraad op 25 april 2024;

Gelet op actie 1.3 van fiche SE2: "De lokale verkozenen uitnodigen om deel te nemen aan een Klimaatfresco of een gelijkaardige actie" en meer in het bijzonder:

"De actie strekt ertoe een stap verder te gaan in de verbintenis en de voorbeeldfunctie van de lokale verkozenen via deze workshop over de klimaatmechanismen en -uitdagingen. De doelstelling is dat alle verkozenen (burgemeester, schepenen, gemeenteraadsleden) tegen 2025 deelnemen aan een Klimaatfresco of een gelijkaardige actie. Het is de bedoeling om de verkozenen meer actiemiddelen te bezorgen waarmee ze maatregelen in hun beleid kunnen integreren om het hoofd te bieden aan de klimaatverandering."

"Het Klimaatfresco of een gelijkaardige actie voorstellen aan alle leden van het college en de gemeenteraad bij het begin van elke nieuwe legislatuur en meerdere sessies aanbieden zodat alle leden van de twee vergaderingen eraan kunnen deelnemen";

Overwegende dat er een sessie voor de leden van het college plaatsvond op 11 maart en dat het de bedoeling was om twee sessies voor de raadsleden te organiseren;

Overwegende dat er achtereenvolgens verschillende data voorgesteld werden aan de raadsleden, waaronder 15 maart, 29 maart en 27 mei, maar dat enkel de sessie van 29 maart plaatsgevonden heeft, met 6 leden van de raad en 2 partijen vertegenwoordigd, aangezien er voor de andere data niet genoeg inschrijvingen of aanwezigen waren;

Overwegende dat de animatoren uitzonderlijk aanvaard hebben een commerciële geste te doen door de tweede sessie een laatste keer uit te stellen;

Overwegende dat er een laatste sessie georganiseerd wordt op dinsdag 7 oktober van 18.30 tot 22 uur in de raadzaal voor de leden van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de deadline voor de inschrijvingen maandag 15 september is;

Overwegende dat er broodjes en drankjes aangeboden worden;

Beslist:

Nota te nemen van de datum van dinsdag 7 oktober van 18.30 tot 22 uur en elke fractie en partij te verzoeken erover te waken dat er minstens een lid deelneemt.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Lara Querton quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

11.09.2025/A/0032 **CPAS - Budget 2025 - Modification budgétaire n°1 - Service exploitation et investissement.**

Le Conseil,
Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2025;
Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;
Attendu que par sa délibération du 25/06/2025, parvenue à notre administration le 15/07/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 1 du service exploitation et du service investissement;
Attendu que ces modifications augmentent la dotation communale de 2.720.504,86 € ;
Attendu que ces modifications ont été soumises au Comité de concertation du 25/06/2025 et que celui-ci a rendu un avis favorable;
Décide :
D'approuver ces modifications budgétaires n°1 portant une augmentation de la dotation communale de 2.720.504,86 €.

***M. Cools** rappelle qu'en mai dernier, le groupe Uccle en avant avait dénoncé le caractère totalement irréaliste du budget du CPAS qui avait été adopté, et estimé que dans un tel contexte, une modification budgétaire devenait inévitable. Les procès-verbaux des séances antérieures du Conseil communal attestent la véracité de ces propos, d'ailleurs partagés par d'autres formations politiques.*

Cela apparaissait clairement à la lecture de l'avis rendu par le comité technique composé du président, du directeur financier et du directeur général du CPAS.

Le groupe Uccle en avant avait déjà tenu le même langage lors du débat sur le budget 2025, dans lequel était incluse la dotation au CPAS, et le Collège propose à présent à l'assemblée une modification budgétaire de 2.720.504 €.

C'est la 2ème année consécutive qu'il faut faire face à une telle situation. Le Conseil a approuvé un budget communal 2024 et un budget CPAS 2024 qui ne tenaient pas la route, quoique les partis de la majorité aient parlé de gestion rigoureuse et de budget en équilibre voire en boni au cours de leur campagne électorale. Et cela a finalement débouché sur une modification budgétaire de 4.320.000 € en faveur du CPAS et sur un déficit de plusieurs millions d'euros au budget communal.

Les données relatives au compte 2024 du CPAS attestent un déficit de 1.250.000 € qui devra être comblé par la commune.

M. Cools ne cache pas son inquiétude à l'égard de cette situation.

L'avis technique sur cette modification budgétaire est assez succinct.

Il y a lieu de craindre qu'il y aura à nouveau un déficit au compte 2025 du CPAS.

M. Cools rappelle qu'au cours des discussions du début de cette année sur le plan financier de la commune, il avait souligné l'imprévoyance quant aux économies à entreprendre pour fournir au CPAS les moyens nécessaires à sa mission et pour répondre aux autres défis qu'Uccle devra affronter.

C'est en 2026 que l'on ressentira l'impact des mesures envisagées par le gouvernement fédéral, qui se traduiront par une augmentation des personnes qui solliciteront l'octroi du revenu d'intégration sociale ou d'autres aides de la part du CPAS. Des procédures de recrutement d'assistants sociaux ou d'autres collaborateurs sont-elles prévues pour anticiper ce mouvement, et ce d'autant plus qu'Actiris et Bruxelles-Formation n'ont pas l'intention de s'occuper de l'insertion professionnelle des citoyens qui vont émarger au CPAS ?

Le groupe Uccle en avant ne va pas voter contre cette modification budgétaire parce qu'il ne veut pas priver le CPAS de moyens qui sont nécessaires à son fonctionnement (sans être pour autant suffisants) mais il ne veut pas cautionner la manière dont sont élaborés les budgets de la commune et du CPAS.

Le groupe Uccle en avant optera donc pour l'abstention sur ce point.

***Mme Roba** considère que ce débat démontre la sous-évaluation du budget*

initial du CPAS pour 2025.

Le groupe Les Engagés avait déjà souligné ce risque lors du vote de ce budget. C'est d'ailleurs une des raisons qui avaient justifié son vote négatif.

Il n'y a pas d'autre choix que de prendre acte de cette augmentation de la dotation communale d'environ 2,7 millions d'euros. Mais celle-ci garantira-t-elle le bon fonctionnement du CPAS et la continuité de ses missions d'ici la fin de l'année ? Y aura-t-il encore des surprises ?

Mme Roba remarque que le CPAS présentait déjà un mali important à l'issue de l'exercice 2024.

La représentante du groupe Les Engagés au Conseil de l'action sociale veillera à contrôler la gestion du CPAS de manière à assurer une affectation adéquate des deniers publics.

Mme Kabachi signale que le groupe socialiste va s'abstenir sur ce point.

Lors du vote sur le budget, le groupe PS avait remarqué que la dotation au CPAS était trop faible, et ce point de vue était corroboré par le courrier de la tutelle du 13 mai 2025 selon lequel la dotation au CPAS, augmentée de 4 millions d'euros en 2024 et revue à la baisse dans le budget 2025, est totalement sous-évaluée et devra être réajustée lors des modifications budgétaires ultérieures.

Mme Kabachi estime que cette modification budgétaire est tout autant sous-évaluée.

Elle précise également que le procès-verbal du comité de concertation, de par son caractère très succinct, ne permet pas de déterminer si l'augmentation de la dotation au CPAS est réaliste.

M. Assal signale que l'Office national de l'emploi (ONEM) enverra les premières lettres d'avertissement sur la fin du droit au chômage aux personnes concernées dès le 13 septembre. C'est ce qu'a annoncé l'institution fédérale le 4 septembre dernier.

Il est impossible de connaître le nombre exact d'Ucclois qui perdront le droit au chômage le 1er janvier 2026 car ces données ne sont pas disponibles pour le moment au niveau communal. Cependant, les chiffres disponibles pour la région indiquent que 40.775 Bruxellois pourraient être touchés par la réforme et 32.000 parmi eux pourraient perdre leur droit en janvier 2026.

Une augmentation de la dotation communale au CPAS est-elle prévue dans le cadre de la préparation du budget 2026 afin de permettre l'engagement de nouveaux assistants sociaux ? Certaines communes ont déjà anticipé le besoin de personnel supplémentaire en raison de l'arrivée, au 1er janvier 2026, d'un grand nombre de personnes qui, exclues du chômage, seront susceptibles de se tourner vers le CPAS. Quelles mesures la commune et le CPAS envisagent-ils pour répondre à cette situation ?

M. le Président du CPAS rappelle qu'une modification budgétaire était censée intervenir soit avant le 30 juin soit après le vote du compte. Selon les informations dont il disposait lors des séances antérieures du Conseil communal, il semblait que l'élaboration du compte serait achevée pour le mois de septembre. Mais en mettant un peu la pression sur le directeur financier et le secrétaire général, M. le Président du CPAS est parvenu à obtenir une clôture du compte pour le mois d'août.

Le Conseil de l'action sociale s'est prononcé en faveur de la fermeture des titres-services. Cette mesure requiert une modification budgétaire parce que le CPAS ne dispose pas des crédits nécessaires pour procéder aux licenciements.

L'état des lieux effectué par le secrétaire général pour ce qui concerne les revenus d'intégration et les équivalents au revenu d'intégration justifie aussi une modification budgétaire pour que l'on puisse tenir jusqu'à la fin de l'année.

La modification budgétaire est également justifiée pour couvrir les ajustements des crédits requis pour des commandes ainsi que les ajustements des intérêts des crédits d'investissement.

Ces divers éléments amènent à évaluer à un montant de 2.720.000 € l'ampleur de cette modification budgétaire.

M. le Président du CPAS signale que des modifications budgétaires supplémentaires auront lieu prochainement. C'est dans un souci de bonne gestion qu'il a tenu à aborder l'ensemble des problématiques du CPAS et ne pas se cantonner aux titres-services.

Le Conseil de l'action sociale a décidé d'estimer à 800 le nombre de citoyens qui auront à être épaulés par le CPAS suite aux mesures d'exclusion du chômage. Ce chiffre fera de toute façon l'objet d'un monitoring en fonction de l'évolution de la situation.

Selon la note du service « Quartiers » et du service « Réinsertion professionnelle », il faudrait un apport supplémentaire de 30 personnes pour maîtriser ce surcroît de travail, eu égard au fait qu'on considère qu'un assistant social est en mesure de traiter 90 dossiers. Il faudra aussi prévoir le recrutement de quelques agents administratifs supplémentaires pour les services de la recette et des ressources humaines, ainsi que la location de nouvelles surfaces de bureau et l'achat de mobilier de bureaux, d'ordinateurs, etc. Ces chiffres seront affinés le cas échéant selon les circonstances.

Le coût requis par ce renforcement des effectifs peut être estimé à environ 1.800.000 € et les premiers engagements auront lieu en décembre, de manière à ce que ces nouveaux agents soient opérationnels dès janvier prochain.

Le CPAS a toutefois déjà décidé l'engagement d'un assistant social à mi-temps qui, dès octobre prochain, assurera des permanences chez Actiris pour renseigner les chômeurs sur leurs droits.

Les recrutements seront effectués au fur et à mesure de la hausse des sollicitations auprès du CPAS. M. le Président du CPAS pense d'ailleurs que beaucoup de chômeurs en fin de droit vont d'abord épuiser leurs économies avant de demander de l'aide auprès du CPAS.

Le budget du CPAS sera élaboré de la manière la plus réaliste possible mais à l'heure actuelle, il y a encore des incertitudes quant aux décisions du gouvernement fédéral, à tout le moins pour les arrêtés d'application.

Mme Unger précise que le Conseil de l'action sociale et l'administration du CPAS se préparent activement au choc de 2026.

Cinq assistantes sociales viennent d'être recrutées et il convient de maintenir l'attractivité de l'emploi car le CPAS d'Uccle ne sera pas le seul à souhaiter embaucher des assistants sociaux.

Mme Unger insiste aussi sur la politique de digitalisation menée au CPAS, qui vise à alléger la charge administrative du personnel, de manière à ce qu'il puisse se focaliser sur la dimension humaine de son travail.

Mme l'Echevine De Brouwer estime que le respect de la norme de 90 dossiers par assistant social est essentiel pour éviter les situations difficiles et garantir un accompagnement humain.

Elle précise également que le CPAS déploie son action en coordination avec d'autres acteurs tels que la Maison de l'Emploi, l'ALE, Actiris et les missions locales de Saint-Gilles et de Forest.

La permanence qui sera assurée par un assistant social à mi-temps à Actiris permettra d'aiguiller les personnes au bon endroit et d'éviter les doublons quant au suivi. Mme l'Echevine De Brouwer souligne à cet égard que beaucoup de citoyens concernés par les nouvelles mesures gouvernementales ignorent qu'ils vont être

exclus. Il faut donc particulièrement soigner la communication, en évitant la diffusion de discours trop différents les uns des autres et en se basant, dans un souci de cohérence, sur ce qui est déjà mis en œuvre au sein du CPAS. Un dépliant commun à l'ensemble des CPAS est d'ailleurs en cours de préparation.

Les services réfléchissent à l'établissement d'une carte des acteurs locaux pour l'emploi et les aides sociales, analogue à celle qui avait été élaborée vers 2017-2018.

Les deux agents du service Emploi constatent déjà la participation d'un plus grand nombre de personnes à leurs séances de coaching individuel.

Mme l'Echevine De Brouwer évoque encore le « Job Day » organisé en décembre. Suite à la question écrite de M. Cools, on tentera de mobiliser davantage les acteurs des métiers en pénurie à l'occasion de cette manifestation.

M. Assal craint que des recrutements effectués en décembre ne soient déjà trop tardifs pour garantir une aide opérationnelle, eu égard au temps nécessaire pour former ces nouveaux assistants sociaux et à l'afflux massif de personnes précarisées dès le mois de janvier.

M. Cools réitère la demande qu'il avait déjà formulée auparavant quant à la mise en œuvre d'un processus budgétaire qui permettrait d'examiner de façon concomitante le budget communal, le budget du CPAS et le budget de la zone de police. Un tel regard croisé permettrait d'avoir une vue correcte des finances communales consolidées.

M. Cools espère que la dotation au CPAS qui sera prévue dans le budget communal 2026 sera plus réaliste, de manière à éviter des apports financiers considérables dans le cadre de modifications budgétaires ultérieures.

M. Cools plaide également en faveur d'une politique active de retour à l'emploi : la politique sociale serait un échec si elle se réduisait à faire passer des citoyens d'un guichet social à un autre. La commune de Woluwe-Saint-Lambert, qui compte environ 1.200 personnes susceptibles d'être exclues des listes du chômage, a lancé une initiative intéressante : l'administration communale a organisé, en concertation avec le CPAS et Actiris, des séances d'information sur toutes les formations qualifiantes, spécialement destinées à ce public.

Le Collège devrait se mobiliser, en concertation avec d'autres acteurs, qu'il s'agisse d'autres communes, de la Conférence des Bourgmestres, de la Région, d'Actiris, de la Communauté française, afin que des moyens soient dégagés pour les formations qualifiantes, car il est regrettable que des demandeurs d'emploi et des chômeurs indemnisés n'y ont pas accès alors qu'ils l'ont souhaité. L'absence de gouvernement bruxellois n'est évidemment pas de nature à favoriser cet indispensable travail de réinsertion socio-professionnelle.

Le débat de ce soir pourra toutefois être approfondi dans le cadre des discussions sur le compte et le rapport annuel, qui auront lieu prochainement.

Mme Roba tient à préciser que le groupe Les Engagés n'était pas favorable à une fermeture des titres-services dans l'absolu mais avait accepté cette décision à partir du moment où il apparaissait clairement que cette entreprise ne pouvait fonctionner, faute d'un soutien adéquat.

Lors de la concertation, Les Engagés avaient plaidé en faveur de la reprise à moindre coût du personnel par d'autres agences de titres-services. Mme Roba regrette un certain manque de mobilisation de la part du Collège, étant donné que les démarches ne semblent avoir été accomplies qu'auprès d'une seule agence.

M. le Président du CPAS répond que tout a été fait pour que les titres-services puissent être repris.

La tutelle n'a émis aucune remarque sur le budget 2025 du CPAS, si ce n'est qu'elle recommande d'accélérer la fusion des deux homes.

La formation des nouveaux assistants sociaux recrutés dure un mois. Les cinq derniers engagements concernent des personnes qui travaillaient dans d'autres CPAS de la région bruxelloise, où elles devaient parfois traiter chacune plus de 250 dossiers. Les critères en vigueur à Uccle devraient permettre d'attirer des personnes souhaitant mener un travail approfondi et authentiquement humain.

***M. De Bock** constate qu'Uccle gère les situations difficiles avec un souci d'humanité. Cela se vérifie notamment dans la manière dont a été gérée la fermeture des titres-services. La commune de Forest, dirigée par une majorité PS-PTB-Ecolo, n'a pas eu ce genre d'hésitation quand il s'est agi de licencier des aides familiales et des aides ménagères.*

Le fait que l'on tienne à maintenir un taux de 90 dossiers par assistant social, alors qu'il s'élève à 130 à Uccle témoigne du même souci d'humanité, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille renoncer à la rigueur dans la gestion des deniers publics.

Cependant, il ne pourra y avoir de réelle création d'emploi sans une étroite collaboration entre tous les acteurs communaux et régionaux, ce qui requiert une autocritique de l'ensemble des formations politiques participant aux diverses instances de pouvoir.

***Mme Kabachi** précise n'avoir jamais prétendu que la tutelle a critiqué le budget du CPAS.*

Elle a simplement dit que la tutelle a émis des remarques sur le budget de la commune et le montant de la dotation communale au CPAS.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 31 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

OCMW - Begroting 2025 - Begrotingswijziging nr 1 - Exploitatie en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikels 26bis en 88 § 2 van de organieke wet;

Aangezien de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn beraadslaging van

25/06/2025, bij ons bestuur ontvangen op 15/07/2025, beslist heeft om de

begrotingswijziging nr. 1 van de exploitatie- en investeringsdienst vast te leggen;

Aangezien deze wijziging de gemeentelijke dotatie met € 2.720.504,86 verhoogt;

Aangezien deze wijziging voorgelegd werd aan het overlegcomité van 25/06/2025 en deze laatste een gunstig advies heeft geformuleerd;

Beslist :

De begrotingswijziging n°1 goed te keuren die een verhoging van de gemeentelijke dotatie met 2.720.504,86 € inhoudt.

***De h. Cools** herinnerde eraan dat Uccle en avant in mei jl. het volstrekt onrealistische karakter van de aangenomen OCMW-begroting aan de kaak had gesteld en van mening was dat in een dergelijke context een begrotingswijziging onvermijdelijk was. De pv's van vorige gemeenteraadsvergaderingen bevestigen de waarheid van deze beweringen, die ook door andere fracties worden gedeeld.*

Dit bleek duidelijk uit het advies van het technisch comité bestaande uit de voorzitter, de financieel directeur en de algemeen directeur van het OCMW.

Uccle en avant had hetzelfde punt al naar voren gebracht tijdens het debat over de begroting voor 2025, waarin de toewijzing aan het OCMW was opgenomen, en het college stelt de vergadering nu een begrotingswijziging van € 2.720.504 voor.

Dit is het 2de jaar op rij dat we met een dergelijke situatie te maken hebben gehad. De raad keurde een gemeentebegroting 2024 en een OCMW-begroting 2024 goed die kritiek kreeg, hoewel de meerderheidspartijen tijdens hun verkiezingscampagne spraken van streng beheer en een evenwichtige of zelfs positieve begroting. Uiteindelijk resulteerde dit in een begrotingswijziging van € 4.320.000 ten bate van het OCMW en een tekort van enkele miljoenen euro's op de gemeentebegroting.

De cijfers voor de rekening 2024 van het OCMW laten een tekort zien van € 1.250.000, dat door de gemeente moet worden aangevuld.

De h. Cools maakt er geen geheim van dat hij zich zorgen maakt over deze situatie.

Het technische advies over deze begrotingswijziging is vrij beknopt.

Er valt te vrezen dat er opnieuw een tekort zal zijn op de rekening 2025 van het OCMW.

Hij herinnert zich dat hij tijdens de besprekingen begin dit jaar over het financieel plan van de gemeente wees op het gebrek aan vooruitziendheid met betrekking tot de besparingen die moeten worden doorgevoerd om het OCMW de middelen te geven die het nodig heeft om zijn missie te vervullen en de andere uitdagingen aan te gaan waarmee Ukkel zal worden geconfronteerd.

De impact van de maatregelen die de federale regering overweegt, zal voelbaar zijn in 2026, met een toename van het aantal personen dat een beroep doet op het leefloon of andere bijstand en ondersteuning van het OCMW. Zijn er plannen om maatschappelijk assistenten of ander personeel aan te werven in afwachting van deze beweging, vooral omdat Actiris en Bruxelles-Formation niet van plan zijn om te zorgen voor de professionele integratie van burgers vanuit het OCMW?

Uccle en avant zal niet tegen deze begrotingswijziging stemmen omdat ze het OCMW niet wil beroven van middelen die noodzakelijk zijn voor zijn werking (hoewel onvoldoende), maar ze wil de manier waarop de begrotingen van de gemeente en het OCMW worden opgesteld niet goedkeuren.

Om deze redenen zal Uccle en avant zich voor dit punt onthouden.

***Mevr. Roba** is van mening dat dit debat aantoont dat het oorspronkelijke budget van het OCMW voor 2025 onderschat is.*

Les Engagés had dit risico al benadrukt toen ze over de begroting stemden. Dit was een van de redenen waarom tegen werd gestemd.

We kunnen niet anders dan kennis nemen van deze verhoging van de gemeentelijke dotatie met ongeveer 2,7 miljoen euro. Maar zal dit de goede werking van het OCMW en de continuïteit van zijn missies tussen nu en het einde van het jaar garanderen? Komen er nog meer verrassingen?

Ze merkt op dat het OCMW aan het einde van het begrotingsjaar 2024 al een aanzienlijk tekort had.

De vertegenwoordigster van Les Engagés in de raad voor maatschappelijk welzijn zal toezicht houden op het beheer van het OCMW om ervoor te zorgen dat overheidsmiddelen correct worden toegewezen.

***Mevr. Kabachi** zegt dat de socialistische fractie zich ook zal onthouden.*

Tijdens de stemming over de begroting merkte de PS-fractie op dat de OCMW-dotatie te laag was, en dit standpunt werd bevestigd door de brief van Toezicht van 13 mei 2025, waarin staat dat de OCMW-dotatie, die in 2024 met 4 miljoen euro is verhoogd en in de begroting 2025 naar beneden is bijgesteld, volledig ondergewaardeerd is en bij latere begrotingswijzigingen zal moeten worden

aangepast.

Ze vindt dat deze begrotingswijziging net zo ondergewaardeerd is.

Ze wijst er ook op dat het zeer beknopte pv van het overlegcomité niet toelaat te bepalen of de verhoging van de OCMW-dotatie realistisch is.

De h. Assal wijst erop dat de ONEM (Office national de l'emploi) vanaf 13 september de eerste waarschuwingsbrieven over het einde van het recht op werkloosheid naar de betrokkenen zal sturen. Dit heeft de federale instelling op 4 september bekendgemaakt.

Het is onmogelijk om het exacte aantal Ukkelaars te kennen die hun recht op werkloosheid zullen verliezen op 1 januari 2026 omdat deze gegevens momenteel niet beschikbaar zijn op gemeentelijk niveau. Uit de beschikbare cijfers voor het gewest blijkt echter dat 40.775 Brusselaars getroffen zouden kunnen worden door de hervorming en dat 32.000 van hen hun recht zouden kunnen verliezen in januari 2026.

Is in het kader van de voorbereiding van de begroting 2026 een verhoging van de gemeentelijke dotatie aan het OCMW gepland om de aanwerving van nieuwe maatschappelijk assistenten mogelijk te maken? Sommige gemeentes hebben al geanticipeerd op de behoefte aan extra personeel door de komst op 1 januari 2026 van een groot aantal werklozen die waarschijnlijk een beroep zullen doen op het OCMW. Welke maatregelen zijn de gemeente en het OCMW van plan te nemen als reactie op deze situatie?

De OCMW-voorzitter herinnerde eraan dat een begrotingswijziging vóór 30 juni of na de stemming over de rekening moest worden ingediend. Volgens de informatie waarover hij tijdens eerdere vergaderingen van de gemeenteraad beschikte, leek het erop dat de voorbereiding van de rekening in september voltooid zou zijn. Maar door een beetje druk uit te oefenen op de financieel directeur en de algemeen secretaris slaagde de OCMW-voorzitter erin om de rekening in augustus te sluiten.

De raad voor maatschappelijk welzijn heeft zich uitgesproken voor het sluiten van de dienstenchequeregeling. Deze maatregel vereist een wijziging van de begroting omdat het OCMW niet over de nodige middelen beschikt om de ontslagen uit te voeren.

De beoordeling van de algemeen secretaris van de situatie met betrekking tot leeflonen en leefloonequivalenten rechtvaardigt ook een wijziging van de begroting, zodat we het einde van het jaar halen.

De begrotingswijziging is ook gerechtvaardigd ter dekking van aanpassingen van kredieten die nodig zijn voor bestellingen en aanpassingen van de rente op investeringskredieten.

Op basis van deze verschillende factoren schatten we de omvang van deze begrotingswijziging op € 2.720.000.

De OCMW-voorzitter wijst erop dat er in de nabije toekomst nog meer begrotingswijzigingen zullen worden doorgevoerd. In het belang van een goed beheer wilde hij alle problemen van het OCMW aanpakken in plaats van zich te beperken tot de dienstencheques.

De raad voor maatschappelijk welzijn heeft beslist om het aantal personen dat steun nodig zal hebben van het OCMW als gevolg van de maatregelen om werkloosheid uit te sluiten te schatten op 800. Dit cijfer zal in elk geval in de gaten worden gehouden naarmate de situatie zich ontwikkelt.

Volgens de memo van de diensten Wijken en Beroepsherintegratie zouden er 30 extra personen nodig zijn om deze extra werklast aan te kunnen, aangezien een maatschappelijk assistent geacht wordt 90 zaken te kunnen behandelen. Het zal ook nodig zijn om een aantal extra administratieve medewerkers aan te werven voor de diensten van de ontvanger en HR, nieuwe kantoorruimte te huren en

kantoormeubilair; computers enz. aan te kopen. Deze cijfers zullen worden verfijnd als de omstandigheden dit vereisen.

De kosten van de uitbreiding van het personeelsbestand kunnen worden geschat op ongeveer € 1.800.000 en de eerste aanwervingen zullen in december plaatsvinden zodat het nieuwe personeel vanaf januari volgend jaar operationeel kan zijn.

Het OCMW heeft echter al beslist om een deeltijdse maatschappelijk assistent aan te werven die vanaf oktober op wacht zal staan bij Actiris om de werklozen te informeren over hun rechten.

Naarmate het aantal aanvragen bij het OCMW toeneemt, zal nieuw personeel worden aangeworven. De OCMW-voorzitter is ook van mening dat veel werklozen die het einde van hun recht hebben bereikt, eerst hun spaargeld opmaken voordat ze hulp zoeken bij het OCMW.

Het OCMW-budget zal zo realistisch mogelijk worden opgesteld maar momenteel zijn er nog onzekerheden over de beslissingen van de federale regering, tenminste wat de toepassingsbesluiten betreft.

Mevr. Unger legt uit dat de raad voor maatschappelijk welzijn en het bestuur van het OCMW zich actief voorbereiden op de schok van 2026.

Er zijn net vijf maatschappelijk assistenten aangeworven en het is belangrijk om de baan aantrekkelijk te houden want het OCMW van Ukkel zal niet de enige zijn die maatschappelijk assistenten wil aanwerven.

Ze benadrukt ook het digitaliseringsbeleid dat bij het OCMW wordt gevoerd om de administratieve last voor het personeel te verlichten zodat zij zich kunnen concentreren op de menselijke dimensie van hun werk.

Schepen De Brouwer vindt dat de norm van 90 gevallen per maatschappelijk assistent essentieel is om moeilijke situaties te voorkomen en humane ondersteuning te garanderen.

Ze wijst er ook op dat het OCMW samenwerkt met andere spelers zoals het Jobhuis, het PWA, Actiris en de lokale missies in Sint-Gillis en Vorst.

Een halfzijdse maatschappelijk assistent van Actiris zal een permanentie voorzien om mensen naar de juiste plek door te verwijzen en een dubbele opvolging voorkomen. Ze wijst erop dat veel van de mensen die door de nieuwe overheidsmaatregelen worden getroffen, niet weten dat ze worden uitgesloten. Daarom moeten we bijzondere aandacht besteden aan de communicatie, vermijden dat er al te verschillende discours worden verspreid en, omwille van de consistentie, ons baseren op wat al wordt geïmplementeerd binnen het OCMW. Momenteel wordt er gewerkt aan een gemeenschappelijke folder voor alle OCMW's.

De diensten overwegen om een kaart van lokale actoren voor werkgelegenheid en sociale bijstand op te stellen, vergelijkbaar met de kaart die rond 2017-2018 werd opgesteld.

De twee ambtenaren van de dienst Tewerkstelling zien al meer mensen naar hun individuele coachingssessies komen.

Schepen De Brouwer vermeldt ook de "Job Day" die in december werd georganiseerd. In antwoord op de schriftelijke vraag van de h. Cools kan ik zeggen dat we op dit evenement meer mensen zullen proberen te betrekken bij tekortberoepen.

De h. Assal vreest dat de aanwerving in december al te laat is om operationele hulp te garanderen, gezien de tijd die nodig is om deze nieuwe maatschappelijk assistenten op te leiden en de massale toestroom van mensen in preciaire situaties vanaf januari.

De h. Cools herhaalt het verzoek dat hij eerder heeft gedaan om een begrotingsprocedure in te voeren waardoor de gemeentebegroting, de OCMW-begroting en de begroting van de politiezone tegelijkertijd kunnen worden onderzocht. Een dergelijke kruiscontrole zou een correct beeld geven van de geconsolideerde gemeentelijke financiën.

Hij hoopt dat de OCMW-dotatie in de gemeentebegroting 2026 realistischer zal zijn zodat er bij toekomstige begrotingswijzigingen geen aanzienlijke financiële bijdrages nodig zijn.

Hij pleit ook voor actieve tewerkstelling: een sociaal beleid zou een mislukking zijn als het beperkt zou blijven tot het verplaatsen van mensen van het ene sociale loket naar het andere. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, waar ongeveer 1.200 personen dreigen te worden uitgesloten van de werkloosheidslijst, heeft een interessant initiatief gelanceerd: het gemeentebestuur heeft in samenwerking met het OCMW en Actiris infosessies georganiseerd over alle opleidingen die tot kwalificaties leiden, specifiek gericht op deze groep.

Het college zou in overleg met de andere actoren - andere gemeentes, de conferentie van burgemeesters, het Gewest, Actiris en de Franse Gemeenschap - maatregelen moeten nemen om ervoor te zorgen dat er middelen ter beschikking worden gesteld voor opleidingen die tot kwalificaties leiden, want het valt te betreuren dat werkzoekenden en uitkeringsgerechtigde werklozen geen toegang hebben tot dergelijke opleidingen, hoewel ze dat wel willen. De afwezigheid van een Brusselse regering is duidelijk niet bevorderlijk voor dit vitale werk van sociaal-professionele herintegratie.

Het debat van vanavond kan echter worden voortgezet als onderdeel van de discussies over de jaarrekening en het jaarverslag, die binnenkort zullen plaatsvinden.

Mevr. Roba wil graag duidelijk maken dat Les Engagés in absolute zin geen voorstander was van het afsluiten van de dienstencheques, maar deze beslissing had geaccepteerd toen duidelijk werd dat deze activiteit niet kon functioneren zonder adequate steun.

Tijdens het overleg pleitte Les Engagés ervoor dat andere dienstenchequeskantoren het personeel tegen lagere kosten zouden overnemen. Ze betreurt een zeker gebrek aan mobilisatie van de kant van het college, aangezien de stappen met slechts één agentschap lijken te zijn ondernomen.

De OCMW-voorzitter antwoordt dat alles in het werk was gesteld om ervoor te zorgen dat de dienstencheques konden worden opgenomen.

De toezichthoudende autoriteit heeft geen commentaar gegeven op de begroting 2025 van het OCMW, behalve dat ze heeft aanbevolen om de fusie van de twee tehuizen te versnellen.

Nieuw aangeworven maatschappelijk assistenten krijgen een maand opleiding. De laatste vijf aanwervingen betreffen mensen die in andere OCMW's in het Brusselse gewest werkten, waar ze soms elk meer dan 250 zaken moesten behandelen. De criteria die gelden in Ukkel moeten het mogelijk maken om mensen aan te trekken die diepgaand en echt menselijk werk willen doen.

De h. De Bock merkt op dat Ukkel moeilijke situaties beheert met aandacht voor menselijkheid. Dit geldt met name voor de manier waarop de afsluiting van dienstencheques werd afgehandeld. De gemeente Vorst, geleid door een PS-PTB-Ecolo meerderheid, aarzelde niet om gezinshulp te ontslaan.

Het feit dat we vasthouden aan een percentage van 90 gevallen per maatschappelijk assistent, vergeleken met 130 in Ukkel, getuigt van dezelfde zorg voor menselijkheid maar dit betekent niet dat we moeten afzien van striktheid in het beheer

van publieke middelen.

Er kan echter geen echte werkgelegenheid worden gecreëerd zonder nauwe samenwerking tussen alle lokale en gewestelijke spelers, wat zelfkritiek vereist van alle politieke partijen die betrokken zijn bij de verschillende machtsorganen.

Mevr. Kabachi verklaart dat ze nooit had beweerd dat Toezicht kritiek had geuit op de begroting van het OCMW.

Ze zei alleen dat Toezicht opmerkingen had gemaakt over de gemeentebegroting en de bedrag van de gemeentelijke dotatie aan het OCMW.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 31 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

5 annexes / 5 bijlagen

20250625-A-0009-AN-003.pdf, 20250625-A-0009-DE-NL.pdf, 20250625-A-0009-AN-001.pdf, 20250625-A-0009-AN-002.pdf, 20250625-A-0009-DE-FR.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

11.09.2025/A/0033 **Question orale de M. Assal : Budget du Cpas et de la dotation de la Commune concernant la possibilité d'engagement (supplémentaire) de personnel pour répondre à l'arrivée des personnes exclues du chômage à partir de janvier 2026**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Assal : Begroting van het OCMW en de dotatie van de gemeente met betrekking tot de mogelijkheid om (extra) personeel aan te werven om tegemoet te komen aan de komst van personen die vanaf januari 2026 uit de werkloosheid worden uitgesloten.

De Raad neemt kennis.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

11.09.2025/A/0034 **Acceptation de la convention pour l'attribution du subsidie cheques-taxis régionaux 2025**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale et la volonté de faciliter les déplacements des seniors et des personnes à mobilité réduite de la commune d'Uccle;

Considérant qu'en complément des chèques taxis communaux (valeur de 5 € avec prise en charge de 50% de leur valeur par la commune) le service de l'Action Sociale de la commune d'Uccle perçoit un subside régional annuel de 8.130,- € permettant la distribution complémentaire de chèques taxis gratuits aux personnes répondant aux conditions de l'arrêté ministériel régional;

Considérant que depuis 2025, l'attribution de ce subside est soumise à l'acceptation et la signature préalable d'une convention (voir annexe) conformément aux modalités de l'arrêté ministériel régional qui nous sera communiqué après la signature de ladite convention;

Considérant que le subside régional annuel de 8.130,- € permet d'octroyer à ces mêmes bénéficiaires, deux chèques gratuits d'une valeur de 5,00 € par mois;

Décide :

D'approuver et de signer la convention réglant les modalités de l'attribution du subside régional pour l'achat de chèques régionaux gratuits.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

**Aanvaarding van de overeenkomst voor de toekenning van de subsidie
gewestelijke taxi-cheques 2025.**

De Raad,

Gelet op de gemeentelijke algemene beleidsverklaringen en de wens om verplaatsingen van senioren en personen met beperkte mobiliteit in de gemeente Ukkel te vergemakkelijken;

Overwegende dat de dienst Sociale Actie van de gemeente Ukkel, naast de gemeentelijke cheques (waarde € 5 € waarvan 50% van de waarde door de gemeente wordt betaald), een jaarlijkse gewestelijke subsidie van € 8.130,- ontvangt waarmee gratis taxicheques uitgedeeld kunnen worden aan personen die voldoen aan de voorwaarden van het gewestelijke ministeriële besluit;

Overwegende dat de toekenning van deze subsidie sinds 2025 afhankelijk is van de aanvaarding en voorafgaande ondertekening van een overeenkomst (zie bijlage) overeenkomstig de voorwaarden van het gewestelijke ministeriële besluit, dat ons zal worden meegedeeld zodra de vermelde overeenkomst is ondertekend;

Overwegende dat dezelfde begunstigten dankzij de jaarlijkse gewestelijke subsidie van € 8.130,- twee gratis cheques ter waarde van € 5 per maand kunnen krijgen;

Beslist:

De overeenkomst betreffende de voorwaarden voor de gewestelijke subsidie voor de aankoop van gratis gewestelijke cheques goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
convention taxi ucc fr nl.pdf*

Le Conseil,
Attendu que l'ALE d'Uccle a arrêté son bilan et compte de résultat pour l'année 2024 ainsi que son rapport d'activité ;
Attendu que ces documents seront publiés sur la page ALE du site communal ;

Décide :
De prendre connaissance pour information du compte 2024 de l'ALE et de son rapport d'activité.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

PWA – Balans en resultatenrekening 2024 – Jaarverslag

De raad,
Aangezien het PWA van Ukkel zijn balans en resultatenrekening voor 2024 en zijn activiteitenverslag afgesloten heeft;
Aangezien deze documenten gepubliceerd worden op de PWA-pagina van de gemeentelijke website;

Beslist:
Kennis te nemen van de rekening 2024 van het PWA en van zijn activiteitenverslag.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Rapport d'activité 2024_nl.pdf, A.L.E_Bilan et comptes annuels 2024.pdf,
A.L.E_Rapport d'activité 2024.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

11.09.2025/A/0036 **Département des Affaires éducatives.- Enseignement communal.- Plan de pilotage.- Convention d'accompagnement.- CECP**

Le Conseil,
Attendu que le Code de l'enseignement fondamental et secondaire du 3 mai 2019 prévoit que le dispositif d'accompagnement et de suivi proposé par le CECP dans le cadre du nouveau dispositif de pilotage doit faire l'objet d'une contractualisation entre chaque pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié - le CECP dans le cas présent ;
Que la contractualisation relève des compétences du Conseil communal ;

Que les 14 écoles communales sont concernées, à savoir :

- l'école fondamentale de CALEVOET ;
- l'école fondamentale du CENTRE ;
- l'école fondamentale des EGLANTIERES - Petite Section ;
- l'école primaire des EGLANTIERES - Grande Section ;
- l'école fondamentale du HOMBORCH - Petite Section ;
- l'école primaire du HOMBORCH - Grande Section ;
- l'école fondamentale du LONGCHAMP ;
- l'école fondamentale de MESSIDOR ;
- l'école fondamentale de SAINT JOB ;
- l'école fondamentale du VAL FLEURI - Petite Section ;
- l'école primaire du VAL FLEURI - Grande Section ;
- l'école fondamentale du VERREWINKEL ;
- l'école primaire d'enseignement spécialisé du MERLO ;
- l'école secondaire d'enseignement spécialisé DES POLDERS (ICPP) ;

Que le projet de convention est annexé à la présente délibération;

Décider :

d'approuver le projet de convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage pour les 14 écoles reprises supra avec le CECP.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs – Departement Educatieve Zaken – Sturingsplan – Begeleidingsovereenkomst – CECP

De raad,

Aangezien het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van 3 mei 2019 bepaalt dat de begeleidings- en opvolgingsvoorziening aangeboden door de CECP in het kader van de nieuwe sturingsvoorziening het voorwerp moet uitmaken van een contractualisering tussen elke inrichtende macht en de federatie van inrichtende machten waarbij ze aangesloten is – in dit geval de CECP;

Aangezien de contractualisering onder de bevoegdheden van de gemeenteraad valt;

Aangezien de 14 gemeentescholen betrokken zijn, meer bepaald:

- Basisschool CALEVOET;
- Basisschool CENTRE;
- Basisschool LES EGLANTIERES – kleine afdeling;
- Lagere school LES EGLANTIERES – grote afdeling;
- Basisschool HOMBORCH - kleine afdeling;
- Lagere school HOMBORCH - grote afdeling;
- Basisschool LONGCHAMP;
- Basisschool MESSIDOR;
- Basisschool SAINT JOB;
- Basisschool VAL FLEURI - kleine afdeling;
- Lagere school VAL FLEURI - grote afdeling;
- Basisschool VERREWINKEL;
- Lagere school voor buitengewoon onderwijs MERLO;
- Middelbare school voor buitengewoon onderwijs POLDERS (ICPP);

Aangezien het ontwerp van overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging zit;

Beslist:

Het ontwerp van begeleidings- en opvolgingsovereenkomst in het kader van de sturingsvoorziening voor de 14 voornoemde scholen met de CECP goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Lara Querton entre en séance / treedt in zitting.
Marc Cools quitte la séance / verlaat de zitting.
Cécile Roba quitte la séance / verlaat de zitting.
Elisabeth Degryse quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0037 **A.S.B.L. Le Val d'Uccle.- Convention de gestion.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'ASBL Val d'Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 16 mai 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 2 juin 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Val d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

V.Z.W. Le Val d'Uccle.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Val d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 16 mei 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 2 juni 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Val d'Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

18 annexes / 18 bijlagen

DOC 9 -Tableau des immobilisés 31.12.2024.pdf, Classes de neige - proposition tarifs 2025-2026.docx, DOC 8 Bilan interne 31.12.2024.pdf, DOC 10 2025 - comparatif 2024.pdf, DOC 16 Budget 24-25- comparatif 2016-2025.pdf, Rapport d inspection.pdf, Proposition - Tarifs des séjours 2025-2026.docx, PV de l A.G. extraordinaire du 27 mai 2025.pdf, DOC 18 STATISTIQUES.doc, Le Val d'Uccle asbl - Quid du boni de 2024 .msg, PV de l A.G. ordinaire du 27 mai 2025.pdf, Proposition Calendrier classes de neige et séjours 2025-2026.docx, Propositions_localisations_subsidies_2025.pdf, Rapport des verificateurs aux comptes 2024.pdf, DOC 6 RAPPORT D'ACTIVITE 2024.docx, DOC 12 Balance périodique générale au 31.12.2024.pdf, DOC 16 Budget 2025 2026- comparatif 2019-2026.pdf, DOC 3 conseiladministration2024.doc

11.09.2025/A/0038 **Enseignement communal - Département Affaires éducatives - règlement d'ordre intérieur - annexes spécifiques**

Le Conseil,

Attendu que le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) des écoles communales a été validé par le Conseil en date du 26 juin 2025;

Que les annexes spécifiques aux écoles ont ensuite été complétées par ces dernières ;

Prend connaissance des annexes spécifiques au ROI de chaque école communale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeenteonderwijs - Departement Educatieve Zaken. Huishoudelijk reglement - specifieke bijlages

De raad,

Aangezien het huishoudelijk reglement (HR) van de gemeentescholen op 26 juni 2025 door de raad werd gevalideerd;

Aangezien de specifieke bijlages voor de scholen vervolgens door deze laatste werden aangevuld;

Neemt kennis van de specifieke bijlages van het HR van elke gemeenteschool.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

25-06-26 - ROI - ANNEXES - MERLO.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - CALEVOET.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - VERREWINKEL.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - ST JOB.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - LONGCHAMP.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - EGLANTIERS.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - MESSIDOR.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - CENTRE.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - VAL FLEURI.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - ICPP.docx, 25-06-26 - ROI - ANNEXES - HOMBORCH.docx

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

11.09.2025/A/0039 **Cimetière de Verrewinkel – demande de dérogation au règlement communal – transformation d’une tombe ordinaire en concession 20 ans -**

Le Conseil,

Attendu que feu Madame Maria del Pilar De Diego Intriago a été inhumée le 11 août 2017 dans une tombe ordinaire au cimetière de Verrewinkel, pelouse 16, borne 1, fosse 22 ;

Que la tombe ordinaire a été désaffectée le 1^{er} janvier 2024 car aucune demande de transformation en concession 20 ans n'a été demandée dans les délais impartis ;

Que Madame Sophie Bouton, belle-fille de la défunte, sollicite tardivement la transformation sur place de la tombe ordinaire désaffectée en concession 20 ans dans son courriel du 1^{er} juillet 2025 ;

Que la dépouille mortelle de feu Madame De Diego Intriago ainsi que la sépulture n'ont pas été enlevées ;

Que le concessionnaire s'engage à prendre en charge les frais éventuels d'entretien et des réparations de la pierre tombale, conditions préalables à l'octroi d'une dérogation ;

Que le concessionnaire s'engage à payer les frais liés à l'achat d'une concession 20 ans selon les tarifs en vigueur au moment de l'achat ;

Que l'avis du service des Décès/Inhumations est favorable ;

Que les dérogations au règlement communal en la matière sont du ressort du Conseil communal ;

décide :

De répondre favorablement à la demande de Madame Sophie Bouton et d'accorder la dérogation.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Begraafplaats van Verrewinkel - vraag tot afwijking op het gemeentereglement - omzetting van een gewoon graf in een concessie van 20 jaar -

De raad,

Aangezien wijlen mevrouw Maria del Pilar De Diego Intriago op 11 augustus 2017 begraven werd in een gewoon graf op de begraafplaats van Verrewinkel, grasperk 16, steen 1, put 22;

Aangezien het gewoon graf op 1 januari 2024 buiten gebruik gesteld werd aangezien er binnen de toegestane termijn geen vraag tot omzetting in een concessie van 20 jaar ingediend werd;

Aangezien mevrouw Sophie Bouton, schoondochter van de overledene, laattijdig de omzetting ter plaatse van het buiten gebruik gestelde gewoon graf in een concessie van 20 jaar vraagt in haar mail van 1 juli 2025;

Aangezien het stoffelijk overschot van wijlen mevrouw De Diego Intriago en het graf niet geruimd werden;

Aangezien de concessiehouder zich ertoe verbindt de eventuele onderhoudskosten en de herstelling van de grafsteen ten laste te nemen, noodzakelijke voorwaarden voor de vraag tot afwijking;

Aangezien de concessiehouder zich ertoe verbindt de kosten voor de aankoop van een concessie van 20 jaar volgens de geldende tarieven op het moment van de aankoop te betalen;

Aangezien het advies van de dienst Overlijdens/Begrafenissen gunstig is;

Aangezien de afwijkingen op het reglement ter zake onder de bevoegdheid van de gemeenteraad vallen;

Beslist:

Gunstig te antwoorden op de vraag van mevrouw Sophie Bouton en de afwijking toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0040 **Règlement-redevance pour les cérémonies de mariage - Modification**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 165/1 de l'ancien Code civil relatif à la célébration des mariages suivant lequel le mariage doit avoir lieu à la maison communale;

Vu que ce même article prévoit la possibilité pour le Conseil communal de désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages;

Vu qu'en sa séance du 19 janvier 2017, le Conseil communal a désigné le théâtre de verdure du Wolvendael comme lieu de célébration officiel des mariages ;

Vu que cette même instance, en sa séance du 24 mars 2022 a désigné le bâtiment situé place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages y compris les dimanches et jours fériés ;

Vu que le Conseil communal a également désigné le Centre Administratif d'Uccle sis Rue de Stalle 77 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés ;

Vu qu'en cette même séance le Conseil communal a également désigné la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné, 102 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages

Vu le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 24 avril 2025;

Vu qu'il était devenu indispensable de simplifier la répartition entre les cérémonies de mariage payantes et gratuites ;

Vu également qu'en raison d'une rationalisation budgétaire, il était également indispensable de tenir compte, dans la nouvelle répartition, des heures supplémentaires prestées par le personnel administratif et de leur coût pour l'administration ;

Vu toutefois que la commune désirait continuer non seulement à promouvoir les mariages en maintenant de larges possibilités pour les futurs époux de se marier gratuitement mais aussi à permettre aux citoyens le désirant à donner un caractère unique à leur cérémonie ;

Qu'il a donc été proposé de rendre payantes toutes les cérémonies se déroulant en soirée et le dimanche et gratuites celles des 1^{ers} et 3^{èmes} vendredis et samedis du mois (matin et après-midi).

Qu'il a également été proposé de fixer la redevance applicable aux cérémonies payantes à 280 euros.

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement-redevance prenant cours le 1er mai 2025, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2026 une nouvelle redevance communale sur les cérémonies de mariage.

Article 2

Les cérémonies de mariage seront prioritairement organisées à la Maison communale d'Uccle (Place J. Vander Elst 29). A titre subsidiaire et dans les conditions prévues par ce règlement, elles peuvent également être organisées au Centre Administratif d'Uccle (Rue de Stalle 77), à la Maison des arts (Rue du Doyenné, 102) et au parc du Wolvendael.

Article 3

Tenant compte des dispositions formulées à l'article 2, les mariages sont célébrés :

1. Gratuitement tous les 1ers et 3èmes vendredis et samedis du mois, en journée.
2. Moyennant une redevance unique de 280 € :
 - a. Les lundis, mardis, mercredis, et jeudis ;
 - b. Les 2èmes, 4èmes et 5èmes vendredis et samedis du mois en journée;

- c. Les soirées (uniquement le vendredi)
- d. Les 1ers et 4èmes ou 5èmes dimanches du mois

Article 4

La redevance est due au comptant lors de la déclaration de mariage ou, au plus tard, dans les 15 jours qui précèdent la date fixée pour la cérémonie. Le paiement s'effectuera entre les mains du receveur communal, de ses préposés ou aux agents régulièrement mandatés à cet effet.

Article 5

Sauf empêchement dûment justifié, la redevance due lors de la déclaration du mariage n'est plus récupérable à partir de la quinzaine qui précède la date fixée pour la cérémonie.

Article 6

A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7

Le présent règlement modifie au 1er janvier 2026 le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 24 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden - Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 165/1 van het oude Burgerlijk Wetboek betreffende de huwelijksplechtigheid, dat bepaalt dat het huwelijk voltrokken moet worden in het gemeentehuis;

Aangezien ditzelfde artikel de mogelijkheid voorziet voor de gemeenteraad om op het gemeentelijk grondgebied andere openbare plaatsen met neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusieve gebruiksrecht heeft, aan te wijzen om huwelijken te voltrekken;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 19 januari 2017 het Openluchttheater in het Wolvendaelpark aangewezen heeft als officiële locatie om huwelijken te voltrekken;

Aangezien dezelfde instantie in zitting van 24 maart 2022 het gebouw op het Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als locatie om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 april 2025 ook het Administratief Centrum van Ukkel, gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken, behalve op zater-, zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad ten slotte in zitting van 24 april 2025 het Kunstenhuis van Ukkel gelegen in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken

Gelet op het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 december 2025;

Aangezien dat het noodzakelijk geworden was om de verdeling tussen betalende en gratis huwelijksplechtigheden te vereenvoudigen;

Aangezien eveneens dat het wegens een budgettaire rationalisering ook noodzakelijk was om in de nieuwe verdeling rekening te houden met de overuren die gepresteerd worden door het administratief personeel en de kostprijs ervan voor het bestuur;

Aangezien echter dat de gemeente niet alleen huwelijken wil blijven promoten door ruime mogelijkheden voor het toekomstige bruidspaar om gratis te huwen te behouden, maar het burgers die dat wensen ook mogelijk wil maken hun plechtigheid een uniek karakter te geven;

Dat er dus voorgesteld werd om alle plechtigheden die 's avonds en op zondag plaatsvinden betalend te maken en de plechtigheden op de 1e en 3 vrijdag en zaterdag van de maand (voor- en namiddag) gratis te maken;

Dat er ook voorgesteld werd de retributie voor de betalende plechtigheden vast te leggen op 280 euro;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement, dat begint te lopen op 1 mei 2025, als volgt aangepast moet worden:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2026 een nieuwe gemeentelijke vergoeding op huwelijksplechtigheden geheven.

Artikel 2

De huwelijksplechtigheden worden bij voorkeur georganiseerd in het gemeentehuis van Ukkel (Jean Vander Elstplein 29). Ondergeschikt en op de voorwaarden bepaald in dit reglement kunnen ze ook georganiseerd worden in het Administratief Centrum van Ukkel (Stallestraat 77), in het Kunstenhuis (Dekenijstraat 102) en in het Wolvendaelpark.

Artikel 3

Rekening houdend met de bepalingen geformuleerd in artikel 2 worden de huwelijken voltrokken:

1. Gratis elke 1e en 3e vrijdag en zaterdag van de maand, overdag.

2. Middels een eenmalige vergoeding van € 280:
 - a. Op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag;
 - b. Op de 2e, 4e en 5e vrijdag en zaterdag van de maand, overdag;
 - c. 's Avonds (enkel op vrijdag);
 - d. Op de 1e, 4e en 5e zondag van de maand.

Artikel 4

De vergoeding moet contant betaald worden op het ogenblik van de huwelijksaangifte of uiterlijk binnen de 15 dagen voorafgaand aan de vastgelegde datum van de plechtigheid. De betaling gebeurt in de handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ambtenaren die hiertoe aangewezen werden.

Artikel 5

De vergoeding die verschuldigd is bij de huwelijksaangifte is niet meer recupereerbaar vanaf de vijftiende dag, voorafgaand aan de datum waarop de plechtigheid plaatsvindt, behalve indien het beletsel behoorlijk gerechtvaardigd werd.

Artikel 6

Bij gebrek aan minnelijke schikking wordt de invordering van de vergoeding nagestreefd op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

Artikel 7

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

*2025-08-21 Règlement redevances - cérémonies de mariage - version comparative
NL.docx, 2025-08-21 Règlement redevances - cérémonies de mariage - version
comparative FR.docx*

11.09.2025/A/0041 **Demande de dérogation au règlement communal en matière d'inhumations et de sépultures - Inhumations supplémentaires (2ème et 3ème corps) - concession 20 ans n°724 (défunte: Nathalie Badrane) – et octroi du tarif Ucclois pour des citoyens non-Ucclois.**

Le Conseil,

Attendu que Madame Nathalie Badrane est décédée le 15 mars 2025 dans des circonstances tragiques, à savoir dans l'incendie qui a ravagé son logement situé rue Lincoln 26 à Uccle et que la défunte a été inhumée au cimetière de Verrewinkel dans une concession individuelle 20 ans ;

Que les membres de la famille de la défunte nous font part dans leur courriel du 13 mai 2025 de l'état de santé de leurs parents qui se dégrade et sollicitent

Monsieur le Bourgmestre en vue de se voir accorder l'inhumation de deux corps supplémentaires dans la concession existante ;

Que l'article 78 du règlement sur les décès / inhumations et concessions de sépultures prévoit qu'une concession individuelle peut, à la demande des intéressés, être transformée en concession collective, pour autant qu'il soit matériellement possible d'y accueillir les défunts supplémentaires, ce qui a été confirmé par l'Inspecteur du cimetière ;

Que la situation financière actuelle de leurs parents ne leur permet pas d'envisager l'achat d'une nouvelle concession ;

Que la famille de la défunte demande à Monsieur le Bourgmestre de pouvoir inhumer leurs parents auprès de leur fille ;

Qu'il leur a été répondu par Monsieur le Bourgmestre dans un courriel du 22 mai 2025 qu'il n'était malheureusement pas possible d'accorder ces inhumations supplémentaires à titre gracieux mais que le tarif préférentiel ucclois pouvait leur être accordé, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, à savoir la somme de 1.300 € par emplacement au lieu de 2.600€ prévus pour les citoyens non-ucclois (les parents ne sont pas ucclois et ne l'ont jamais été) ;

Que l'avis du service des Décès / Inhumations est favorable ;

Que les dérogations aux règlements communaux (règlement redevances-taxes et règlement sur les décès / inhumations) sont du ressort du Conseil communal ;

décide :

De répondre favorablement à la demande de la famille de la défunte, feu Madame Nathalie Badrane et d'accorder la conversion de la concession individuelle 20 ans en concession collective 20 ans (3 corps) et d'octroyer les deux emplacements supplémentaires au tarif ucclois ;

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Vraag tot afwijking van het gemeentereglement op de begrafenissen en lijkbezorging - Bijkomende teraardebestelling (2e en 3e lichaam) - Concessie 20 jaar nr. 724 (overledene: Nathalie Badrane) - en toekenning van het Ukkelse tarief voor niet-Ukkelse burgers.

De raad,

Aangezien mevrouw Nathalie Badrane op 15 maart 2025 overleden is in tragische omstandigheden, meer bepaald in de brand die haar woning in de Lincolnstraat 26 te Ukkel verwoest heeft, en de overledene op de begraafplaats van Verrewinkel begraven werd in een individuele concessie van 20 jaar;

Aangezien de familieleden van de overledene ons in hun mail van 13 mei 2025 de verslechterende gezondheidstoestand van hun ouders meedelen en de burgemeester vragen om twee extra lichamen te mogen begraven in de bestaande concessie;

Aangezien artikel 78 van het reglement op de overlijdens/begrafenissen en grafconcessies bepaalt dat een individuele concessie op vraag van de

betrokkenen omgezet kan worden in een collectieve concessie, voor zover het materieel mogelijk is er de extra overledenen in te begraven, wat bevestigd werd door de inspecteur van de begraafplaats;

Aangezien de huidige financiële toestand van hun ouders het hen niet mogelijk maakt de aankoop van een nieuwe concessie te overwegen;

Aangezien de familie van de overledene aan de burgemeester vraagt om hun ouders bij hun dochter te mogen begraven;

Aangezien de burgemeester hen in een mail van 22 mei 2025 geantwoord heeft dat het helaas niet mogelijk was deze extra begrafenissen kosteloos toe te staan maar dat hen het Ukkelse voorkeurtarief toegekend kon worden, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad, meer bepaald de som van € 1.300 per plaats in plaats van € 2.600 voor niet-Ukkelse burgers (de ouders zijn en waren nooit Ukkelaars);

Aangezien het advies van de dienst Overlijdens / Begrafenissen gunstig is;

Aangezien de afwijkingen op de gemeentereglementen (reglement retributies-belastingen en reglement op de overlijdens/begrafenissen) onder de bevoegdheid van de gemeenteraad vallen;

Beslist:

Gunstig te antwoorden op de vraag van de familie van de overledene, wijlen mevrouw Nathalie Badrane, de omzetting van de individuele concessie van 20 jaar in een collectieve concessie van 20 jaar (3 lichamen) toe te staan en de twee extra plaatsen toe te kennen tegen het Ukkelse tarief.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

11.09.2025/A/0042 **A.S.B.L. Association culturelle et artistique d'Uccle - Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 19 juillet 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 29 août 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que l'article 28 de la Convention de gestion prévoit que le Collège des Bourgmestre et Echevins doit inviter le président de l'ASBL ou son représentant au moins 15 jours avant le Conseil communal ;

Considérant que ce délai ne peut pas être respecté mais que l'Echevin de tutelle de l'ASBL a donné son accord au nom de l'ASBL pour que le président de l'ASBL soit invité 8 jours avant le Conseil et que le rapport d'évaluation soit tout de même présenté au Conseil communal du 11 septembre ;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les Comptes 2024 ainsi que le Budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL;

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Association culturelle et artistique d'Uccle - Evaluatieverslag en de annexen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Association culturelle et artistique d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 19 juli 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de

uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald : “Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
 - het activiteitenverslag;
 - het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
 - desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.”;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 29 augustus 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Association culturelle et artistique d'Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Annexe - Budget 2025.pdf, Annexe - Comptes annuels 2024.pdf, Annexe - Procès verbal de l'AG du 24 juin 2025.pdf, Rapport d'évaluation - ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle.pdf, Annexe -Rapport d'activité 2024.pdf, Annexe - Rapport Prévention et Protection au Travail.pdf, Annexe - Tarifs 2025.pdf

11.09.2025/A/0043

Culture.- Demande d'un subside exceptionnel de 1.600 € par l'Ensemble Orchestral Européen pour le concert éducatif « La Flûte Enchantée » au Centre Culturel d'Uccle le mercredi 15 octobre

Le Conseil,

Vu que L'Ensemble Orchestral Européen a sollicité le service Culture pour l'octroi d'un subside exceptionnel pour la programmation du concert éducatif « la Flute enchantée », un projet de médiation musicale;

Vu que ce concert est organisé en partenariat avec le Centre Culturel d'Uccle et le

Senghor;

Que deux séances seraient programmées le mercredi 15 octobre au Centre Culturel d'Uccle, dont une scolaire et une familiale;

Que l'Ensemble Orchestral Européen sollicite un subside exceptionnel d'un montant de 1.600 € afin de mettre en œuvre ce projet qui permet à de nombreuses classes, familles et enfants, via le tissu associatif, d'assister à ce concert;

Que cette aide financière permettrait de financer la partie manquante des coûts des 2 concerts;

Vu que l'Ensemble Orchestral Européen a déjà reçu en 2024 une aide financière de la commune de 1.600 € pour le spectacle « L'Apprenti sorcier »;

Vu que les organisateurs fourniront des documents et pièces justificatives prouvant les dépenses liées à cette activité;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions et que l'organisateur fournira les documents et pièces justificatives,

Décide :

- d'accorder un subside exceptionnel de 1.600 € à l'Ensemble Orchestral Européen afin de couvrir une partie des dépenses pour les 2 concerts éducatifs « La Flûte enchantée » du mercredi 15 octobre au Centre Culturel d'Uccle;
- de charger le Collège de l'application de sa décision.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Cultuur.- Aanvraag van een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 door het Ensemble Orchestral Européen voor het educatief concert "La Flûte Enchantée" op woensdag 15 oktober in het Cultureel Centrum van Ukkel

De raad,

Aangezien het Ensemble Orchestral Européen de dienst Cultuur gevraagd heeft een uitzonderlijke subsidie toe te kennen voor de planning van het educatief concert "La Flûte Enchantée", een project van muzikale bemiddeling;

Aangezien dit concert georganiseerd wordt in samenwerking met het Cultureel Centrum van Ukkel en Le Senghor;

Aangezien er op woensdag 15 oktober twee sessies geprogrammeerd zouden worden in het Cultureel Centrum van Ukkel, waarvan een voor scholen en een voor gezinnen;

Aangezien het Ensemble Orchestral Européen een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 vraagt om dit project uit te voeren, waardoor heel wat klassen, gezinnen en kinderen via het verenigingsnetwerk naar het concert kunnen komen kijken;

Aangezien deze financiële hulp het mogelijk zou maken het ontbrekende deel van de kosten voor de 2 concerten te financieren;

Aangezien het Ensemble Orchestral Européen in 2024 al financiële bijstand van de gemeente ten belope van € 1.600 gekregen heeft voor de voorstelling "L'Apprenti sorcier";

Aangezien de organisatoren documenten en bewijsstukken van de uitgaven voor deze activiteit zullen bezorgen;

Aangezien de subsidies toegekend en gecontroleerd worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van sommige toelagen en de organisator de documenten en bewijsstukken zal bezorgen,

Beslist:

- Een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 toe te kennen aan het Ensemble Orchestral

Européen om een deel van de uitgaven voor de 2 educatieve concerten "La Flûte Enchantée" op woensdag 15 oktober in het Cultureel Centrum van Ukkel te dekken;
- Het college ermee te belasten zijn beslissing uit te voeren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

RIB (1).pdf, Budget La flûte enchantée.pdf, Présentation du projet et de l'ASBL Ensemble Orchestral Européen.pdf

11.09.2025/A/0044 **Culture. - Règlement relatif à l'octroi de subsides aux projets culturels portés par des associations. - Nouveau règlement 2025**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ainsi que la Circulaire y afférente;

Vu l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif aux droits culturels;

Considérant que, depuis 2019, le service Culture octroie des subsides à des associations qui développent des projets culturels sur le territoire communal;

Considérant que le service Culture a souhaité revoir et actualiser le règlement existant;

Considérant que cette démarche s'inscrit dans une volonté de continuer à structurer l'action culturelle locale, à soutenir les dynamiques associatives et à favoriser l'accès à une offre diversifiée et de qualité;

Considérant que le nouveau règlement proposé vise à renforcer la lisibilité du dispositif et à garantir un traitement équitable des demandes, tout en tenant compte des différentes échelles de projets;

Considérant que ce nouveau cadre introduit deux types de demandes:

- Les micro-projets, correspondant à de plus petites initiatives culturelles pour lesquels un subside allant jusqu'à 500€ peut être demandé sur base d'une demande simplifiée;

- Les projets structurants, correspondant à des projets d'envergure moyenne, développés sur une période plus longue ou avec un plus grand impact, pour lesquels un subside allant jusqu'à 2.500 € peut être demandé, sur base d'un dossier complet;

Considérant qu'afin de favoriser la qualité des projets et une bonne planification, deux périodes annuelles de dépôt des demandes sont prévues :

- du 15 septembre au 15 octobre, pour les projets débutant entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année suivante;

- du 15 mars au 15 avril, pour les projets débutant entre le 1er juillet et le 31 décembre de la même année;

Considérant que les demandes feront l'objet d'une analyse sur base de critères de clarté et de faisabilité minimale, ainsi que sur base de critères de contenu à savoir :

- l'ancrage local et l'impact sur le territoire;

- l'originalité et l'aspect innovant des propositions;

- la diversité des propositions en termes de publics, partenaires, disciplines et/ou des quartiers afin de garantir un équilibre dans l'offre culturelle;

Vu qu'une grille d'évaluation a été développée pour les micro-projets et projets structurants et que celle-ci se trouve en pièce jointe;

Vu que le règlement et les formulaires de demande sont annexés à la présente

délibération,

Décide :

- D'approuver le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides de projets culturels pour les associations.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Cultuur. – Reglement betreffende de toekenning van subsidies aan culturele projecten gedragen door verenigingen. – Nieuw reglement 2025

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige subsidies, evenals de desbetreffende Omzendbrief; Gelet op artikel 27 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens betreffende de culturele rechten;

Overwegende dat de dienst Cultuur sinds 2019 subsidies toekent aan verenigingen die culturele projecten ontwikkelen op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat de dienst Cultuur het bestaande reglement wenste te herzien en actualiseren;

Overwegende dat deze aanpak kadert in de wens om de lokale culturele werking verder te structureren, de dynamiek van verenigingen te ondersteunen en de toegang tot een divers en kwalitatief aanbod te bevorderen;

Overwegende dat het voorgestelde nieuwe reglement beoogt de leesbaarheid van de regeling te verbeteren en een eerlijke behandeling van de aanvragen te garanderen, met inachtneming van de verschillende schalen van projecten;

Overwegende dat dit nieuwe kader twee soorten aanvragen introduceert:

-Microprojecten, kleine culturele initiatieven waarvoor een subsidie tot maximaal 500 euro kan worden aangevraagd via een vereenvoudigd aanvraagformulier;

-Structurerende projecten, projecten van gemiddelde omvang die over een langere periode worden ontwikkeld of een grotere impact hebben, waarvoor een subsidie tot maximaal 2.500 euro kan worden aangevraagd op basis van een volledig dossier;

Overwegende dat om de kwaliteit van de projecten en een goede planning te bevorderen, twee jaarlijkse indieningsperiodes zijn voorzien:

-Van 15 september tot en met 15 oktober, voor projecten die starten tussen 1 januari en 30 juni van het volgende kalenderjaar;

-Van 15 maart tot en met 15 april, voor projecten die starten tussen 1 juli en 31 december van hetzelfde kalenderjaar;

Overwegende dat de aanvragen zullen worden geanalyseerd op basis van criteria inzake duidelijkheid en minimale haalbaarheid, evenals op inhoudelijke criteria, namelijk:

-de lokale verankering en impact op het grondgebied;

-de originaliteit en het vernieuwende karakter van het voorstel;

-de diversiteit van het aanbod op het vlak van publiek, partners, disciplines en/of wijken, om een evenwicht te waarborgen in het culturele aanbod;

Gelet op het feit dat dit reglement rekening houdt met de opmerkingen en bedenkingen van de Ukkelse culturele sector, die werd geraadpleegd tijdens de bijeenkomst van culturele actoren in februari 2025;

Gelet op het feit dat de juridische dienst werd geraadpleegd over dit reglement;

Gelet op het feit dat er een evaluatierooster werd opgesteld voor zowel microprojecten als structurerende projecten, dat als bijlage is toegevoegd;

Gelet op het feit dat het reglement en de aanvraagformulieren als bijlage bij dit besluit

zijn gevoegd,

Besluit:

- Het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies aan lokale culturele projecten gedragen door verenigingen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

formulaire_Micro-projet.pdf, formulaire_projet_structurant.pdf, Appel à projets CULTURE25_assoc - college1.pdf, grille eval subs projet culture.pdf, Appel à projets CULTURE25_assoc - college1_nl.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

11.09.2025/A/0045 **ASBL Génération+ : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Génération+, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Génération+ est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Monsieur l'Echevin Jean-Luc VANRAES ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Génération+ ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Génération+ à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Génération+ en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Vzw Generatie+ : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning er op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Generatie+, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Generatie+ nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Jean-Luc VANRAES;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Generatie+ ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Generatie+ in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Generatie+ krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bredeschool - Bredeschool

11.09.2025/A/0046 **Ecole élargie Uccle / Brede School Ukkel - Approbation de l'avenant à la convention « Brede School 2024-2025 » entre la Commune d'Uccle et la Vlaamse Gemeenschapscommissie.**

Le Conseil,

Considérant que la VGC soutient la mise en place d'une « Brede School » (Ecole élargie) dans les communes et écoles bruxelloises depuis de nombreuses années;
Considérant que le Conseil, en séance du 30 novembre 2024, a marqué son accord pour rejoindre le réseau « Brede School Brussel »;

Vu que l'objectif d'une « Brede School » est d'offrir aux enfants et aux jeunes (en particulier issus de milieux défavorisés) les meilleures chances de développement en :

- créant un réseau dans lequel les acteurs locaux et les partenaires collaborent;
- permettant un apprentissage global;
- organisant des activités parascolaires via le réseau des écoles et de divers acteurs partenaires;

Vu que, dans ce cadre, la commune d'Uccle a signé la convention « Brede School 2024-2025 » avec la VGC;

Vu que cette convention implique que la commune d'Uccle :

- met en place une « Brede School » pour toutes les écoles néerlandophones de son territoire;
- engage un coordinateur (bredeschoolcoördinator) en 2024 (1 ETP, au moins de niveau B);
- prévoit un financement structurel d'au moins 5.000 euros en 2024 et de 10.000 euros annuellement à partir de 2025 pour la mise en place d'actions spécifiques;
- constitue un comité de pilotage local qui détermine la direction stratégique, construit des ponts entre les partenaires et présente un plan d'action annuel;

Qu'en contrepartie, la VGC octroie une subvention de 32.500€ pour 2024 et de 65.000€ annuellement à partir de 2025 afin de couvrir les coûts salariaux et les frais de fonctionnement spécifique du bredeschoolcoördinator;

Vu que cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2025 et que la VGC poursuit actuellement une réflexion dans le cadre de son nouveau plan pluriannuel 2026-2030;

Vu que, dans ce cadre, il est proposé à toutes les communes de signer un avenant à la Convention existante pour prolonger celle-ci d'une durée de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2026;

Considérant que cette avenant se trouve en pièce jointe,

Décide :

- de marquer son accord sur l'avenant à la convention « Brede School 2024-2025 » prolongeant celle-ci de 6 mois.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Oprichting van een Brede School in Ukkel.- Goedkeuring van het addendum van

het convenant « Brede School 2024-2025 » tussen de gemeente Ukkel en de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

De Raad,

Gelet dat de VGC al vele jaren de invoering van een Brede School in Brusselse gemeenten en scholen ondersteunt; Gelet dat de Raad in zitting van 30 november 2024 zijn akkoord heeft gegeven om toe te treden tot het netwerk “Brede School Brussel”; Gelet de kernopdracht van Brede School die kinderen en jongeren (in het bijzonder in kansarmoede) maximale ontwikkelingskansen geeft door:

- een netwerk te creëren waarin lokale actoren en partners samenwerken;
- breed leren mogelijk te maken;
- naschoolse activiteiten te organiseren via het netwerk van scholen en diverse partneractoren;

Gelet dat in dit kader de gemeente Ukkel het convenant ‘Brede School 2024-2025’ heeft ondertekend met de Vlaamse Gemeenschapscommissie; Gelet dat dit convenant inhoudt dat de gemeente Ukkel:

- een Brede School inricht voor alle Nederlandstalige scholen op haar grondgebied;
- een Brede School coördinator aanwerft in 2024 (1 VTE, minstens niveau B);
- een structurele cofinanciering voorziet van minimaal 5.000 euro in 2024 en 10.000 euro vanaf 2025 voor specifieke acties;
- een stuurgroep samenstelt die de inhoudelijke richting bepaalt, bruggen bouwt tussen de partners en jaarlijks een actieplan voorlegt;

Gelet dat de VGC hiervoor in ruil een subsidie toekent van 32.500 euro in 2024 en 65.000 euro vanaf 2025, te besteden aan de loonkost van de bredeschoolcoördinator en de specifieke werkingskosten in het kader van de doelstellingen van Brede School; Gelet dat dit convenant afloopt op 31 december 2025 en dat de VGC momenteel werkt aan een nieuw meerjarenplan 2026-2030; Gelet dat in dit kader aan alle gemeenten wordt voorgesteld om een addendum bij het bestaande convenant te ondertekenen, dat de looptijd ervan met zes maanden verlengt tot en met 30 juni 2026; Gelet dat dit addendum als bijlage is toegevoegd,

Beslist :

- akkoord te gaan met het addendum bij het convenant ‘Brede School 2024-2025’ dat de looptijd ervan met 6 maanden verlengt.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Ukkel Brede School addendum 2026.pdf

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

11.09.2025/A/0047 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Accord-cadre pour l'achat de livres et de media 2025-2029 et convention avec le VGC.**

Le Conseil,

Attendu que la Vlaamse Gemeenschapscommissie joue un rôle de soutien auprès des bibliothèques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale;

Attendu qu'en vue de renforcer ce soutien, la Vlaamse Gemeenschapscommissie a établi un accord-cadre, à savoir un marché public de fourniture portant sur l'achat des collections de livres et médias pour les bibliothèques publiques bruxelloises néerlandophones et que celui-ci arrive à échéance le 14 octobre 2025;

Attendu que la VGC a lancé un nouveau marché pour l'achat de livres et de médias dans les Bibliothèques néerlandophones bruxelloises et que celui-ci sera d'application du 15 octobre 2025 au 14 octobre 2030;

Attendu que les communes dont dépendent ces bibliothèques sont invitées, si elles le souhaitent, à faire usage de cet accord-cadre en signant une convention avec la VGC;

Que la convention ainsi que le cahier des charges se trouvent en pièces jointes à ce rapport, ainsi que tous les documents de marchés publics établis par la VGC

Attendu que la Centrale des marchés de la Commune a été consultée par rapport à cette proposition et aux conditions et l'a évaluée positivement;

Attendu qu'il existe déjà un marché pour l'achat de livres dans la bibliothèque néerlandophone d'Uccle mais que ce marché comporte une clause de non-exclusivité;

Que les bibliothécaires pourront commander leurs livres et médias soit via le marché de la VGC, soit via la marché de la Commune, en fonction des conditions proposées les plus avantageuses ou de la disponibilité des ouvrages demandés,

Décide :

- de marquer son accord sur la convention avec la VGC pour l'utilisation de l'accord-cadre pour la commande de livres et de médias pour la Bibliothèque néerlandophone.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Raamovereenkomst voor het aankopen van bibliotheekcollecties 2025-2029 en overeenkomst met de VGC.

De Raad,

Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie een ondersteunende rol speelt voor de Nederlandstalige bibliotheken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie, om deze steun te versterken, een raamovereenkomst heeft opgesteld, d.w.z. een overheidsopdracht voor de aankoop van boeken- en mediacollecties voor de Nederlandstalige Brusselse openbare bibliotheken dat eindigt op 14 oktober 2025;

Aangezien de VGC een nieuwe aanbesteding heeft uitgeschreven voor de aankoop van boeken en media in de Nederlandstalige bibliotheken van Brussel, die van kracht zal zijn van 15 oktober 2025 tot 14 oktober 2030;

Aangezien de gemeenten waartoe deze bibliotheken behoren worden uitgenodigd om desgewenst van deze raamovereenkomst gebruik te maken door een overeenkomst met de VGC te ondertekenen;

Aangezien de overeenkomst en het lastenboek aan dit verslag zijn toegevoegd;

Aangezien de Opdrachtcentrale werd geraadpleegd over dit voorstel en de voorwaarden en het voorstel positief heeft beoordeeld;

Aangezien er reeds een opdracht bestaat voor de aankoop van boeken in de Nederlandstalige bibliotheek van Ukkel maar deze overheidsopdracht een niet-exclusiviteitsclausule bevat; Aangezien de bibliothecarissen hun boeken en media kunnen bestellen via de opdracht van de VGC of via de opdracht van de gemeente, naargelang de voordeligste voorwaarden die worden aangeboden of de beschikbaarheid van de gevraagde werken,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de VGC voor het gebruik van de raamovereenkomst voor de bestelling van boeken en media voor de Nederlandstalige bibliotheek.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
overeenkomst VGC gemeente.pdf, lastenboek VGC.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

11.09.2025/A/0048 **Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029. - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 de la Nouvelle Loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2025-026 relatif au marché “ Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029.” établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Rénovation et Maintenance ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 (Bâtiment CAU, Ancienne maison communale et centre opérationnel Stalle), estimé sur quatre ans à 360.000 €, 21 % TVA comprise ;

Lot 2 (Divers autres sites), estimé sur quatre ans à 360.000 €, 21 % TVA comprise ;

Lot 3 : (Nettoyage des surfaces en hauteur) estimé sur quatre ans à 280.000€, 21 % TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché sur quatre ans s'élève à 1.000.000€, 21 % TVA comprise ;

Considérant que ce marché est prévu pour 24 mois avec deux reconductions tacites (1 et 2) de 12 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant les dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 137/125-06/85 pour l'exercice 2026 et suivants, sous réserve de leurs approbations par les autorités compétentes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2025-026 et le montant estimé du marché " Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029.", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Rénovation et Maintenance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé sur quatre ans s'élève à 1.000.000€, 21 % TVA comprise.

De passer le marché par la procédure ouverte.

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Reiniging van ramen en hooggelegen oppervlakken 2026-2029 – Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure – Toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2025-026 met betrekking tot de opdracht "Schoonmaak van de ramen en oppervlakken op hoogte 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Renovatie en Onderhoud;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

Perceel 1 (Gebouw ACU, voormalig gemeentehuis en Operationeel Centrum Stalle), geraamd op € 360.000 inclusief 21 % btw;

Perceel 2 (Verschillende andere sites), geraamd op € 360.000 inclusief 21 % btw;

Perceel 3 (Schoonmaak van de oppervlakken op hoogte), geraamd op € 280.000 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht € 1.000.000 inclusief 21 % btw beloopt;

Overwegende deze overheidsopdracht is voorzien voor een periode van 24 maanden met twee stilzwijgende verlengingen (1 en 2) van telkens 12 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbareprocedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die de uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn op begrotingsartikel 137/125-06/85 voor dienstjaar 2026 en volgende, onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de bevoegde overheden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het bestek nr. 2025-026 en het geraamde bedrag van de opdracht "Schoonmaak van de ramen en oppervlakken op hoogte 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Renovatie en Onderhoud, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag beloopt € 1.000.000 inclusief 21 % btw;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervollledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

CCH VF.pdf, Annexe FR Tableau offre LOT 3_.xlsx, Annexe FR Tableau offre Lot 2_.xlsx, Annexe NL Tableau offre LOT 1.xlsx, BESTEK.pdf, Annexe FR Tableau offre LOT 1.xlsx, Annexe NL Tableau offre LOT 3_.xlsx, Annexe NL Tableau offre Lot 2_.xlsx

11.09.2025/A/0049 **Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 - Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé) - Approbation du dépassement de l'estimation.**

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 24 avril 2025 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu que l'estimation annuelle pour le Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé), était de 500.000,00€ TVAC soit 2.000.000€ TVAC reconductions comprises ;

Considérant l'unique offre régulière qui nous est parvenue de VILLAGE N°1 ENTREPRISE ASBL, Avenue Reine Astrid 1 à 1440 Wauthier-Braine (1.797.265,80 € hors TVA ou 2.174.691,62 €, 21 % TVA comprise) pour les quatre ans (reconductions comprises) ;

Considérant que le montant de l'offre dépasse le montant de l'estimation de 174.691,62 € ;

Considérant dès lors qu'il y'a lieu d'approuver le présent dépassement avant d'attribuer le lot 1 Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé) ;

Décide :

D'approuver le dépassement du montant de l'estimation de 174.691,62 €

TVAC sur quatre ans ;

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Reiniging van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2025-2029 - Perceel 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot) - Goedkeuring van de overschrijding van de raming.

De Raad,

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 24 april 2025 waarbij de voorwaarden, het geraamde bedrag en de procedure voor de gunning (openbare procedure) van deze opdracht werden goedgekeurd; Gezien dat de jaarlijkse raming voor perceel 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot)" 500.000,00 € btw inbegrepen bedroeg, zijnde in totaal 2.000.000 € btw inbegrepen inclusief verlengingen;

Overwegende dat de enige regelmatige offerte die ons werd toegestuurd afkomstig is van VILLAGE N°1 ENTREPRISE ASBL, Avenue Reine Astrid 1 te 1440 Wauthier-Braine (1.797.265,80 € exclusief btw of 2.174.691,62 € inclusief 21% btw) voor vier jaar (inclusief verlengingen);

Overwegende dat deze voorziene uitgave het geraamde bedrag met 174.691,62 € overschrijdt; Overwegende dat het daarom noodzakelijk is deze overschrijding goed te keuren alvorens Lot 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot)" toe te wijzen;

Besluit:

De overschrijding van het geraamde bedrag met 174.691,62 € btw inbegrepen over vier jaar goed te keuren;

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Offre 5025-020 Village partie 1.pdf*

11.09.2025/A/0050 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 24 juin 2025 : Voirie : Aménagement de cheminements piétons pour les personnes à mobilité réduite - exercice 2019 - approbation de l'état d'avancement n°2, décompte final - approbation d'un prix unitaire supplémentaire - engagement de la dépense supplémentaire - mode de financement - prise pour information par le Conseil communal pour le supplément - paiement de la facture - réception provisoire - approbation du procès-verbal - libération partielle du cautionnement. - 4.604,29€ T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250285.

- 24 juin 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une désherbeuse - nettoyeur haute pression sur accu - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234§3 de la NLC. - 50.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089.
- 24 juin 2025 : Environnement : Destruction des nids de frelons asiatiques - Désignation et engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil. - 5.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/124-06/83.
- 24 juin 2025 : Bibliothèques communales : Bibliothèque du Centre.-Achat de mobilier.-Attribution et engagement de la dépense. Information du Conseil - Mode de financement. - 484,80€ T.V.A.C. - Article : 76701/741-51/FR/73-20250001.
- 1er juillet 2025 : Centrale des marchés : Contrôle des extincteurs, des dévidoirs et des hydrants de divers bâtiments communaux pour la période du 09/07/2025 au 09/07/2029. - Approbation de l'attribution et de l'engagement de la dépense - Dépassement du montant de l'estimation - Application de l'article 234§3. - 128.820,96€ T.V.A.C pour 4 ans. - Article : 137/124-06/88.
- 1er juillet 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Acquisition d'un logiciel de dématérialisation des dossiers pour le département de l'Etat civil - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF523) - Prise pour information par le Conseil. - 456.925,81€ T.V.A.C. - Article : 139/123-13/53.
- 1er juillet 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Acquisition de licences Office 365 pour la migration des boîtes mails suite à la fin du service fourni par Paradigm - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF519) - Prise pour information par le Conseil. - 456.095,07€ T.V.A.C. - Article : 139/123-13/53.
- 1er juillet 2025 : Maintenance - Parking Saint-Pierre : Remplacement des extracteurs - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise de connaissance par le Conseil communal - 26.360,00€ T.V.A.C. - Article 424/724-60/85-20250165.
- 8 juillet 2025 : Centrale des marchés : Fourniture d'art et de bricolage des écoles communales SUITE 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 1) 7.450,70€, 2) 3.174,82€, 3) 2.012,31€, 4) 1.036,08€ estimé à 38.000€ T.V.A.C.- Articles : 1) 721/124-02/40, 2) 722/124-02/40, 3) 75101/124-02/40, 4) 75102/124-02/40.
- 8 juillet 2025 : Centrale des marchés : Fournitures d'outillages et de machines pour les plantations et jardinage - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter. - Lot 1 Outillage de jardinage & accessoires, 84.319,81€ T.V.A.C., Lot 2 Tondeuses, 15.444,96€ T.V.A.C. pour un total de 99.764,77€ T.V.A.C.- Articles : 878/744-51/58 (budget tondeuse) projet 20250116 ; 722/744-98/40 projet 20250134 ; 766/744-98/58 projet 2025 0104 ; 875/744-98/58 projet ; projet 20250115 ; 75102/744-51/40 projet 20250147 et 75102/744-51/40 projet 20250146.
- 15 juillet 2025 : Propreté publique : Achat et livraison de 10 charrettes de balayage. - Approbation des conditions du marché, de la liste des fournisseurs et de l'attribution - Mode de financement - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil.- 6.584,22€ T.V.A.C. - Article : 875/744-98/62-20250008.
- 15 juillet 2025 : Propreté publique : Achat d'un nettoyeur à ultrason et son produit d'utilisation. - Approbation des conditions du marché, de la liste des fournisseurs et de l'attribution - Mode de financement - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil.- 729,93€ T.V.A.C. - Article : 875/744-98/62-20250008.
- 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une désherbeuse - nettoyeur haute pression sur accu - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234§3 de la NLC - Erratum. - 50.000€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089.
- 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : Matériel destiné aux enfants à besoins spécifiques dans le cadre des aménagements raisonnables - Approbation des conditions, firmes à consulter, attribution et engagement de la dépense -

Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale - Mode de financement. - 1) 321,29€, 2) 999,32€ pour un total de 1.500€ T.V.A.C. - Articles : 1) 721/744-98/40-20250130, 2) 75101/744-98/40-20250143.

- 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : « Aménagement du Garage - Approbation de l'attribution et des conditions – Engagement de la dépense. - Info conseil » - Mode de financement. - 1) 25.082,70€, 2) 4.147,88€. Articles : 1) 136/741-51/58 2) 136/744-98/58.

- 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Acquisition de quatre tables piques-niques bois ronde avec bancs et dossiers. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement. - 3.630,00€ T.V.A.C. - Article : 75102/741-51/40 -20250144.

- 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Acquisition d'un tabouret bas à roulettes. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 445,90€ T.V.A.C.- Article : 84401/741-51/58 - 20250107.

- 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Achat et livraison d'instruments de musique et d'accessoires 2025 - Approbation de l'attribution et engagement de la dépense – Application de l'article 234§3 de la NLC - Mode de financement. - 1) 626,01€ T.V.A.C. 2) 7.209,87€ T.V.A.C. - Articles : 1) 722/744-98/40 2)734/744-98/40.

- 22 juillet 2025 : Maintenance : Marché de fourniture de matériel de serrurerie du 1er août 2025 au 31 juillet 2026 (et reconductible trois fois une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 juillet 2029 au plus tard) - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 121.000,00€ T.V.A.C. pour 4 ans - Article : 125-02/85.

- 22 juillet 2025 : Environnement : Aménagement du Linkebeek au droit de la rue de Percke – Exercice 2023 – Approbation de l'état d'avancement n°4 – Paiement de la facture - prise pour information par le Conseil. - 89.284,09€ T.V.A.C. - Articles : 879/732-60/93 de 2023 et 879/732-60/93 du budget 2025 pour le solde.

- 12 août 2025 : Architecture : Ecole du Longchamp – construction de mezzanines et traitement d'un mur humide - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation, de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal. - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 722/723-60/96 20250026.

- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une chaise de bureau adaptée. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 870,16€ T.V.A.C. - Article : 137/741-51/58-20250071.

- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Achat de deux vélos électriques et de deux remorques - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Info conseil. - 19.999,99€ T.V.A.C. - Article : 766/743-51/83-20250081.

- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Acquisition d'une tondeuse débroussailluse et d'un broyeur compact sur chenilles pour le service Vert - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale. - 39.999,98 T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58 20250089.

- 19 août 2025 : Voirie : Location, pose et la dépose des illuminations de fin d'année 2025.- Approbation de l'estimation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et des firmes à consulter. - Prise d'information par la Conseil communal. - 124.980,90€ T.V.A.C. - Article : 520/124-12/82.

- 19 août 2025 : Voirie : Entretien, pose, dépose et stockage des illuminations de fin d'année 2025.- Approbation de l'estimation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et des firmes à consulter. – Prise

d'information par le Conseil communal. - 49.210,70€ T.V.A.C. - Article : 520/124-12/82.

- 19 août 2025 : Transport : Réparation du véhicule 141 immatriculé : 1 EUW 124 Changement complet de la boîte de vitesse - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 2.436,42€ T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.

- 19 août 2025 : Transport : Réparation du véhicule 120 immatriculé : 1 TEQ 849 Changement complet du kit d'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 620,55€ T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.

- 19 août 2025 : environnement : Projet d'ilot de fraîcheur rue du Roetaert - Réaménagement du rond-point et de la voirie en vue de végétaliser, de gérer les eaux de pluie et de créer un ilot de fraîcheur. Choix de la procédure de passation et fixation des conditions. Prise pour information par le Conseil communal. - 126.033,72€ T.V.A.C. - 879/ 732-60/93-20250055.

- 19 août 2025 : service vert : Réaménagement des aires de jeux et création d'aires de jeux inclusives au Parc de Wolvendael- Approbation des états d'avancement n°5 - Paiement de la facture - Dépassement - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 66.502,09€ T.V.A.C.(766/725-60/83 - de 2023) ; 64.167,26€ T.V.A.C.(766/725-60/83 20250084) - Articles : 766/725-60/83 - de 2023 ; 766/725-60/83 20250084.

- 19 août 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériels de cuisine industriels à destination des écoles communales, des crèches et des services communaux 2025. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 8.803,90€ T.V.A.C. - Articles : 722/744-51/40-20250133 ; 75102/744-98/40-20250147.

- 19 août 2025 : Centrale des marchés : Achat d'un broyeur sur châssis à destination du service Vert 2025 - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234§3 de la NLC - 60.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089.

- 26 août 2025 : Voirie : Asphaltage de la rue Copernic - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 157.177,79 € T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250273.

- 26 août 2025 : Voirie : Réaménagement de la rue Egide Van Ophem, exercice 2021 - Lot 2- Approbation de l'état d'avancement n°2 et final - Approbation de 1 prix unitaire supplémentaire - paiement de la facture - Approbation de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 29.597,53€ T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250279.

- 26 août 2025 : Maintenance : Crèche du Homborch : remplacement de la chaudière et mise en conformité de l'installation de chauffage - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 1) 4.054,15€ (84401/724-60/85 de 2024) + 2) 7.601,32€ (84401/724-60/85 - 20250249) pour un total de 11.655,47€ T.V.A.C. - Articles : 1) 84401/724-60/85 de 202, 2) 84401/724-60/85 - 20250249.

- 26 août 2025 : Maintenance : Ecole des églantiers: Modification de la régulation de la chaudière - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 4.240,00€ T.V.A.C. - Article : 722/724-60/85 - 20250188.

- 26 août 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseils : Suivi de l'assainissement et évaluation finale du site Danse/Beeckman. Engagement et paiement de la dépense supplémentaire. Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 12.376,73€ T.V.A.C. - Article : 137/747-60/93-20250046.

- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une balayeuse. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 165.289,25€ T.V.A.C.- Article : 875/743-53/58-20250112.

- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériel pour l'aménagement des cours de récréation des écoles communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale.- 26.501.99€ T.V.A.C. - Article : 722/741-51/40-20250131.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Matériel et équipement de psychomotricité pour les crèches et les écoles communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale. - 12.000,00 T.V.A.C. - Articles : 721/744-98/40-20250130, 722/744-98/40-20250134, 84401-744-98/58-20250110.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Matériel et équipement pour les crèches communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale - Mode de financement. - 10.891,56€ T.V.A.C. - Article : 84401/744-98/58-20250110.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236, Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 24 juni 2025 : Wegenis : Inrichting van voetpaden voor personen met beperkte mobiliteit – dienstjaar 2019 - goedkeuring van de vorderingstaat nr.2, eindafrekening - goedkeuring van een extra eenheidsprijs - verbinding van de aanvullende uitgave - financieringswijze - kennisneming door de Gemeenteraad voor de aanvullende uitgave - betaling van de faktuur - voorlopige oplevering - goedkeuring van het proces-verbaal - gedeeltelijke vrijgave van de borgtocht. - 4.604,29€ B.T.W. - Artikel : 421/731-60/82-20250285.
- 24 juni 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hogedrukreiniger op batterijen - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure - 50.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/744-51/58-20250089.
- 24 juni 2025 : Milieu : Vernietiging van nesten van Aziatische hoornaars - Aanwijzing en vastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. - 5.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/124-06/83.
- 24 juni 2025 : Gemeentelijke Bibliotheek : Aankoop van meubilair voor de bibliotheek "du Centre".- Gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikels 236 en 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. - 484,80€ B.T.W. - Artikel : 76701/741-51/FR/73-20250001.
- 1st juli 2025 : Opdrachte centrale : Inspectie van brandblussers, brandslanghaspels en brandkranen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode 09/07/2025 tot 09/07/2029 - Overschrijding van de raming van de uitgave. - 128.820,96€ T.V.A.C voor 4 jaren. - Artikel : 137/124-06/88.
- 1st juli 2025 : Nieuwe Technologieën : Informatisering van de diensten - Aanschaf van software voor het dematerialiseren van dossiers voor de Dienst Burgerlijke Stand - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet (INF523) - Ter informatie genomen door de Raad. - 456.925,81€ B.T.W. - Artikel : 139/123-13/53.
- 1st juli 2025 : Nieuwe Technologieën : Informatisering van de diensten - Aankoop licenties Office365 voor de migratie van de E-mail tgv het einde van de dienstverlening van Paradigm - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet (INF519) - Ter informatie genomen door de Raad. - 456.095,07€ B.T.W. - Artikel : 139/123-13/53.
- 1st juli 2025 : Onderhoud - Sint-Pieters Parking : vervanging van afzuigkappen - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de

voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 26.360,00€ B.T.W. - Artikel 424/724-60/85-20250165.

- 8 juli 2025 : Opdrachte centrale : Kunst- en doe-het-zelfbenodigdheden voor gemeentelijke scholen 2025 (gevolg van) - Goedkeuring van voorwaarden, gunningsprocedure en te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, lid 3, van de nieuwe gemeentewet - 1) 7.450,70€, 2) 3.174,82€, 3) 2.012,31€, 4) 1.036,08€ geschat op 38.000€ B.T.W.- Artikelen : 1) 721/124-02/40, 2) 722/124-02/40, 3) 75101/124-02/40, 4) 75102/124-02/40.

- 8 juli 2025 : Opdrachte centrale : Levering van gereedschap en machines voor beplantingen en tuinen - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht. - Kavel 1 Tuingereedschap & accessoires, 84.319,81 € T.V.A.C., Kavel 2 Grasmaaiers, 15.444,96€ B.T.W. voor een totaal van 99.764,77€ B.T.W.- Artikelen : 878/744-51/58 (budget tondeuse) project 20250116 ; 722/744-98/40 project 20250134 ; 766/744-98/58 project 2025 0104 ; 875/744-98/58 project ; project 20250115 ; 75102/744-51/40 project 20250147 et 75102/744-51/40 project 20250146.

- 15 juli 2025 : Openbare reinheid : Aankoop en levering van 10 veegkarren – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de lijst met de leveranciers en van de gunning – Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave.- 6.584,22€ B.T.W. - Artikel : 875/744-98/62-20250008.

- 15 juli 2025 : Openbare reinheid :Aankoop van een ultrasoon onderdelenreiniger en het bijbehorende reinigingsproduct – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de lijst met de leveranciers en van de gunning – Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave.- 729,93€ B.T.W. - Artikel : 875/744-98/62-20250008.

- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hogedrukreiniger op batterijen - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure - Erratum. - 50.000€ B.T.W. - Artikel : 766/744-51/58-20250089.

- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Uitrusting voor kinderen met speciale behoeften als onderdeel van redelijke huisvesting - Goedkeuring van voorwaarden, te raadplegen bedrijven, toekenning en vastlegging van uitgaven - Toepassing van artikelen 234, § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 1) 321,29€, 2) 999,32€ voor een totaal van 1.500 € B.T.W. - Artikelen : 1) 721/744-98/40-20250130, 2) 75101/744-98/40-20250143.

- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Inrichting van de Garage - Goedkeuring van de aanwijziging van de voorwaarden - Vastlegging van de uitgave. - Kennisgeving door de Gemeenteraad - Financieringswijze, 1) 25.082,70 € B.T.W., 2) 4.147,88 € B.T.W. - Artikelen : 1) 136/741-51/58 2) 136/744-98/58.

- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van vier ronde houten picknicktafels met banken en rugleuningen. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van geringe waarde en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgaven -Toepassing van artikel 234, lid 3, en artikel 236 van de WIC - Financieringswijze. - 3.630,00 B.T.W. - Artikel : 75102/741-51/40 -20250144.

- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aanschaf van een laag krukje op wieltjes. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van geringe waarde en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgaven -Toepassing van artikel 234, lid 3, en artikel 236 van de WIC - Financieringswijze. - 445,90 B.T.W.- Artikel : 84401/741-51/58 - 20250107.

- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop en levering van muziekinstrumenten en accessoires 2025 - Goedkeuring van de gunning en verplichting van de uitgave – Toepassing van artikel 234§3 van het NLC - Financieringswijze. - 1) 626,01€ B.T.W. 2) 7.209,87€ B.T.W.- Arikelen : 1) 722/744-98/40 2) 734/744-98/40.

- 22 juli 2025 : Onderhoud : Overheidsopdracht van leveringen van het materiaal voor de slotenmakers voor de periode van 1 augustus 2025 tot 31 juli 2026 (en verlengbaar jaarlijks driemaal voor een aanvullend jaar, hetzij tot 31 juli 2025 ten laatste) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 121.000,00€ B.T.W. voor 4 jaren. - Artikel : 125-02/85.

- 22 juli 2025 : Milieu : Aanleg van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat – Dienstjaar 2023 – Goedkeuring van vorderingsstaat 4 – Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad. - 89.284,09€ B.T.W. - 879/732-60/93 voor 2023879/732-60/93 van de begroting 2025 voor saldo.

- 12 augustus 2025 : Architectuur : School Longchamp - bouw van mezzanines en vochtwering van een muur - Goedkeuring van het ontwerp, van het bijzonder bestek, van de raming, van de wijze van gunning van de opdracht, van de uit te nodigen bedrijven - Kennis van de informatie door de Gemeenteraad. - 70.000,00€ B.T.W. - Artikel : 722/723-60/96 20250026.
- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een aangepaste bureaustoel. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van artikel 234, lid 3 van de NGW - Financieringswijze. - 870,16€ B.T.W. - Artikel : 137/741-51/58-20250071.
- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van twee elektrische fietsen en twee aanhangers. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van de artikelen 234, § 3 en 236 van de NLC. - 19.999,99€ B.T.W. - Artikel : 766/743-51/83-20250081.
- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aanschaf van apparatuur voor 2025 plantages - Goedkeuring van de uitgaven, gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe Gemeentewet. - 39.999,98€ T.V.A.C. - Artikel : 766/744-51/58 20250089.
- 19 augustus 2025 : Wegenis : Verhuur, installatie en verwijdering van de eindejaarsverlichting 2025. - Goedkeuring van de kostenraming, contractdocumenten, aanbestedingsprocedure en te raadplegen bedrijven. - Informatieverzameling door de gemeenteraad. - 124.980,90€ B.T.W. - Artikel : 520/124-12/82.
- 19 augustus 2025 : Wegenis : Onderhoud, installatie, verwijdering en opslag van de eindejaarsverlichting 2025. - Goedkeuring van de kostenraming, contractdocumenten, aanbestedingsprocedure en te raadplegen bedrijven. - Informatieverzameling door de gemeenteraad. - 49.210,70€ B.T.W. - Artikel : 520/124-12/82.
- 19 augustus 2025 : Vervoer : Herstelling van het voertuig 141 nummerplaat : 1 EUW 124 volledige verandering van de versnellingsbak - Inzet voor de uitgave - Betaling van de faktuur - Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. - 2.436,42€ B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 19 augustus 2025 : Vervoer : Herstelling van het voertuig 120 nummerplaat : 1 TEQ 849 Volledige verandering van de koppelingset - Inzet voor de uitgave - Betaling van de faktuur - Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. - 620,55€ B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.
- 19 augustus 2025 : Milieu : Project van koelte-eiland Roetaertstraat – Heraanleg van de rotonde en van de weg om te vergroenen, het regenwater te beheren en een koelte-eiland te creëren. Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden. Kennisneming door de gemeenteraad. - 126.033,72€ B.T.W. - Artikel : 879/ 732-60/93-20250055.
- 19 augustus 2025 : Groendienst : Heraanleg van de speeltuinen en aanleg van inclusieve speeltuinen in het Wolvendaelpark – Goedkeuring van vorderingsstaat 5 – Betaling van de factuur – Overschrijding – Vastlegging van de extra uitgave – Financieringswijze – Kennisneming door de raad.- 66.502,09€ B.T.W.(766/725-60/83 - de 2023) ; 64.167,26€ B.T.W. (766/725-60/83 20250084) - Artikelen : 766/725-60/83 - de 2023 ; 766/725-60/83 20250084.
- 19 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van grootkeukenmateriaal voor de gemeentescholen, de kinderdagverblijven en de gemeentediensten 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van de artikel 234, § 3 van de NLC. - 8.803,90€ B.T.W. - Artikelen : 722/744-51/40-20250133 ; 75102/744-98/40-20250147.
- 19 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hakselaar op chassis voor de Groendienst 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure - 60.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/744-51/58-20250089.
- 26 augustus 2025 : Wegenis : Asfaltering van de Copernicusstraat - Dienstjaar 2025. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 157.177,79 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht. - 157.177,79 € B.T.W. - Artikel : 421/731-60/82-20250273.

- 26 augustus 2025 : Wegenis : Heraanleg van de Egide Van Ophemstraat, boekjaar 2021 – Perceel 2 – Goedkeuring van de 2de vorderingstaat en van de bijkomende uitgave van 29.597,53 €. - 29.597,53€ B.T.W.. - Artikel : 421/731-60/82-20250279.
- 26 augustus 2025 : Onderhoud : Kinderdagverblijf Homborch : vervanging van de ketel en in overeenstemming brengen van het verwarmingssysteem - Vastlegging van de extra uitgave – Financiëringwijze - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 1) 4.054,15€ (84401/724-60/85 de 2024) + 2) 7.601,32€ (84401/724-60/85 - 20250249) voor een totaal van 11.655,47€ B.T.W.. - Artikelen : 1) 84401/724-60/85 de 202, 2) 84401/724-60/85 - 20250249.
- 26 augustus 2025 : Onderhoud : School van de Hondsoezen: Wijziging van de regeling van de ketel - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave – Financiëringwijze - Kennisneming door de Gemeenteraad.. - 4.240,00€ B.T.W. - Artikel : 722/724-60/85 - 20250188.
- 26 augustus 2025 : Milieu : Studieopdracht: Bewaking van de sanering en eindbeoordeling van de site Danse/Beeckman. Vastlegging en betaling van de extra uitgaven. Financiëringwijze - Kennisneming door de gemeenteraad. - 12.376,73€ B.T.W. - Artikel : 137/747-60/93-20250046.
- 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een veegmachine. – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. - 165.289,25€ B.T.W..- Artikel : 875/743-53/58-20250112.
- 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van materiaal voor de inrichting van de speelplaatsen van de gemeentescholen - Toepassing van de artikelen 234, § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet.- 26.501.99€ B.T.W. - Artikel: 722/741-51/40-20250131.
- 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Psychomotorisch materiaal en uitrusting voor kinderdagverblijven en gemeentelijke scholen - Goedkeuring van de voorwaarden en toewijzing - Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 12.000,00 B.T.W. - Artikelen : 721/744-98/40-20250130, 722/744-98/40-20250134, 84401-744-98/58-20250110.
- 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Materiaal en uitrusting voor gemeentelijke kinderdagverblijven - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 10.891,56€ B.T.W. - Artikel : 84401/744-98/58-20250110.

De Raad neemt kennis.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

11.09.2025/A/0051 **Question écrite de M. Cools : souffleurs et engins bruyants**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : blowers en lawaaijerige apparatuur

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

*Question+écrite+sur+les+souffleurs+et+autres+engins+bruyants+-
+Réponse+Collège.docx.docx*

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer Marc Cools : natuurlijke vertrek.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

QE Marc Cools Départs naturels.xlsx, Réponse à la question écrite de M. Marc Cools sur les départs naturels.docx

Jérôme Toussaint entre en séance / treedt in zitting.

Cécile Roba entre en séance / treedt in zitting.

11.09.2025/A/0053 **Interpellation de Mme Czekalski : Le projet de construction de logements sociaux sur le site du Bois de Calevoet.**

Mme Czekalski signale que le 19 juin 2025, l'administration Urban Brussels a délivré un permis d'urbanisme à la SA SFAR-Alseberg pour la construction de 57 logements publics, d'un parking souterrain de 25 places et l'abattage de 106 arbres sur le site dit du « Petit Bois de Calevoet ». Suite à un recours communal, l'affaire a été portée devant le gouvernement régional, qui, faute d'accord entre ministres, a confirmé le permis le 21 août 2025. Ce 27 août 2025, le Collège a annoncé sa décision d'introduire un recours au Conseil d'Etat.

Ce site boisé, régénéré depuis des décennies, constitue un maillon écologique entre le Keyenbempt et la réserve naturelle du Kinsendael (Natura 2000). Il se situe dans la vallée du Geleytsbeek, zone sujette aux inondations. L'argument d'une artificialisation limitée à 2.000 m² ne tient pas compte des impacts connexes tels que les terrassements, les réseaux, l'éclairage, les emprises de chantiers,...

La démarche de Mme Czekalski ne vise pas le logement social mais le choix du site, car des alternatives déjà artificialisées existent, à l'image du quartier Stalle.

Au regard des enjeux écologiques et au vu de la large mobilisation citoyenne lors des enquêtes publiques, le Collège pourrait-il donner davantage de précisions sur le recours introduit, les moyens juridiques invoqués, etc. ? Le Collège a-t-il des informations quant à la capacité financière de la Région à exécuter le projet ? La commune facilitera-t-elle la coordination avec les riverains qui souhaiteraient intervenir comme parties intéressées ?

QUESTIONS ORALES

M. Meeus signale que le projet de construction de logements au Bois de Calevoet suscite une vive mobilisation citoyenne et politique. En effet, la commune a introduit un recours au Conseil d'Etat, ce qui traduit la reconnaissance du caractère sensible de ce dossier. Le quartier de Calevoet est déjà fortement sollicité : pression sur la mobilité, densité croissante, rareté des espaces verts. Préserver cet espace naturel est un enjeu de qualité de vie et d'équilibre urbain.

Le groupe Les Engagés soutient la politique de logement actuelle, en

particulier le développement de logements moyens et sociaux, mais non au détriment des poumons verts. De plus, la commune a vu se réaliser ces dernières années des projets de logements sociaux qui méritent d'être identifiés et valorisés par le Collège. La priorité doit être de renforcer le bâti existant et de choisir des implantations cohérentes avec la capacité des quartiers à absorber les projets retenus.

Quelle est la ligne politique du Collège pour le recours ? Où en sont les derniers projets de logements sociaux ou moyens à Uccle, en vue d'assurer un équilibre entre accueil des habitants et préservation des espaces verts ?

Mme Vanderborgh estime que la situation du logement social en région bruxelloise est très préoccupante : l'offre est insuffisante (56.000 familles en attente), les délais d'attente sont inacceptables (entre 10 et 20 ans), le financement manque cruellement et les besoins de rénovation énergétique du parc existant sont colossaux. Dans cette équation, Uccle se positionne parmi les communes affichant les plus faibles taux de logements sociaux. En 2024, Uccle comptait seulement 4,4 logements sociaux pour 100 ménages privés alors que la moyenne régionale se situait à environ 7,1 %, selon l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA).

Mais la construction de logements neufs sur les derniers terrains naturels et riches en biodiversité que compte le territoire communal ne serait pas une solution. En réalité, ce serait la pire des solutions au vu de la gravité du dérèglement climatique.

Face à une hausse de 3 à 4 °C des températures à Bruxelles, chaque arbre, chaque parc, chaque m² de nature devient vital. Ces espaces naturels assurent une protection contre les vagues de chaleur et les inondations. Ils sont particulièrement essentiels pour les personnes plus vulnérables comme les seniors, les enfants, les personnes à petits revenus qui ne disposent pas des moyens d'adaptation financiers et matériels des personnes plus aisées.

Le groupe Ecolo défend vigoureusement la préservation du Bois de Calevoet et soutient entièrement le recours introduit par la commune contre le permis d'urbanisme octroyé par la Région bruxelloise. Il plaide pour le classement du Bois de Calevoet en zone Natura 2000, perspective dont le Ministre Alain Maron a d'ores et déjà demandé l'étude à Bruxelles-Environnement.

Mme Vanderborgh a la conviction que des alternatives existent. D'ailleurs, tout comme sa formation politique, de nombreux experts, urbanistes et associations citoyennes locales défendent, entre autres, les alternatives suivantes :

- bâtir sur des terrains déjà minéralisés ;

- acheter ou transformer des immeubles communaux existants pour en faire des logements sociaux ;

- utiliser les charges d'urbanisme pour inclure des logements sociaux dans le cadre de grands projets immobiliers ;

- accroître le parc de logements de l'AISU, en mobilisant des logements existants en échange de loyers conventionnés.

Quelles sont les actions menées en ce domaine à Uccle ?

M. Tojerow constate que les partis qui dirigent la commune ont presque toujours une bonne raison de refuser du logement social, et singulièrement le parti qui dirige la commune depuis des temps immémoriaux.

Les projets de logements sociaux sont rarement populaires car les riverains craignent que cela n'entraîne un changement de la physionomie de leur quartier. Cependant, personne ne porte réellement la voix des mal-logés, de ceux qui ne disposent d'aucun patrimoine, qui résident dans des taudis même s'ils travaillent, qui dorment dans leur salon pour que leurs enfants aient leur chambre, qui souffrent de problèmes de santé en raison de la piètre qualité de leur logement, qui consacrent la moitié de leur salaire à leur loyer... La section uccloise du Parti Socialiste les défendra toujours car c'est sa raison d'être.

Les prix de l'immobilier sont plus chers à Uccle que dans d'autres communes. En 2022, plus de 1.300 Ucclois étaient inscrits sur la liste d'attente pour un logement social.

La première clé de l'émancipation consiste en un logement abordable et de qualité. M. Tojerow pense aux 59 familles dont il espère qu'elles pourront un jour habiter dans ce quartier, fraterniser avec leurs voisins, voir leur santé et leur pouvoir d'achat s'améliorer.

La construction est envisagée sur moins de 2.000 m² des 7.000 m² de terrains à bâtir du projet, et ce sur une friche voisine d'une réserve naturelle de 80.000 m². En outre, sur les 100 arbres abattus, 50 seront replantés.

Il y a 4,4 logements sociaux pour 100 ménages à Uccle, alors que le taux se situe à 4,8 pour Woluwe-Saint-Pierre, à 9,4 pour Woluwe-Saint-Lambert, à 17,9 pour Watermael-Boitsfort, à 7,2 pour l'ensemble de la région bruxelloise.

M. Tojerow déplore qu'à Uccle, il y a toujours une bonne raison pour ne pas faire du logement social ou même du logement en général puisque, selon le dernier numéro de Perspective Brussels, Uccle n'a procédé à aucun investissement en faveur du logement entre 2015 et 2020 alors que pour les 19 communes, la part des investissements en ce domaine s'élève en moyenne à 15 %.

M. De Bock a appris dans la presse que le Collège a envoyé un courrier au Ministre-Président du gouvernement régional pour savoir s'il disposait de moyens budgétaires pour face à la crise du logement, étant donné que la SLRB a dépensé plus qu'il ne lui était permis ou que la Région n'a pas donné ce qu'elle avait promis à la SLRB.

La situation est telle qu'une série de projets est à l'arrêt dans les SISP (Sociétés immobilières de service public), et notamment à BinHome, où les communes d'Uccle et d'Ixelles sont associées.

M. De Bock remarque que le Ministre du Logement du gouvernement bruxellois et la SLRB s'obstinent à défendre coûte que coûte la construction de nouveaux logements en renonce à la rénovation des logements existants.

Il y a lieu de s'interroger sur la manière dont la SLRB gère un projet qui date de 2008 et dont la finalisation n'est pas garantie financièrement.

De plus, ce projet est totalement dépassé. En effet, il y a à peine 19 logements d'une chambre sur les 59 qui sont prévus. Or, la société a évolué entre 2008 et 2025 car près de la moitié des personnes qui figurent actuellement sur la liste d'attente de la société de logement social sont des isolés.

Le problème auquel Uccle est confrontée réside dans le fait qu'il y a trop de logements de trois chambres, occupés par des personnes qui vivent seules depuis le départ de leurs enfants et paient des charges plus importantes pour les chambres excédentaires d'un appartement dont il conviendrait d'assurer la mutation.

Cependant, la SLRB refuse de changer son fusil d'épaule et considère toujours que la seule manière de répondre à la crise du logement consiste toujours à construire du logement neuf et cher, puisque le coût moyen par unité s'élève à 300.000 €.

Au sein de ce Conseil communal, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut éviter de construire dans des zones où il y a des espaces verts et plutôt densifier l'offre de logements dans le bâti existant. Il faut rationaliser l'offre en divisant les logements de trois ou quatre chambres qui ne sont plus utilisés que par une ou deux personnes.

M. De Bock estime donc que le procès d'intention fait à la commune à propos de cet espace vert est tout à fait ridicule. Il remarque à cet égard que le Ministre actuel avait élaboré naguère le Plan logement et était alors favorable à la construction d'immeubles sur l'ensemble du plateau Avijl. Une nette majorité, tous partis confondus, s'était alors dégagée au sein de ce Conseil pour sauver le plateau Avijl. M. De Bock pense qu'il convient d'agir de la même manière ce soir.

M. l'Echevin Biermann remarque que la commune a déjà été confrontée à ce type de situation, puisque naguère, le Collège a pris l'engagement de sauver le Keyenbempt face au projet de la SLRB.

Un recours a été introduit contre le projet relatif à la rue François Vervloet.

M. l'Echevin Biermann précise que le Collège a soutenu le projet de « dent creuse » au Homborch même si l'avis de la commission de concertation était très mesuré. Le Collège espérait pouvoir diminuer ce parc immobilier d'une dizaine de logements pour améliorer l'intégration du projet dans son contexte.

M. l'Echevin Biermann signale que le projet du Homborch prévoit plus de 50 % de petits logements de manière à assurer les mutations.

Le Collège veille à faire preuve d'une rigueur constante quand il s'agit de traiter des dossiers urbanistiques, qu'il s'agisse de projets publics ou privés ou que les projets portent sur du logement social ou du logement moyen.

M. l'Echevin Biermann cite à titre d'exemple un projet important situé avenue des Eglantiers, dont l'enjeu était la préservation d'une zone non bâtie de grande qualité, de haute valeur biologique.

Dans le cas du projet relatif à la rue François Vervloet, le permis autorise la construction de 14 emplacements de parking en plein air dans une zone de retrait latérale, en contradiction avec les dispositions du règlement régional d'urbanisme (RRU). On observe une tendance à opter pour une attitude beaucoup plus conciliante lorsqu'on a affaire à un demandeur public : parce que, dans ce cas de figure-ci, le demandeur est la SLRB, on en viendrait considérer qu'on peut tout autoriser et octroyer toutes les dérogations sollicitées. Le Collège estime pour sa part qu'une telle position n'est pas défendable, surtout à l'égard d'un terrain non bâti de cette nature.

Au stade où en est sa réflexion urbanistique, le Collège n'est pas favorable au développement d'un projet au Keyenbempt ou au Bois de Calevoet, parce qu'il s'agit de secteurs dans lesquels il y a déjà énormément de logements publics et en particulier de logements sociaux et que les parcelles envisagées, souvent non bâties, sont des zones de divertissement et donc de cohésion de sociale pour les habitants de ces quartiers, déjà extrêmement denses.

En outre, M. l'Echevin Biermann remarque qu'il est difficile d'imposer du logement public dans les grands projets privés en raison de l'insuffisance de charges d'urbanisme, eu égard à la disposition du CoBAT selon laquelle, dans les reconversions d'immeubles de bureaux en logements, les surfaces concernées ne sont pas soumises aux charges d'urbanisme.

Au cours des dernières années, la commune d'Uccle s'est beaucoup investie dans la rénovation du logement public communal, avec en perspective la volonté d'atteindre un certain seuil de performance énergétique, de manière à réduire les charges des locataires des logements communaux. Un groupe de travail a d'ailleurs été constitué au sein du Conseil communal pour traiter cette question particulière.

Pour ce qui concerne ce dossier-ci, le Collège a d'abord introduit un recours auprès du gouvernement. Or, le gouvernement ne s'est pas prononcé dans les délais, ce qui a entraîné la confirmation du permis délivré par le Fonctionnaire délégué. Le recours au Conseil d'Etat s'avère dès lors la seule alternative à disposition du Collège. Celui-ci a toutefois écrit en parallèle au gouvernement pour l'interroger sur ses capacités financières quant à la réalisation du projet. Il serait en effet inutile de se lancer dans de longues procédures devant le Conseil d'Etat, avec tous les honoraires et autres frais que cela implique, si en définitive le gouvernement n'est pas en mesure d'assumer financièrement la mise en œuvre du projet.

M. l'Echevin Biermann ignore encore si les riverains, très mobilisés sur ce dossier, introduiront un recours au Conseil d'Etat mais il est en contact régulier avec eux.

Le Collège, qui a émis un avis défavorable en commission de concertation, continue à étayer les arguments développés dans le cadre du recours au gouvernement.

Ce recours invoque d'abord l'incompatibilité avec la vocation première de la zone d'équipement telle qu'elle est prévue au Plan régional d'affectation du sol (PRAS), dont le dispositif est en contradiction avec la position du Fonctionnaire délégué, qui estime pour sa part qu'il n'y a pas lieu de prévoir des équipements, même une salle commune, dans une zone qui en est déjà dotée.

Le recours épingle ensuite l'absence d'un équilibre satisfaisant entre l'objectif social et les atteintes environnementales. Le Collège a proposé une alternative concrète, en l'occurrence la requalification du parking Stalle, le long de la rue de l'Etoile déjà entièrement artificialisée et donc nullement comparable au terrain boisé visé par le projet du Bois de Calevoet.

Le texte signale également l'atteinte disproportionnée à la couverture arborée par rapport à ses fonctions écosystémiques.

M. l'Echevin Biermann remarque encore que les 50 arbres qui seraient replantés pour remplacer les 134 arbres abattus sont en l'occurrence de jeunes arbres ou des massifs arbustifs dont la compensation écologique s'avère insuffisante par rapport à l'ampleur de l'abattage. La zone de refuge prévue dans le projet perdra aussi sa valeur écologique en raison de sa proximité directe avec les nouveaux bâtiments.

En définitive, ce projet revient à remplacer un écosystème stable et riche par des éléments artificiels dispersés et écologiquement pauvres. Les mesures de préservation de la biodiversité sont insuffisantes et de surcroît en contradiction avec les engagements stratégiques régionaux, et ce alors que le Parlement débat d'un moratoire sur les friches en citant nommément le Bois de Calevoet.

Selon M. l'Echevin Biermann, il y a suffisamment d'éléments pour supposer que le recours a des chances d'aboutir.

M. l'Echevin Wyngaard confirme les propos de Mme Vanderborght selon lesquels il faut penser la ville de demain en anticipant les futurs dérèglements climatiques.

Le service de l'Environnement et le service vert s'inscrivent déjà dans cette perspective en végétalisant au maximum l'espace public partout où c'est possible, tout en préservant les poumons verts déjà existants.

M. l'Echevin Wyngaard admet néanmoins que la situation de la rue François Vervloet laisse à désirer.

Il rejoint M. Tojerow quand celui-ci souligne la détresse profonde des personnes en grande précarité, dont les revenus sont presque totalement grignotés par le paiement du loyer.

En tant que pouvoir local, la commune ne peut rester indifférente face à cette situation, même si les moyens dont elle dispose sont plus modestes que ceux de la Région ou d'autres autorités publiques.

Lors de la séance du mois de juin dernier, le Conseil communal a validé une convention d'occupation précaire relative au site Globe, où un projet de logement est initié.

Le Collège a l'intention d'aménager des logements à finalité sociale dans l'ancien dépôt de la Voirie sis rue des Fidèles. Mais ce projet ne pourra malheureusement pas être finalisé dans les 6 mois à venir. Le Collège souhaite réaliser le projet relatif aux logements à finalité sociale en collaboration avec des acteurs divers, tels que l'AIJU, la SLRB, peut-être d'autres SISP ainsi que des partenaires privés le cas échéant.

Vu que l'acquisition de terrains à Uccle au prix du marché n'est pas évidente, il faut faire preuve de créativité avec d'autres acteurs locaux tels que le CPAS ou la zone de police pour exploiter les potentialités de certains terrains.

M. l'Echevin Wyngaard souligne les recrutements opérés à l'AIJU, dont le Collège a l'ambition de renforcer le rôle en lui confiant la gestion des logements sociaux communaux.

Mme Czekalski précise qu'il suffit de se rendre sur le terrain et d'aller à la rencontre des citoyens pour prendre conscience de la réalité de la situation.

La présence de 7.000 signatures au bas de la pétition réclamant la sauvegarde du Bois de Calevoet est assez éloquente à cet égard.

Pourquoi la Région s'acharne-t-elle à avancer coûte que coûte sur ce projet alors que les finances régionales sont au plus bas ?

Le logement social est indispensable mais ne peut être l'unique solution face aux listes d'attente interminables et aux coûts de construction des logements sociaux. Il convient de développer des alternatives plus flexibles telles que l'allocation de loyer.

M. De Bock constate que la commune fait des efforts : le nombre de logements gérés par l'AIJU est passé de 100 à 300 en 10 ans.

Il invite toutefois le Collège à cesser de dépenser l'argent des contribuables ucclois dans des recours, étant donné que la Région n'est pas en mesure de construire des logements en raison de son taux d'endettement qui se chiffre à 1,5 milliard d'euros. L'argent consacré aux recours devrait plutôt être investi dans la politique du logement au niveau local.

M. Meeus rappelle que son groupe politique est en faveur d'un équilibre entre logements sociaux, logements moyens et espaces verts.

M. Tojerow remarque que l'aménagement de logements sur des terrains qui n'appartiennent pas déjà un pouvoir public coûte extrêmement cher. Or, il s'agit précisément ici de faire du logement sur du foncier acquis par la Région.

Il conteste les plaintes émises par M. De Bock quant à un manque d'effort de la Région envers la commune d'Uccle, vu que 18 millions sont prêts au sein de la SFAR pour le lancement du projet : la Région propose de construire sur le territoire ucclois 59 logements qui ne vont rien coûter à la commune.

Il est absurde d'engager 30 millions d'euros aux frais du contribuable ucclois pour la construction d'un nouveau commissariat et de refuser un projet de logement pour les Ucclois payé par la Région.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Czekalski : Het project voor de bouw van sociale woningen op het terrein van het Kalevoetbosje.

Mevr. Czekalski meldt dat Urban Brussels op 19 juni 2025 een stedenbouwkundige vergunning heeft afgeleverd aan de NV SFAR-Alsemberg voor de bouw van 57 sociale woningen, een ondergrondse parking met 25 plaatsen en de kap van 106 bomen op de site "Petit Bois de Calevoet". Na een beroep van de gemeente werd de zaak voorgelegd aan de gewestelijke regering, die, bij gebrek aan een akkoord tussen de ministers, de vergunning op 21 augustus 2025 bevestigde. Op 27 augustus 2025 kondigde het college zijn besluit aan om beroep aan te tekenen bij de Raad van State.

Dit beboste gebied, dat al tientallen jaren wordt hersteld, vormt een ecologische verbinding tussen de Keyenbempt en het natuureservaat Kinsendaal (Natura 2000). Het ligt in de Geleytsbeekvallei, een gebied dat gevoelig is voor overstromingen. Het argument dat artificiëring beperkt is tot 2.000 m² houdt geen rekening met gerelateerde effecten zoals grondwerken, netwerken, verlichting, bouwinnemingen ...

De tussenkomst van mevr. Czekalski is niet gericht op sociale huisvesting

maar op de keuze van de locatie, aangezien er alternatieven zijn die al ontwikkeld zijn, zoals de wijk Stalle.

Kan het college, gezien de ecologische kwesties die op het spel staan en de grootschalige reactie van het publiek op de openbare onderzoeken, meer details geven over het ingediende beroep, de aangevoerde rechtsgronden ...? Beschikt het college over informatie over de financiële draagkracht van het gewest om het project uit te voeren? Zal de gemeente de coördinatie met omwonenden die als belanghebbende partij willen optreden, vergemakkelijken?

MONDELINGE VRAGEN

De h. Meeus wijst erop dat het woningbouwproject aan het bos van Calevoet veel publieke en politieke belangstelling trekt. De gemeente heeft beroep aangetekend bij de Raad van State, als erkenning van de gevoelige aard van deze kwestie. De Calevoetwijk staat al onder zware druk: mobiliteitsdruk, toenemende dichtheid, schaarste aan groene ruimtes. Het behoud van dit natuurgebied is een kwestie van levenskwaliteit en stedelijk evenwicht.

Les Engagés steunt het huidige huisvestingsbeleid, in het bijzonder de ontwikkeling van middelgrote en sociale woningen, maar niet ten koste van groene longen. Daarnaast heeft de gemeente de afgelopen jaren sociale woningbouwprojecten ontwikkeld die het verdienen om door het college te worden geïdentificeerd en gepromoot. De prioriteit moet liggen bij het versterken van bestaande gebouwen en het kiezen van locaties die consistent zijn met de opnamecapaciteit van de wijken voor de geselecteerde projecten.

Wat is het beleid van het college inzake beroep? Wat is de status van de nieuwste sociale of middelgrote woningbouwprojecten in Ukkel, met het oog op een evenwicht tussen het huisvesten van bewoners en het behoud van groene ruimtes?

Mevr. Vanderborght is van mening dat de sociale huisvestingssituatie in het Brusselse Gewest zeer zorgwekkend is: er is onvoldoende aanbod (56.000 wachtende gezinnen), de wachttijden zijn onaanvaardbaar (tussen 10 en 20 jaar), er is een schrijnend gebrek aan financiering en er is een enorme behoefte aan renovatie van de energie-efficiëntie van het bestaande bestand. In deze vergelijking is Ukkel een van de gemeentes met de laagste niveaus van sociale huisvesting. In 2024 telde Ukkel slechts 4,4 sociale woningen per 100 privégezinnen, tegenover een gewestelijk gemiddelde van ongeveer 7,1%, volgens het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA).

Maar nieuwe huizen bouwen in de laatste overgebleven natuurgebieden van de gemeente, die rijk zijn aan biodiversiteit, zou geen oplossing zijn. Het zou zelfs de slechtste oplossing zijn gezien de ernst van de klimaatverandering.

Nu de temperaturen in Brussel naar verwachting met 3 tot 4°C zullen stijgen, is elke boom, elk park, elke vierkante meter natuur van levensbelang. Deze natuurgebieden bieden bescherming tegen hittegolven en overstromingen. Ze zijn vooral essentieel voor de meest kwetsbare mensen, zoals ouderen, kinderen en mensen met een laag inkomen die niet de financiële en materiële middelen hebben om zich aan te passen die meer welvarende mensen wel hebben.

Ecolo verdedigt met kracht het behoud van het bos van Calevoet en staat volledig achter het beroep van de gemeente tegen de stedenbouwkundige vergunning die werd toegekend door het Brussels Gewest. Hij pleit ervoor om het bos van Calevoet te klasseren als Natura 2000-gebied, een vooruitzicht waarvoor minister

Alain Maron al aan Leefmilieu Brussel heeft gevraagd om een studie uit te voeren.

Mevr. Vanderborght is ervan overtuigd dat er alternatieven bestaan. In feite verdedigen veel deskundigen, stedenbouwkundigen en lokale burgerverenigingen, net als zijn politieke partij, onder andere de volgende alternatieven:

- bouwen op land dat al ontgonnen is;

- aankoop of verbouwing van bestaande gemeentelijke gebouwen voor sociale huisvestingsdoeleinden;

- stedenbouwkundige lasten gebruiken om sociale huisvesting op te nemen als onderdeel van grote bouwprojecten;

- het woningpark van het SWU vergroten door gebruik te maken van bestaande woningen in ruil voor gesubsidieerde huren.

Wat wordt er op dit gebied gedaan in Ukkel?

De h. Tojerow merkt op dat de partijen die de gemeente besturen bijna altijd een goede reden hebben om sociale woningen te weigeren, en dan vooral de partij die de gemeente al sinds mensenheugenis bestuurt.

Sociale huisvestingsprojecten zijn zelden populair omdat buurtbewoners bang zijn dat ze het aanzicht van hun buurt zullen veranderen. Maar niemand neemt het echt op voor de slecht gehuisveste mensen, zij die geen bezittingen hebben, die in krottenwijken wonen ook al werken ze, die in hun woonkamer slapen zodat hun kinderen een eigen kamer hebben, die gezondheidsproblemen hebben door de slechte kwaliteit van hun huisvesting, die de helft van hun salaris uitgeven aan huur... De Ukkelse afdeling van de PS zal hen altijd verdedigen omdat dat haar bestaansreden is.

Huizenprijzen zijn duurder in Ukkel dan in andere gemeentes. In 2022 stonden meer dan 1.300 Ukkelaars op de wachtlijst voor een sociale woning.

De eerste sleutel tot emancipatie is betaalbare huisvesting van goede kwaliteit. De h. Tojerow denkt aan de 59 gezinnen waarvan hij hoopt dat ze op een dag in deze buurt kunnen wonen, met hun burens kunnen omgaan en hun gezondheid en koopkracht zien verbeteren.

De bouw is gepland op minder dan 2.000 m² van de 7.000 m² bouwgrond van het project, op een braakliggend terrein naast een natuurreservaat van 80.000 m². Daarnaast zullen 50 van de 100 gekapte bomen worden herplant.

Er zijn 4,4 sociale woningen per 100 gezinnen in Ukkel, tegenover 4,8 in Sint-Pieters-Woluwe, 9,4 in Sint-Lambrechts-Woluwe, 17,9 in Watermaal-Bosvoorde en 7,2 in het hele Brusselse Gewest.

De h. Tojerow betreurt het feit dat er in Ukkel altijd een goede reden is om niet te investeren in sociale huisvesting, of zelfs huisvesting in het algemeen, aangezien Ukkel volgens het laatste nummer van Perspective Brussels tussen 2015 en 2020 geen enkele investering in huisvesting zal hebben gedaan, terwijl voor de 19 gemeentes het gemiddelde investeringsaandeel op dit gebied 15% bedraagt.

De h. De Bock heeft via de pers vernomen dat het college een brief heeft gestuurd naar de minister-president van de gewestelijke regering met de vraag of hij over de budgettaire middelen beschikt om de huisvestingscrisis aan te pakken, gezien het feit dat de BGHM meer heeft uitgegeven dan toegestaan of dat het Gewest de BGHM niet heeft gegeven wat het had beloofd.

De situatie is van dien aard dat een reeks projecten in de OVM's (openbare vastgoedmaatschappijen), en met name BinHome, waarbij de gemeentes Ukkel en Elsene betrokken zijn, in de koelkast zijn gezet.

De h. De Bock merkt op dat de Brusselse minister van Huisvesting en de BGHM koppig blijven vasthouden aan het koste wat kost verdedigen van de bouw van nieuwe woningen, terwijl de renovatie van bestaande woningen wordt opgegeven.

Er is reden om je af te vragen hoe de BGHM een project beheert dat dateert

uit 2008 en waarvan de voltooiing financieel niet is gegarandeerd.

Bovendien is dit project volledig achterhaald. In feite zijn er slechts 19 eenheden met één slaapkamer van de 59 geplande eenheden. Tussen 2008 en 2025 zal de samenleving echter veranderd zijn, aangezien bijna de helft van de mensen die momenteel op de wachtlijst van de sociale huisvestingsmaatschappij staan, alleenstaanden zijn.

Het probleem in Ukkel is dat er te veel woningen met drie slaapkamers zijn, die bewoond worden door mensen die alleen wonen sinds hun kinderen vertrokken zijn en hogere kosten betalen voor de extra kamers in een flat die eigenlijk overgedragen zou moeten worden.

De BGHM weigert echter van toon te veranderen en gelooft nog steeds dat de enige manier om de huisvestingscrisis aan te pakken het bouwen van nieuwe, dure woningen is, met een gemiddelde kostprijs per eenheid van € 300.000.

Veel leden van de gemeenteraad zijn van mening dat we moeten vermijden om te bouwen in gebieden met groene ruimtes en in plaats daarvan de dichtheid van woningen in bestaande gebouwen moeten verhogen. We moeten het aanbod rationaliseren door woningen met drie of vier slaapkamers die slechts door één of twee mensen worden gebruikt, op te splitsen.

De h. De Bock is dan ook van mening dat de beschuldigingen aan het adres van de gemeente met betrekking tot deze groene ruimte volkomen belachelijk zijn. In dit verband merkt hij op dat de huidige minister ooit het Huisvestingsplan heeft opgesteld en toen voorstander was van de bouw van gebouwen op het hele Avijlplateau. Destijds was er binnen de raad een duidelijke partijoverstijgende meerderheid voor het behoud van het Avijlplateau. De h. De Bock vindt dat vanavond voor dezelfde aanpak moet worden gekozen.

Schepen Biermann merkte op dat de gemeente al eerder met dit soort situaties te maken had gehad, omdat het college eerder had toegezegd Keyenbempt te redden met het oog op het BGHM-project.

Er is beroep aangetekend tegen het project François Vervloetstraat.

Schepen Biermann wees erop dat de raad het project "dent creuse" in Homborch steunde, hoewel het advies van de overlegcommissie zeer gematigd was. Het college hoopte deze woningvoorraad met ongeveer tien eenheden te kunnen verminderen om het project beter te integreren in de context.

Schepen Biermann wijst erop dat het Homborch-project voorziet in meer dan 50% kleine woningen om mutaties te garanderen.

Het college zorgt ervoor dat hij dezelfde strenge normen toepast bij de behandeling van stedenbouwkundige kwesties, of het nu gaat om openbare of particuliere projecten en of het nu gaat om sociale huisvesting of gemiddelde woningen.

Als voorbeeld noemt schepen Biermann een groot project aan de Wilderozelaarslaan, waar de uitdaging was om een hoogwaardig onbebouwd gebied met een hoge biologische waarde te behouden.

In het geval van het project François Vervloetstraat staat de vergunning de bouw toe van 14 parkeerplaatsen in de open lucht in een zijdelingse inspringende zone, in strijd met de bepalingen van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV). Er is een tendens om een veel verzoenender houding aan te nemen wanneer men te maken heeft met een openbare aanvrager: omdat de aanvrager in dit geval de BGHM, zouden we ervan uitgaan dat we alles kunnen toestaan en alle gevraagde vrijstellingen kunnen verlenen. Het college is van mening dat een dergelijk standpunt onhoudbaar is, vooral met betrekking tot onbebouwde grond van deze aard.

In het huidige stadium van de stedenbouwkundige planning is het college geen voorstander van de ontwikkeling van een project in Keyenbempt of het bos van Calevoet omdat dit gebieden zijn waar al veel openbare huisvesting en in het

bijzonder sociale woningen zijn en omdat de voorgestelde percelen, die vaak onbebouwd zijn, gebieden van recreatie en dus van sociale cohesie zijn voor de bewoners van deze reeds zeer dichtbebouwde wijken.

Bovendien merkt schepen Biermann op dat het moeilijk is om openbare huisvesting op te leggen in grote particuliere projecten omdat er geen stedenbouwkundige lasten zijn, gezien de bepaling van het BWRO dat in het geval van de verbouwing van kantoorgebouwen tot woningen de betreffende gebieden niet onderworpen zijn aan stedenbouwkundige lasten.

De afgelopen jaren heeft de gemeente Ukkel veel geïnvesteerd in de renovatie van openbare woningen om een bepaald energieprestatieniveau te bereiken en zo de kosten voor huurders van gemeenschappelijke woningen te verlagen. Binnen de gemeenteraad is een werkgroep opgericht om deze specifieke kwestie aan te pakken.

In dit geval heeft het college eerst beroep aangetekend bij de regering. De regering gaf echter geen advies binnen de gestelde termijn, waardoor de vergunning door de gedelegeerde ambtenaar werd bevestigd. Een beroep bij de Raad van State is daarom het enige alternatief dat het college ter beschikking staat. Tegelijkertijd heeft ze de regering echter schriftelijk gevraagd naar haar financiële capaciteit om het project te voltooien. Het zou zinloos zijn om een lange procedure bij de Raad van State te beginnen, met alle honoraria en andere kosten van dien, als de regering uiteindelijk niet in staat is om de financiële verantwoordelijkheid voor de uitvoering van het project op zich te nemen.

Schepen Biermann weet nog niet of de omwonenden, die zeer actief zijn in deze kwestie, beroep zullen aantekenen bij de Raad van State, maar hij heeft regelmatig contact met hen.

Het college, dat tijdens de vergadering van de overlegcommissie een negatief advies uitbracht, blijft achter de argumenten staan die het in zijn oproep aan de regering naar voren bracht.

Dit beroep is in de eerste plaats gericht tegen de onverenigbaarheid met het hoofddoel van de voorzieningenzone zoals uiteengezet in het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP), waarvan de bepalingen in tegenspraak zijn met het standpunt van de gedelegeerde ambtenaar, die van mening is dat er geen reden is om voorzieningen, zelfs geen gemeenschappelijke ruimte, aan te bieden in een zone die er al over beschikt.

In het beroep wordt ook kritiek geuit op het ontbreken van een bevredigend evenwicht tussen de sociale doelstelling en de milieuschade. Het college stelde een concreet alternatief voor, in dit geval de herontwikkeling van de parkeerplaats Stalle langs de Sterstraat, die al volledig ontwikkeld is en daarom op geen enkele manier vergelijkbaar is met het bos waarop het project van het bos van Calevoet is gericht.

De tekst wijst ook op de onevenredige schade aan bomen in verhouding tot hun ecosysteemfuncties.

Schepen Biermann wees er ook op dat de 50 bomen die herplant zouden worden ter vervanging van de 134 gekapte bomen in feite jonge bomen of struiken zijn waarvan de ecologische compensatie onvoldoende is in verhouding tot de omvang van de kap. Het geplande toevluchtsoord zal ook zijn ecologische waarde verliezen door de directe nabijheid van de nieuwe gebouwen.

Uiteindelijk komt dit project neer op het vervangen van een stabiel, rijk ecosysteem door verspreide, ecologisch arme kunstmatige elementen. De maatregelen voor het behoud van de biodiversiteit zijn ontoereikend en bovendien in strijd met de gewestelijke strategische verplichtingen, terwijl het parlement debatteert over een moratorium op braakliggend land, waarbij het bos van Calevoet bij naam wordt genoemd.

Volgens schepen Biermann is er voldoende bewijs om aan te nemen dat het beroep een kans van slagen heeft.

Schepen Wyngaard bevestigt de woorden van mevr. Vanderborght dat we bij het ontwerpen van de stad van morgen rekening moeten houden met toekomstige klimaatveranderingen.

De Milieudienst en de Groendienst werken al aan de verwezenlijking van dit doel door zoveel mogelijk vegetatie te planten in openbare ruimtes waar dat mogelijk is, terwijl bestaande groene ruimtes behouden blijven.

Schepen Wyngaard geeft echter toe dat de situatie in de François Vervloetstraat te wensen overlaat.

Hij is het eens met de h. Tojerow wanneer hij de diepe nood benadrukt van mensen in zeer preciaire situaties, van wie het inkomen bijna volledig opgaat aan de huur.

Als lokale overheid kan de gemeente niet onverschillig blijven tegenover deze situatie, ook al beschikt ze over bescheidener middelen dan het Gewest of andere overheden.

Tijdens de vergadering van afgelopen juni keurde de gemeenteraad een preciaire bezettingsovereenkomst goed voor de site Globe, waar een woonproject wordt opgezet.

Het college is van plan om sociale woningen te ontwikkelen in het voormalige depot voor wegwerkzaamheden in de Gelovigenstraat. Helaas is het echter niet mogelijk om dit project in de komende 6 maanden af te ronden. Het college wil het sociale huisvestingsproject uitvoeren in samenwerking met verschillende spelers, zoals het SWU, de BGHM, eventueel andere OVM's en particuliere partners.

Aangezien het niet eenvoudig is om in Ukkel grond te verwerven tegen de marktprijs, is het nodig om creatief om te gaan met andere lokale spelers zoals het OCMW of de politiezone om het potentieel van bepaalde percelen te benutten.

Schepen Wyngaard benadrukte de aanwerving bij het SWU, wiens rol het college wil versterken door het beheer van de gemeentelijke sociale huisvesting aan het SWU toe te vertrouwen.

Mevr. Czekalski wijst erop dat het enige wat je hoeft te doen om de realiteit van de situatie te begrijpen, is naar buiten gaan en de mensen ontmoeten.

De 7.000 handtekeningen op de petitie die oproept tot het behoud van het bos van Calevoet spreken voor zich.

Waarom zet het gewest dit project koste wat het kost door terwijl de gewestelijke financiën op een dieptepunt zitten?

Sociale huisvesting is essentieel maar kan niet de enige oplossing zijn gezien de eindeloze wachtlijsten en de kosten van het bouwen van sociale woningen. Er moeten flexibelere alternatieven worden ontwikkeld, zoals huurtoelage.

De h. De Bock merkt op dat de gemeente inspanningen levert: het aantal woningen dat door het SWU wordt beheerd is in 10 jaar gestegen van 100 naar 300.

Hij riep het college echter op om te stoppen met het uitgeven van Ukkels belastinggeld aan beroepsprocedures, aangezien het gewest niet in staat is om woningen te bouwen vanwege de schuldenlast, die 1,5 miljard euro bedraagt. Het geld dat wordt uitgegeven aan beroepsprocedures, zou in plaats daarvan moeten worden geïnvesteerd in lokaal huisvestingsbeleid.

De h. Meeus herinnert eraan dat zijn fractie voorstander is van een evenwicht tussen sociale woningen, middelgrote woningen en groene ruimtes.

De h. Tojerow wijst erop dat het ontwikkelen van woningen op grond dat nog niet in bezit is van een overheidsinstantie extreem duur is. Het doel is echter om woningen te creëren op gronden die door het gewest zijn verworven.

Hij betwist de klachten van de h. De Bock over het gebrek aan inspanningen

van het Gewest tegenover de gemeente Ukkel, aangezien SFAR 18 miljoen heeft geleend om het project op te starten: het Gewest stelt voor om 59 woningen te bouwen in Ukkel zonder kosten voor de gemeente.

Het is absurd om op kosten van de Ukkelse belastingbetaler 30 miljoen euro uit te geven voor de bouw van een nieuw politiebureau, terwijl een huisvestingsproject voor Ukkelaars, betaald door het Gewest, wordt geweigerd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

CC - Interpellation - AC - L'implantation de logements sociaux sur le site du Bois de Calevoet.pdf

Yassine Assal quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0054 **Question orale de M. Meeus : Projet immobilier au Bois de Calevoet.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Vastgoedproject in het Bois de Calevoet.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0055 **Question orale de Mme Vanderborght : Protection des espaces naturels et logement social.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van mevr. Vanderborght : Bescherming van natuurgebieden en sociale huisvesting.

De Raad neemt kennis.

Yassine Assal entre en séance / treedt in zitting.

11.09.2025/A/0056 **Interpellation de M. Lambert-Limbosch : L'impact à Uccle des mesures fédérales visant Israël.**

M. Lambert-Limbosch affirme que les événements internationaux peuvent aussi avoir un impact local, et inversement. La guerre à Gaza en fait indubitablement partie. Ses répercussions en Belgique et à Uccle sont multiples. Celles-ci ont évolué au fil des interventions de l'armée israélienne sur place, au point qu'il est devenu impossible pour la Belgique de ne pas prendre position et, comme il a été écrit dans la presse, de se ranger « du bon côté de l'Histoire ». Le gouvernement fédéral s'est résolu à adopter une série de mesures visant Israël, certains de ses représentants et son économie.

La nature de ces mesures a amené François Dubuisson, professeur au Centre de droit international de l'ULB, à déclarer dans une interview au journal Le Soir qu'il juge ce volet de l'accord « assez audacieux » si l'on compare la Belgique aux autres

pays européens, « même aux Etats ayant déjà reconnu la Palestine ».

M. Lambert-Limbosch souhaite s'attarder sur une seule de ces mesures, parce qu'elle peut avoir des répercussions sur la gestion de la commune. Il s'agit de l'interdiction d'importation des marchandises venant des territoires occupés illégalement par Israël. Dans le même article du Soir, Olivier Corten, également professeur de droit international à l'ULB, souligne que cette mesure « va dans le sens de nos obligations car la Cour internationale de justice le demandait depuis son avis de 2004 ».

Un tel boycott reçoit donc désormais l'aval du gouvernement fédéral. Il doit par conséquent s'appliquer aussi sur le territoire ucclois. M. Lambert-Limbosch rappelle à cet égard que depuis 2018, Uccle est une commune du commerce équitable. Or, parmi les dix principes-clés du commerce équitable figure l'engagement à la non-discrimination, à l'égalité des genres et à la liberté d'association, c.à.d. le respect des droits syndicaux et le rejet de toute discrimination fondée sur le genre, la religion ou la race.

Dès lors, en matière de marchés d'approvisionnement, le Collège peut-il informer le Conseil des mesures qu'il mettra en œuvre, d'une part, pour inventorier, parmi les biens et services qu'il acquiert, ceux qui pourraient relever du boycott décidé par le gouvernement fédéral et, d'autre part, pour intégrer explicitement ce boycott dans ses futurs marchés, par exemple par une clause invitant les fournisseurs à garantir qu'aucun produit ou service délivré à la commune ne relève directement ou indirectement de ce boycott ?

Mme l'Echevin Culer répond que la commune d'Uccle, en tant que pouvoir adjudicateur, est liée par le droit européen et belge des marchés publics. Ce cadre repose sur les principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et de transparence, tels qu'ils sont explicités à l'article 18 de la directive européenne 2014/24 transposée dans le droit belge par une loi du 17 juin 2016.

Concrètement, cela signifie que la commune ne peut pas exclure un opérateur économique ou un produit sur un critère de nationalité ou d'origine, sauf lorsqu'une norme supérieure impose des mesures impératives telles qu'une sanction ou un embargo.

Une clause communale instituant un boycott général des entreprises israéliennes serait donc illégale et donnerait lieu à des annulations ou à des demandes d'indemnisation.

La commune de Schaerbeek a en effet annoncé récemment une telle initiative. Cependant, l'échevin en charge de ce dossier a reconnu dans une interview que la fragilité de la base juridique exposait sa commune à des risques d'annulation, et le Collège ucclois ne souhaite pas être confronté à cette situation.

Au début de ce mois, le gouvernement fédéral a annoncé un paquet de mesures comprenant notamment un projet d'interdiction d'importation de biens issus des colonies israéliennes ainsi qu'un examen des marchés publics conclus avec des entreprises israéliennes. Ces mesures nécessitent toutefois des instruments juridiques d'exécution, tels que par exemple un arrêté royal, et à ce stade, il n'est pas question d'un boycott de certaines entreprises israéliennes. De plus, lorsqu'une mesure d'interdiction est décidée, la traçabilité en magasin et chez les distributeurs s'avère délicate, vu qu'elle requiert un mécanisme d'étiquetage et un système de preuves adoptés à l'échelon fédéral ou européen.

L'administration communale ne dispose pas d'un équipement qui lui permettrait de déterminer si les ordinateurs ou tablettes utilisés par ses services contiennent des composants provenant de ces territoires, et il ne faut pas perdre de vue que certaines entreprises pourraient parfaitement modifier leur siège social afin d'échapper à ce type de contrôle.

Dans ce contexte, la commune se conforme et se conformera sans détours ni

interprétation sélective aux lois, règlements et décisions adoptés par les autorités fédérales et européennes compétentes. Le Collège uccllois n'a aucun mandat pour s'y soustraire ou aller au-delà et n'a absolument pas l'intention de s'aventurer dans cette voie.

La Centrale des marchés et les autres services régulièrement impliqués dans la passation des marchés publics, notamment les services de la Voirie, de l'Architecture, de la Rénovation et de la Maintenance, utilisent la plateforme 3P pour la gestion des marchés publics. Cette plateforme permet d'assurer une mise à jour continue des documents de marché en conformité avec les dispositions légales en vigueur tout en intégrant les évolutions du contexte géopolitique. À titre d'exemple, les cahiers des charges incluent désormais, selon la nature du marché, une disposition relative à une déclaration sur l'honneur de « non-application russe ».

Le rôle d'une commune est de gérer efficacement ses ressources, non de mener des combats géopolitiques au travers de ses achats. L'attitude la plus responsable consiste à respecter strictement la légalité sans instrumentalisation politique, sans indignation sélective et sans discrimination.

M. Lambert-Limbosch remercie Mme l'Echevin Culer pour sa réponse très étayée.

Mais vu que gouverner c'est prévoir, M. Lambert-Limbosch invite le Collège à se mettre en ordre de marche pour être prêt le jour où les mesures d'exécution du gouvernement fédéral seront en vigueur et devront être appliquées.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Lambert-Limbosch: De impact in Ukkel van de federale maatregelen tegen Israël.

De h. Lambert-Limbosch zegt dat internationale gebeurtenissen ook een lokale impact kunnen hebben, en vice versa. De oorlog in Gaza is daar ongetwijfeld één van. De gevolgen in België en in Ukkel zijn talrijk. Deze zijn geëvolueerd naarmate het Israëlische leger ter plaatse ingreep, tot het punt waarop het voor België onmogelijk is geworden om geen standpunt in te nemen en, zoals de pers schreef, "aan de goede kant van de geschiedenis" te staan. De federale regering heeft besloten om een reeks maatregelen te nemen tegen Israël, sommige van zijn vertegenwoordigers en zijn economie.

De aard van deze maatregelen bracht François Dubuisson, professor aan het Centrum voor Internationaal Recht van de ULB, ertoe om in een interview met de krant Le Soir te verklaren dat hij dit deel van het akkoord "vrij stoutmoedig" vond in vergelijking met andere Europese landen, "zelfs staten die Palestina al hebben erkend".

De h. Lambert-Limbosch wil zich richten op slechts één van deze maatregelen, omdat dit gevolgen kan hebben voor het beheer van de gemeente. Het verbod op de invoer van goederen uit de illegaal door Israël bezette gebieden. In hetzelfde artikel in Le Soir wijst Olivier Corten, professor internationaal recht aan de ULB, erop dat deze maatregel "in overeenstemming is met onze verplichtingen, aangezien het Internationaal Gerechtshof hier al sinds zijn advies van 2004 op aandringt".

Zo'n boycot heeft nu de steun van de federale overheid. Het moet daarom ook worden toegepast op het Ukkelse grondgebied. De h. Lambert-Limbosch herinnert ons eraan dat Ukkel sinds 2018 een Fair Trade-gemeente is. De tien basisprincipes van Fair Trade omvatten een verbintenis tot non-discriminatie, gendergelijkheid en vrijheid van vereniging, d.w.z. respect voor vakbondsrechten en het verwerpen van alle discriminatie op basis van geslacht, religie of ras.

Kan het college de raad daarom met betrekking tot de aankoopopdrachten meedelen welke maatregelen het zal nemen om enerzijds een inventaris op te maken van de goederen en diensten die het aankoopt en die mogelijk binnen de reikwijdte vallen van de boycot waartoe de federale regering heeft besloten, en anderzijds deze boycot expliciet op te nemen in zijn toekomstige opdrachten, bijvoorbeeld door middel van een clause waarbij de leveranciers moeten garanderen dat geen enkel product of dienst dat aan de gemeente wordt geleverd direct of indirect binnen de reikwijdte van deze boycot valt?

Schepen Culer antwoordt dat de gemeente Ukkel, als aanbestedende overheid, gebonden is aan de Europese en Belgische wetgeving inzake overheidsopdrachten. Dit kader is gebaseerd op de beginselen van gelijke behandeling, non-discriminatie en transparantie, zoals uiteengezet in artikel 18 van de Europese Richtlijn 2014/24, omgezet in Belgisch recht door een wet van 17 juni 2016.

In de praktijk betekent dit dat de gemeente een onderneming of een product niet kan uitsluiten op basis van nationaliteit of oorsprong, behalve wanneer een hogere norm dwingende maatregelen zoals een sanctie of embargo oplegt.

Een gemeentelijke clause die een algemene boycot van Israëlische bedrijven instelt, zou daarom illegaal zijn en aanleiding geven tot opzeggingen of schadeclaims.

De gemeente Schaarbeek heeft onlangs een dergelijk initiatief aangekondigd. De schepen die verantwoordelijk is voor dit dossier erkende echter in een interview dat de kwetsbaarheid van de rechtsgrondslag zijn gemeente blootstelde aan het risico van nietigverklaring, en het Ukkelse college wil niet met deze situatie geconfronteerd worden.

Eerder deze maand kondigde de federale regering een pakket maatregelen aan, waaronder een voorgesteld verbod op de invoer van goederen uit Israëlische nederzettingen en een herziening van overheidsopdrachten met Israëlische bedrijven. Deze maatregelen vereisen echter de implementatie van wettelijke instrumenten, zoals een koninklijk besluit, en in dit stadium is er nog geen sprake van een boycot van bepaalde Israëlische bedrijven. Bovendien is de traceerbaarheid in winkels en tussen distributeurs lastig wanneer een verbod wordt opgelegd, omdat hiervoor een etiketteringsmechanisme en een op federaal of Europees niveau goedgekeurd bewijssysteem nodig zijn.

Het gemeentebestuur beschikt niet over de apparatuur waarmee het kan vaststellen of de computers of tablets die door zijn afdelingen worden gebruikt, onderdelen uit deze gebieden bevatten, en we mogen niet vergeten dat sommige bedrijven heel goed hun maatschappelijke zetel kunnen veranderen om dit soort controles te omzeilen.

In deze context leeft de gemeente de wetten, voorschriften en beslissingen van de bevoegde federale en Europese autoriteiten na en zal ze deze zonder omwegen of selectieve interpretatie naleven. Het Ukkelse college heeft geen mandaat om zich hieraan te onttrekken of verder te gaan dan dit, en is absoluut niet van plan dit te doen.

De Opdrachtcentrale en de andere diensten die regelmatig betrokken zijn bij overheidsopdrachten, met name de diensten Wegen, Architectuur, Renovatie en Onderhoud, gebruiken het 3P-platform om overheidsopdrachten te beheren. Dit platform zorgt ervoor dat marktdocumenten voortdurend worden bijgewerkt in overeenstemming met de huidige wettelijke vereisten, terwijl ook rekening wordt gehouden met veranderingen in de geopolitieke context. Als voorbeeld, afhankelijk van de aard van de opdracht, bevatten de bestekken nu een bepaling met betrekking tot een verklaring op erewoord van "geen Russische betrokkenheid".

De rol van een gemeente is om haar middelen efficiënt te beheren, niet om geopolitieke gevechten te voeren door middel van haar aankopen. De meest verantwoordelijke houding is om de wet strikt na te leven, zonder politieke

manipulatie, selectieve verontwaardiging of discriminatie.

De h. Lambert-Limbosch bedankt schepen Culer voor haar zeer gedetailleerde antwoord.

Maar gezien het feit dat er vooruit wordt geregeerd, dringt hij er bij het college op aan om orde op zaken te stellen, zodat het klaar is voor de dag waarop de uitvoeringsmaatregelen van de federale regering van kracht worden en moeten worden toegepast.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation 2025-09-11 - L'impact à Uccle des mesures fédérales visant Israël.docx

Yassine Assal quitte la séance / verlaat de zitting.

11.09.2025/A/0057 **Interpellation de M. Lambert-Limbosch : Les conséquences de la sécheresse 2025.**

M. Lambert-Limbosch remarque qu'après les dévastations des tempêtes et inondations estivales de 2024, en particulier au parc de Wolvendael, il faut se résoudre à constater un nouveau record en 2025. En effet, selon l'IRM, le printemps et l'été de l'année en cours se sont distingués comme les plus secs depuis 2021. Il n'a plu que 184,4 mm durant cette période alors que la valeur normale s'élève à 399,8 mm. Les précipitations ont donc été réduites de moitié.

On pourrait penser que les étés se suivent et ne se ressemblent pas. Mais ce serait une méprise car ces phénomènes ne sont que les différentes facettes du dérèglement climatique.

Les dévastations de 2024 ont été spectaculaires. Les habitués du parc de Wolvendael peuvent s'en rendre compte à chacune de leurs visites sur place. Pour longtemps encore, les vides laissés par les arbres balayés par les vents violents marqueront le paysage de leur absence.

Les conséquences du printemps et de l'été sec que nous venons de traverser sont peut-être moins visibles ; ne doit-on pas en revanche redouter qu'elles affectent durablement nos espaces verts et notre patrimoine dendrologique ?

Face au dérèglement climatique, comment la commune s'assure-t-elle de l'état de santé de ses espaces verts et de leurs arbres ainsi que de la faune qu'ils abritent ? Comment envisager pour l'avenir de continuer à offrir des espaces de délasserment au public ainsi qu'un abri à la faune uccloise, notamment avicole, alors même que leurs habitats ucclois sont en péril ?

Il serait de surcroît opportun d'informer régulièrement les ménages ucclois sur la meilleure manière de préserver cette nature dans leurs jardins.

Mme l'Echevine De Brouwer confirme que chaque année, on bat des records en termes de sécheresse, de chaleur et de pluviométrie.

Le service vert ne relève pas un nombre plus élevé d'arbres morts suite au printemps et à l'été chauds et secs de cette année. Ce constat n'est guère étonnant, étant donné que les effets de tels phénomènes se font ressentir à plus long terme, dans les cinq années qui suivent. Mais on peut subodorer que ces épisodes vont précipiter la mort de la végétation déjà un peu affaiblie et que la végétation encore en bonne santé ne résistera pas aux prochains coups difficiles qui ne manqueront pas de survenir.

Le Collège poursuit la réflexion sur les mesures générales à appliquer pour anticiper les changements dus au dérèglement climatique. À cet égard, le service vert ne cesse de s'informer des dispositions adoptées ailleurs en ce domaine.

Depuis 6 ans, la plantation de jeunes arbres donne lieu à l'installation d'une couronne d'arrosage. Il s'agit en l'occurrence d'une petite structure qui permet de garder l'eau pour qu'elle reste le plus longtemps possible au pied de l'arbre.

On plante actuellement des spécimens dont la circonférence est plus petite. Ces arbres auront moins besoin d'arrosage et pourront donc mieux se développer dans le contexte urbain.

On privilégie également les essences dites « d'avenir », adaptées à l'évolution future du climat prévue par les scientifiques.

La sélection des espèces est plutôt opérée dans les essences dites « indigènes », mais dans le cas où il y aurait une accélération du changement climatique, il faudra sélectionner des espèces issues du bassin méditerranéen. Quoiqu'il en soit, on commence à veiller à une certaine mixité quant aux origines des espèces pour les plantations effectuées dans les parcs et voiries de la commune.

De plus, des dispositifs de broyage ont été installés à hauteur des pieds des arbres, des arbustes et des plantations basses, de manière à récupérer et valoriser les restes de taille des haies, qui ne sont plus considérés comme des déchets. Ce système présente aussi l'intérêt de limiter l'évaporation de l'eau. De même, on procède également à la plantation de lierre, qui s'avère un atout pour la biodiversité et la rétention d'eau étant donné qu'il permet de maintenir l'ombre.

Mme l'Echevine De Brouwer évoque aussi les mesures prises en matière de gestion des eaux, notamment l'aménagement d'une zone humide au parc Brugmann grâce à la récupération des eaux de pluie de l'avenue Bourgmestre Jean Herinckx, ou encore l'installation de nichoirs au parc Raspail et au centre administratif.

M. Lambert-Limbosch confirme les propos de Mme l'Echevine De Brouwer selon lesquels il faut se préparer à l'évolution climatique.

Il signale notamment que des espèces de chêne du sud de l'Europe remontent vers le nord parce que leur milieu naturel méridional leur devient trop hostile.

Il réitère la suggestion qu'il avait émise quant à une information de la population sur ce thème. C'est d'autant plus nécessaire que certains Ucclois, parmi les couches privilégiées de la population, disposent de jardins étendus comportant de grands arbres mais ignorent parfois comment il convient d'entretenir ce patrimoine.

Mme l'Echevine De Brouwer répond qu'on va profiter de l'interdiction des pesticides dans les espaces privés, en vigueur depuis le 1er août dernier, pour diffuser une information sur cette thématique.

Mme l'Echevine De Brouwer a demandé à Bruxelles-Environnement de développer des outils de communication sur ce sujet à destination du grand public.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Lambert-Limbosch: De gevolgen van de droogte in 2025.

De h. Lambert-Limbosch merkt op dat we na de verwoestingen door de zomerstormen en overstromingen in 2024, met name in het Wolvendaelpark, moeten accepteren dat er in 2025 een nieuw record wordt gevestigd. Volgens het KMI waren de lente en zomer van dit jaar de droogste sinds 2021. Er viel slechts 184,4 mm regen tijdens deze periode, vergeleken met een normale waarde van 399,8 mm. De regenval werd daarom gehalveerd.

Je zou denken dat de ene zomer als de andere zou zijn. Maar dat zou een vergissing zijn, want deze fenomenen zijn slechts de verschillende facetten van

klimaatverstoring.

De verwoesting in 2024 was spectaculair. Regelmatige bezoekers van het Wolvendaelpark kunnen dit elke keer weer met eigen ogen zien. De gaten die zijn achtergelaten door de bomen die door de hevige wind zijn weggevaagd, zullen nog lange tijd het landschap tekenen met hun afwezigheid.

De gevolgen van de droge lente en zomer die we net hebben meegemaakt, zijn misschien minder zichtbaar.

Hoe kan de gemeente in het licht van de klimaatverandering de gezondheid van haar groene ruimtes, hun bomen en fauna die ze huisvesten, garanderen? Hoe kunnen we doorgaan met het bieden van recreatiegebieden voor het publiek en een schuilplaats voor de lokale fauna, met name pluimvee, in een tijd waarin hun leefgebieden worden bedreigd?

Het zou ook een goed idee zijn om Ukkelse gezinnen regelmatig te informeren over de beste manier om de natuur in hun tuin te behouden.

Schepen De Brouwer bevestigt dat we elk jaar records breken op het gebied van droogte, hitte en regenval.

De Groendienst constateerde geen hoger aantal dode bomen na de hete, droge lente en zomer van dit jaar. Dit is niet verwonderlijk, aangezien de effecten van dergelijke fenomenen op de langere termijn voelbaar zijn, in de vijf jaar die volgen. Maar we kunnen vermoeden dat deze episodes de dood zullen versnellen van vegetatie die al enigszins verzwakt is, en dat vegetatie die nog in goede gezondheid verkeert niet bestand zal zijn tegen de volgende zware klappen die zeker zullen komen.

Het college blijft nadenken over de algemene maatregelen die moeten worden toegepast om te anticiperen op de veranderingen als gevolg van de klimaatverandering. In dit verband houdt de Groendienst zich voortdurend op de hoogte van bepalingen die elders op dit gebied zijn aangenomen.

De afgelopen 6 jaar ging het planten van jonge bomen gepaard met de installatie van een bewateringskroon. Dit is een kleine structuur die het water zo lang mogelijk aan de voet van de boom houdt.

Momenteel worden er exemplaren met een kleinere omtrek geplant. Deze bomen hebben minder water nodig en kunnen daarom beter groeien in een stedelijke omgeving.

Er wordt ook prioriteit gegeven aan zogenaamde "toekomstige" soorten, die aangepast zijn aan de toekomstige klimaatveranderingen die wetenschappers voorspellen.

De geselecteerde soorten zijn meestal "inheemse" soorten, maar als de klimaatverandering versnelt, zullen er soorten uit het Middellandse Zeebekken geselecteerd moeten worden. In ieder geval begint men een bepaalde mix van soorten te gebruiken voor beplanting in de parken en wegen van de gemeente.

Daarnaast is er versnipperapparatuur geïnstalleerd aan de voet van bomen, struiken en lage beplantingen om snoeisels van heggen, dat niet langer als afval wordt beschouwd, terug te winnen en te recyclen. Dit systeem heeft ook het voordeel dat het de verdamping van water beperkt. Er is ook klimop geplant, wat goed is voor de biodiversiteit en het vasthouden van water, omdat het schaduw geeft.

Schepen De Brouwer noemde ook de maatregelen die zijn genomen op het gebied van waterbeheer, in het bijzonder de aanleg van een vochtige zone in het Brugmannpark dankzij de recuperatie van regenwater uit de Burgemeester Jean Herinckxlaan, en de installatie van nestkastjes in het Raspailpark en het administratieve centrum.

De h. Lambert-Limbosch bevestigt wat schepen De Brouwer zei over de noodzaak om ons voor te bereiden op klimaatverandering.

Hij wijst er met name op dat eikensoorten uit Zuid-Europa noordwaarts

trekken omdat hun natuurlijke zuidelijke omgeving te vijandig wordt.

Hij herhaalde zijn suggestie om het publiek over dit onderwerp te informeren. Dit is des te noodzakelijker omdat sommige van de meer bevoorrechte leden van de bevolking uitgestrekte tuinen hebben met grote bomen maar soms niet weten hoe ze onderhouden moeten worden.

Schepen De Brouwer antwoordt dat we het verbod op bestrijdingsmiddelen in privéruintes, dat op 1 augustus van kracht werd, zouden aangrijpen om informatie over dit onderwerp te geven.

Ze heeft Leefmilieu Brussel gevraagd om hierover communicatiemiddelen te ontwikkelen voor het grote publiek.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation 2025-09-11 - Les conséquences de la sécheresse 2025.docx

11.09.2025/A/0058

Question orale de Mme Mavinga : Sécurité durant les travaux aux arrêts de la gare Saint-Job.

Mme Mavinga souhaite attirer l'attention de l'assemblée sur un problème urgent de sécurité à l'arrêt de la gare de Saint-Job. En raison des travaux en cours, les passagers qui descendent du tram ou du bus sont obligés de marcher directement sur la chaussée, au milieu des voitures. La situation est particulièrement dangereuse aux heures de pointe, et encore plus en cette période de rentrée scolaire, alors que l'école Sint-Jozef se trouve à proximité immédiate. Mme Mavinga craint qu'un accident ne survienne si rien n'est fait rapidement.

Quelles mesures temporaires le Collège compte-t-il mettre en place rapidement pour sécuriser le cheminement des usagers, en particulier les jeunes et les personnes âgées pendant la durée des travaux ?

Des aménagements plus protecteurs sont-ils envisagés d'ici la fin du chantier, et ce d'autant plus que la nuit tombe de plus en plus tôt et que la visibilité des piétons est fortement réduite, ce qui accroît encore le risque d'accident ?

Mme Mavinga estime que la sécurité doit être garantie, même pendant les travaux.

M. l'Echevin Wyngaard répond que la situation a évolué depuis le moment où Mme Mavinga a introduit sa question orale.

À présent, le pavage est quasiment terminé. Mais il est arrivé auparavant que la circulation fût chaotique aux abords des écoles l'un ou l'autre matin, au point que les usagers étaient contraints de marcher sur la route durant quelques mètres.

Un signaleur avait été posté à cet endroit mais vu le flux de piétons, il était un peu débordé. Les zones concernées étaient cependant bien signalées la nuit.

Désormais, la descente vers la gare est accessible, confortable et les trottoirs ont été élargis. Le chemin temporaire en béton maigre qui s'achevait par un escalier est à présent fermé.

M. l'Echevin Wyngaard tient à saluer la bonne collaboration avec Infrabel dans le cadre de ce chantier d'envergure. L'entrepreneur Stadsbader a vraiment pris en compte les doléances des commerçants et des riverains. La concertation a également été excellente avec les deux établissements scolaires situés à proximité, l'école communale et l'école Sint-Jozef.

Les plantations seront effectuées dans le courant du mois d'octobre, la réouverture du tronçon de l'avenue Latérale entre le pont et la rue de l'Equateur est prévue pour le 13 octobre et l'inauguration aura lieu le 8 décembre en présence des autorités fédérales, régionales et des représentants des institutions publiques intéressées.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Mavinga : Veiligheid tijdens de werkzaamheden aan de haltes van het station Sint-Job.

Mevr. Mavinga wil de aandacht van de vergadering vestigen op een dringend veiligheidsprobleem aan de halte Sint-Job. Vanwege de werkzaamheden moeten passagiers die uit de tram of bus stappen direct op de rijbaan lopen, midden tussen de auto's door. De situatie is vooral gevaarlijk op piekmomenten, en nog meer bij het begin van het nieuwe schooljaar, wanneer de school Sint-Jozef in de onmiddellijke nabijheid ligt. Ze vreest dat er een ongeluk kan gebeuren als er niet snel iets wordt gedaan.

Welke tijdelijke maatregelen denkt het college snel te nemen om de gebruikers, met name jongeren en ouderen, tijdens de werken een veilige doorgang te garanderen?

Zijn er plannen voor meer beschermende maatregelen tussen nu en het einde van de werken, vooral omdat de nacht steeds vroeger valt en het zicht voor voetgangers veel minder wordt, waardoor het risico op ongelukken nog groter wordt?

Ze vindt dat de veiligheid gegarandeerd moet worden, ook tijdens de werken.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de situatie veranderd was sinds mevrouw Mavinga haar mondelinge vraag had ingediend.

De bestrating is nu bijna klaar. Het is echter wel voorgekomen dat het verkeer 's ochtends zo chaotisch was in de buurt van scholen, dat gebruikers een paar meter over de weg moesten lopen.

Daar was een seiner gestationeerd maar gezien de stroom voetgangers was hij een beetje overweldigd. De betrokken gebieden waren 's nachts echter goed aangegeven.

De afdaling naar het station is nu toegankelijk en comfortabel en de trottoirs zijn verbreed. Het tijdelijke pad in mager beton dat eindigde in een trap is nu gesloten.

Schepen Wyngaard wil hulde brengen aan de goede samenwerking met Infrabel voor dit grote project. Aannemer Stadsbader heeft echt rekening gehouden met de klachten van winkeliers en omwonenden. Er was ook uitstekend overleg met de twee nabijgelegen scholen, de gemeenteschool en de school Sint-Jozef.

De beplanting vindt plaats in oktober, het deel van de Zijlaan tussen de brug en de Evenaarstraat wordt heropend op 13 oktober en de inhuldiging vindt plaats op 8 december in aanwezigheid van de federale en gewestelijke autoriteiten en vertegenwoordigers van de betrokken overheidsinstellingen.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0059 **Question orale de M. Tojerow : Abattage massif des arbres par la commune d'Uccle.**

M. Tojerow rappelle que le Collège a évoqué récemment l'abattage d'une

centaine d'arbres pour justifier ses recours à l'encontre d'un permis d'urbanisme relatif à la construction de logements sociaux.

Il est effectivement important de veiller au maximum à la préservation des arbres à l'échelle de toute la commune, car un arbre à haute tige assure 50 m² d'ombre.

Selon une étude de l'Association des comités de quartier ucclois (ACQU), il est possible d'avoir une photographie plus large de la situation, de ses enjeux, et peut-être de l'action de la commune.

Selon cette étude, entre 2010 et 2022, l'administration uccloise s'est avérée une championne dans la délivrance d'autorisations pour abattre des arbres : durant ces 13 années, elle a approuvé l'abattage de 14.635 arbres à haute tige, soit 25 % des 62.268 arbres abattus au cours de la même période sur toute la région bruxelloise.

Selon l'ACQU, les abattages réalisés dans le cadre de l'exploitation de la Forêt de Soignes ont été retirés de ces chiffres.

On observe donc un rythme de 1000 arbres abattus par an avec l'autorisation de la commune d'Uccle, ce qui aboutit à la création d'une zone de chaleur de 78 hectares.

L'étude évoque en parallèle la replantation de 185 arbres sur la même période, alors que 14.635 ont été abattus.

Quel est le nombre d'arbres abattus avec l'autorisation ou l'avis favorable du Collège pour les années 2023, 2024 et l'année 2025 en cours ? Quelle est la proportion d'arbres abattus pour des projets de rénovation ou de construction immobilière privée ?

Dans le cas où le Collège ne disposerait pas de ces chiffres, ne serait-il pas nécessaire de mettre en place des indicateurs du nombre d'arbres et de leur suivi ?

Mme l'Echevine De Brouwer précise que l'étude évoquée par M. Tojerow n'a pas été réalisée par l'ACQU mais par un collectif de riverains animé par une dame anderlechtoise.

Celle-ci s'est basée sur les titres des permis disponibles sur la plateforme d'Urban Brussels pour procéder à ces comptages et en tirer des conclusions, tout étant consciente des limites de sa méthode, qui n'est aucunement blâmable, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un engagement citoyen bénévole. Mme l'Echevine De Brouwer souligne d'ailleurs l'intérêt des échanges avec cette personne, qu'elle a eu l'occasion de rencontrer.

L'étonnement ressenti par l'échevinat face à l'écart entre les abattages et les replantations, tel qu'il apparaissait dans les résultats de l'étude « Help for trees » publiés dans la presse, a incité l'échevinat à procéder à des vérifications en interne.

Les demandes d'abattage sont traitées par le service vert quand celles-ci concernent exclusivement l'abattage d'un arbre. Lorsque le dossier s'avère plus complexe, les demandes sont traitées par le service de l'Urbanisme.

Uccle se situe en tête du classement pour les abattages parce qu'elle est la deuxième plus grande commune bruxelloise pour ce qui concerne l'étendue géographique (derrière Bruxelles-Ville) et le taux de végétalisation (derrière Watermael-Boitsfort). Le taux de végétalisation s'élève en effet à 86 % pour Watermael-Boitsfort, 75 % pour Uccle et 40 % pour la Ville de Bruxelles.

Ces deux facteurs croisés, la taille de la commune et sa couverture végétale, expliquent le nombre d'abattages constaté à Uccle, et il ne faut pas perdre de vue à cet égard que les arbres ont aussi leur propre cycle de vie.

Mme l'Echevine De Brouwer confirme que l'étude ne reprend pas les chiffres de la Forêt de Soignes, qui fait l'objet d'un plan de gestion encadré par Bruxelles-Environnement.

Pour ces diverses raisons, le nombre de replantations a été sous-estimé par le collectif.

Mme l'Echevine De Brouwer souligne aussi qu'outre les arbres plantés par la commune, il y a aussi des arbres plantés spontanément par des riverains, et ceux-ci ne sont pas repris dans des permis. Il y a également des arbres qui poussent naturellement.

Par rapport aux 3.745 abattages autorisés entre 2015 et 2022, il y a eu 4.599 replantations. On observe donc à Uccle un nombre de replantations supérieur à celui des abattages.

La règle que l'on s'efforce d'appliquer repose sur l'idée que pour tout arbre abattu, il faut un arbre replanté.

Lorsque le jardin s'avère trop exigü, on impose une replantation d'arbustes, et ce choix est d'autant plus judicieux qu'il faut diversifier les strates et les types de végétation pour avoir un environnement intéressant pour la biodiversité.

Lorsque les jardins sont plus spacieux, on n'hésite pas à demander que le nombre d'arbres replantés soit supérieur à celui des arbres abattus.

Par ailleurs, l'accompagnement des Ucclois à l'occasion de la délivrance des autorisations d'abattage ou d'élitage a été amélioré.

De plus, le service de l'Urbanisme a affiné au fil du temps le tableau créé en janvier 2023 à l'initiative de M. l'Echevin Biermann pour introduire l'ensemble des données relatives aux arbres (densification, imperméabilisation, etc.).

Sur base des permis, le nombre d'arbres plantés est passé de 503 en 2023 à 628 en 2024 et 182 en 2025, et le nombre d'arbres abattus est passé respectivement de 410 à 381 et 176 au cours des mêmes années.

Cela signifie donc que chaque année, il y a davantage de replantations que d'abattages et que le nombre d'abattages est en baisse.

Tout en comprenant qu'on considère encore excessif le nombre d'abattages effectués, Mme l'Echevine De Brouwer insiste sur le fait que les mentalités évoluent dans le sens d'un plus grand respect envers les arbres.

Elle se félicite aussi de l'excellente collaboration entre le service vert et les services de l'échevinat de l'Urbanisme.

M. Tojerow revient sur une interview de Mme l'Echevine De Brouwer à La Dernière Heure en janvier 2024, où celle-ci disait qu'Uccle avait la chance d'être une commune très verte et très étendue mais la malchance d'avoir des zones constructibles constituées d'espaces naturels comprenant des arbres.

Cette situation est-elle la cause de l'autorisation d'abattages d'arbres dans le cadre de projets de construction ?

Les proportions d'arbres abattus et replantés citées par Mme l'Echevine De Brouwer comprennent-elles les arbres abattus avec l'autorisation de la commune dans le cadre des permis d'urbanisme introduits ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond qu'il s'agit de tous les arbres à Uccle.

Par ailleurs, elle reconnaît qu'au cours des années antérieures, des projets de densification ont détérioré l'environnement. C'est notamment le cas du plateau Engeland où, suite à une modification du PRAS, les zones sont devenues constructibles.

Mais le Collège est bien convaincu du fait qu'il ne faut pas appliquer ces recettes du passé. C'est pourquoi il n'hésite pas désormais à bloquer des projets privés pour s'opposer à l'abattage d'arbres.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Grootschalige kap van bomen door de gemeente Ukkel.

De h. Tojerow herinnert zich dat het college onlangs de kap van ongeveer honderd bomen aanhaalde om zijn beroep tegen bouwvergunningen voor de bouw van sociale woningen te rechtvaardigen.

Het is inderdaad belangrijk om ervoor te zorgen dat bomen in de hele gemeente zoveel mogelijk behouden blijven, want een hoge boom zorgt voor 50 m² schaduw.

Volgens een studie van de Association des comités de quartier ucclois (ACQU) is het mogelijk om een breder beeld te krijgen van de situatie, de problemen die spelen en misschien de actie die de gemeente onderneemt.

Volgens de studie is het Ukkelse bestuur tussen 2010 en 2022 kampioen geweest in het afleveren van kapvergunningen: in die 13 jaar heeft ze de kap goedgekeurd van 14.635 hoogstammige bomen, of 25% van de 62.268 bomen die in diezelfde periode in het hele Brusselse Gewest werden gekapt.

Volgens ACQU zijn de kapactiviteiten in het Zoniënwoud uit deze cijfers verwijderd.

Als gevolg hiervan worden er elk jaar 1.000 bomen gekapt met toestemming van de gemeente Ukkel, waardoor er een hittezone van 78 hectare ontstaat.

Het onderzoek vermeldt ook het heraanplanting van 185 bomen in dezelfde periode, terwijl er 14.635 werden gekapt.

Wat is het aantal bomen dat gekapt is met toestemming of gunstig advies van het college voor de jaren 2023, 2024 en het huidige jaar 2025? Welk deel van de bomen wordt gekapt voor renovatie of particuliere bouwprojecten?

Als het college niet over deze cijfers beschikt, is het dan niet nodig om indicatoren voor het aantal bomen en de monitoring daarvan in te voeren?

Schepen De Brouwer wijst erop dat het onderzoek waarnaar de h. Tojerow verwees niet was uitgevoerd door ACQU, maar door een groep buurtbewoners onder leiding van een mevrouw uit Anderlecht.

Ze gebruikte de vergunningen die beschikbaar zijn op het platform Urban Brussels om deze tellingen uit te voeren en conclusies te trekken, terwijl ze zich bewust was van de beperkingen van haar methode, wat op geen enkele manier verwijtbaar is, vooral omdat dit een actie is van een vrijwillige burger. Schepen De Brouwer benadrukt ook de waarde van gesprekken met deze persoon, die ze heeft kunnen ontmoeten.

De verbazing van de schepen over de discrepantie tussen kap en heraanplanting, zoals blijkt uit de resultaten van het onderzoek "Help for trees" dat in de pers is gepubliceerd, was voor de schepen aanleiding om interne controles uit te voeren.

Kapaanvragen worden behandeld door de Groendienst als ze uitsluitend betrekking hebben op het kappen van een boom. Als de aanvraag complexer is, wordt deze behandeld door de dienst Stedenbouw.

Ukkel staat bovenaan de lijst voor bomenkap omdat het de op één na grootste gemeente van Brussel is in termen van geografische oppervlakte (na Brussel-Stad) en vegetatiebedekking (na Watermaal-Bosvoorde). De vergroeningsgraad bedraagt 86% voor Watermaal-Bosvoorde, 75% voor Ukkel en 40% voor Brussel-Stad.

De combinatie van deze twee factoren, de grootte van de gemeente en het plantendek, verklaart het aantal gekapte bomen in Ukkel, en we mogen niet vergeten dat bomen ook hun eigen levenscyclus hebben.

Schepen De Brouwer bevestigt dat de studie geen cijfers bevat voor het Zoniënwoud, dat onder een beheerplan valt dat onder toezicht staat van Leefmilieu Brussel.

Om deze verschillende redenen werd het aantal herplantingen onderschat door het collectief.

Schepen De Brouwer wijst er ook op dat er naast de bomen die door de

gemeente zijn geplant, ook bomen zijn die spontaan door buurtbewoners zijn geplant, en dat deze niet in de vergunningen zijn opgenomen. Er zijn ook bomen die op natuurlijke wijze groeien.

Vergeleken met de 3.745 ruiming en die tussen 2015 en 2022 zijn toegestaan, zijn er 4.599 herplantingen geweest. Het aantal herplantingen in Ukkel is dus hoger dan het aantal gekapte bomen.

De regel die we proberen toe te passen, is gebaseerd op het idee dat voor elke boom die gekapt wordt, er een boom herplant moet worden.

Als de tuin te klein is, moeten struiken opnieuw worden geplant, en deze keuze is des te verstandiger gezien de noodzaak om de lagen en soorten vegetatie te diversifiëren om een omgeving te creëren die aantrekkelijk is voor de biodiversiteit.

Als tuinen groter zijn, aarzelen we niet om te vragen om meer bomen heraan te planten dan te kappen.

Daarnaast is de ondersteuning aan Ukkelaars bij het afgeven van kap- of snoeivergunningen verbeterd.

Bovendien heeft de dienst Stedenbouw de tabel die in januari 2023 op initiatief van schepen Biermann werd gemaakt, in de loop der tijd verfijnd om alle gegevens met betrekking tot bomen (verdichting, waterdichtheid ...) op te nemen.

Op basis van de vergunningen steeg het aantal geplante bomen van 503 in 2023 naar 628 in 2024 en 182 in 2025, terwijl het aantal gekapte bomen daalde van 410 naar respectievelijk 381 en 176 in dezelfde jaren.

Dit betekent dat er elk jaar meer bomen worden verplant dan gekapt en dat het aantal gekapte bomen afneemt.

Hoewel ze begrijpt dat het aantal gekapte bomen nog steeds als buitensporig wordt beschouwd, benadrukt schepen De Brouwer dat de houding verandert in de richting van meer respect voor bomen.

Ze is ook blij met de uitstekende samenwerking tussen de Groendienst en de dienst Stedenbouw.

De h. Tojerow verwees naar een interview met schepen De Brouwer in La Dernière Heure van januari 2024, waarin ze zei dat Ukkel het geluk had om een zeer groene en uitgestrekte gemeente te zijn, maar het ongeluk om bouwzones te hebben die bestaan uit natuurgebieden met bomen.

Is dit de reden waarom bomen worden gekapt als onderdeel van bouwprojecten?

Omvatten de door schepen De Brouwer genoemde percentages gekapte en herplante bomen ook bomen die met toestemming van de gemeente zijn gekapt in het kader van de verleende bouwvergunningen?

Schepen De Brouwer antwoordt dat het om alle bomen in Ukkel ging.

Tegelijkertijd wordt erkend dat verdichtingsprojecten in voorgaande jaren schade hebben toegebracht aan het milieu. Dit geldt met name voor het Engelandplateau, waar de gebieden na een wijziging van het GBP bebouwbaar zijn geworden.

Maar het college is ervan overtuigd dat we niet dezelfde oude recepten moeten toepassen. Daarom aarzelt ze nu niet om particuliere projecten te blokkeren om het kappen van bomen tegen te gaan.

De Raad neemt kennis.

Question orale de M. Meeus : Mobilité partagée – situation des trottinettes et vélos.

M. Meeus signale que certaines communes bénéficient d'un maillage clair de mobilité partagée alors que la Région tente d'encadrer la présence des trottinettes et vélos en flotte libre sur l'ensemble du territoire bruxellois. À Uccle, en revanche, la plupart de ces services sont inexistants ou très limités. Concrètement, les habitants doivent se tourner vers d'autres services ou d'autres communes pour accéder à ces solutions, ce qui crée une inégalité d'accès et ne contribue pas à équilibrer l'usage des différents modes de transport. Or, dans un contexte ucclois où la STIB et la SNCB peinent à offrir des solutions rapides dans certains quartiers, ces services constituent un complément utile à la mobilité durable.

Pourquoi Uccle semble à l'écart de ces déploiements régionaux ? Quels contacts le Collège a-t-il établis avec les opérateurs afin de favoriser l'arrivée d'une offre de mobilité partagée sur le territoire communal ?

M. l'Echevin Biermann répond que le territoire ucclois compte une trentaine de dropzones, situées exclusivement sur des voiries régionales dont la gestion incombe à Bruxelles-Mobilité.

Jusqu'à présent, le Collège n'a pas autorisé la création de dropzones sur des voiries communales car il n'a aucune garantie quant à une gestion responsable de ces dropzones de la part des opérateurs.

Chaque semaine, l'administration communale a des échanges de mails avec les responsables de La Roseraie, dont l'entrée est constamment encombrée par des trottinettes électriques partagées.

Ces véhicules encombrant aussi les trottoirs de la chaussée d'Alseberg, ainsi que les stationnements pour personnes handicapées dans le bas de cette artère. Une personne âgée a buté récemment sur des trottinettes couchées sur le trottoir devant la papeterie Club de la chaussée d'Alseberg.

Le service de la Mobilité suit avec attention la politique menée en ce domaine par les autres communes qui ont établi des dropzones. La commune d'Uccle participe d'ailleurs au groupe de travail thématique sur ce sujet afin de voir comment évolue l'action des opérateurs.

Le Collège ne consentirait au déploiement de dropzones sur le territoire communal que moyennant l'effectivité d'un contrôle du stationnement de la part des opérateurs.

Les opérateurs sont en effet en mesure de situer où se trouvent les trottinettes puisque celles-ci sont dotées d'une puce GPS, et les utilisateurs sont eux-mêmes localisables grâce à une application sur leur smartphone. Le croisement de ces deux données permettrait de décider qu'il n'est pas possible de mettre fin à la location tant que l'utilisateur ne se trouve pas dans une zone autorisée pour l'arrêt.

Le Collège maintiendra ses réticences, tant que des garanties ne sont pas assurées par un tel système, dont la mise en œuvre ne serait d'ailleurs pas difficile.

M. l'Echevin Biermann signale aussi que l'instauration de dropzones contribuerait, tout comme les 90 véhicules Cambio et les 480 points de recharge électrique, à la disparition de places de stationnement, dont le nombre total s'élève actuellement à 21.000. Il convient donc de trouver un certain équilibre entre les différents types de mobilité.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeus : Gedeelde mobiliteit – situatie van steps en fietsen.

De h. Meeus wijst erop dat sommige gemeentes een duidelijk netwerk voor gedeelde mobiliteit hebben, terwijl het Gewest de aanwezigheid van steps en free floating fietsen in heel Brussel probeert te reguleren. In Ukkel daarentegen zijn de meeste van deze diensten onbestaand of zeer beperkt. In de praktijk moeten inwoners zich tot andere diensten of andere gemeentes wenden om toegang te krijgen tot deze oplossingen, wat leidt tot ongelijke toegang en niet helpt om het gebruik van verschillende vervoerswijzen in evenwicht te brengen. In een context waarin de MIVB en de NMBS het moeilijk hebben om snelle oplossingen aan te bieden in bepaalde wijken, vormen deze diensten een nuttige aanvulling op duurzame mobiliteit.

Waarom lijkt Ukkel buiten deze gewestelijke uitrol te vallen? Welke contacten heeft het college gelegd met exploitanten om de komst van gedeelde mobiliteitsdiensten in de gemeente aan te moedigen?

Schepen Biermann antwoordt dat het grondgebied van Ukkel een drietal dropzones omvat, die uitsluitend gesitueerd zijn op gewestwegen waarvan het beheer niet in Brussel Mobiliteit ligt.

Tot nu toe heeft het college geen toestemming gegeven voor de aanleg van dropzones op gemeentewegen omdat het geen garantie heeft dat exploitanten deze dropzones op verantwoorde wijze zullen beheren.

Elke week wisselt het gemeentebestuur e-mails uit met de beheerders van La Roseraie, waarvan de ingang constant versperd is met elektrische deelsteps.

Deze voertuigen versperren ook de trottoirs van de Alsebergsesteenweg en de gehandicaptenparkeerplaatsen onderaan deze weg. Een senior botste onlangs op steps die op het trottoir lagen voor de kantoorboekhandel Club op de Alsebergsesteenweg.

De dienst Mobiliteit volgt van nabij het beleid dat op dit vlak wordt gevoerd door andere gemeentes die dropzones hebben ingericht. De gemeente Ukkel neemt ook deel aan de thematische werkgroep over dit onderwerp om te zien hoe de acties van de exploitanten evolueren.

Het college zou alleen instemmen met de inzet van dropzones in de gemeente als de exploitanten het parkeren effectief kunnen controleren.

Exploitanten kunnen de locatie van steps bepalen omdat ze zijn uitgerust met een GPS-chip en gebruikers kunnen zichzelf lokaliseren met behulp van een applicatie op hun smartphone. Door deze twee gegevensverzamelingen met elkaar te vergelijken kan worden besloten dat de huur pas kan worden beëindigd als de gebruiker zich in een zone bevindt waar hij mag stoppen.

Het college zal terughoudend blijven totdat er garanties worden geboden door een dergelijk systeem, dat niet moeilijk te implementeren zou zijn.

Schepen Biermann wijst er ook op dat de invoering van dropzones, samen met de 90 Cambio-voertuigen en 480 elektrische oplaadpunten, zou bijdragen aan het verdwijnen van parkeerplaatsen, momenteel in totaal 21.000. Er moet dus een evenwicht worden gevonden tussen de verschillende soorten mobiliteit.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0061

Question orale de M. Meeus : Stationnement en lien avec l'expérience des parkings d'Uccle-Centre.

M. Meeus rappelle que durant les travaux de rénovation du parking du Doyenné, la commune a remplacé le quart d'heure gratuit par une heure gratuite de

stationnement. Cette mesure temporaire a été perçue positivement par les habitants et commerçants, qui y ont vu un signal clair de soutien à la vie économique locale et une réponse aux difficultés de stationnement dans le centre. L'expérience montre qu'une heure gratuite permet une réelle rotation des véhicules tout en attirant une clientèle dans les commerces.

Alors que l'ouverture complète du parking est prévue pour novembre, ne serait-il pas pertinent de tirer un bilan de cette mesure et d'envisager son maintien, son extension à d'autres parkings stratégiques d'Uccle, afin de soutenir durablement le commerce de proximité ? Quelle est la position du Collège en ce domaine ?

Mme la Première Echevine précise que l'octroi d'une heure de parking gratuit est une mesure exceptionnelle visant à répondre à des situations exceptionnelles.

Il s'agissait ici en l'occurrence de prendre en compte l'impact sur le quartier d'Uccle-Centre des travaux entrepris au parking du Doyenné.

Le Collège avait pris une décision analogue pour le quartier Saint-Job dans le contexte des travaux du pont Carsoel, et il en a été de même pour divers lieux dans le cadre des fêtes de fin d'année.

Il convient néanmoins de respecter l'ordonnance bruxelloise en la matière, qui restreint la gratuité à une durée maximale de 15 minutes, susceptible néanmoins d'être étendue en vertu du caractère exceptionnel des opérations considérées.

Mais cette tolérance n'est pas extensible à l'infini : le gouvernement régional a notamment contesté la décision prise par la commune de Schaerbeek d'octroyer deux heures de gratuité à certains moments de la semaine.

Dans sa Déclaration de politique communale, la majorité a clairement indiqué qu'elle était favorable à une augmentation du temps de gratuité tout en souhaitant le maintien d'une capacité de rotation, ces deux objectifs devant évidemment être poursuivis en fonction de l'évolution de la législation régionale en la matière.

M. Meeus suppose que Mme la Première Echevine ne dispose pas de données chiffrées ou de résultats d'études qui auraient été réalisées sur ce sujet, vu que l'exception se fonde exclusivement sur le caractère exceptionnel de l'opération considérée.

Mme la Première Echevine confirme les propos de M. Meeus.

M. Meeus demande si l'échevinat a réalisé une étude sur le manque à gagner induit par l'extension de la gratuité.

Mme la Première Echevine répond que l'échevinat procède toujours à des évaluations.

La sémantique ayant son importance, elle préfère toutefois parler de réduction des recettes plutôt que de « manque à gagner ».

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Parkeren in verband met de ervaringen met de parkeergarages van Ukkel-Centrum.

De h. Meeus herinnert ons eraan dat de gemeente tijdens de renovatie van de parking Dekenij het gratis kwartier heeft vervangen door een gratis uur parkeren. Deze tijdelijke maatregel werd positief ontvangen door bewoners en winkeliers, die het zagen als een duidelijk signaal van steun voor het lokale economische leven en een antwoord op de parkeerproblemen in het centrum. De ervaring leert dat een uur gratis

parkeren leidt tot een echte rotatie van voertuigen en klanten naar de winkels trekt.

Zou het geen goed idee zijn om, nu de parking in november helemaal open gaat, de balans op te maken van deze maatregel en te overwegen om hem te handhaven of uit te breiden naar andere strategische parkings in Ukkel, zodat lokale bedrijven op de lange termijn worden ondersteund? Wat is het standpunt van het college op dit gebied?

De eerste schepen preciseert dat de toekenning van één uur gratis parkeren een uitzonderlijke maatregel is om te reageren op uitzonderlijke situaties.

In dit geval was het de bedoeling om rekening te houden met de impact van de werken aan de parking Dekenij op de wijk Ukkel-Centrum.

Het college nam een gelijkaardige beslissing voor de wijk Sint-Job in het kader van de werken aan de Carsoelbrug en deed hetzelfde voor verschillende locaties tijdens de feestdagen.

Het is echter belangrijk om te voldoen aan de relevante Brusselse verordening, die gratis parkeren beperkt tot max. 15 minuten, hoewel dit kan worden verlengd als de operaties in kwestie van uitzonderlijke aard zijn.

Maar deze tolerantie kan niet onbeperkt worden verlengd: de gewestregering heeft met name de beslissing van de gemeente Schaarbeek aangevochten om twee uur gratis parkeren toe te staan op bepaalde tijdstippen van de week.

In haar gemeentelijke beleidsverklaring gaf de meerderheid duidelijk aan voorstander te zijn van het verhogen van de hoeveelheid gratis parkeren met behoud van de rotatiecapaciteit, waarbij deze twee doelstellingen uiteraard nagestreefd moeten worden in het licht van de ontwikkelingen in de gewestelijke wetgeving op dit gebied.

De h. Meeus gaat ervan uit dat de eerste schepen niet beschikt over cijfers of resultaten van studies die over dit onderwerp zijn uitgevoerd, aangezien de uitzondering uitsluitend is gebaseerd op het uitzonderlijke karakter van de operatie in kwestie.

De eerste schepen bevestigt wat de h. Meeus zei.

De h. Meeus vraagt of de gemeente een onderzoek heeft gedaan naar de inkomstenderving als gevolg van de uitbreiding van het gratis parkeren.

De eerste schepen antwoordt dat de gemeente altijd evaluaties uitvoert.

Maar omdat semantiek belangrijk is, heeft ze het liever over minder ontvangsten dan over "minder winst".

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0062 **Question orale de M. Meeus : Fusion des zones de police et l'impact à Uccle.**

M. Meeus rappelle que le débat sur la fusion des six zones de police bruxelloises a marqué l'actualité au début de l'année, notamment depuis la formation du gouvernement fédéral. Au Conseil communal, la majorité a choisi de s'abstenir lors du vote de la motion déposée par l'opposition, tandis que les bourgmestres de la région bruxelloise formulaient des amendements pour infléchir le projet tel qu'il avait été présenté.

Aujourd'hui, la réflexion se poursuit, avec un enjeu majeur : concilier

l'efficacité de la police à l'échelle régionale avec le maintien d'une proximité et d'un ancrage local, indispensables à la confiance des citoyens. A ce titre, on a pu lire le communiqué critique de Brulocalis, qui rassemble l'ensemble des bourgmestres bruxellois, dont celui d'Uccle.

Dans ce contexte, quelle est la position actuelle du Collège ? Est-il favorable à la fusion sous conditions, ou bien défend-il une alternative au modèle proposé ? Comment la commune compte-t-elle assurer la défense de ses habitants et la spécificité de sa zone dans les discussions en cours ?

M. le Bourgmestre aurait aimé pouvoir dire qu'il est entièrement satisfait et rassuré, mais ce n'est pas le cas. Un gros travail est actuellement mené par la Conférence des Bourgmestres avec le soutien de Brulocalis et des chefs de corps. A titre personnel, M. le Bourgmestre reste dubitatif.

Suite à l'avant-projet de loi, Brulocalis a réalisé une étude listant les questionnements et les problèmes observés, en mettant notamment à l'avant-plan la problématique du financement.

A l'heure actuelle, rien ne garantit qu'Uccle ne subira pas un nivellement par le bas et une réduction de ses effectifs, et c'est extrêmement préoccupant. De plus, le Collège, qui sera constitué des 19 Bourgmestres, serait amené à voter son propre budget, ce qui pose des questions en termes de contrôle.

M. le Bourgmestre a également fait part de ses préoccupations lors de la dernière séance du Conseil de Police.

M. Meeus remercie M. le Bourgmestre pour sa vigilance et son suivi du dossier.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Fusie van de politiezones en de gevolgen voor Ukkel.

De h. Meeus herinnert eraan dat het debat over de fusie van de zes Brusselse politiezones sinds begin dit jaar in het nieuws is, vooral sinds de vorming van de federale regering. In de gemeenteraad koos de meerderheid ervoor om zich te onthouden over de motie die was ingediend door de oppositie, terwijl de burgemeesters van het Brusselse gewest amendementen formuleerden om het project te wijzigen zoals het was ingediend.

Vandaag gaat het debat verder, met een grote uitdaging: de doeltreffendheid van de politie op gewestelijke schaal verzoenen met het behoud van de lokale aanwezigheid en verankering die essentieel zijn voor het vertrouwen van het publiek. Er is een kritisch persbericht verschenen van Brulocalis, dat alle burgemeesters van Brussel verenigt, waaronder die van Ukkel.

Wat is het huidige standpunt van het college in deze context? Is hij voorstander van de fusie onder voorwaarden, of verdedigt hij een alternatief voor het voorgestelde model? Hoe denkt de gemeente haar inwoners en het specifieke karakter van haar gebied te verdedigen in de huidige discussies?

De burgemeester had graag willen zeggen dat hij volledig tevreden en gerustgesteld is, maar dat is niet het geval. Er wordt momenteel veel werk verricht door de conferentie van burgemeesters met de steun van Brulocalis en de korpschefs. Persoonlijk blijft de burgemeester sceptisch.

Naar aanleiding van het wetsontwerp heeft Brulocalis een studie uitgevoerd waarin de geconstateerde kwesties en problemen worden opgesomd, met speciale aandacht voor het financieringsprobleem.

Op dit moment is er geen garantie dat Ukkel niet zal lijden onder een neerwaartse spiraal en een inkrimping van het personeelsbestand, en dat is uiterst zorgwekkend. Bovendien moet het college, dat zal bestaan uit 19 burgemeesters, zijn eigen begroting goedkeuren, wat vragen oproept over de controle.

De burgemeester heeft ook zijn bezorgdheid geuit tijdens de laatste vergadering van de politieraad.

De h. Meeus bedankt de burgemeester voor zijn waakzaamheid en de opvolging van het dossier.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0063 **Question orale de M. Mercenier - Exposition permanente Roi Baudouin.**

M. Mercenier signale qu'au cœur de l'été, on a pu voir apparaître sur les réseaux sociaux de la commune d'Uccle l'annonce d'une « Exposition permanente en mémoire de Sa Majesté le Roi Baudouin ».

Selon l'annonce, l'exposition est fondée sur l'exposition photographique « en hommage à ce grand souverain (...) que la commune avait organisée en 2023 ». Et le texte se poursuit de la façon suivante : « aujourd'hui, ce devoir de mémoire se prolonge : une sélection de clichés qui retracent son règne est désormais visible de manière permanente à la Maison communale d'Uccle ».

M. Mercenier tient à adresser un conseil gratuit au Collège à propos de cette « exposition permanente » : quand l'ouverture d'une exposition est annoncée au public, le Collège devrait s'assurer que le personnel communal chargé d'en assurer l'accès en soit informé avant. En effet, un conseiller communal curieux s'est rendu dans les heures affichées pour visiter l'exposition et s'est d'abord entendu dire qu'il n'y avait pas d'exposition pour le moment. En insistant, il a découvert ces quelques photos.

Pour ce qui concerne la volonté de faire vivre « un devoir de mémoire », le groupe socialiste suggère que l'exposition gagnerait en intérêt historique si elle était accompagnée d'une mise en contexte et si elle évoque tant les moments joyeux et insoucians du règne de Baudouin que les périodes plus difficiles, comme l'indépendance du Congo, et aussi les décisions plus contestées, comme son refus de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement. L'évocation du règne du Chef de l'Etat serait alors un vrai plus pour les visiteurs, en ce compris les plus jeunes auprès desquels on veut faire vivre son souvenir.

Le Collège peut-il s'engager à solliciter l'intervention d'un professionnel qui adjoindrait à l'exposition permanente une information sur le contexte historique de l'ensemble du règne du Roi Baudouin, tant pour le pire que pour le meilleur ?

M. le Bourgmestre prend bonne note des remarques judicieuses de M. Mercenier quant à la nécessité d'évoquer de façon explicite le contexte historique du règne du souverain défunt.

Il veillera également à assurer la fluidité de la circulation des informations au sein de l'administration communale.

M. Mercenier demande si cette exposition pourra avoir lieu d'ici 3 à 4 mois.

M. le Bourgmestre ne veut pas s'enfermer dans un calendrier mais souhaite que la préparation ne tarde pas trop.

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : Permanente tentoonstelling Koning Boudewijn.

De h. Mercenier wijst erop dat in het midden van de zomer de aankondiging van een Permanente tentoonstelling ter nagedachtenis van Zijne Majesteit Koning Boudewijn verscheen op de sociale netwerken van Ukkel.

Volgens de aankondiging is de tentoonstelling gebaseerd op de fototentoonstelling als eerbetoon aan deze grote vorst (...) die de gemeente in 2023 organiseerde. En de tekst gaat verder met de melding dat die herinneringsplicht werd uitgebreid: een selectie foto's van zijn regeerperiode wordt nu permanent tentoongesteld in het gemeentehuis van Ukkel.

De h. Mercenier heeft een gratis advies voor het college met betrekking tot deze "permanente tentoonstelling": wanneer de opening van een tentoonstelling wordt aangekondigd voor het publiek, moet het college ervoor zorgen dat het gemeentepersoneel dat verantwoordelijk is voor de toegang vooraf wordt geïnformeerd. Een nieuwsgierig gemeenteraadslid bezocht de tentoonstelling tijdens de aangegeven uren en kreeg aanvankelijk te horen dat er op dat moment geen tentoonstelling was. Bij nader inzien ontdekte hij deze foto's.

Met betrekking tot de wens om "een herinneringsplicht" tot leven te brengen, suggereert de socialistische fractie dat de tentoonstelling aan historisch belang zou winnen als ze gepaard zou gaan met een contextualisering en als ze zowel de vreugdevolle en zorgeloze momenten van Boudewijns bewind zou oproepen als de moeilijkere periodes, zoals de onafhankelijkheid van Congo, en ook de meer controversiële beslissingen, zoals zijn weigering om de wet op de gedeeltelijke decriminalisering van abortus te ondertekenen. Het oproepen van de regeerperiode van het staatshoofd zou dan een echt pluspunt zijn voor bezoekers, waaronder de jongsten, aan wie we zijn herinnering levend willen houden.

Kan het college zich engageren om een professional de opdracht te geven om aan de permanente tentoonstelling informatie toe te voegen over de historische context van de hele regeerperiode van Koning Boudewijn, in voor- en tegenspoed?

De burgemeester neemt goede nota van de verstandige opmerkingen van de h. Mercenier over de noodzaak om de historische context van de regering van de overleden vorst expliciet te vermelden.

Het zal ook zorgen voor een vlotte informatiestroom binnen het gemeentebestuur.

De h. Mercenier vraagt of deze tentoonstelling over 3 tot 4 maanden kan worden gehouden.

De burgemeester wil geen planning vastleggen maar wil wel dat de voorbereidingen zo snel mogelijk beginnen.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0064 **Question orale de Mme Sirtaine : Sécurisation des aires de jeux.**

Mme Sirtaine rappelle que le PS insiste sur l'importance d'un accès à des plaines de jeux sécurisées garanti pour tous les Ucclois dans leur quartier.

Pour le PS, les plaines de jeux constituent un espace fondamental pour les familles et leurs enfants, surtout lorsqu'elles n'ont pas de jardin privatif. Le groupe socialiste soutiendra par ailleurs tout projet potentiel de la majorité allant dans le sens de la création de nouveaux espaces de jeux dans la commune.

Depuis le mois de mars 2025, la plaine de jeux du Chat est en situation d'inaccessibilité partielle. Le message d'information placardé par la commune précisait que « cette aire est temporairement fermée car elle ne répond plus aux normes de sécurité » et qu'il existe « un projet d'études au sein du service vert de la commune » pour y remédier.

La sécurisation des lieux est certes primordiale mais on peut déplorer que l'aire de jeux ne soit pas accessible depuis le printemps dernier et il y a lieu de se demander quelle gestion a été menée depuis lors. Nous arrivons à présent à la fin de l'été ; il est vraiment dommage que cet espace n'ait pu être accessible pendant les beaux jours.

Pour ce qui concerne la plaine de jeux du Wolvendael, la sécurisation des lieux, en cours depuis août 2024, a pris du temps, au désespoir des usagers du parc.

Mme Sirtaine rappelle que le 20 mars 2025, elle posait déjà une question orale sur la sécurisation du parc, et notamment de son aire de jeux.

Depuis lors, l'eau a coulé sous les ponts et l'aire de jeux a été finalement rouverte au public.

Mais aujourd'hui, vu qu'un nouveau problème se pose, les Ucclois se retrouvent à nouveau face à une aire de jeux partiellement inaccessible et apparemment non sécurisée.

Cette fois-ci, un toboggan, à l'origine de la fracture du pied d'une fillette mi-juillet, aurait occasionné le 26 août (seulement ?) la fermeture de l'aire de jeux jusqu'à nouvel ordre, le temps de renforcer les installations, déclarées conformes aux normes de sécurité, pour éviter un nouvel accident vu les risques détectés.

Quelles mesures de sécurisation ont-elles été prises par la commune (sur base des études du service vert ou non), et selon quel timing, pour rendre les aires de jeux concernées totalement accessibles et sûres par rapport aux « risques détectés » ?

La commune a-t-elle l'intention de créer de nouvelles plaines de jeux et, dans l'affirmative, dans quels quartiers ? Des zones dédiées aux adolescents (telles que des skate-parks, etc.) y seraient-elles incluses ? Le groupe socialiste soutiendrait a priori toute mesure prise à cet égard.

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le contrôle des aires de jeux opéré par le service vert a été professionnalisé.

Depuis le début du mois de mars, ce travail est effectué par un agent à temps plein.

Par ailleurs, on a pris la décision de confier à une firme externe la réalisation d'un contrôle annuel.

Ces procédures de contrôle ont permis de constater que dans plusieurs aires de jeux, certains dispositifs n'étaient plus conformes et ne pouvaient donc plus être utilisés par les enfants parce qu'ils ne répondaient plus aux normes de sécurité.

Confronté à plusieurs jeux qui devaient soit être remplacés soit être réparés, le service vert a dû prioriser ses interventions en privilégiant d'abord ce qui était réparable en interne et en abordant ensuite ce qui est censé être réparé ou remplacé par l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle le jeu installé au jardin du Chat est resté inaccessible aussi longtemps, et la situation du parc Montjoie est assez similaire.

Mme l'Echevine De Brouwer présentera les plans de réaménagement des aires de jeux lors de la prochaine séance du Collège car elle a pour objectif de désigner une entreprise cette année, de manière à ce que les travaux puissent être entamés au début de l'année prochaine en vue de garantir un accès aux jeux pour les enfants au

printemps ou à l'été prochains. Mais il va de soi que le Collège n'est pas en mesure de maîtriser le calendrier des firmes invitées à collaborer avec la commune.

Les jeux qui doivent être remplacés au jardin du Chat ont été enlevés.

Les circonstances de l'accident qui s'est produit au parc du Wolvendael sont les suivantes : une fillette s'est coincé et fracturé le petit orteil en glissant pieds nus sur le toboggan et les parents ont eu le bon réflexe de signaler l'incident à l'administration communale. Les services communaux ont demandé aux firmes concernées si les jeux répondaient aux normes en vigueur et celles-ci l'ont bien confirmé. L'échevinat a adressé un rapport au SPF Economie pour déclarer l'accident, étant donné que ce ministère peut retirer la certification du jeu si plusieurs accidents du même type surviennent sur celui-ci.

Les agents du SPF se sont rendus sur place à la demande de la commune et n'ont pas émis de remarque particulière à l'égard du toboggan, si ce n'est qu'un petit rebord justifierait une vérification de la part de la firme. Cependant, ils ont constaté des distorsions par rapport à d'autres normes, notamment des écarts susceptibles d'entraîner un risque d'étranglement pour les enfants du fait qu'ils pourraient être coincés à hauteur de la tête. Les agents des firmes doivent venir d'ici une semaine pour procéder aux réparations sur les jeux visés, qui ont évidemment été fermés. Ils devront réduire ces écarts afin que les enfants puissent à nouveau jouer sur ces structures en toute sécurité.

Mme l'Echevine De Brouwer tient quand même à remarquer qu'une aire de jeux « zéro accident » n'existe pas car en s'amusant, les enfants ont toujours tendance à repousser leurs limites.

Une nouvelle aire de jeux a été inaugurée récemment rue Wansart, juste derrière le centre administratif. Le Collège a validé l'avant-projet relatif à la deuxième phase de réaménagement des jeux prévus à hauteur de l'ancien étang de pêche. Il a fallu renoncer à l'installation de l'aire de jeux prévue au jardin de la Pergola, en raison de la détection d'une pollution du sol et de la nappe par les PFAS.

L'installation d'éléments ludiques constitués de petits rondins est prévue au parc Raspail et des concertations sont en cours avec les riverains du square Jongen en vue du réaménagement de ce dernier.

Suite au processus participatif lancé l'année dernière sous l'égide de Mme Ledan, le terrain de tennis abandonné du parc Montjoie sera reconverti en zone multisports intégrant des infrastructures destinées plus particulièrement aux adolescents.

Si la situation budgétaire le permet, la rénovation des aires de jeux du jardin Zandbeek sera entreprise au cours des prochaines années et il n'est pas exclu qu'un sondage soit organisé pour recueillir l'avis des usagers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van mevr. Sirtaine : Beveiliging van speelplaatsen.

Mevr. Sirtaine herinnert eraan dat de PS aandringt op het belang van een gegarandeerde toegang tot veilige speelplaatsen voor alle Ukkelaars in hun wijk.

Voor de PS zijn speelplaatsen een fundamentele ruimte voor gezinnen en hun kinderen, vooral als ze geen eigen tuin hebben. De socialistische fractie zal ook elk mogelijk project van de meerderheid steunen om nieuwe speelplekken in de gemeente te creëren.

Sinds maart 2025 is de speeltuin Kat gedeeltelijk ontoegankelijk. In het informatiebericht van de gemeente stond dat "dit gebied tijdelijk gesloten is omdat het niet langer aan de veiligheidsnormen voldoet" en dat "de groendiensten van de gemeente van plan zijn om studies uit te voeren" om de situatie te verhelpen.

Het is natuurlijk essentieel dat het terrein veilig is maar het is jammer dat het

speelterrein sinds afgelopen lente niet meer toegankelijk is en je vraagt je af hoe het sindsdien wordt beheerd. We naderen nu het einde van de zomer; het is echt jammer dat deze ruimte niet toegankelijk was tijdens de mooie dagen.

Wat de speeltuin Wolvendael betreft, heeft het proces om de locatie veilig te stellen, dat al sinds augustus 2024 aan de gang is, enige tijd geduurd, tot wanhoop van de parkgebruikers.

Ze herinnert eraan dat zij op 20 maart 2025 al een mondelinge vraag had gesteld over het veiliger maken van het park, en met name de speeltuin.

Sindsdien stroomt het water onder de brug door en is de speeltuin eindelijk weer open voor het publiek.

Maar nu is er een nieuw probleem ontstaan en worden de Ukkelaars opnieuw geconfronteerd met een speeltuin die gedeeltelijk ontoegankelijk en blijkbaar onveilig is.

Deze keer heeft een glijbaan, waardoor een klein meisje half juli haar voet brak, er naar verluidt voor gezorgd dat de speeltuin op 26 augustus (enkel?) tot nader order is gesloten, om tijd te hebben om de faciliteiten, die in overeenstemming met de veiligheidsnormen zijn verklaard, te versterken om een nieuw ongeluk te voorkomen gezien de vastgestelde risico's.

Welke veiligheidsmaatregelen zijn door de gemeente genomen (al dan niet op basis van studies van de Groendienst), en wanneer, om de betreffende speelplekken volledig toegankelijk en veilig te maken in relatie tot de "vastgestelde risico's"?

Is de gemeente van plan nieuwe speelplaatsen te creëren en zo ja, in welke wijken? Zouden gebieden die speciaal voor tieners zijn bedoeld (zoals skateparken) worden opgenomen? De socialistische fractie zou alle maatregelen in dit verband a priori steunen.

Schepen De Brouwer antwoordt dat de inspectie van speelplekken door de Groendienst was geprofessionaliseerd.

Sinds begin maart wordt dit werk uitgevoerd door een fulltime ambtenaar.

Er is ook besloten om een extern bedrijf de opdracht te geven om een jaarlijkse inspectie uit te voeren.

Uit deze inspecties bleek dat sommige speeltoestellen in verschillende speelzones niet meer aan de veiligheidsnormen voldeden en daarom niet meer door kinderen gebruikt konden worden.

Geconfronteerd met een aantal sets die vervangen of hersteld moesten worden, moest de Groendienst prioriteiten stellen door zich eerst te richten op wat intern gerepareerd kon worden en vervolgens op wat door het bedrijf hersteld of vervangen moest worden.

Daarom bleef het spel in te Kattuin zo lang ontoegankelijk en de situatie in het Montjoiepark is vergelijkbaar.

Schepen De Brouwer zal de plannen voor de herinrichting van de speelplekken presenteren tijdens de volgende vergadering van de raad omdat het haar doel is om dit jaar nog een aannemer aan te stellen, zodat het werk begin volgend jaar kan beginnen om ervoor te zorgen dat kinderen volgend voorjaar of volgende zomer toegang hebben tot de speelplekken. Maar het spreekt voor zich dat het college niet in een positie verkeert om het schema te controleren van bedrijven die worden uitgenodigd om met de gemeente samen te werken.

De speeltoestellen die moeten worden vervangen in de Kattuin zijn verwijderd.

De omstandigheden van het ongeluk in het Wolvendaelpark zijn als volgt: een klein meisje kwam met haar kleine teen terecht toen ze op blote voeten uitgleed op de glijbaan, en de ouders waren zo verstandig om het incident te melden bij de gemeente. De gemeentediensten vroegen de betrokken bedrijven of de speeltoestellen voldeden aan de huidige normen en zij bevestigden dat dit het geval was. Het schepenkantoor

heeft een verslag gestuurd naar de FOD Economie om het ongeval aan te geven, aangezien dit ministerie de certificering van het spel kan intrekken als er meerdere ongevallen van hetzelfde type op gebeuren.

FOD-ambtenaren bezochten de locatie op verzoek van de gemeente en hadden geen bijzondere opmerkingen over de glijbaan, behalve dat een klein randje een controle door het bedrijf zou rechtvaardigen. Ze vonden echter afwijkingen ten opzichte van andere normen, in het bijzonder afwijkingen die zouden kunnen leiden tot een wurgrisico voor kinderen, omdat ze op hoofdhoogte beknelde zouden kunnen raken. De medewerkers van het bedrijf zullen binnen een week arriveren om herstellingen uit te voeren aan de spellen in kwestie, die duidelijk zijn afgesloten. Ze zullen deze gaten moeten dichten zodat kinderen weer veilig op deze structuren kunnen spelen.

Schepen De Brouwer wil er echter op wijzen dat er niet zoiets bestaat als een speeltuin “zonder ongelukken” omdat kinderen altijd de neiging hebben hun grenzen te verleggen als ze plezier hebben.

In de Wansartstraat, net achter het administratief centrum, werd onlangs een nieuwe speeltuin ingehuldigd. Het college heeft het voorlopige ontwerp voor de tweede fase van de herinrichting van het speelgebied bij de voormalige visvijver goedgekeurd. De installatie van de speeltuin die gepland was voor de Pergola-tuin moest worden afgebroken nadat PFAS bodem- en grondwaterverontreiniging werd ontdekt.

De installatie van speelelementen gemaakt van kleine boomstammen is gepland voor het Raspailpark en er wordt overlegd met de bewoners van de Jongensquare met het oog op de herinrichting ervan.

Na het inspraakproces dat vorig jaar onder leiding van mevr. Ledan van start ging, zal de verlaten tennisbaan in het Montjoiepark worden omgebouwd tot een multisportterrein met faciliteiten die specifiek gericht zijn op tieners.

Als het budget het toelaat, zal de renovatie van de speelplaatsen in de Zandbeektuin de komende jaren worden uitgevoerd en het is mogelijk dat er een enquête zal worden georganiseerd om de mening van de gebruikers te verzamelen.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0065 **Question orale de Mme Kokaj : Effets de la canicule sur les enfants de nos écoles primaires.**

Mme Kokaj rappelle que les derniers jours du mois de juin ont été marqués par une canicule au cours de laquelle le thermomètre a dépassé 35°C.

Contrairement aux grands élèves de l'enseignement secondaire libérés des examens des fin d'année, les élèves de l'enseignement fondamental étaient encore à l'école durant ces journées insupportables.

Confronté à des températures similaires, notre voisin français prévoyait près de 1.350 fermetures d'écoles. Chez nous, ce scénario n'a pas été envisagé, le cabinet de Mme le Ministre considérant que les fermetures exceptionnelles ne sont permises qu'en cas de force majeure.

Ceci a surpris, et surprendra, mais à ce stade, le code de l'enseignement ne range pas la canicule parmi les cas de force majeure, car ces derniers doivent être imprévisibles. Chaque établissement a été invité à adapter son organisation afin d'assurer, autant que possible, la sécurité et le bien-être des enfants et du personnel.

Dans les faits, la situation fut la suivante : les parents ou grands-parents disponibles ont été invités à garder leurs enfants ou petits-enfants chez eux afin

d'assurer un bien-être que ni les températures, ni les cours d'école ni les bâtiments ne permettent à ce stade de rencontrer lors d'épisodes de canicule. Tous les autres enfants ainsi que les enseignants ont subi, comme autant de Belges, une des facettes du dérèglement climatique.

Vu que les risques de canicule ne se résorberont pas dans les années à venir et sont donc en ce sens prévisibles, il faut pouvoir les gérer autrement que comme des cas de force majeure. Mme Kokaj souhaite dès lors poser les questions suivantes.

Le Collège prévoit-il des aménagements durables (dans les classes et hors des classes) qui permettent d'assurer le confort de chaque enfant en cas de canicule et de ne plus avoir à agir dans l'urgence à l'avenir ?

La végétalisation des cours d'école fait-elle partie, le cas échéant, de ces aménagements ? Uccle a acquis une véritable expertise en termes de création d'îlots de fraîcheur. On sait qu'un arbre est l'équivalent de 20 climatiseurs. On sait par ailleurs toutes les opportunités d'apprentissage qu'offre un arbre dans une cour d'école. Comme le relevait Ovide Decroly, un des plus célèbres Ucclois, « les arbres ne sont pas des éléments de décor, mais des outils pédagogiques puissants qui ancrent l'éducation dans la réalité et stimulent le développement global de l'enfant ».

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que la plupart des écoles sont dotées de stores et de rideaux pour couper les rayons du soleil.

De tels aménagements sont plus difficiles à l'école du Longchamp, où les fenêtres sont tellement hautes qu'il est difficile de les couvrir jusqu'en haut. Les services sont en train d'examiner s'il est possible de mettre des films sur l'arrondi des fenêtres.

Le service du Facility Management est en mesure de mettre en place de nouveaux filtres susceptibles de laisser passer la lumière tout en retenant la chaleur. On envisage de tester ce dispositif dans certaines classes pour voir s'il permet de couper la chaleur l'été tout en évitant qu'il ne fasse trop froid l'hiver.

De manière générale, les écoles établies dans de nouveaux bâtiments (écoles du Merlo, de Calevoet, des Eglantiers) résistent plus facilement aux effets de la canicule que celles qui sont installées dans des bâtiments plus anciens.

Les établissements scolaires du Homborch et de Saint-Job font l'objet d'un soin particulier pour ce qui concerne la végétalisation des cours d'école. Mme l'Echevin Gol-Lescot cite à cet égard le projet sur l'eau réalisé en collaboration avec Mme l'Echevine De Brouwer, qui a donné lieu à des plantations d'arbres et à l'aménagement d'une mare dans un patio.

Normalement, le cahier des charges pour des développements ultérieurs devrait être proposé par le service du Facility Management le mois prochain et la désignation de la firme devrait avoir lieu à la fin de l'année. Si c'est le cas, les travaux pourraient être entrepris l'année prochaine. Il faudra tenir compte des modifications du calendrier scolaire, eu égard au fait que les travaux envisagés (comportant l'enlèvement et le broyage du béton existant) sont d'une lourdeur telle qu'ils peuvent difficilement être effectués durant les périodes de cours.

L'échevinat envisage de traiter deux écoles par an. Après les écoles du Homborch et de Saint-Job, ce sont les écoles de Messidor et du Val Fleuri qui feront l'objet d'aménagements.

L'école du Centre dispose déjà, quant à elle, d'un énorme jardin et bénéficie des aménagements qui ont été effectués il y a deux ans.

La nouvelle conception des cours d'école implique un changement de philosophie. La végétalisation s'avère en effet difficilement compatible avec la pratique du football. On envisage dès lors un autre mode de gestion des cours d'école : par exemple, pour une des cours d'école du Homborch, les plans prévoient l'aménagement d'une sorte de piste d'athlétisme sur le pourtour avec quand même l'installation d'un panier de basket à un endroit spécifique.

Mme l'Echevin Gol-Lescot précise aussi que le réaménagement d'une cour d'école dans cet esprit coûte aux alentours de 5 millions d'euros et que l'enseignement communal ucclois compte 11 établissements. Il s'agit donc d'un travail de longue haleine qui doit être accompli de façon progressive.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : Effecten van de hittegolf op kinderen in onze basisscholen.

Mevr. Kokaj herinnert zich dat de laatste dagen van juni gekenmerkt werden door een hittegolf waarbij de thermometer boven de 35°C uitkwam.

In tegenstelling tot de oudere leerlingen van de middelbare school die vrij waren van eindejaarsexamens, zaten de leerlingen van het basisonderwijs nog op school tijdens deze ondraaglijke dagen.

Frankrijk voorspelde voor vergelijkbare temperaturen bijna 1.350 sluitingen van scholen. In ons geval is dit scenario niet voorzien, aangezien het kabinet van de minister van mening is dat uitzonderlijke sluitingen alleen zijn toegestaan in gevallen van overmacht.

Dit kwam als een verrassing en zal ook in de toekomst als een verrassing komen, maar op dit moment classificeert de onderwijscode hittegolven niet als gevallen van overmacht, omdat deze onvoorzienbaar moeten zijn. Elke school moet haar organisatie aanpassen om de veiligheid en het welzijn van de kinderen en het personeel zoveel mogelijk te waarborgen.

In de praktijk was de situatie als volgt: ouders of grootouders die beschikbaar waren, werden uitgenodigd om hun kinderen of kleinkinderen thuis te houden om een niveau van welzijn te garanderen dat noch de temperaturen, noch het schoolterrein, noch de gebouwen konden bieden tijdens hittegolven. Alle andere kinderen en leerkrachten hebben, zoals zoveel Belgen, één aspect van de klimaatverandering ervaren.

Aangezien het risico op hittegolven de komende jaren niet zal afnemen en dus te voorzien is, moeten we ze kunnen beheersen als iets anders dan overmacht. Mevr. Kokaj wil daarom de volgende vragen stellen.

Heeft het college plannen voor de lange termijn (binnen en buiten de klas) om ervoor te zorgen dat elk kind zich comfortabel voelt in het geval van een hittegolf, zodat we in de toekomst geen noodmaatregelen hoeven te nemen?

Maakt het planten van bomen op schoolpleinen deel uit van deze ontwikkelingen? Ukkel heeft een echte expertise opgebouwd in het creëren van koelte-eilanden. Eén boom is het equivalent van 20 airconditioners. Bovendien kennen we alle leermogelijkheden die een boom op een schoolplein biedt. Zoals Ovide Decroly, een van de beroemdste Ukkelaars, zei: "bomen zijn geen decoratieve elementen maar krachtige educatieve hulpmiddelen die het onderwijs verankeren in de realiteit en de algehele ontwikkeling van het kind stimuleren".

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat de meeste scholen rolgordijnen en gordijnen hebben om de zon tegen te houden.

Dergelijke regelingen zijn moeilijker op de school Longchamp, waar de ramen zo hoog zijn dat het moeilijk is om ze helemaal tot bovenaan te bedekken. De diensten onderzoeken momenteel de mogelijkheid om folie aan te brengen op de afgeronde hoeken van de ramen.

De dienst Facility Management kan nieuwe filters installeren die licht binnenlaten maar warmte tegenhouden. We zijn van plan om dit systeem in enkele klaslokalen te testen om te zien of het de hitte in de zomer kan verminderen en tegelijkertijd kan voorkomen dat het in de winter te koud wordt.

Over het algemeen zijn scholen in nieuwe gebouwen (Merlo, Calevoet, Les Eglantiers) beter bestand tegen de gevolgen van de hittegolf dan scholen in oudere gebouwen.

De scholen Homborch en Saint-Job besteden bijzondere aandacht aan de beplanting van hun schoolterreinen. In dit verband vermeldt schepen Gol-Lescot het waterproject dat in samenwerking met schepen De Brouwer is uitgevoerd en dat resulteerde in de aanplanting van bomen en de aanleg van een vijver in een patio.

Normaal gesproken worden de specificaties voor verdere ontwikkelingen volgende maand voorgesteld door de dienst Facility Management departement en wordt het bedrijf aan het eind van het jaar aangesteld. Als dit het geval is, zouden de werken volgend jaar kunnen beginnen. Er moet rekening worden gehouden met wijzigingen in de schoolkalender, aangezien de geplande werken (waaronder het verwijderen en breken van het bestaande beton) zo omvangrijk zijn dat ze nauwelijks tijdens schoolperiodes kunnen worden uitgevoerd.

De gemeente is van plan om twee scholen per jaar te behandelen. Na de scholen Homborch en Saint-Job zullen nu ook de scholen Messidor en Val Fleuri worden verbeterd.

De school Centre heeft al een enorme tuin en profiteert van de verbeteringen die twee jaar geleden zijn aangebracht.

Het nieuwe concept van schoolterreinen houdt een verandering van filosofie in. Vegetatie blijkt moeilijk compatibel met voetbal. Voor een van de schoolpleinen in Homborch is bijvoorbeeld gepland om een soort atletiekbaan aan te leggen rond de omtrek, met een basketbalring op een specifieke plek.

Schepen Gol-Lescot wijst er ook op dat het op deze manier herinrichten van een schoolplein ongeveer 5 miljoen euro kost, en dat er 11 Ukkelse gemeentescholen zijn. Het is dus een klus voor de lange termijn die geleidelijk moet worden geklaard.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0066 **Question orale de M. Mercenier : marquage des places de stationnement.**

M. Mercenier rappelle que cet été, le Collège, tout comme le groupe politique socialiste, a été interpellé par un citoyen, manifestement énervé par le manque de réponses à ses questions concernant le marquage des places de stationnement avenue Fond’Roy. Celles-ci sont en effet totalement effacées dans la plus grande partie de l’avenue Fond’Roy. Elles ont par contre été refaites après le réasphaltage du tronçon Pasteur-Foestraets.

On comprend bien qu’après un réasphaltage, il faille quelque temps pour refaire le marquage.

Mais qu’en est-il des marquages effacés, avenue Fond’Roy comme ailleurs ?

Attend-on pour les refaire un réasphaltage prochain ? Dans ce cas, quand celui-ci est-il programmé pour l’avenue Fond’Roy ?

Ou a-t-on modifié la politique de marquage de manière globale, en décidant de ne plus en dessiner sur l’avenue Fond’Roy comme dans d’autres artères où il y en avait précédemment, pour revenir à la situation

des voiries où il n'y a jamais eu de marquage ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'auparavant, on procédait à des marquages à la peinture pour les emplacements dévolus au stationnement.

Dorénavant, on opte plutôt pour le « thermoplastique », dont la pérennisation est plus certaine, mais pour être en mesure de badigeonner ce type d'enduit, il faut que la peinture précédente ait complètement disparu, qu'elle ait été retirée avec le temps. Il serait possible de forcer ce retrait mais ce n'est pas conseillé parce que cela risquerait d'abîmer le revêtement.

Le tronçon de l'avenue Fond'Roy auquel M. Mercenier fait référence a été réasphalté et marqué immédiatement au thermoplastique. Pour ce qui concerne les autres tronçons de l'avenue Fond'Roy, qui ne requièrent pas un renouvellement asphaltique, on attend que la peinture ait complètement disparu. Vu que le niveau de dégradation de la peinture est déjà bien avancé, le marquage au thermoplastique pourra être effectué dans les prochains mois.

M. Mercenier a l'impression qu'il n'y a pas un réel plan général de gestion du marquage.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le service procède à un suivi des marquages sur l'ensemble du territoire communal, en accordant une attention particulière aux passages pour piétons.

Le règlement relatif à la circulation routière prévoit explicitement que les emplacements de stationnement ayant fait l'objet d'un marquage doivent être entretenus de façon systématique.

M. l'Echevin Wyngaard n'est pas a priori hostile à une extension de la politique de marquage, qui se traduirait par la réalisation de marquages dans les voiries où les emplacements de parking ne sont pas délimités ou par une généralisation des lignes d'évitement zébrées présentes parfois au début et à la fin des zones de stationnement. Il souligne toutefois qu'une telle mesure engendrerait des coûts supplémentaires de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : markering van parkeerplaatsen.

De h. Mercenier herinnert zich dat het college deze zomer, net als de socialistische fractie, werd benaderd door een burger die zich duidelijk ergerde aan het gebrek aan antwoorden op zijn vragen over de markering van parkeerplaatsen op de Vronerodelaan. Op het grootste deel van de Vronerodelaan zijn deze verdwenen.

Ze werden echter opnieuw geasfalteerd nadat het gedeelte Pasteur-Foestraets opnieuw was geasfalteerd.

Het is begrijpelijk dat het na een herasfaltering enige tijd kost om de markering opnieuw uit te voeren.

Maar hoe zit het met de uitgewiste markeringen op de Vronerodelaan en elders?

Verwachten we dat ze in de nabije toekomst opnieuw worden geasfalteerd? Zo ja, wanneer is deze gepland voor de Vronerodelaan?

Of is het wegmarkeringsbeleid in zijn geheel gewijzigd, met het besluit om geen wegmarkeringen meer aan te brengen op de Vronerodelaan, zoals eerder op andere doorgaande wegen, en terug te keren naar de situatie waarin er nooit wegmarkeringen waren?

Schepen Wyngaard antwoordt dat parkeerplaatsen vroeger met verf gemarkeerd werden.

Tegenwoordig kiezen mensen voor "thermoplastic", dat duurzamer is, maar om dit type coating aan te kunnen brengen, moet de vorige verf volledig zijn verdwenen en na verloop van tijd zijn verwijderd. Het is mogelijk om deze verwijdering te forceren maar dit wordt niet aanbevolen omdat dit de coating kan beschadigen.

Het deel van de Vronerodelaan waarnaar de h. Mercenier verwijst, werd opnieuw geasfalteerd en onmiddellijk gemarkeerd met thermoplastic. Voor de andere delen van de Vronerodelaan, waar het asfalt niet hoeft te worden vernieuwd, wachten we tot de verf helemaal is verdwenen. Aangezien het niveau van de aantasting van de verf al ver gevorderd is, kunnen de thermoplastische markeringen de komende maanden worden aangebracht.

De h. Mercenier heeft de indruk dat er geen echt algemeen plan is voor het beheer van de markering.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de dienst de wegmarkeringen in de hele gemeente controleert, met speciale aandacht voor zebrapaden.

In de verkeersregels staat expliciet dat gemarkeerde parkeerplaatsen systematisch moeten worden onderhouden.

Schepen Wyngaard staat niet a priori afwijzend tegenover een uitbreiding van het markeringsbeleid, die zou leiden tot het aanbrengen van markeringen op wegen waar geen parkeervakken zijn afgebakend, of tot het veralgemenen van de verdrijfvakken die soms aan het begin en einde van parkeervakken aanwezig zijn. Hij wijst er echter op dat een dergelijke maatregel extra kosten van enkele tienduizenden euro's met zich mee zou brengen.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0067 **Question orale de Mme Sirtaine : Cartes PMR.**

Mme Sirtaine souhaite revenir sur la triste saga de l'été, en l'occurrence celle de la mauvaise utilisation par, semblerait-il, le chauffeur d'un responsable politique, et ce « à son insu de son plein gré », d'une carte de stationnement PMR qui serait apparemment au nom d'une personne décédée.

« Si tu prends ma place, prends mon handicap », comme le disait le slogan des campagnes de sécurité routière visant la sensibilisation au respect des places de

stationnement réservées aux personnes en situation de handicap. Cette phrase incite les automobilistes valides à réfléchir à l'impact de leur stationnement sur les personnes qui ont réellement besoin de ces places.

Plus largement, elle rappelle les difficultés quotidiennes liées au handicap et la nécessité du « vivre ensemble » et du respect de la dignité des personnes porteuses de handicap.

Le PS prône l'inclusion des besoins spécifiques et des droits des personnes en situation de handicap dans toutes les politiques. Il souhaite des aménagements raisonnables pour mettre en place les adaptations : environnement urbanistique, logements, mobilité, accès aux soins de santé, aux services, au travail, droit à la dignité des personnes.

Cet épisode regrettable amène Mme Sirtaine à s'interroger sur la gestion des cartes PMR à Uccle et surtout sur leur fin de validité.

Le site web de la commune expose les dispositions suivantes :

« La carte européenne de stationnement pour personnes porteuses de handicap (appelée « carte PMR ») délivrée par un organisme officiel tient lieu de carte de stationnement. La carte est strictement personnelle. Elle ne peut être utilisée que lorsque le titulaire est transporté dans le véhicule qui est mis en stationnement ou lorsqu'il conduit lui-même le véhicule ».

La carte est octroyée par le SPF Sécurité sociale. À Uccle, toute personne peut introduire sa demande via le service de l'Action sociale. Le PS salue cette procédure d'assistance aux Ucclois en situation de handicap, organisée par la commune.

La carte de stationnement PMR, une fois octroyée, peut être valable à vie ou pour une durée limitée. Dès lors, il y a lieu de se demander ce qui se passe pour la commune et son service de l'Action sociale quand la carte octroyée perd sa validité.

Pour ce qui concerne la fin de validité des cartes de stationnement PMR, le SPF Sécurité sociale signale-t-il à la commune les cartes qui ne sont plus valables, par exemple via une base de données partagées du SPF et/ou de la commune ou de son service de l'Action sociale ?

Quel est le nombre de cartes de stationnement PMR en circulation à Uccle ?

Mme l'Echevine De Brouwer estime que la question de Mme Sirtaine a le mérite de permettre l'ouverture d'une réflexion au sein du service de l'Action sociale.

Selon les données datant d'avril 2025, il y a actuellement 1908 cartes de stationnement PMR en circulation à Uccle.

Mme l'Echevine De Brouwer déduit des diverses réponses reçues que le service n'est pas informé lorsqu'une carte n'est plus valable.

Le service a dès lors demandé des précisions au SPF pour savoir si le chiffre communiqué concerne bien l'ensemble des cartes en circulation active et tient compte des personnes décédées et si l'on procède à des actualisations régulières sur base du registre national.

Cependant, vu que les réponses n'ont pas encore été transmises, Mme l'Echevine De Brouwer n'est pas en mesure de fournir des éclaircissements au Conseil. Dès que les renseignements auront été fournis, elle ne manquera de les communiquer par mail ou en réponse à une question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de Mevr. Sirtaine : PMB-kaart.

Mevr. Sirtaine wil graag terugkomen op de trieste saga van deze zomer, namelijk die van het misbruik door de chauffeur van een politicus, blijkbaar "zonder zijn medeweten of toestemming", van een PBM-parkeerkaart die blijkbaar op naam stond van een overleden persoon.

"Als je mijn plaats inneemt, neem dan mijn handicap" is de slogan van verkeersveiligheidscampagnes die erop gericht zijn mensen bewust te maken van de noodzaak om gereserveerde parkeerplaatsen voor personen met een handicap te respecteren. Deze zin moedigt valide automobilisten aan om na te denken over de impact van hun parking op de mensen die deze plaatsen echt nodig hebben.

Meer in het algemeen benadrukt het de dagelijkse moeilijkheden die gepaard gaan met een handicap en de noodzaak om "samen te leven" en de waardigheid van personen met een handicap te respecteren.

De PS pleit voor het opnemen van de specifieke behoeftes en rechten van personen met een handicap in al het beleid. Het vraagt om redelijke aanpassingen om aanpassingen mogelijk te maken: de stedelijke omgeving, huisvesting, mobiliteit, toegang tot gezondheidszorg, diensten en werk, en het recht op persoonlijke waardigheid.

Deze betreurenswaardige episode heeft mevr. Sirtaine ertoe gebracht vraagtekens te zetten bij het beheer van de PBM-kaarten in Ukkel, en in het bijzonder bij de vervaldatum ervan.

Op de website van de gemeente staan de volgende bepalingen:

“De Europese parkeerkaart voor gehandicapten die werd uitgereikt door een officiële instelling, fungeert als parkeerkaart. De kaart is strikt persoonlijk. De kaart mag alleen worden gebruikt als de houder wordt vervoerd in het geparkeerde voertuig of als de houder zelf het voertuig bestuurt.”

De kaart wordt uitgegeven door de FOD Sociale Zekerheid. In Ukkel kan iedereen een aanvraag indienen via de dienst Sociale Actie. De PS verwelkomt deze procedure, georganiseerd door de gemeente, om de Ukkelaars met een handicap te helpen.

Eenmaal uitgegeven kan deze parkeerkaart levenslang of voor een beperkte periode geldig zijn. Dit roept de vraag op wat er met de gemeente en haar dienst Sociale Actie gebeurt als de kaart haar geldigheid verliest.

Wat het vervallen van deze parkeerkaarten betreft, brengt de FOD Sociale Zekerheid de gemeente op de hoogte van kaarten die niet langer geldig zijn, bijvoorbeeld via een gedeelde databank van de FOD en/of de gemeente of haar dienst Sociale Actie?

Hoeveel dergelijke parkeerkaarten zijn er in omloop in Ukkel?

Schepen De Brouwer vindt dat de vraag van mevr. Sirtaine de verdienste heeft om een discussie op gang te brengen binnen de dienst Sociale Actie.

Volgens gegevens van april 2025 zijn er momenteel 1.908 parkeerkaarten in omloop in Ukkel.

Ze leidt uit de verschillende ontvangen antwoorden af dat de dienst niet wordt geïnformeerd wanneer een kaart niet langer geldig is.

De dienst vroeg de FOD dan ook om te verduidelijken of het meegedeelde cijfer inderdaad betrekking heeft op alle kaarten in actieve omloop en rekening houdt met de overleden personen, en of er regelmatig updates worden uitgevoerd op basis van het rijksregister.

Maar omdat de antwoorden nog niet zijn ontvangen, kan schepen De Brouwer de raad geen toelichting geven. Zodra de informatie is verstrekt, wordt deze per e-mail of als antwoord op een schriftelijke vraag verzonden.

De Raad neemt kennis.

impétrants.

Mme Kabachi a été récemment interpellée par plusieurs de ses voisins à propos des conséquences des chantiers successifs qui ont fortement affecté la rue où elle est domiciliée.

En juin, des travaux réalisés par Proximus ont entraîné l'ouverture complète du trottoir, lequel a été laissé recouvert d'une épaisse couche de sable blanc.

Par la suite, un chantier de la STIB pour le remplacement d'un câble défectueux a occasionné d'importants dégâts dans le bas de la rue : trottoir et bordures détériorés, égout totalement obstrué.

Ces dégradations ont eu des répercussions directes sur les habitants : lors d'un orage fin juillet, les caves d'un immeuble ont de nouveau été inondées, l'égout bouché n'ayant pu assurer son rôle d'évacuation. Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'égout avait récemment été modifié et raccordé au centre de la rue, à la suite d'un précédent sinistre attribué à Vivaqua.

Quel suivi la commune assure-t-elle après l'intervention des impétrants sur la voirie ?

Un état des lieux est-il systématiquement réalisé avant et après les chantiers afin de garantir une remise en état correcte ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'un état des lieux est établi de façon systématique. Des réunions de chantier, auxquelles participe un agent du service de la Voirie, ont lieu une fois par semaine sur place.

L'usage de sable est assez classique : une fois qu'on a procédé à un pavage, du sable est étalé afin de reboucher les interstices.

Un agent du service qui s'est rendu sur place cet après-midi a indiqué à M. l'Echevin Wyngaard que l'opération visant à refermer le trottoir n'était pas parfaite mais néanmoins correcte, sans énormes défauts.

Pour ce qui concerne l'avaloir, la situation sera examinée et le nécessaire sera fait, par le service de la Propreté ou le service de la Voirie selon la gravité du problème. Si la situation requiert une réparation ou un remplacement, l'intervention relève en effet du service de la Voirie.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi : Opvolging van wegwerkzaamheden door de aanvragers.

Mevr. Kabachi is onlangs door een aantal van haar burens aangesproken over de gevolgen van de opeenvolgende werken die een grote impact hebben gehad op de straat waar ze woont.

In juni zorgden de werken van Proximus ervoor dat het trottoir volledig werd opgebroken en bedekt met een dikke laag wit zand.

Vervolgens veroorzaakte een werf van de MIVB om een defecte kabel te vervangen grote schade onderaan de straat, waarbij het trottoir en de trottoirranden beschadigd werden en de riolering volledig geblokkeerd raakte.

Deze schade heeft directe gevolgen gehad voor de bewoners: tijdens een storm eind juli liepen de kelders van een gebouw opnieuw onder water, omdat het verstopte riool zijn drainagetaak niet kon uitvoeren. Deze situatie is des te zorgwekkender omdat de riolering onlangs werd aangepast en aangesloten op het midden van de straat, na een eerder incident dat werd toegeschreven aan Vivaqua.

Welke opvolging geeft de gemeente nadat de aannemers aan de weg hebben gewerkt?

Wordt er systematisch een plaatsbeschrijving opgemaakt voor en na de werf

om ervoor te zorgen dat de oorspronkelijke staat wordt hersteld?

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit systematisch gebeurt. Eenmaal per week worden er op locatie vergaderingen gehouden, die worden bijgewoond door een lid van de dienst Wegen.

Het gebruik van zand is vrij standaard: zodra de bestrating klaar is, wordt er zand gestrooid om de gaten op te vullen.

Een ambtenaar van de dienst die de locatie vanmiddag bezocht, vertelde schepen Wyngaard dat de herbestrating van het trottoir niet perfect was, maar wel correct, zonder grote gebreken.

De situatie met betrekking tot de kolk zal worden onderzocht en de nodige actie zal worden ondernomen door de dienst Reinheid of Wegen, afhankelijk van de ernst van het probleem. Als de situatie herstelling of vervanging vereist, is dit de verantwoordelijkheid van de dienst Wegen.

De Raad neemt kennis.

11.09.2025/A/0069

Question orale de Mme Kabachi : Suppression envisagée de la gare de Linkebeek.

Mme Kabachi rappelle que depuis plusieurs mois, le dossier du RER et la perspective de la suppression de la gare de Linkebeek suscitent une vive inquiétude parmi les habitants d'Uccle. En avril 2025, Mme Kabachi avait déjà attiré l'attention du Collège sur les conséquences majeures qu'entraînerait une telle décision, tant pour la mobilité que pour la qualité de vie des Ucclois. Cette halte, partiellement implantée sur le territoire communal, est fréquentée chaque jour par plus de 1.200 usagers, parmi lesquels de nombreux travailleurs, étudiants et familles du quartier du Homborch et des environs. Sa disparition fragiliserait non seulement l'accessibilité des riverains mais aussi l'équilibre global de l'offre de transport public dans le sud de Bruxelles.

Actuellement, à la lumière des nouvelles informations parues en ce mois de septembre 2025, un compromis serait envisagé : la fermeture de la halte de Linkebeek, compensée par une passerelle cyclo-piétonne reliant directement Linkebeek à la gare de Moensberg, qui ne pourrait toutefois constituer une réelle compensation au vu des impacts concrets pour les usagers quotidiens ou des investissements déjà engagés par la commune et ses partenaires.

Par ailleurs, le Conseil communal de Linkebeek est convoqué le 15 septembre pour voter la convention relative à ce compromis.

Une pétition largement signée, accompagnée de nombreux témoignages d'Ucclois, a récemment été lancée. Elle illustre l'ampleur de la mobilisation citoyenne et confirme que cette problématique dépasse largement le seul territoire de Linkebeek pour concerner directement Uccle et ses habitants.

En tout état de cause, la fermeture de la halte de Linkebeek provoquerait un report massif des voyageurs vers les gares de Moensberg et de Saint-Job, avec à la clé une augmentation sensible du trafic automobile dans ces quartiers ainsi que des problèmes de stationnement liés aux voitures-ventouses. Une telle évolution pénaliserait particulièrement les usagers les plus vulnérables – personnes à mobilité réduite (PMR), familles sans voiture, parents avec poussette –, pour lesquels l'accessibilité deviendrait plus compliquée.

Des informations qui circulent laissent craindre que la ligne S19, qui relie directement Uccle à Brussels Airport, ne desserve plus la commune à l'avenir. Si cela devait se confirmer, il s'agirait d'une perte importante pour l'attractivité et la

connectivité d'Uccle.

Quelles démarches le Collège a-t-il menées depuis le mois d'avril auprès d'Infrabel, de la SNCB et des autorités fédérales pour défendre le maintien de la halte de Linkebeek ? Quelles garanties concrètes a-t-il pu obtenir ?

M. l'Echevin Biermann répond que tous les efforts du Collège se focalisent sur l'amélioration de l'offre de chemin de fer pour les Ucclois et les gens qui étudient ou travaillent à Uccle.

Le Collège a tenu à rencontrer des représentants d'Infrabel et des responsables de la commune de Linkebeek afin d'obtenir des explications aussi claires et concrètes que possible et conformes aux normes internationales applicables en matière de fonctionnement des chemins de fer.

Il apparaît qu'avec le maintien d'un passage à deux voies, on ne peut conserver que 4 arrêts sur 5. Pour avoir 5 arrêts sur le même tronçon, il faudrait 4 voies parce que dans ce cas, le nombre et les écarts de vitesse des trains rendraient impossible sur 2 voies le respect des normes internationales en termes d'espacement.

Il faut donc supprimer un arrêt. Dès lors se pose la question du choix de la gare vouée à disparaître : faut-il supprimer la gare de Linkebeek ou la gare de Moensberg ? Il est désolant qu'il faille en arriver à ce type de discussion.

La gare de Moensberg est un nœud intermodal où se croisent deux lignes, la 124 et la 26.

Dans la situation actuelle, la ligne 124 passe par la gare de Linkebeek et rejoint Calevoet. Il est peu probable qu'il y ait un report sur la gare de Saint-Job alors qu'il pourrait y en avoir un sur la gare de Calevoet. Mais pour aller à Saint-Job, il faut passer par Moensberg et emprunter la ligne 26 et non par la ligne 124 qui passe par la gare de Linkebeek. Ce choix serait très désolant pour les commerçants installés aux abords de la gare de Linkebeek et le serait moins pour les commerçants de la place de Saint-Job, mais il va de soi que le Collège ucclois n'a nullement l'intention de mettre en concurrence ces deux quartiers.

L'échevin linkebeekois Letier, qui est l'alter ego de M. l'Echevin Biermann dans cette commune, défend depuis quelques jours une solution que ce dernier estime très courageuse et déterminée : à la veille du vote relatif à la proposition de moratoire et au compromis proposés par Infrabel, il affirme que cette situation de blocage n'est pas acceptable et qu'il faut essayer de revenir au système à 4 voies. Certes, Infrabel s'engage à éviter tout recours, et donc tout blocage qui serait introduit notamment par la commune de Linkebeek, et à ne pas introduire de nouvelle demande de permis d'urbanisme pendant 12 ans, mais cela ne signifie pas que cette société n'en introduira pas une au terme de cette période de 12 ans. Peut-être reviendra-t-on à ce moment-là au système à 4 voies et dans ce cas, les gares de Linkebeek et de Moensberg pourront jouer leur rôle.

Pour le Collège ucclois, la gare de Moensberg constitue un enjeu essentiel parce qu'elle est le point de connexion entre les lignes 124 et 26.

La situation est regrettable, non seulement pour les citoyens ucclois qui habitent plus près de la gare de Linkebeek que de la gare de Moensberg mais aussi pour l'administration communale, eu égard aux investissements importants réalisés pour éviter que les navetteurs ne rejoignent la gare de Moensberg, dont le parking est limité à 80 places. Et la gare de Holleken ne peut en aucune manière constituer une solution.

Le discours tenu du côté d'Infrabel consiste à dire que la fermeture de la gare de Linkebeek doit déboucher sur un processus qualifié de « fusion », qui se traduit par la création d'un cheminement cyclo-piéton destiné à permettre aux usagers de s'arrêter sur la dalle de parking qui sera aménagée et de rejoindre à pied la gare de Moensberg.

Les Ucclois n'ont évidemment pas de prise sur la décision qui sera adoptée par le Conseil communal de Linkebeek, mais dans le cas où la gare de Linkebeek

devrait être fermée parce qu'on maintient le passage à 2 voies plutôt qu'à 4, ils doivent obtenir des garanties quant aux conditions d'accessibilité de la gare de Moensberg en connexion avec le parking de la gare de Linkebeek et quant au doublement de la desserte à la gare de Moensberg afin d'améliorer l'offre de chemin de fer sur le territoire communal.

Quoi qu'il en soit, le Collège s'efforcera toujours de défendre les intérêts des Ucclois.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi : Overwogen sluiting van het station Linkebeek.

Mevr. Kabachi herinnert eraan dat het GEN-dossier en het vooruitzicht op de afschaffing van het station Linkebeek al enkele maanden voor grote ongerustheid zorgen bij de inwoners van Ukkel. In april 2025 had ze het college al gewezen op de grote gevolgen die een dergelijk besluit zou hebben, zowel voor de mobiliteit als voor de levenskwaliteit van de Ukkelaars. Deze halte, die gedeeltelijk in de gemeente ligt, wordt dagelijks gebruikt door meer dan 1.200 gebruikers, waaronder veel werknemers, studenten en gezinnen uit de wijk Homborch en omgeving. Het verdwijnen ervan zou niet alleen de toegankelijkheid voor de buurtbewoners ondermijnen, maar ook het algemene evenwicht van het openbaar vervoer in het zuiden van Brussel.

Momenteel wordt, in het licht van de nieuwe informatie die in september 2025 werd gepubliceerd, een compromis overwogen: de sluiting van de halte Linkebeek, gecompenseerd door een voetgangers/fietsbrug die Linkebeek rechtstreeks verbindt met het station Moensberg. Dit zou echter geen echte compensatie zijn, gezien de tastbare gevolgen voor de dagelijkse gebruikers of de investeringen die de gemeente en haar partners al hebben gedaan.

Bovendien wordt de gemeenteraad van Linkebeek op 15 september bijeengeroepen om te stemmen over de overeenkomst met betrekking tot dit compromis.

Onlangs is er een petitie gelanceerd die door velen is ondertekend en die vergezeld gaat van talloze getuigenissen van Ukkelaars. Het illustreert de omvang van de publieke mobilisatie en bevestigt dat deze kwestie veel verder gaat dan Linkebeek en rechtstreeks betrekking heeft op Ukkel en zijn inwoners.

In elk geval zou de sluiting van het station Linkebeek leiden tot een massale verplaatsing van reizigers naar de stations Moensberg en Sint-Job, met een aanzienlijke toename van het autoverkeer in deze wijken en parkeerproblemen door langdurig parkeren. Een dergelijke verandering zou vooral nadelig zijn voor de meest kwetsbare gebruikers - personen met beperkte mobiliteit, gezinnen zonder auto, ouders met kindervagens - voor wie de toegankelijkheid ingewikkelder zou worden.

Er doen berichten de ronde dat de S19-lijn, die een rechtstreekse verbinding vormt tussen Ukkel en Brussels Airport, de gemeente in de toekomst misschien niet meer zal bedienen. Als dit wordt bevestigd, zou dit een groot verlies betekenen voor de aantrekkelijkheid en connectiviteit van Ukkel.

Welke stappen heeft het college sinds april ondernomen met Infrabel, de NMBS en de federale overheid om het station Linkebeek te behouden? Welke concrete garanties heeft hij kunnen krijgen?

Schepen Biermann antwoordt dat alle inspanningen van het college gericht waren op het verbeteren van de spoorwegdienst voor de inwoners van Ukkel en de mensen die in Ukkel studeren of werken.

Het College wou graag vertegenwoordigers van Infrabel en ambtenaren van de gemeente Linkebeek ontmoeten om een zo duidelijk en concreet mogelijke uitleg te krijgen die voldoet aan de internationale normen die van toepassing zijn op de exploitatie van spoorwegen.

Het blijkt dat door het handhaven van een tweebaans kruising slechts 4 van de 5 haltes kunnen worden behouden. Om 5 haltes op hetzelfde gedeelte te hebben zou je 4 sporen nodig hebben, omdat in dit geval het aantal en de snelheidsverschillen van de treinen het onmogelijk zouden maken om op 2 sporen te voldoen aan de internationale afstandsnormen.

Daarom moeten we een halte schrappen. Dit roept de vraag op welk station gesloten moet worden: Linkebeek of Moensberg? Het is jammer dat we dit soort discussies moeten voeren.

Station Moensberg is een intermodaal knooppunt waar twee lijnen, 124 en 26, elkaar kruisen.

In de huidige situatie rijdt lijn 124 via station Linkebeek naar Calevoet. Het is onwaarschijnlijk dat er een overstap zal zijn naar het station Sint-Job, maar er zou er wel een kunnen zijn naar het station Calevoet. Maar om naar Sint-Job te gaan moet je via Moensberg en lijn 26 nemen, niet lijn 124, die via het station Linkebeek gaat. Deze keuze zou zeer schrijnend zijn voor de winkeliers rond het station van Linkebeek, en minder voor de winkeliers op het Sint-Jobsplein, maar het spreekt voor zich dat het Ukkelse college niet van plan is om deze twee wijken tegen elkaar op te zetten.

Schepen Letier uit Linkebeek, de alter ego van schepen Biermann in deze gemeente, verdedigt sinds enkele dagen een oplossing die laatstgenoemde als zeer moedig en vastberaden beschouwt: aan de vooravond van de stemming over het voorstel voor een moratorium en het compromis van Infrabel stelt hij dat deze patstelling onaanvaardbaar is en dat er moet worden geprobeerd om terug te keren naar het vierbaanssysteem. Infrabel heeft er zich weliswaar toe verbonden om elk beroep, en dus elke patstelling die met name door de gemeente Linkebeek zou kunnen worden opgeworpen, te vermijden en om gedurende 12 jaar geen nieuwe aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in te dienen, maar dit betekent niet dat de onderneming er geen zal indienen op het einde van deze periode van 12 jaar. Misschien gaan we dan terug naar een vierbaanssysteem, in welk geval de stations Linkebeek en Moensberg hun rol kunnen spelen.

Voor het Ukkelse college is het station Moensberg van groot belang omdat dit het verbindingspunt is tussen de lijnen 124 en 26.

De situatie is betreurenswaardig, niet alleen voor de Ukkelaars die dichterbij het station Linkebeek wonen dan bij het station Moensberg, maar ook voor het gemeentebestuur, gezien de aanzienlijke investeringen die werden gedaan om te voorkomen dat pendelaars naar het station Moensberg gaan, waar de parking beperkt is tot 80 plaatsen. En station Holleken is zeker geen oplossing.

Het standpunt van Infrabel is dat de sluiting van het station Linkebeek zal leiden tot een proces dat "fusie" wordt genoemd, waarbij een voetgangers-/fietspad wordt aangelegd zodat de gebruikers kunnen stoppen aan de nieuwe parking en te voet naar het station Moensberg kunnen gaan.

De Ukkelaars hebben uiteraard geen controle over de beslissing die door de gemeenteraad van Linkebeek zal worden genomen, maar als het station van Linkebeek moet worden gesloten omdat de overgang van 4 naar 2 sporen wordt behouden, moeten ze garanties krijgen over de voorwaarden voor de toegankelijkheid van het station Moensberg in verband met de parking van het station van Linkebeek en over de verdubbeling van de bediening van het station Moensberg om het spooraanbod in de gemeente te verbeteren.

Hoe dan ook zal het college er altijd naar streven om de belangen van de Ukkelaars te verdedigen.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:20
Opheffing van de zitting om 23:20

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj